Tremplin

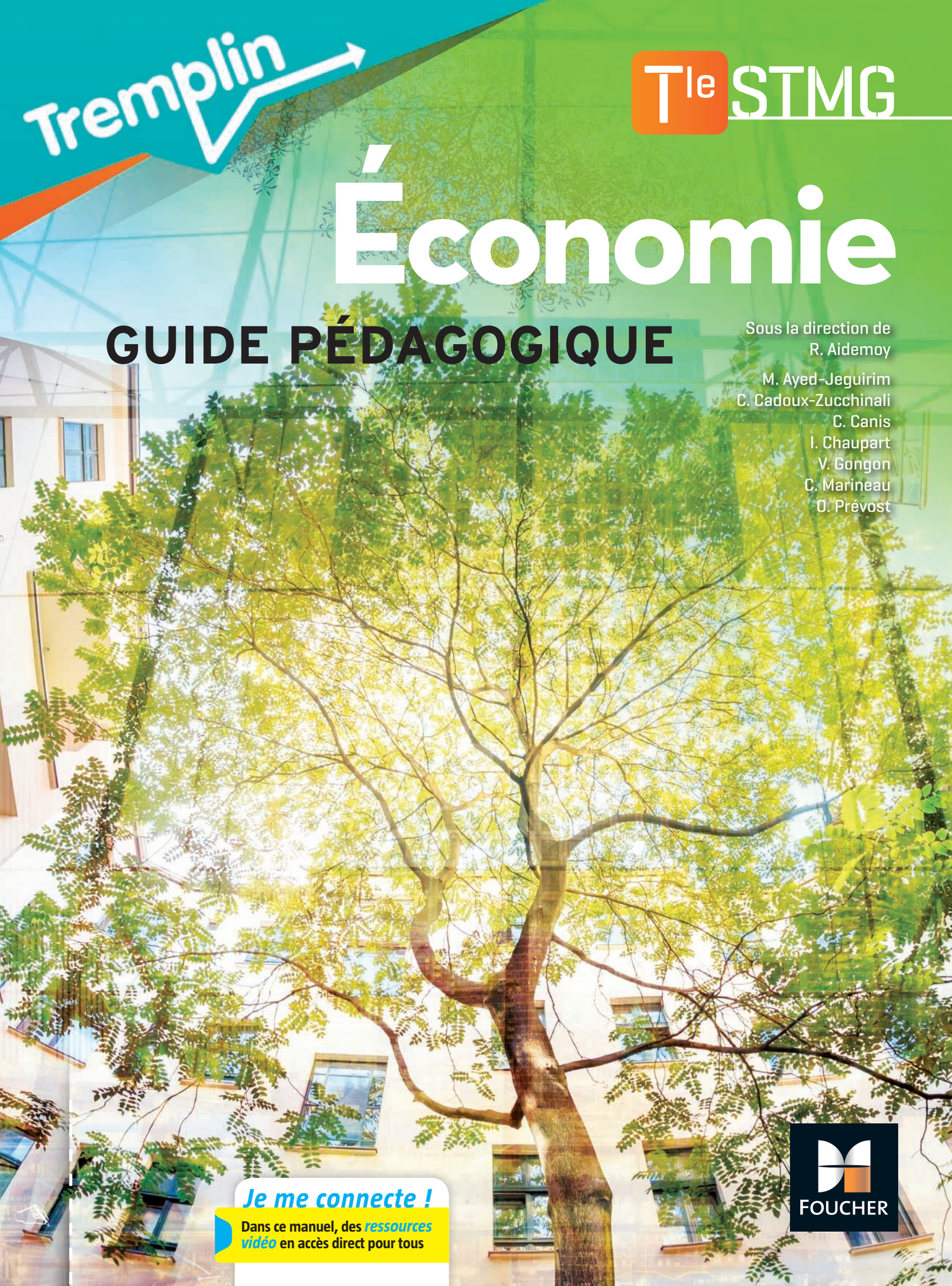
Tle STMG

Économie

GUIDE PÉDAGOGIQUE

Sous la direction de
R. Aidemoy

M. Ayed-Jeguirim
C. Cadoux-Zucchinali
C. Canis
I. Chaupart
V. Gongon
C. Marineau
O. Prévost



Je me connecte !

Dans ce manuel, des *ressources vidéo* en accès direct pour tous

FOUCHER

Tremplin

Tle STMG

Économie

Guide pédagogique

Sous la direction de
R. Aidemoy

M. Ayed-Jeguirim
C. Cadoux-Zucchinali
C. Canis
I. Chaupart
V. Gongon
C. Marineau
O. Prévost

FOUCHER

Sommaire

Thème 7 Le chômage résulte-t-il de dysfonctionnements sur le marché du travail ?

1 Comment fonctionne le marché du travail ? 5
1. Les caractéristiques du marché du travail 6
2. La fixation du salaire 10
Entraînez-vous L'emploi toujours plus précaire ? 14
Entraînez-vous ! – Corrigé 15
Synthèse rédigée 16

2 Quelles sont les explications du chômage ? 19
1. L'analyse du chômage 20
2. Les causes du chômage 25
Entraînez-vous Les difficultés à mesurer le chômage 30
Entraînez-vous ! – Corrigé 31
Synthèse rédigée 32

Vers le Bac thème 7 35
Vers le bac – Thème 7 – Corrigé 39

Thème 8 Quelle est l'efficacité de l'intervention sociale de l'État ?

3 Quels sont les domaines d'intervention de l'État ? 41
1. La protection sociale, levier de réduction des inégalités 42
2. Les logiques complémentaires de la protection sociale 45
3. Le traitement social du chômage 47
Entraînez-vous Les droits rechargeables à l'UNEDIC : un bilan positif 52
Entraînez-vous ! – Corrigé 53
Synthèse rédigée 54

4 Dans quelle mesure la politique sociale est-elle efficace ? 57
1. Les outils de la politique sociale 58
2. L'efficacité de la politique sociale 60
Entraînez-vous Revenu universel : « irréaliste en pratique », juge l'OFCE 66
Entraînez-vous ! – Corrigé 67
Synthèse rédigée 68

5 Qu'est-ce qu'une économie sociale et solidaire ? 69
1. L'ESS complémentaire de l'action de l'État 70
2. Les acteurs de l'ESS 72
3. Les nouveaux modèles économiques 75
Entraînez-vous Engagement et plaidoyer 78
Entraînez-vous ! – Corrigé 79
Synthèse rédigée 80

Vers le Bac thème 8 83
Vers le bac – Thème 8 – Corrigé 87

© Éditions Foucher

Thème 9 L'État a-t-il des marges de manœuvre en termes de politiques économiques ?

6 Qu'est-ce que la politique économique ? 89
1. Les degrés d'intervention de l'État 90
2. Les objectifs de la politique économique 92
3. Les instruments de la politique économique 94
Entraînez-vous La politique industrielle en France 98
Entraînez-vous ! – Corrigé 99
Synthèse rédigée 100

7 Quels sont les instruments et la finalité de la politique économique ? 103
1. La politique monétaire 104
2. La politique budgétaire 106
3. Les politiques de relance et de stabilisation 109
Entraînez-vous Impact et limites des politiques économiques de soutien à la croissance 114
Entraînez-vous ! – Corrigé 115
Synthèse rédigée 116

8 Quelles sont les contraintes pesant sur les politiques économiques dans la zone euro ? 119
1. La coordination des politiques économiques dans la zone euro 120
2. Les contraintes pesant sur le financement de la politique budgétaire 122
Entraînez-vous Faut-il remettre en cause le critère de convergence des 3 % de déficit ? 128
Entraînez-vous ! – Corrigé 129
Synthèse rédigée 130

Vers le Bac thème 9 133
Vers le bac – Thème 9 – Corrigé 137

Thème 10 Une régulation des échanges internationaux est-elle nécessaire ?

9 Quelles sont les caractéristiques des échanges internationaux de biens et services ? 139
1. Les évolutions des échanges internationaux de biens et services 140
2. La mesure des échanges internationaux 144
3. La contribution des FMN aux échanges internationaux 146
Entraînez-vous Comment la relocalisation devient une opportunité pour les entreprises 150
Entraînez-vous ! – Corrigé 151
Synthèse rédigée 152

10 Les pays ont-ils intérêt à échanger librement entre eux ? 155
1. Les fondements du libre-échange 156
2. Des limites du libre-échange aux pratiques protectionnistes 158
3. La régionalisation des échanges 160
Entraînez-vous Donald Trump et le protectionnisme 166
Entraînez-vous ! – Corrigé 167
Synthèse rédigée 168

11 Quels sont les rôles de l'OMC dans les échanges internationaux ? 171
1. L'OMC réglemente les échanges commerciaux 172
2. L'OMC règle les litiges commerciaux 174
3. Les difficultés rencontrées par l'OMC 176
Entraînez-vous Exportations de riz, de maïs et de blé : encore un conflit entre les États-Unis et la Chine 180
Entraînez-vous ! – Corrigé 181
Synthèse rédigée 182

© Éditions Foucher

Vers le Bac thème 10 185
Vers le bac – Thème 10 – Corrigé 189

Thème 11 Pourquoi mettre en œuvre une croissance soutenable ?

12 Quels sont les déséquilibres actuels de la croissance ? 191
1. Les enjeux de la croissance en termes d'inégalités sociales 192
2. Les enjeux de la croissance en termes de démographie 194
3. Les enjeux de la croissance en termes de ressources naturelles 196
Entraînez-vous La fin de l'enfant unique en Chine 200
Entraînez-vous ! – Corrigé 201
Synthèse rédigée 202

13 Vers quelle croissance les économies doivent-elles tendre ? 205
1. La recherche d'un nouveau modèle de développement 206
2. Les indicateurs et instruments du développement durable 208
Entraînez-vous Le Bhoutan, pays du bonheur national brut 212
Entraînez-vous ! – Corrigé 213
Synthèse rédigée 214

Vers le Bac thème 11 217
Vers le bac – Thème 11 – Corrigé 221

Mots-clés – première 223

Mots-clés – terminale 225

© Éditions Foucher

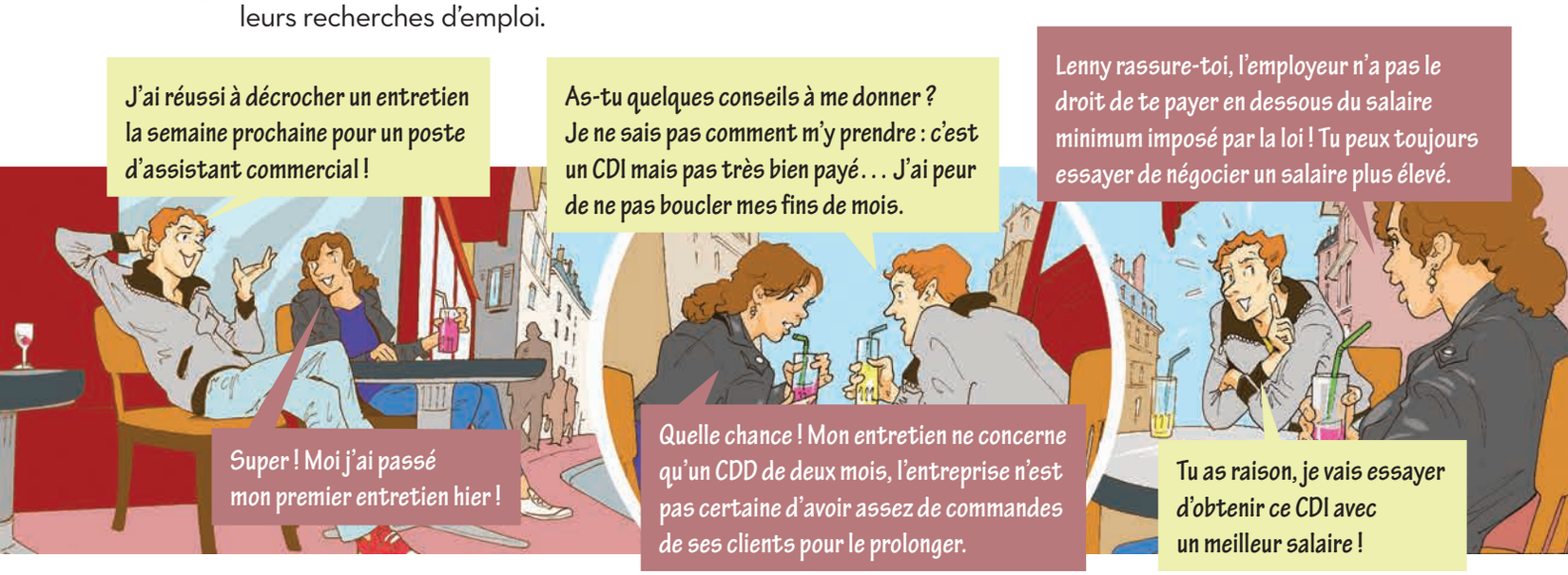
Comment fonctionne le **MARCHÉ DU TRAVAIL** ?

1

NOTIONS
- offre et demande de travail
- population active et taux d'activité
- emplois typiques et atypiques
- négociations salariales
- contraintes légales et conventionnelles
- SMIC

Le premier emploi de Lenny et Elina

Lenny et Elina, deux amis, ont récemment obtenu leur BTS. Ils se retrouvent pour faire le point sur leurs recherches d'emploi.



1 **Repérez les difficultés auxquelles sont confrontés Lenny et Elina dans leur recherche d'emploi.**

Elina est confrontée au problème de la durée du contrat. Il est préférable d'obtenir un contrat à durée indéterminée plutôt qu'un contrat à durée déterminée. Lenny est confronté au problème du salaire faible et à la crainte de ne pas avoir assez de revenus pour vivre correctement.

2 **Indiquez les solutions qui s'offrent aux deux amis.**

Concernant la durée du contrat, seul l'employeur est décisionnaire. Le salaire peut être fixé librement entre l'employeur et le salarié mais il doit respecter certaines contraintes légales.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

L'intérim connaît une belle progression

http://tinyurl.com/zrl25q4 1'36

3 **Concluez en explicitant la principale problématique du marché du travail.**

Il s'agit de la précarité due à la durée du contrat de travail : le contrat à durée indéterminée est le type d'emploi le plus recherché par les demandeurs d'emploi, mais est difficile à trouver. Lorsque les employeurs décident de recruter, ils favorisent souvent des contrats temporaires et à temps partiel. La cause principale est le manque d'activité des entreprises : elles embauchent en CDI quand elles sont certaines de voir leur activité se développer.

© Éditions Foucher

1 Les caractéristiques du marché du travail

A Le fonctionnement du marché du travail

DOC 1 Offre et demande de travail

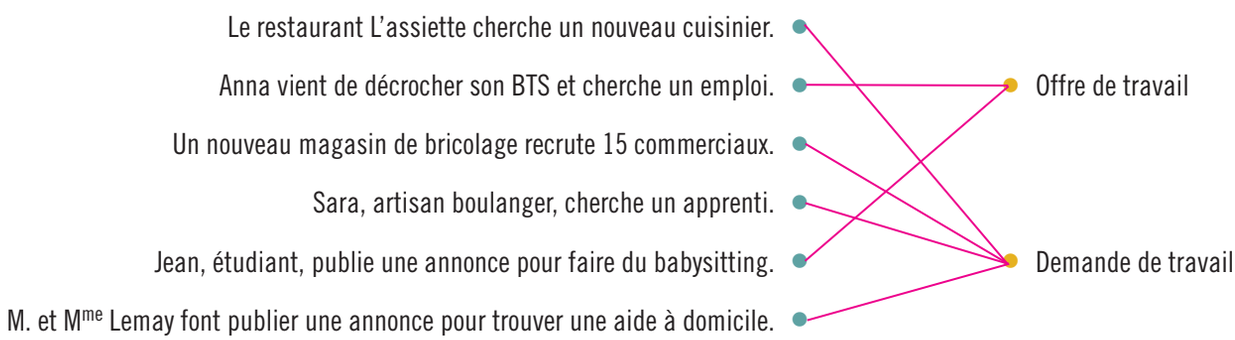
Le marché du travail est le lieu de rencontre de l'offre de travail et de la demande de travail. L'offre de travail est proposée par les ménages en échange d'un revenu, il s'agit de la force de travail. Les agents en recherche d'emploi, appelés couramment des demandeurs d'emploi, peuvent donc aussi être nommés offreurs de travail.
La demande de travail émane des agents économiques qui proposent un emploi contre un salaire. On les appelle aussi des offreurs d'emploi. Ils sont à la recherche d'individus prêts à proposer leur force de travail et qui constitueront pour eux le facteur travail.

© Foucher

1 Barrez les affirmations incorrectes.

Les offreurs de travail sont les demandeurs d'emploi.
~~Les offreurs de travail sont les offreurs d'emploi.~~
~~Les demandeurs de travail sont les demandeurs d'emploi.~~
Les demandeurs de travail sont les offreurs d'emploi.
~~Les demandeurs de travail constituent le facteur travail.~~
Les demandeurs d'emploi proposent leur force de travail.
Les ménages sont les offreurs de travail.
Les ménages peuvent être des demandeurs d'emploi.
Les ménages peuvent être des offreurs d'emploi.
~~Les entreprises sont les demandeurs d'emploi.~~

2 Reliez chaque agent économique à la bonne catégorie.



3 Présentez la spécificité du marché du travail par rapport au marché des biens et services.

Le travail, comme les produits, fait l'objet d'une offre et d'une demande sur un marché qui possède des caractéristiques et un fonctionnement propres. Ses caractères spécifiques sont liés à la nature de l'offre et la demande de travail. La spécificité de ce marché résulte du fait que l'offre de travail est détenue par ceux qui sont à la recherche d'un emploi, et que la demande est détenue par ceux qui offrent un emploi.

© Éditions Foucher

B Les déterminants de l'offre et de la demande de travail

DOC 2 L'offre de travail

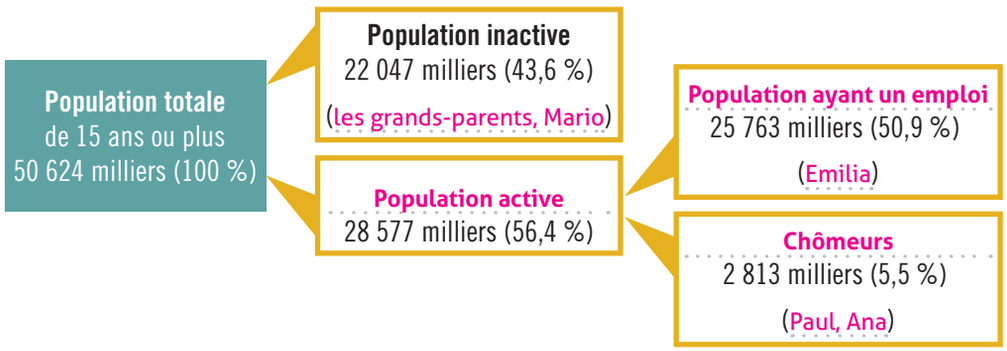
L'offre de travail est fonction des décisions individuelles des acteurs d'entrer ou de rester en activité mais aussi, à l'échelle nationale, elle est fonction de la taille de la population active et du taux d'activité. La population active comprend les actifs ayant un emploi rémunéré et les chômeurs.

A contrario, la population inactive comprend les personnes sans emploi et qui n'en recherchent pas, tels que les jeunes de moins de 15 ans, les étudiants, les retraités, les hommes et les femmes au foyer. Le taux d'activité désigne la proportion d'actifs dans la population totale.

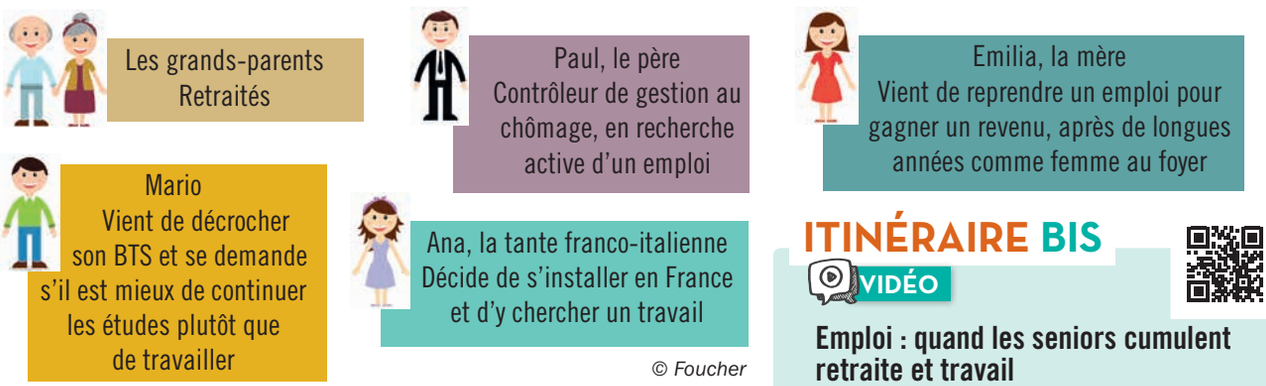
© Foucher

4 **Complétez les types de population manquants dans le schéma.**

Chiffres en milliers, Insee, 2013



DOC 3 La famille de Mario



© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Emploi : quand les seniors cumulent retraite et travail

http://tinyurl.com/zottmkp 1'48

5 **Reportez chaque membre de la famille de Mario, dans les parenthèses sur le schéma, dans la bonne catégorie.**

6 **Expliquez le calcul du taux d'activité (56,4 %) et indiquez ce qu'il traduit.**
(Population active / Population totale) × 100 = (28 577 / 50 624) × 100 = 56,4%. Ce chiffre désigne la proportion de personnes actives (actifs occupés + chômeurs) dans la population de 15 ans ou plus.

7 **Identifiez les facteurs qui influencent l'offre de travail.** L'offre de travail dépend des décisions des ménages. Par exemple Emilia ou les retraités, pour des raisons économiques, souhaitent retravailler pour gagner un revenu. Elle dépend aussi de la taille de la population active, du taux d'activité et notamment de l'âge de départ en retraite (les retraités ne sont plus comptés dans la population active) ; de la durée de la scolarité (on est considéré comme actif quand on entre sur le marché du travail : en sortant du marché du travail ou en retardant l'entrée sur le marché du travail, le taux d'activité est donc plus ou moins important) ; des flux migratoires : les immigrés cherchant du travail en France font partie de la population active.

© Éditions Foucher

DOC 4 Baxter, le robot humanoïde low cost destiné aux PME, une menace pour la demande de travail ?

Pour 18 000 € environ, les petites et moyennes entreprises peuvent désormais s'offrir Baxter, le robot humanoïde collaboratif qui seconde les ouvriers et s'adapte même à eux. Son faible coût permettrait notamment de réaliser des gains de productivité et ainsi d'éviter de délocaliser la production dans les pays à faible coût de main-d'œuvre.

© Foucher

DOC 5 Le robot Baxter casse le coût

Pour regagner en compétitivité, pas mieux que Baxter le robot. Test grandeur nature dans une entreprise américaine de parfums. Avant, deux ouvriers travaillaient à temps plein en se relayant au bout de huit heures pour prendre les flacons sur les palettes et les déposer sur une chaîne d'embouteillage. Le paiement de leur salaire représentait 120 000 dollars par an. Aujourd'hui, l'entreprise a acheté deux robots pour faire cette même tâche. Pendant 5 % seulement de leur temps, les deux ouvriers surveillent le travail des robots et sont donc amenés à faire autre chose dans l'entreprise. Coût annuel de cette nouvelle organisation sur ce poste précis : 12 600 dollars. […]

© Franck Dedieu et Béatrice Mathieu, lexpansion.lexpress.fr, 03/06/2014

8 Complétez le tableau et concluez sur le choix de la combinaison productive à adopter.

		Coût annuel
Type de combinaison productive	Deux ouvriers à temps complet	120 000
	Deux robots Baxter + deux ouvriers à 5 % de leur temps	12 600
Économie réalisée en dollars		107 400

La combinaison productive fortement capitalistique, c'est-à-dire le remplacement des ouvriers par des robots, sera la moins coûteuse. Cela permettrait à l'entreprise de réaliser des gains de productivité, de proposer des prix de vente plus bas et ainsi d'être plus compétitive.

DOC 6 Le carnet de commandes Figeac Aéro explose

Le fabricant de pièces d'avion Figeac Aéro surfe sur les hausses de cadences d'Airbus, de Boeing et de Safran et connaît une croissance fulgurante.

1989 : Création par J. C. Maillard à Figeac dans le Lot 10 salariés	1994 : Création du groupe avec reprise des entreprises Usicap et MTI	1995 : Démarrage de la croissance rapide	2010 à 2015 : Création de filiales en France, Tunisie, États-Unis, Maroc, Mexique	2015 : Le chiffre d'affaires passe la barre symbolique des 200 millions d'€.	2016 : Figeac Aéro emploie 1 900 personnes dont 1 080 à Figeac.	Objectif de CA de 500 millions d'€ en 2017-2018 et 650 à 750 millions d'€ en 2020	De 2017 à 2020 : Prévision de créations de 1 500 emplois

© Foucher

9 Identifiez les deux principaux facteurs qui influencent la demande de travail et explicitez leurs impacts sur celle-ci.

La demande de travail est fonction : de la combinaison productive choisie en fonction du coût du travail, ici la demande de travail peut connaître une baisse (moins d'embauches) du fait du choix d'une combinaison productive capitalistique ou d'une hausse si elle favorise le facteur travail ; des perspectives de croissance, si l'activité de l'entreprise se développe du fait d'une demande plus importante de ses produits ou services, elle devra, pour faire face à cette demande, augmenter sa demande de travail et embaucher des salariés.

© Éditions Foucher

C Le marché du travail, un marché très segmenté

DOC 7 Les emplois atypiques

Sous le terme de formes particulières d'emploi (ou parfois emplois précaires) sont regroupés les statuts d'emploi qui ne sont pas des contrats à durée indéterminée (CDI) à temps plein. Ce sont l'emploi à temps partiel, les contrats de travail temporaire (CTT) ou l'intérim, les contrats à durée déterminée (CDD), l'apprentissage et les contrats aidés. Contrairement à ces types de contrats, le CDI est associé à l'idée de sécurité de l'emploi du fait de son côté durable et stable qui permet de recevoir des revenus réguliers.

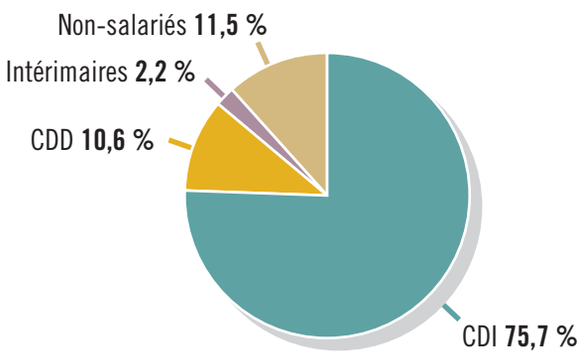
www.insee.fr

10 Indiquez le type d'emploi considéré comme « typique ».

Le contrat de travail à durée indéterminée et à temps plein est considéré comme l'emploi ordinaire et est le plus recherché.

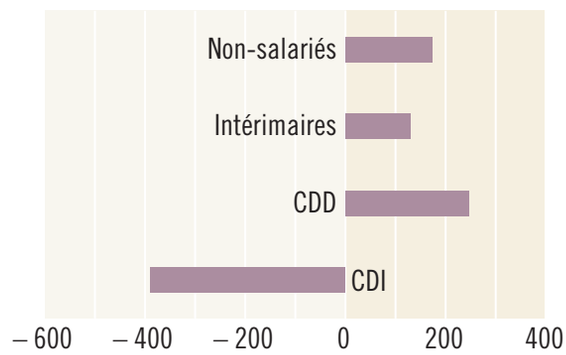
11 Surlignez les emplois dits atypiques, pouvant parfois être considérés comme précaires.

DOC 8 Répartition des emplois par contrat (en %, 2015)



www.insee.fr

DOC 9 Évolution du statut d'emploi de 2009 à 2015



en milliers

www.insee.fr

DOC 10 Évolution de la part des actifs à temps partiel (en %, de 2003 à 2015)

	Ensemble		Femmes		Hommes	
	2003	2015	2003	2015	2003	2015
Temps complet	83,2	81,2	70,1	69,6	94,4	92,1
Temps partiel	16,8	18,8	29,9	30,4	5,6	8

www.insee.fr

12 Explicitez les grandes tendances relatives à l'emploi en France.

On note une domination du CDI même si leur nombre diminue au profit des emplois atypiques (précarisation croissante). Le travail à temps complet reste dominant, mais le nombre d'emplois à temps partiel augmente (deux points en 12 ans). Les femmes sont plus concernées que les hommes par les emplois à temps partiel, bien que leur part augmente aussi.

13 Concluez en montrant que le marché du travail est un marché segmenté.

Le marché du travail est un marché segmenté en fonction du type de contrat (CDI, CDD, CTT...) et du nombre d'heures proposées.

© Éditions Foucher

2 La fixation du salaire

A Les négociations salariales

DOC 11 Le salaire, point d'équilibre entre l'offre et la demande de travail

1 Expliquez comment se fixe le salaire au niveau individuel.

Le salaire est la rencontre du souhait de l'offreur de travail (candidat à l'emploi) et de celui du demandeur de travail (offreur d'emploi) en termes de rémunération. Le salaire est le résultat d'un compromis entre l'employeur et le salarié.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Négocier son salaire lors d'un entretien d'embauche

http://tinyurl.com/grmxqtf 3'24

DOC 12 Les facteurs qui influencent la fixation du salaire

Le critère économique est le principal facteur qui permet de fixer le salaire : l'offreur de travail va souhaiter un salaire proche de celui habituellement versé pour un emploi équivalent ou qui correspond à ses besoins. Il proposera une fourchette indiquant un salaire minimum et maximum. L'employeur va, de son côté, proposer un salaire que l'organisation pourra supporter au niveau du coût et qui correspondra aux salaires qu'elle a l'habitude de verser pour le même type d'emploi, notamment en fonction de sa grille de classification.

© Foucher

2 Surlignez de couleurs différentes les principaux facteurs pris en compte lors de la fixation individuelle du salaire, pour l'employeur et pour le salarié.

DOC 13 Article L. 2242-1 du Code du travail

Dans les entreprises où sont constituées une ou plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives, l'employeur engage, chaque année, une négociation sur la rémunération. […]

DOC 14 Hausse de salaire de 2,6 % chez Airbus en 2016

Trois syndicats représentatifs d'Airbus en France ont entériné un accord salarial prévoyant une enveloppe d'augmentation de 2,6 % de la masse salariale pour 2016, identique à celle de 2015. […] La proposition initiale de la direction était de 1,9 % et elle a évolué à 2,3 % puis 2,6 % au fil des négociations, a indiqué Marc Jouenne, directeur des ressources humaines d'Airbus pour la France. […]

Les Échos avec l'AFP, 01/06/2016

3 Expliquez comment les salariés d'Airbus ont obtenu une augmentation collective des salaires.

L'augmentation des salaires, ici collective, résulte de la négociation obligatoire annuelle entre les représentants des salariés (les syndicats) et l'employeur, imposée par la loi.

© Éditions Foucher

B Les contraintes légales et conventionnelles

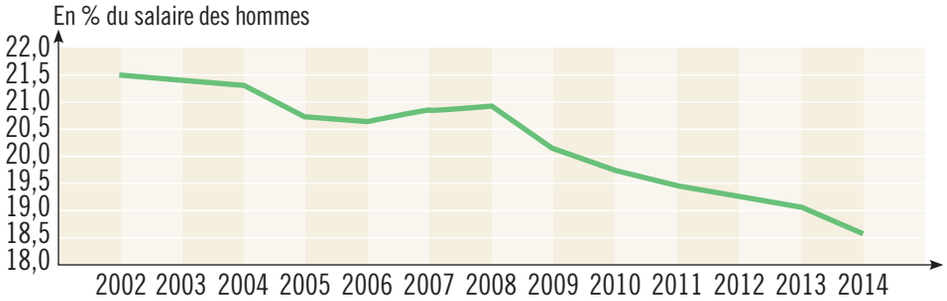
DOC 15 Les minima salariaux

Le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) correspond au salaire horaire minimum légal en dessous duquel le salarié ne peut pas être rémunéré. Il s'applique à tout salarié majeur, quelle que soit la forme de sa rémunération. […] La convention collective applicable prévoit généralement un salaire minimum conventionnel. L'employeur doit verser le minimum conventionnel s'il est supérieur au montant du SMIC[1]. […] Le SMIC est revalorisé chaque année au 1er janvier. Il est indexé sur l'inflation mesurée pour les 20 % des ménages ayant les revenus les plus faibles. […] En outre, à tout moment, le gouvernement peut décider d'augmenter le SMIC.

www.service-public.fr, © La Documentation Française, 01/01/2016

1 Depuis le 1er janvier 2017, le SMIC horaire est fixé à 9,76 €, le SMIC mensuel à 1 480,27 €.

DOC 16 L'écart entre les salaires des hommes et des femmes persiste en France



Écart entre les salaires nets moyens des hommes et des femmes en équivalent temps plein

www.insee.fr

4 Identifiez les grandes tendances mises en évidence par le graphique proposé.
En 2014, une femme salariée gagne en moyenne 18,5 % de moins qu'un homme salarié mais l'écart de salaire entre hommes et femmes continue de baisser.

5 Retrouvez les principales contraintes qui pèsent sur les employeurs concernant la fixation du salaire. Les employeurs doivent respecter le SMIC fixé par le gouvernement mais aussi le salaire minimum prévu par la convention collective, fruit des négociations entre représentants des salariés et des employeurs par branche professionnelle. Les employeurs doivent également veiller à une équité salariale entre salariés afin d'éviter toute discrimination.

DOC 17 Le Pacte de responsabilité et de solidarité, exemples de dispositifs

2013	Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) : allégement du coût du travail grâce à un avantage fiscal pour les entreprises qui embauchent.
2015	L'employeur ne paie plus aucune cotisation de Sécurité sociale (patronale) pour un salarié payé au SMIC.
2016	Embauches PME : en 2016, chaque entreprise, ou association, qui engage un nouveau salarié rémunéré jusqu'à 1 900 € brut mensuels, bénéficie durant les deux premières années du contrat d'une prime trimestrielle de 500 €, soit 4 000 € au total.
2020	Impôt sur les sociétés abaissé à 28 % au lieu de 33 % aujourd'hui.

6 Indiquez l'objectif des mesures mises en place par le gouvernement.
Permettre aux entreprises d'alléger leurs charges afin de favoriser l'emploi.

7 Concluez en indiquant quel acteur économique conditionne véritablement le volume d'emploi.
Les employeurs sont libres de profiter ou non des mesures proposées par le gouvernement. C'est donc bien à eux que revient la décision d'embaucher ou non.

© Éditions Foucher

Synthèse

MOTS-CLÉS

Marché du travail : lieu de rencontre entre l'offre et la demande de travail.
Population active : ensemble des personnes ayant un emploi et celles recherchant un emploi (chômeurs).
SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance, salaire en dessous duquel un employeur ne peut payer un salarié.
Taux d'activité : proportion des actifs occupés et chômeurs, dans la population totale.

1 Les caractéristiques du marché du travail

Offre de travail dépend :
- des décisions individuelles d'entrer en activité ou non
- de la taille de la population active
- du taux d'activité

Demande de travail dépend :
- du choix de la combinaison productive
- de la demande anticipée qui dépend des perspectives de croissance

Marché du travail
↓
contrat typique :
contrat à durée indéterminée
et **à temps complet**
et
contrats atypiques :
contrat à durée déterminée,
contrat de travail temporaire,
contrat à temps partiel

Un emploi précaire est relatif à un emploi atypique non souhaité et est souvent synonyme d'instabilité, d'insécurité, de revenus faibles et irréguliers.

2 La fixation du salaire

Négociation collective :
entre les employeurs et les représentants des salariés

Contraintes légales
ex. : SMIC, égalité hommes/femmes, etc.

Négociation individuelle :
compromis entre employeurs et employés

Salaire

Contrainte conventionnelle :
minima de la convention collective

La détermination du volume d'emploi échappe au domaine de la négociation et dépend de la seule décision des employeurs d'embaucher.

© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Retrouvez les mots correspondant aux définitions et découvrez le mot mystère que l'on attribue parfois à l'emploi.

			1	E	M	P	L	O	I	S	-	A	T	Y	P	I	Q	U	E	S		
2	S	A	L	A	I	R	E															
				3	D	E	M	A	N	D	E	-	D	E	-	T	R	A	V	A	I	L
		4	S	M	I	C																
5	P	O	P	U	L	A	T	I	O	N	-	A	C	T	I	V	E					
		6	O	F	F	R	E	-	D	E	-	T	R	A	V	A	I	L				
		7	M	I	N	I	M	A	-	C	O	N	V	E	N	T	I	O	N	N	E	L	S
					8	T	A	U	X	-	D	'	A	C	T	I	V	I	T	E		
				9	N	E	G	O	C	I	A	T	I	O	N	S						

1 CDD, CTT, temps partiel
2 Prix du travail
3 Représente les offreurs d'emploi sur le marché du travail.
4 Salaire minimum revalorisé chaque année par le gouvernement
5 Personnes occupant un emploi et personnes au chômage
6 Représente les demandeurs d'emploi sur le marché du travail.
7 Salaire minimum qui résulte des négociations entre les organisations syndicales salariales et patronales par branche professionnelle.
8 Représente la proportion de personnes actives dans la population.
9 Permettent de fixer les salaires individuellement ou collectivement.

2 Cochez la bonne réponse et justifiez.

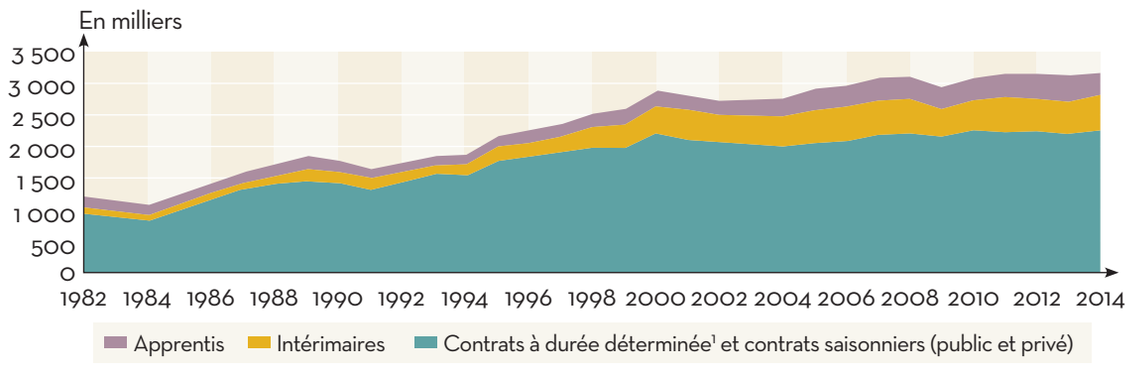
Propositions	Vrai	Faux	Justifications
Les chômeurs sont considérés comme des personnes inactives.		×	Ils sont comptés dans la population active car ils recherchent un emploi et sont prêts à travailler.
Les emplois atypiques sont toujours source de précarité.		×	Ils sont précaires quand la situation est subie par les travailleurs. Certaines personnes ne souhaitent pas, par exemple, travailler à temps complet.
L'employeur a, dans tous les cas, l'obligation de verser au minimum un salaire égal au SMIC.		×	S'il y a un salaire minimum conventionnel supérieur au SMIC, l'employeur doit le respecter.
L'employeur est libre dans ses décisions d'embaucher ou non.	×		L'effectif de travailleurs échappe à la négociation.

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

L'emploi toujours plus précaire ?

DOC 1 Évolution des emplois précaires (en milliers)



Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus (âge courant).
1 Y compris emplois aidés.

Insee, www.statapprendre.education.fr, 2015

DOC 2 Le nouveau turc d'Amazon

Le Turc mécanique d'Amazon (« Amazon Mechanical Turk ») est comme Uber, une plateforme offrant une main-d'œuvre à la demande, mais à l'échelle internationale. Le site se définit comme un marché du travail : « Nous donnons aux entreprises et aux développeurs un accès à une force de travail à la demande et adaptable. Les travailleurs choisissent parmi des milliers de tâches et travaillent à leur guise. » En pratique, les tâches proposées sur ce marché sont des micro-tâches payées quelques centimes de dollar. Elles n'exigent pas de qualification, mais sont difficiles à automatiser. Elles peuvent par exemple consister à retranscrire des fichiers son ou à identifier des objets ou des personnes sur une image et à les classer en différentes catégories. […]

Alternatives économiques, *Hors-série n° 108, février 2016*

LE DÉCLIC

1 Les données du graphique sont empilées, il faut prendre le point haut et le point bas de chaque donnée pour en évaluer globalement le nombre de personnes en milliers.
2 Rapprochez le travail à la tâche des autres contrats atypiques classiques.
3 Examinez les avantages des contrats atypiques et du travail à la tâche pour les demandeurs de travail (les employeurs).

1 **Commentez l'évolution des emplois précaires ces 30 dernières années.**

2 **Indiquez quelle nouvelle forme d'emploi apparaît sur le marché du travail.**

3 **Analysez les causes de la précarisation croissante de l'emploi sur le marché du travail.**

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

L'emploi toujours plus précaire ?

1. Commentez l'évolution des emplois précaires ces 30 dernières années.
Le doc 1 montre que de 1982 à 2014 :
• le nombre des apprentis a globalement doublé ;
• les intérimaires sont en forte augmentation, leur nombre a été multiplié par cinq environ ;
• le nombre des personnes en CDD a plus que doublé ;
Du fait de ces augmentations importantes des contrats atypiques, l'emploi se précarise de plus en plus.

2. Indiquez quelle nouvelle forme d'emploi apparaît sur le marché du travail.
Le texte du doc 2 explique en quoi consiste le travail payé à la tâche, forme d'emploi qui se développe sur le marché du travail.
Ce document fait référence à « Amazon Mechanical Turk », plateforme sur laquelle les personnes qui proposent leur force de travail sont payées à la tâche (les offreurs de travail) pour quelques dollars. Leur emploi n'est pas stable puisqu'il s'agit d'exécuter une tâche bien précise à très court terme, et peut être assimilé à un emploi précaire puisqu'il ne s'agit pas d'emploi salarié.
Le travail se précarise donc de plus en plus avec l'arrivée de cette nouvelle forme d'emploi, ce qui est synonyme de plus d'instabilité, d'insécurité, de revenus faibles et irréguliers pour les travailleurs concernés.
Le dualisme du marché du travail s'accentue encore avec, d'un côté, des travailleurs très facilement remplaçables rémunérés à la tâche, et de l'autre des travailleurs protégés par des contrats à durée indéterminée.

3. Analysez les causes de la précarisation croissante de l'emploi sur le marché du travail.
Les demandeurs de travail (les entreprises) ont accès avec ces nouveaux types d'emplois, à une main-d'œuvre disponible, pas chère, et avec laquelle ils ne s'engagent qu'à très court terme puisqu'il s'agit d'emploi à la tâche, voire de « micro-tâche ». Il s'agit pour les employeurs d'une alternative au contrat de droit commun, le CDI à temps complet, mais aussi aux autres types de contrats à durée limitée tels que CDD et CTT. Ils ont recours à ce type d'emplois car des contraintes légales et conventionnelles au niveau salarial s'imposent à eux dans les autres formes d'emplois, telles que le SMIC, les minima conventionnels.
Les contrats atypiques évitent aussi d'avoir à procéder à des recrutements compliqués et à d'éventuelles négociations salariales. Ici l'offreur de travail connaît les conditions d'emploi et choisit ou non d'exécuter le travail.
Les demandeurs de travail ont notamment recours au travail à la tâche car les tâches à réaliser « sont difficiles à automatiser ». Le choix d'une combinaison productive capitalistique (plus de machines que de travailleurs), qui est moins coûteuse qu'une combinaison productive travaillistique (c'est-à-dire avec plus de travailleurs que de machines), est donc impossible.
Les contrats atypiques et l'emploi à la tâche permettent donc aux entreprises de minimiser leur coût de production et d'adapter leur main-d'œuvre à la demande.

© Éditions Foucher

1 Comment fonctionne le marché du travail ?

1. Les caractéristiques du marché du travail

A. Le fonctionnement du marché du travail

Le marché du travail est le lieu de rencontre de l'offre de travail et de la demande de travail.

Les offreurs de travail (ou demandeurs d'emploi) proposent leur force de travail aux demandeurs de travail (ou offreurs d'emploi) qui leur attribuent en échange un salaire. Les offreurs de travail constituent donc le facteur travail. Le marché du travail se distingue du marché des biens et services car les offreurs sont généralement les ménages et les demandeurs sont les entreprises. Sur le marché des biens et services, il y a inversion. Par ailleurs, les particularités du marché du travail tiennent dans les facteurs spécifiques qui influencent l'offre et la demande.

B. Les déterminants de l'offre et de la demande de travail

L'offre de travail dépend en premier lieu de la taille de la population active. Elle désigne les personnes qui ont un emploi et celles qui en recherchent un, les chômeurs. *A contrario*, les inactifs sont les personnes sans emploi et qui n'en recherchent pas tels que les jeunes de moins de 15 ans, les étudiants, les retraités, les hommes et femmes au foyer.

La population active dépend en premier lieu de la démographie et notamment de l'âge du départ à la retraite. On peut observer ainsi que les personnes nées pendant la période du baby-boom induisent un taux d'activité important, mais que leur départ à la retraite va aussi avoir une incidence importante sur la population active et donc l'offre de travail, qui va diminuer.

Les décisions individuelles ont en second lieu un impact sur le volume de la population active : ainsi la durée de la scolarité a, par exemple, un impact sur l'offre de travail car elle a pour effet de reculer la date d'entrée sur le marché du travail.

Enfin, le taux d'immigration agit également sur l'offre de travail puisque, sous l'effet des flux migratoires, il y aura plus ou moins de personnes offrant leur force de travail.

Le taux d'activité indique l'offre de travail à l'échelle du pays, il permet de calculer la part que représentent les actifs occupés et les chômeurs dans la population totale de 15 ans ou plus. Il se calcule ainsi : (population active/population totale du pays) × 100.

La demande de travail, et donc la quantité de facteur travail, dépend de la combinaison productive choisie par les décideurs au sein des organisations, en fonction notamment du coût du travail et des quantités à produire sous l'effet de la demande. Si l'entreprise opte pour une combinaison productive faiblement capitalistique (plus de travailleurs que de machines), alors sa demande de travail va augmenter et elle va embaucher. Si, au contraire, l'entreprise choisit une combinaison productive fortement capitalistique (plus de machines que de travailleurs), sa demande de travail va diminuer, elle n'embauchera pas, elle sera peut-être même amenée à réduire son effectif de travailleurs.

Par ailleurs, au-delà du choix de la combinaison productive, l'entreprise en phase de croissance, sous l'effet d'une demande plus importante de ses produits ou services, sera amenée à faire évoluer sa demande de travail à la hausse, et donc à embaucher des salariés, en vue de répondre à la demande croissante de ses clients.

C. Le marché du travail, un marché très segmenté

La rencontre de l'offre et de la demande sur le marché du travail donne lieu à une diversité d'emplois, qui se distinguent par leur statut juridique d'une part et par le temps de travail hebdomadaire d'autre part. On distingue en premier lieu différents types de contrats de travail : le contrat à durée indéterminée (CDI), le contrat à durée déterminée (CDD) et le contrat de travail temporaire (CTT) aussi appelé contrat d'intérim. Au-delà de cette distinction, on observe aussi que le nombre d'heures de travail proposées varie, ainsi certains emplois sont à temps complet (35 heures hebdomadaires) et d'autres à temps partiel (moins de 35 heures).

© Éditions Foucher

Le contrat de travail de droit commun, dit aussi emploi typique, qui est aussi le plus recherché est le CDI à temps complet, car il permet une certaine stabilité et régularité des salaires. *A contrario*, les emplois atypiques sont les contrats à durée limitée, comme les CDD ou CTT mais aussi les contrats à temps partiel quand ils sont subis par les offreurs de travail. Ces emplois, lorsqu'ils ne sont pas souhaités, sont considérés comme précaires car instables. Ils ne procurent pas une sécurité satisfaisante et peuvent être source de revenus faibles et irréguliers.
On remarque, par ailleurs, de nouvelles formes d'emplois non salariés, comme ceux que propose la plate-forme Uber, où les travailleurs ne sont pas salariés et sont payés à la tâche. Cette situation accentue le dualisme du marché du travail selon lequel la stabilité et la sécurité que procure le CDI à temps complet s'opposent à la précarité croissante induite par les contrats à durée limitée ou les contrats à temps partiel.

2. La fixation du salaire

A. Les négociations salariales
Le salaire est le prix qui résulte de la rencontre de l'offre et de la demande de travail sur le marché du travail. Le salaire est la résultante de négociations, tant individuelles que collectives.
Tout d'abord, le salaire est le résultat d'un compromis individuel entre l'employeur et le salarié au moment de l'embauche ou au cours de la carrière, où le critère économique est primordial. L'employeur, tout en tenant compte du salaire habituellement versé pour le même emploi, cherche à minimiser le coût du travail, tandis que le salarié tient compte de sa situation économique personnelle et de son pouvoir d'achat.
Le salaire est aussi la résultante de négociations collectives annuelles, effectuées au sein de l'entreprise entre l'employeur et les représentants des salariés, telles que l'impose le Code du travail.

B. Les contraintes légales et conventionnelles
Parmi les contraintes légales, le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) représente le salaire en dessous duquel les salariés ne peuvent pas être rémunérés. D'autres contraintes légales existent comme l'obligation de non-discrimination : pour un travail égal et des compétences identiques, le salaire doit être le même quel que soit le sexe, l'origine ethnique, etc.
Par ailleurs, les salaires sont aussi négociés au niveau des branches professionnelles par les représentants des salariés et les représentants des employeurs, ce qui a pour effet d'établir le minimum conventionnel applicable pour la branche d'activité. L'accord ou la convention collective précisera alors le salaire minimum applicable aux salariés de la branche professionnelle, qui peut être supérieur au SMIC.
Toutefois, le volume d'emploi, en termes d'effectif, reste un domaine qui échappe aux négociations et où l'entreprise est seule décisionnaire.

Ressources complémentaires

Site Internet de l'Insee : Projection de la population active à l'horizon 2060
http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1345
Vidéo : Mon collègue est un robot (2'52)
http://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/travail-mon-collegue-est-un-robot-collaboratif_1832369.html
Vidéo : La prime à l'embauche, un dispositif gagnant ? (1'14)
http://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/chomage/prime-a-l-embauche-un-dispositif-gagnant_1254121.html
Permet de montrer les deux facteurs qui impactent la demande de travail : le coût du travail et le carnet de commande (la demande)
Vidéo de synthèse du chapitre : Le marché du travail (5'51)
http://www.cite-sciences.fr/au-programme/expos-temporaires/economie-krach-boom-mue/film-animation-marche-travail.html

© Éditions Foucher

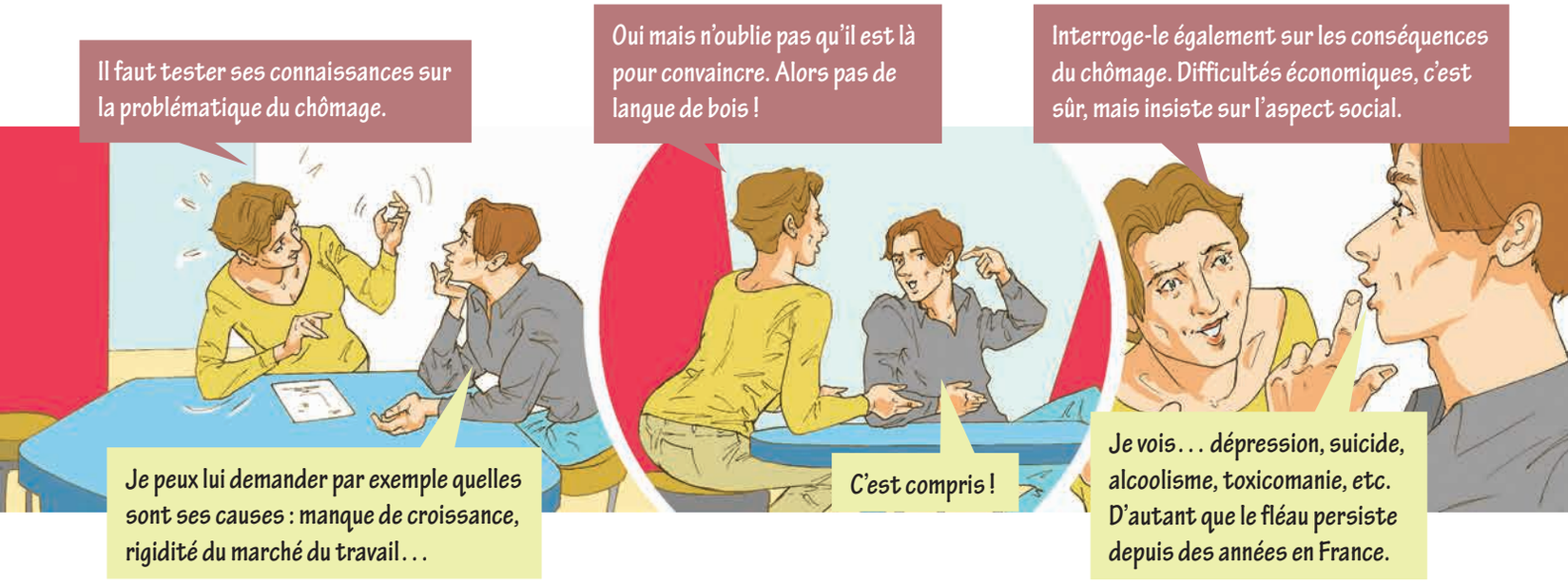
Quelles sont les explications du CHÔMAGE ?

2

NOTIONS
- chômage et taux de chômage
- flexibilité du marché du travail
- chômage structurel et conjoncturel

Les questions d'Adriano sur le chômage au cœur du débat politique

Adriano est un jeune journaliste talentueux qui a été choisi par sa rédactrice en chef pour interviewer un candidat sérieux à l'élection présidentielle. En comité de rédaction, ils préparent les questions de l'entretien, notamment sur la préoccupation majeure des Français : le chômage.



1 **Rappelez les raisons pour lesquelles le chômage est un fléau social pour les Français.**
Pour ceux qui sont sans activité ou en sous-activité, le chômage génère des troubles psychiques et physiques graves (dépression, suicide, alcoolisme, toxicomanie).

2 **Expliquez les raisons pour lesquelles ce fléau sévit depuis longtemps.**
Les différents gouvernements qui se sont succédé au pouvoir n'ont pas réussi à avoir une croissance économique riche en emplois. Le travail coûte, semble-t-il, trop cher : la formation professionnelle n'est pas assez efficace ; le droit des licenciements trop procédurier et coûteux pour les entreprises.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

D'où vient le chômage ?
Y a-t-il un remède ?

http://tinyurl.com/hl8yjg5 3'34

3 **Présentez les remèdes qui pourraient changer la donne.**
Deux grands axes sont à explorer : lutter contre le chômage conjoncturel en relançant la croissance économique et en même temps, s'attaquer au chômage structurel en rendant, par exemple, le marché du travail plus flexible ou encore la formation plus adaptée aux besoins en main-d'œuvre des entreprises.

© Éditions Foucher

1 L'analyse du chômage

A La mesure du chômage

DOC 1 Le chômeur au sens du BIT

L'Insee a adopté la définition du chômage et de l'emploi du Bureau international du travail (BIT). Ces définitions sont appliquées par les instituts statistiques de la plupart des pays du monde et en particulier ceux de l'Union européenne. […] Selon le BIT, une personne est considérée comme chômeur si elle remplit simultanément les critères suivants :

- avoir 15 ans ou plus ;
- être sans emploi au cours d'une semaine précise, dite « semaine de référence » ;
- avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi (réponse à une petite annonce, inscription dans une agence d'intérim, etc.) ou avoir trouvé un emploi qui commence dans moins de trois mois ;
- être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir. […]

Le nombre de chômeurs est calculé par l'Insee tous les trimestres à partir des déclarations des personnes interrogées dans l'enquête Emploi.

www.insee.fr

1 Énumérez les conditions exigées par le BIT pour être considéré comme chômeur.

Le BIT exige quatre conditions pour être considéré comme chômeur : être en âge de travailler, être sans emploi, être disponible pour travailler et rechercher activement un emploi.

DOC 2 Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à Pôle emploi

Une autre mesure du chômage est produite tous les mois par le ministère du Travail et Pôle emploi. Il s'agit du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à Pôle emploi.

Parmi les inscrits à Pôle emploi, on distingue 5 catégories, de A à E. La catégorie A correspond aux demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi au cours du mois. Les critères définissant les chômeurs au sens du BIT et les demandeurs d'emploi en catégorie A semblent *a priori* proches. Toutefois, les deux populations ne se recouvrent pas totalement. Environ un chômeur au sens du BIT sur six se déclare comme étant non inscrit à Pôle emploi (par exemple, des jeunes qui ne s'inscrivent pas car ils ne peuvent prétendre à une indemnisation). À l'inverse, certains demandeurs d'emploi en catégorie A ne sont pas classés comme chômeurs au sens du BIT. C'est par exemple le cas des personnes qui n'ont effectué aucune autre démarche que le seul renouvellement de leur inscription à Pôle emploi.

www.insee.fr

2 Présentez les différentes situations d'entrée dans le chômage.

Plusieurs situations peuvent conduire au chômage : un licenciement, une démission, la fin d'un contrat précaire (CDD, intérim), la fin d'une formation, une reprise d'activité, par exemple, après avoir élevé ses enfants.

3 Comparez les deux méthodes statistiques de mesure du chômage en France.

La méthode du BIT résulte d'une enquête trimestrielle sur le terrain, celle de Pôle emploi d'un décompte administratif des inscrits (ceux de la catégorie A) en fin de mois. Ces deux populations, cependant, ne se recouvrent pas complètement. Un chômeur au sens du BIT peut ne pas être inscrit dans les fichiers de Pôle emploi (il cherche par ses propres moyens) et inversement un chômeur de Pôle emploi peut ne pas remplir toutes les conditions du BIT (salariés au RSA).

© Éditions Foucher

DOC 3 Le calcul du taux de chômage

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de personnes actives. Il est calculé en moyenne sur le trimestre (taux de chômage trimestriel) ou sur l'année (taux de chômage annuel).
On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière se calculent des taux de chômage par sexe, par PCS (professions et catégories socioprofessionnelles), par région, par nationalité, par niveau de diplôme…

www.insee.fr

DOC 4 Taux de chômage au sens du BIT

	2015
Population active totale (en milliers)	29 478,2
Hommes	15 311,8
Femmes	14 166,5
Nombre de chômeurs (en milliers)	3 054,9
Hommes	1 654,2
Femmes	1 400,6
Taux de chômage (en %)	10,4
Hommes	10,8
Femmes	9,9

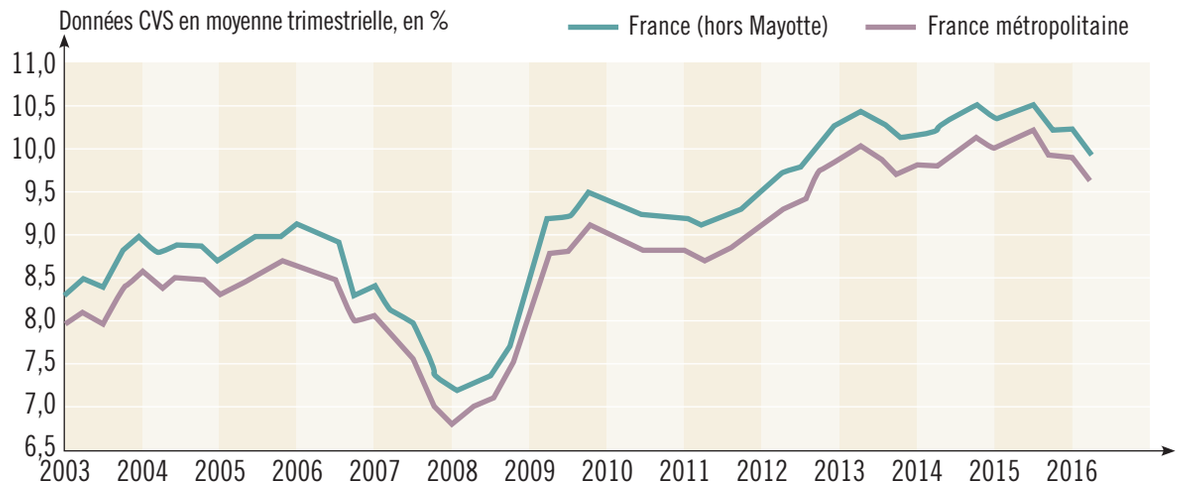
www.insee.fr

4 Proposez la formule de calcul du taux de chômage.

Taux de chômage = $\frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100$

5 Complétez les cellules grisées du tableau, en calculant le taux de chômage de 2015.

DOC 5 Évolution du taux de chômage entre 2003 et 2016



www.insee.fr

6 Analysez l'évolution du chômage en France, de 2003 à 2016.

Les deux courbes évoluent en parallèle, celle de la France et des DOM, hors Mayotte, étant supérieure. De 2003 à 2006, le taux de chômage varie faiblement entre 8 % et 8,5 % en France métropolitaine. À partir de 2006, le taux de chômage va baisser un peu en dessous de 7 %. Mais avec la crise de 2008 aux États-Unis, il repart à la hausse pour atteindre 9 % en 2010. Après une légère pause, la courbe repart à la hausse, à un peu plus de 10 % en 2015, nouveau record, pour finir, en 2016, à 9,5 %.

© Éditions Foucher

B Les caractéristiques du chômage français

DOC 6 Les jeunes en souffrance

[…] Les jeunes ont plus souffert de la crise que toutes les autres catégories de la population. Encore aujourd'hui, ils peinent à entrer sur le marché du travail, et sont les premiers à en sortir lorsque la conjoncture va mal. Ces derniers mois, le nombre de jeunes chômeurs a diminué mais le taux de chômage des jeunes dépasse toujours les 25 % : cela signifie que plus d'un quart des actifs (c'est-à-dire disponibles sur le marché du travail) âgés de 15 à 24 ans sont sans emploi. Sur l'ensemble des 7,2 millions de jeunes Français, c'est moins de 10 %.
Les 10 premières années de travail sont essentielles pour construire les perspectives de carrière à long terme, selon l'OCDE, qui prévient : « avec un taux de chômage élevé chez les jeunes, la France prend le risque de compromettre l'avenir de ses jeunes générations ». […]

© Marine Rabreau, lefigaro.fr, 20/12/2015

7 Caractérisez le chômage des jeunes en France.

En 2015, plus d'un jeune sur quatre est au chômage. Un des taux les plus élevés de l'Union européenne.

8 Expliquez les conséquences d'une telle situation pour l'économie du pays.

Ce chiffre très élevé a des conséquences individuelles et collectives pour le pays. Au niveau individuel, le chômage des jeunes pénalise les perspectives de carrière à long terme. Au niveau collectif, la France prend le risque de compromettre l'avenir de ses jeunes générations. Les jeunes diplômés français peuvent, en effet, préférer partir tenter leur chance à l'étranger.

DOC 7 Les seniors : faut-il tirer la sonnette d'alarme ?

[…] En 2015, 4,3 millions de personnes âgées d'au moins 55 ans, dont près de 500 000 retraités ou préretraités, occupaient un emploi. Au total, en moyenne sur l'année, la proportion d'actifs parmi les 55-64 ans s'est élevée à 52,6 % selon les critères du Bureau international du travail (BIT) : 48,7 % en emploi et 3,9 % au chômage, soit un taux de chômage de 7,4 % […].
Les seniors connaissent un taux de chômage plus faible que celui de 10,5 % enregistré dans l'ensemble de la population en âge de travailler, soit les 15-64 ans. En revanche la part des chômeurs de longue durée (plus d'un an) est nettement plus importante chez les 55-64 ans, à 63,5 % contre 43,9 %. Au cours de l'année 2015, le taux d'emploi des 55-64 ans a progressé de 1,1 point et le taux de chômage a diminué de 0,2 point.
Si le taux d'activité des seniors a augmenté un peu plus rapidement en France que dans l'ensemble de l'Union européenne depuis 2000, il reste inférieur de près de cinq points à celui de 57,3 % relevé au niveau de l'UE.

PARIS (Reuters) Myriam Rivet, édité par Yves Clarisse

9 Comparez le taux de chômage des seniors à celui des jeunes et de la moyenne nationale.

Le chômage des seniors est plus faible que celui des jeunes : 7,4 % contre 25 %. Il est également moins élevé que la moyenne nationale : 10,5 %.

10 Caractérisez le chômage des seniors en France.

C'est chez les seniors que l'on trouve le plus de chômeurs de longue durée. Pas étonnant car il est très difficile de se faire embaucher peu de temps avant de prendre sa retraite.

11 Présentez la cause du chômage des seniors.

Les entreprises préfèrent embaucher et former un plus jeune qui restera plus longtemps dans l'entreprise. La réforme des retraites, qui repousse l'âge de départ à la retraite, ne semble pas inverser cette tendance, malgré l'expérience professionnelle dont peuvent se prévaloir les seniors.

© Éditions Foucher

DOC 8 Les chômeurs de longue durée

Un chômeur est considéré de longue durée dès lors qu'il est sans emploi (ou en activité réduite, moins de 78 heures de travail par mois) depuis plus d'un an. Les chômeurs de longue durée constituent 45 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, une part en constante augmentation. Ils sont 2,6 millions sur un total de 5,4 millions de chômeurs (catégories A, B et C).

La part des chômeurs de très longue durée (de plus de 3 ans) grimpe encore plus vite. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis au minimum une année, on compte selon une récente étude de l'Observatoire des inégalités, un peu plus d'hommes (53 %) que de femmes (47 %). La catégorie d'âge la plus touchée est celle des 40-49 ans qui représente 26 % de ces demandeurs d'emploi, suivie par les 30-39 ans (21 %).

© Marine Rabreau, lefigaro.fr, 20/12/2015

12 Caractérisez le chômage de longue durée.

Un chômeur est considéré de longue durée dès lors qu'il est sans emploi (ou en activité réduite, moins de 78 heures de travail par mois) depuis plus d'un an.

13 Expliquez les conséquences d'une telle situation pour l'économie nationale.

Au niveau économique, le chômage de longue durée constitue un coût.

Au niveau social, il fonctionne comme une trappe à pauvreté. Il implique au début une perte de qualification professionnelle et, dans le pire des scénarios, une exclusion sociale.

14 Cochez la bonne réponse pour chaque proposition.

N°	Propositions	Vrai	Faux
1	Le niveau du chômage des jeunes en France incite bon nombre d'entre eux à tenter leur chance à l'étranger.	×	
2	Les chômeurs de longue durée mettent à profit cette période pour se former et sortir du chômage. C'est une véritable aubaine !		×
3	Les seniors peuvent facilement négocier leur expérience professionnelle pour retrouver un emploi.		×
4	Repousser la date de départ à la retraite protège contre le chômage.	×	
5	Les hommes restent plus longtemps au chomâge que les femmes.	×	

© Éditions Foucher

C Les types de chômage

DOC 9 Distinction chômage conjoncturel/chômage structurel

• Chômage conjoncturel : chômage résultant des fluctuations de l'activité économique. Ce chômage est donc transitoire : il est faible en période de forte activité, il augmente lorsque la croissance recule ou marque le pas. Il ne faut pas le confondre avec le chômage saisonnier qui, lui, varie en fonction des phénomènes ponctuels réguliers (emplois dans le secteur du tourisme, vendanges).

• Chômage structurel : chômage résultant des rigidités de l'économie : SMIC, négociations salariales, droit au licenciement, mais également de l'inadéquation entre l'offre de travail disponible des ménages et la demande de travail des entreprises. C'est un chômage chronique qui traduit un déséquilibre profond et durable du marché du travail.

© Foucher

15 Cochez la bonne case en justifiant votre choix.

N°	Situations	Chômage structurel	Chômage conjoncturel	Justifications
1	L'opposition propose, pour défendre l'emploi, de taxer les entreprises qui licencient.	×		Cette proposition, si elle devient une loi, va conditionner l'économie sur le long terme.
2	Les entreprises du textile délocalisent leurs ateliers de production en Asie du Sud-Est ou en Europe de l'Est.		×	La main-d'œuvre de ces pays est en ce moment bon marché. Il y a fort à parier que cela va changer dans le futur.
3	Le gouvernement a décidé de donner un coup de pouce au SMIC.	×		Cette réglementation sur le SMIC organise les bas salaires sur le long terme.
4	Le secteur automobile robotise le processus de montage des véhicules.	×		Tendance lourde de la stratégie des constructeurs automobiles
5	Les entreprises de travaux publics en Syrie et en Irak ont stoppé toute activité sur ces marchés. Les employés sont à temps partiel ou au chômage.		×	Cette situation durera le temps du conflit frappant chaque pays. Une fois la paix revenue, les affaires reprendront.

© Éditions Foucher

2 Les causes du chômage

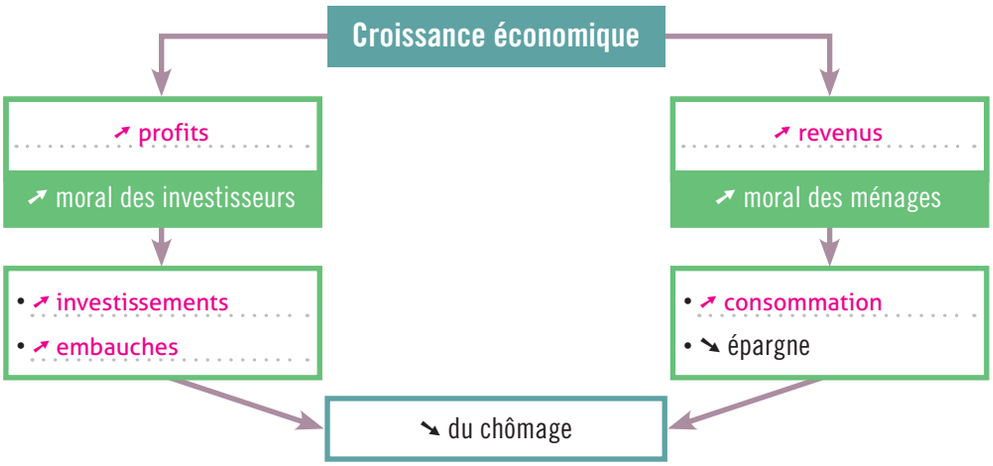
A L'insuffisance de la demande et de l'activité économique

DOC 10 Le lien croissance/emploi/chômage

Bien sûr, un ralentissement de la croissance économique ou une véritable récession ont un effet négatif sur l'emploi. Mais les entreprises peuvent adopter des attitudes différentes. Le plus souvent elles commencent par modifier l'organisation du travail (réduction du temps) et inciter les salariés âgés à quitter l'entreprise en même temps qu'elles cessent d'embaucher. Si cela ne suffit pas à adapter le volume de travail disponible aux besoins réduits par le ralentissement d'activité, elles peuvent licencier des salariés.

www.bts-banque.nursit.com

1 Montrez le lien qui existe entre croissance économique et chômage en complétant le schéma avec les termes suivants : embauches, profits, consommation, revenus, investissements.



DOC 11 La confiance des entrepreneurs

Les échanges sont à la base de l'économie. Or, les échanges ne peuvent pas avoir lieu s'il y a trop de méfiance entre les agents économiques. En effet, on n'échange pas quelque chose sans avoir confiance en la valeur de ce que l'on reçoit en retour. De même, on n'accepte pas de travailler pour quelqu'un si on le soupçonne de ne pas nous rémunérer. Pour qu'une économie fonctionne, il faut donc que les individus puissent surmonter leur méfiance, même s'ils ne se connaissent pas.

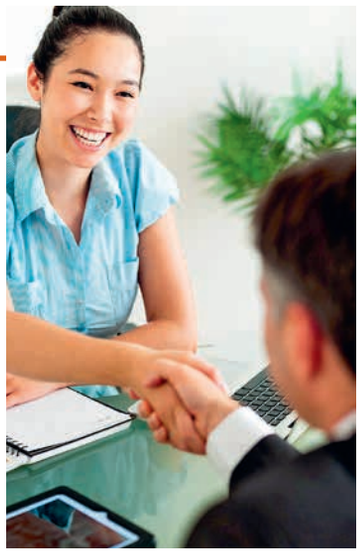
ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Pas d'économie sans confiance

http://tinyurl.com/h67xod4 3'08

Retranscription de la vidéo Dessine-moi l'éco « Pas d'économie sans confiance » – http://dessinemoileco.com – Vidéo produite par Sydo, société de conseil en pédagogie (http://www.sydo.fr)



2 Expliquez le rôle de la confiance sur le niveau du chômage.

Le monde de l'entreprise a besoin de visibilité pour investir. Quand l'environnement (politique, économique, juridique, etc.) devient illisible, la méfiance règne et il est difficile de se projeter dans le futur. On revoit ses prévisions à la baisse. Pas d'investissements donc pas d'embauches.

© Éditions Foucher

B L'inadéquation de la population active aux emplois

DOC 12 Trouver la perle rare

Installée depuis sa création, en 2004, dans la métropole lilloise, la société Speechi a su se hisser à la première place du marché des écrans interactifs. Pour étoffer son équipe de 21 salariés, le PDG, Thierry Klein, cherche à recruter quatre collaborateurs et vingt distributeurs. Mais ce n'est pas si facile. En 2014, déjà, Speechi avait mis plusieurs mois pour trouver un ingénieur Web/système. Une difficulté que Thierry Klein avait expliquée par la phrase « Lille est un désert numérique, nous recevons très peu de CV ». Rebelote en cette fin d'année 2016. « Nous avons besoin d'un chargé de marketing, de deux commerciaux et d'un ingénieur développement, poursuit le PDG. C'est pour ce dernier poste que cela risque d'être compliqué », reconnaît-il.
Cette difficulté à recruter des profils pointus, Speechi n'est pas la seule entreprise à s'y confronter. Le laboratoire pharmaceutique GSK, implanté à Saint-Amand-les-Eaux, près de Valenciennes, l'avait déjà constaté en l'expliquant par « le manque d'attractivité de la région ». Speechi, elle, voit plutôt la concurrence non négligeable de plus grosses sociétés comme OVH, à Roubaix. « Bien sûr, nous mettons de l'argent sur la table pour attirer les candidats, mais nous misons aussi sur leur sensibilité par rapport à notre cœur de métier », insiste Thierry Klein.

Mikaël Libert, 20 minutes, 01/12/2016

3 Caractérisez le problème qui se pose aux entreprises présentées.

Les entreprises ont un problème de recrutement, essentiellement qualitatif, puisqu'elles ne trouvent pas les candidats ayant les compétences dont elles ont besoin. Par ailleurs, l'explosion de la demande en produits technologiques génère de nouveaux besoins en ressources humaines qu'il faut satisfaire.

4 Trouvez d'autres secteurs d'activité qui ont du mal à recruter.

Services de santé, commerce, aides aux personnes, restauration, etc.

DOC 13 La formation professionnelle

[…] Les économistes portent un regard sévère sur nos mécanismes paritaires de formation professionnelle et d'apprentissage, très coûteux et à l'efficacité discutable. Véritable usine à gaz induisant des gaspillages liés à la complexité des mécanismes de collecte et de financement, leur rendement soulève des questions.
Ils ne répondent souvent pas aux besoins des entreprises et donc des salariés ; ils ne ciblent pas entièrement les plus fragiles (plus du quart des apprentis sont des étudiants du supérieur), ceux pour qui le rendement de la formation professionnelle est le plus élevé ; leur évaluation et leur système de certification, destinés à fournir aux salariés les formations qui leur seraient vraiment utiles, laissent à désirer.

Jean Tirole, Économie du bien commun, *© Éditions PUF 2016*

5 Énumérez les faiblesses de la formation professionnelle en France.

Les deux grandes faiblesses résident d'une part dans l'inefficacité des formations (les entreprises ne trouvent pas de main-d'œuvre formée à leurs métiers), et d'autre part dans la complexité du système de financement et dans le coût des formations supporté par la collectivité de l'ordre du milliard.

© Éditions Foucher

C L'insuffisante flexibilité du marché du travail

DOC 14 Un coût du travail excessif : SMIC et charges sociales

[…] L'existence d'un salaire minimum à un niveau relativement élevé interdit littéralement à plusieurs millions d'individus d'avoir un emploi. […]
La contribution d'un salaire minimum au chômage dépend évidemment de son niveau. Lorsque la productivité du travail médiane (correspondant à peu près au salaire médian) est largement supérieure à la productivité du travail correspondant au salaire minimum, peu d'individus se trouvent au chômage : ils ont en effet presque tous une productivité supérieure à celle correspondant au salaire minimum. Les gains pour les entreprises sont supérieurs aux charges, et elles embauchent. Si en revanche le salaire minimum augmente trop vite, de nombreux individus deviennent inemployables, car leurs compétences et expériences sont telles qu'une entreprise perdrait de l'argent en les embauchant. […]
Or la France est le pays industrialisé dans lequel le salaire minimum est le plus élevé par rapport au salaire médian. 10,8 % des salariés sont au SMIC en 2014. Ils étaient moins de 3 % en 1967. Le salaire minimum institue une interdiction légale de travailler pour une partie des Français, ceux dont la productivité est trop basse pour qu'il soit viable de les embaucher. […]

Éclairages Économiques

6 Expliquez en quoi le salaire minimum contribue au chômage.

Il empêche plusieurs millions d'individus d'avoir un emploi lorsque le salaire minimum est plus élevé que le salaire médian. Les entreprises perdent alors de l'argent si elles embauchent des individus à la productivité insuffisante.

7 Montrez comment il est possible de flexibiliser le marché du travail.

Il est possible de flexibiliser le marché en diminuant le coût du travail : baisse du SMIC par exemple, ou plus largement des charges sociales.

8 Rappelez tout d'abord ce qu'est la productivité du travail, puis expliquez pourquoi on trouve le coût du travail élevé en France.

La productivité du travail est un indicateur qui permet d'apprécier l'efficacité du facteur travail dans le processus de production. Elle est égale au rapport du volume de biens produits sur la quantité de travail qui a permis cette production. En France, c'est le coût du travail peu qualifié qui est très cher et qui dissuade les entreprises à recruter. Elles répugnent à payer aussi cher une population peu qualifiée et peu productive.

DOC 15 La législation protectrice de l'emploi

[…] Dans un monde incertain, il est évident qu'une entreprise qui ne peut licencier qu'avec difficulté ou pénalités sera réticente à créer des emplois. Elle préférera soit ne pas augmenter son activité, soit remplacer les emplois par des machines, soit encore délocaliser ses sites de production et de décision à l'étranger. Protéger excessivement ceux qui ont un emploi revient à empêcher ceux qui n'en ont pas d'en trouver un. La présence de coûts de licenciements élevés renforce en revanche le pouvoir de négociation de ceux qui ont un emploi stable. Ils obtiennent ainsi un salaire élevé, qui empêche ceux qui sont sur la touche de sortir de la précarité. Le marché du travail devient dual, avec d'une part ceux qui bénéficient d'un poste protégé, et d'autre part la masse des chômeurs et des travailleurs précaires.
Afin d'acquérir la flexibilité nécessaire qu'elles ne peuvent avoir avec des CDI, les firmes développent une force de travail plus facilement ajustable, à base de contrats aidés, de stages, de CDD, d'intérim, etc. En France, plus de 40 % des chômeurs sont sans emploi suite à la fin de leur contrat à durée limitée, et plus de 70 % des embauches se font en emplois précaires. […]

Éclairages Économiques

9 Expliquez les conséquences du droit des licenciements en France sur le niveau du chômage.

Devant la longueur des procédures et leur coût élevé, les entreprises rechignent à embaucher ou trouvent des solutions plus souples (CDD, intérim). Ceux qui sont sans emploi ne peuvent y accéder.

10 Montrez l'existence d'un élément psychologique qui impacte la décision de recruter ou non.

C'est la peur de ne pas pouvoir licencier des entreprises face à la peur des salariés d'être licenciés.

© Éditions Foucher

Quelles sont les explications du chômage ?

2

Synthèse

MOTS-CLÉS

Chômage : situation d'une personne ou d'une population privée involontairement d'emploi.
Chômage conjoncturel : chômage lié au ralentissement de la croissance économique.
Chômage structurel : chômage lié aux déséquilibres durables de l'économie nationale.
Flexibilité du marché du travail : facilité, plus ou moins grande, avec laquelle l'offre de travail des ménages s'adapte à la demande de travail des entreprises.
Taux de chômage : proportion de chômeurs dans la population active.

1 L'analyse du chômage

Définition
- chômage = un déséquilibre entre l'offre et la demande de travail

Méthode des quatre critères du BIT
- être en âge de travailler
- être sans emploi
- être disponible pour occuper un emploi
- rechercher activement un emploi

Calcul
- taux de chômage = nombre de chômeurs/population active × 100

Chômage des jeunes (15 à 24 ans)
- plus de 25 % en 2015
- migration des diplômés

Chômage des seniors (plus de 55 ans)
- 7,4 % en 2015
- très élevé dans l'UE

Chômage de longue durée
- durée du chômage > 1 an
- déqualification professionnelle

2 Les causes du chômage

Chômage conjoncturel
- insuffisance de la croissance économique
  - faiblesse de la demande
  - méfiance des entreprises

Chômage structurel
- insuffisante flexibilité du marché du travail
  - SMIC trop élevé
  - droit des licenciements trop rigide
- inadéquation des formations
  - financement complexe
  - inefficacité

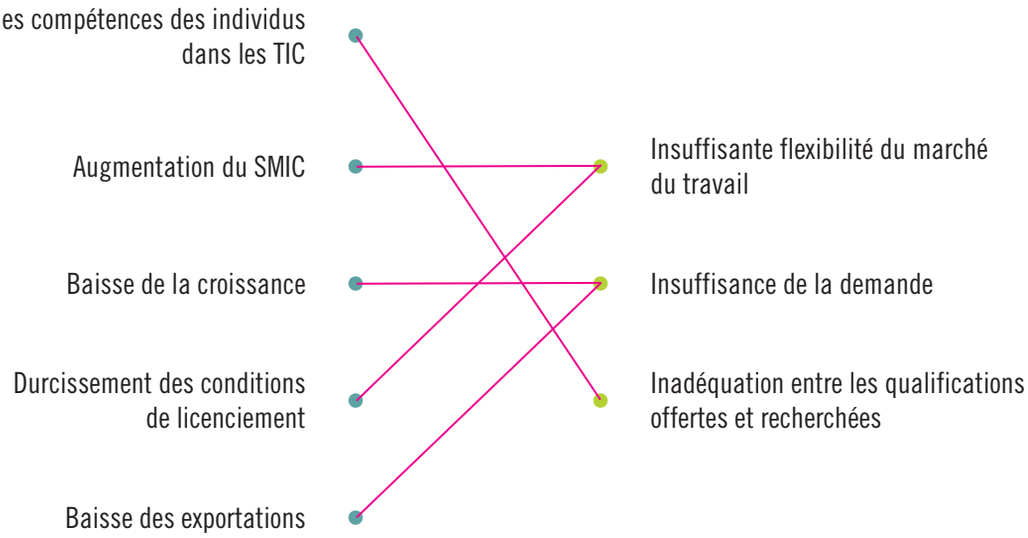
© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Cochez la bonne case pour chaque situation proposée et justifiez votre choix.

N°	Situations	Chômeurs au sens du BIT		Justifications
		Oui	Non	
1	Simone a eu deux enfants : un garçon qui travaille depuis peu et une fille qui finit actuellement ses études. Elle décide alors de rechercher activement un emploi.	×		Elle remplit les quatre critères du BIT.
2	Thomas après avoir travaillé quinze ans dans une entreprise, qui connaît actuellement de graves difficultés, est licencié pour motif économique. Il s'est aussitôt inscrit à Pôle emploi pour rechercher un autre emploi.	×		Il remplit les quatre critères du BIT.
3	Selma a occupé pendant cinq ans un poste de travail qu'elle a trouvé très vite ennuyeux. Elle commence dans peu de temps une formation pour acquérir une nouvelle qualification.		×	Elle n'est pas disponible ; elle ne cherche pas activement un emploi.
4	Antoine est au chômage depuis bientôt dix-huit mois. Il n'est plus inscrit à Pôle emploi et vit de petits boulots au noir et d'aides sociales.		×	Il ne cherche pas activement un emploi.

2 Reliez chaque proposition à la bonne cause du chômage.



© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

Les difficultés à mesurer le chômage

Combien y a-t-il de chômeurs en France ? La statistique la plus souvent utilisée pour réaliser des comparaisons internationales est celle de l'Insee, conforme à la définition du Bureau international du travail (BIT), et qui ne prend pas en compte près de 1,5 million de personnes sans emploi souhaitant travailler (le « halo autour du chômage ») en raison de sa définition par nature restrictive. Selon l'Insee, la France comportait ainsi 2,9 millions de chômeurs au sens du BIT au troisième trimestre 2015, soit un taux de chômage d'environ 10,6 % plus du double du niveau allemand par exemple, et bien supérieur à ceux des pays anglo-saxons ou d'Europe du Nord.

Les statistiques de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), elles, distinguent cinq types de demandeurs d'emploi en France. La statistique la plus couramment rapportée dans les médias est celle des « demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi », la catégorie A. Il y avait en ce sens 3 574 860 chômeurs en France métropolitaine en novembre 2015. Le chiffre du chômage de catégorie A sous-estime également le niveau de chômage car il ne comprend pas les autres catégories de chômeurs en formation, en stage, en arrêt maladie ou congé de grossesse, en contrat aidé, en activité partielle… En incluant ces catégories, on arrive en novembre 2015 à environ 6 142 000 chômeurs. Une autre difficulté pour mesurer le chômage provient des chômeurs non répertoriés, ceux et celles qui se découragent face à la dégradation du marché de l'emploi, qui vont des jeunes qui poursuivent leurs études ou prennent un travail à l'étranger car ils ne trouvent pas d'emploi en France aux seniors qui voudraient continuer une activité professionnelle mais décident de faire valoir leurs droits à la retraite. Face à cette complexité à mesurer le chômage, les économistes préfèrent parfois regarder le taux d'emploi.

Jean Tirole, Économie du bien commun, © *Éditions PUF 2016*

LE DÉCLIC

1 Appréciez la précision de la définition du chômeur au sens du BIT. Pose-t-elle des critères objectifs, facilement identifiables par tous ou subjectifs, sujets à controverses ?
2 Présentez les notions en mettant en avant leurs différences.
3 Évaluez la fiabilité de cet indicateur.

1 **Déterminez si la définition du chômage donnée par le BIT offre une vision complète du phénomène.**

2 **Distinguez le halo autour du chômage du sous-emploi.**

3 **Appréciez si l'on peut parler pour le taux de chômage, régulièrement publié en France, d'un chiffre fiable et incontestable.**

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Les difficultés à mesurer le chômage

1. Déterminez si la définition du chômage donnée par le BIT offre une vision complète du phénomène.

La définition du BIT est une définition conventionnelle que la plupart des pays ont adoptée pour se comparer entre eux. Elle est toutefois trop restrictive pour mesurer un phénomène aussi complexe que le chômage. Elle laisse de côté un certain nombre de populations en satellite autour de la définition du BIT. Par exemple : des chômeurs non répertoriés, ceux et celles qui se découragent face à la dégradation du marché de l'emploi tels que des jeunes qui poursuivent leurs études ou prennent un travail à l'étranger car ils ne trouvent pas d'emploi en France, aux seniors qui voudraient continuer une activité professionnelle mais se résolvent à faire valoir leurs droits à la retraite.

2. Distinguez le halo autour du chômage du sous-emploi.

Le halo autour du chômage est composé de personnes sans emploi qui ne sont pas considérées comme chômeurs au sens du BIT, mais dont la situation s'en rapproche. Ces personnes déclarent souhaiter travailler ou rechercher un emploi, mais elles :

- ne sont pas disponibles dans les quinze jours pour occuper un emploi (par exemple elles suivent une formation, ont des problèmes de santé ou doivent s'occuper de leurs enfants) ;
- et/ou n'ont pas fait de démarche active de recherche d'emploi au cours des quatre dernières semaines.

Le sous-emploi comprend des personnes qui ont un emploi et qui travaillent involontairement moins que ce qu'elles souhaitent : principalement, il s'agit de personnes travaillant à « temps partiel subi » : elles ont un emploi à temps partiel mais souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent ou non un emploi ; l'Insee compte également en sous-emploi les personnes à temps complet ou partiel qui ont involontairement travaillé moins que d'habitude (pour des raisons de chômage technique, mauvais temps, réduction saisonnière d'activité…).

3. Appréciez si l'on peut parler pour le taux de chômage, régulièrement publié en France, d'un chiffre fiable et incontestable.

À peine publié, ce chiffre donne lieu à d'interminables controverses sur la base de calculs savants. Les économistes pour rappeler les limites de cette définition ; les hommes politiques pour dire aux citoyens qu'ils ont réussi là où leurs adversaires ont échoué. Mais cet indicateur, comme beaucoup d'autres, sert tout de même à définir des politiques économiques du gouvernement.

© Éditions Foucher

2 Quelles sont les explications du chômage ?

Le chômage est, et demeure, la préoccupation majeure des Français et suscite de nombreuses interrogations. Au-delà des problèmes relatifs à la mesure du chômage et de ses caractéristiques, il importe de comprendre les causes de ce fléau des temps modernes.

1. L'analyse du chômage

A. La mesure du chômage

Il existe deux définitions du chômeur.

Selon le Bureau international du travail (BIT), une personne est considérée comme chômeur si elle remplit simultanément les critères suivants : avoir 15 ans ou plus ; être sans emploi durant la semaine de référence ; avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou avoir trouvé un emploi qui commence dans moins de trois mois ; être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir.

Cette définition est appliquée par les instituts statistiques de la plupart des pays du monde et en particulier dans l'Union européenne, ce qui facilite les comparaisons internationales. En France, le nombre de chômeurs est calculé par l'Insee tous les trimestres à partir des déclarations des personnes interrogées lors de l'enquête Emploi.

Une autre mesure du chômage est produite tous les mois par le ministère du Travail et Pôle emploi. Il s'agit du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à Pôle emploi.

Ces demandeurs d'emploi sont classés en cinq catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emplois tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emplois tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (moins de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie…), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Seule la première catégorie correspond aux critères du BIT (être sans aucun emploi, en rechercher un activement et être disponible dans les quinze jours pour l'occuper). Reposant sur une procédure déclarative, ce chiffre n'est cependant pas très fiable.

Le taux de chômage

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de personnes actives. Il est calculé en moyenne sur le trimestre (taux de chômage trimestriel) ou sur l'année (taux de chômage annuel). On peut calculer un taux de chômage par âge, par sexe, par PCS (professions et catégories socioprofessionnelles), par région, par nationalité, par niveau de diplôme…

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100$$

B. Les caractéristiques du chômage français

• Le chômage des jeunes

Les jeunes ont plus souffert de la crise que toutes les autres catégories de la population. Encore aujourd'hui, ils peinent à entrer sur le marché du travail, et sont les premiers à en sortir lorsque la conjoncture va mal. Près d'un jeune actif sur quatre est actuellement au chômage, contre 10,5 % de la population active française.

Trois ans après la sortie du système scolaire, un jeune sur cinq est encore à la recherche d'un emploi. Autant de difficultés accentuées dans les départements d'outre-mer : le taux de chômage des jeunes dépasse 40 % en Guyane et atteint 55 % à Mayotte.

© Éditions Foucher

Un jeune sur trois est surqualifié pour son emploi. Plus souvent au chômage que le reste de la population, les moins de 25 ans sont aussi plus souvent contraints d'accepter un emploi précaire ou ne répondant pas à leurs qualifications.

• Le chômage des seniors

Ce chômage est la conséquence de l'allongement des durées d'activité au fil des réformes menées pour réduire le déficit des régimes de retraite. À partir du moment où les préretraites ont été supprimées et l'âge effectif de la retraite repoussé, le nombre de chômeurs a augmenté mécaniquement.

Le taux de chômage des seniors a augmenté mais leur taux d'emploi aussi (le rapport entre les seniors au travail et la population des plus de 50 ans). Ces deux indicateurs continuent à augmenter : c'est la nouveauté.

Le taux de chômage des seniors reste très inférieur à celui des jeunes (moins de 7,4 % contre 25 % pour les 15-24 ans et 10,5 % pour la moyenne tous âges confondus en 2015). Il va se rapprocher de la moyenne comme dans les autres pays européens.

La grande difficulté du chômage des seniors est sa longue durée. La plupart n'en sortent que pour passer à la retraite. Quand une entreprise ferme, les salariés âgés sont touchés comme les autres. Mais passé 55-56 ans, ils n'ont aucune chance de retrouver un emploi. La seule solution est alors la protection sociale.

• Le chômage de longue durée

Un chômeur est considéré de longue durée dès lors qu'il est sans emploi (ou en activité réduite, moins de 78 heures de travail par mois) depuis plus d'un an. Les chômeurs longue durée constituent 45 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, une part en constante augmentation. Ils sont 2,6 millions sur un total de 5,4 millions de chômeurs (catégories A, B et C).

C. Les différents types de chômage

Le chômage conjoncturel : chômage résultant des fluctuations de l'activité économique. Ce chômage est donc transitoire : il est faible en période de forte activité, il augmente lorsque la croissance recule ou marque le pas. Il ne faut pas le confondre avec le chômage saisonnier, qui lui varie en fonction des phénomènes ponctuels réguliers (emplois dans le secteur du tourisme, vendanges).

Le chômage structurel : chômage résultant des rigidités de l'économie : SMIC, négociations salariales, droit du licenciement mais également de l'inadéquation entre l'offre de travail disponible des ménages et la demande de travail des entreprises. C'est un chômage chronique qui traduit un déséquilibre profond et durable du marché du travail.

2. Les causes du chômage

Les causes du chômage aujourd'hui sont nombreuses et variées ; les plus importantes et les plus controversées demeurent.

A. Insuffisance de la demande et de l'activité économique

Les entreprises, lors de leurs prévisions, déterminent leur volume de production et donc leur niveau d'emploi en fonction de la demande qui leur est adressée sur leurs marchés. Une croissance économique faible et qui marque le pas apparaît dès lors comme une explication de la progression du chômage. Et inversement, une croissance économique vigoureuse crée des emplois dans tous les secteurs d'activité. Ce phénomène est extrêmement sensible au moral des ménages (pour la consommation) et au moral des entrepreneurs (pour l'investissement).

Cette explication est cependant insuffisante car même en période de croissance et d'optimisme, la France n'a pas vu son taux de chômage baisser en dessous des 8 %.

B. Inadéquation de la population active aux emplois recherchés

Le chômage continue de croître alors que des emplois ne sont pas pourvus et que des chefs d'entreprise s'inquiètent de l'inadéquation grandissante entre compétences existantes et besoins de l'économie.

L'inadéquation des compétences peut se manifester sous des formes diverses comme des pénuries ou des déficits de compétences, mais peut également concerner des situations dans lesquelles les qualifications, les connaissances et les compétences d'une personne sont supérieures à celles exigées pour son emploi.

Le système de formation a sa part de responsabilité. Il y a une mauvaise adéquation entre l'offre de formations et les demandes du marché du travail. En outre, le financement demeure opaque et très coûteux. Une telle réforme ne peut avoir d'effets qu'à long terme.

© Éditions Foucher

C. L'insuffisante flexibilité du marché du travail

Certains économistes pensent que le salaire minimum interprofessionnel de croissance (le SMIC) est responsable du chômage puisque celui-ci empêche le prix du travail peu qualifié de baisser alors qu'il y a une forte concurrence des pays à bas salaire. Les entreprises cherchent des solutions pour limiter le coût du travail : délocalisations, réductions d'effectifs, substitution du capital au travail.

Dans une économie mondialisée très concurrentielle, une entreprise qui ne peut licencier qu'avec difficulté et au prix fort sera réticente à créer des emplois. Comme pour le SMIC, elle préférera soit ne pas augmenter son activité, soit remplacer les emplois par des machines, soit encore délocaliser ses sites de production et de décision à l'étranger. Protéger excessivement ceux qui ont un emploi revient à empêcher ceux qui n'en ont pas d'en trouver un : cela n'invite pas les chefs d'entreprise à risquer l'emploi en CDI.

Vidéo : Comment expliquer les différences entre les chiffres de l'Insee et de Pôle emploi ?
http://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/chomage/video-comment-expliquer-les-differences-entre-les-chiffres-de-l-insee-et-de-pole-emploi_1938335.html

© Éditions Foucher

Vers le BAC!

THÈME 7

Le chômage résulte-t-il de dysfonctionnement sur le marché du travail ?

1. Définissez le terme « flexisécurité » ou « flexicurité ».
2. Présentez le système danois de flexisécurité.
3. Identifiez les résultats obtenus sur le marché du travail au Danemark.
4. Indiquez la principale limite de ce système.
5. Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante : la flexisécurité est-elle un outil de lutte contre le chômage en France ?

Document 1

Qu'est-ce que la flexisécurité ?

La « flexisécurité », contraction des mots flexibilité et sécurité, désigne un dispositif social autorisant d'un côté une plus grande facilité de licenciement pour les entreprises (flexibilité), et de l'autre des indemnités longues et importantes pour les salariés licenciés (sécurité).
Ce concept repose sur un mécanisme économique selon lequel des procédures de licenciement facilitées inciteraient les employeurs à embaucher. Les PME hésiteraient à embaucher lors des périodes florissantes, redoutant les procédures de licenciement si la conjoncture devient mauvaise. En contrepartie, le salarié bénéficierait d'une généreuse indemnisation en cas de chômage et d'un maintien de ses droits, et ce, qu'ils changent d'entreprise ou demeurent au chômage.

© Foucher

© Éditions Foucher

Document 2

La flexicurité, l'une des clés du succès danois

Il est inhabituel que le Danemark, ce petit pays d'Europe du Nord, soit élevé au rang de star européenne, mais il faut dire qu'il a réalisé un parcours exceptionnel ces dix à quinze dernières années. Tout a commencé au milieu des années 1990. Alors à deux chiffres, le taux de chômage est tombé à 4 % sans regain d'inflation, sans déficit budgétaire public et sans dispersion accrue des salaires. Ainsi, au cours de la période 1994-2001 durant laquelle les commandes du pays étaient tenues par le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen et son équipe, le chômage a reculé de 12,4 % à 4,2 %, puis il a poursuivi sa décrue presque sans encombre sous le gouvernement du conservateur libéral Anders Fogh Rasmussen pour s'établir à 3,4 % fin 2007. Par comparaison, dans des pays comme la France et l'Allemagne, cet indicateur s'est maintenu à des niveaux élevés, de l'ordre de 10 % (+/– 3 %), de 1994 à 2007, et en Suède, pays voisin du Danemark, il a grimpé de 4 % à 6-7 % à partir du début des années 2000.

Cette évolution remarquable n'a pas manqué de susciter l'intérêt au Danemark et à l'étranger, chercheurs et décideurs politiques s'efforçant de percer le secret de cette réussite. Comment les Danois s'y prenaient-ils donc pour obtenir de si bons résultats quand les autres pays européens souffraient de léthargie économique ? [...]

Au Danemark, ce rééquilibrage semble avoir été parachevé par les réformes massives que le gouvernement social-démocrate a lancées au début des années 1990 pour redynamiser le marché du travail. Les politiques alors mises en œuvre visaient à rendre les chômeurs actifs dans leur recherche d'emploi, et le relèvement de leur niveau de qualification pendant leurs périodes de chômage a amélioré les niveaux d'emploi et entraîné une baisse du chômage. La clé de la réussite danoise réside dans la conjugaison de trois éléments : une faible protection de l'emploi facilitant les licenciements et les embauches ; de fortes indemnités de chômage sécurisant les revenus des salariés ; et les politiques actives du marché du travail [...]. La faiblesse des taux d'intérêt domestiques et le léger relâchement budgétaire opéré pour permettre une croissance économique créatrice de nouveaux emplois sont deux autres ingrédients qui ont vraisemblablement tout autant contribué à cette réussite.

Mais la recette du succès pourrait bien remonter à une date antérieure, à 1987, quand les principales confédérations syndicales et patronales se sont associées au gouvernement dans une déclaration commune instaurant la limitation des salaires dans le but d'atteindre un haut degré de compétitivité et un fort taux d'emploi. [...] C'est ainsi qu'une série de compromis sociaux a été trouvée à l'époque des réformes du gouvernement social-démocrate en 1994. Premièrement, le chômage a été toléré dès lors que l'assurance chômage était généreuse et qu'il existait de bonnes perspectives de retour à l'emploi. Deuxièmement, les syndicats ont accepté la modération des salaires à condition que l'inflation reste maîtrisée, d'où une hausse du salaire réel et un taux d'emploi élevé. Troisièmement, les négociations collectives ont progressivement été décentralisées au niveau de l'entreprise mais dans le cadre d'accords de branche, ce qui a apporté une certaine flexibilité tout en offrant aux salariés des garanties en termes de modalités et de conditions de travail. [...]

Christian Lyhne Ibsen traduit de l'anglais par Marie-Agnès Schmitt, © La Documentation Francaise, 12/12/2009

© Éditions Foucher

Document 3

La flexisécurité à la française : genèse

La flexibilité sur le marché du travail occupe souvent le débat économique en cette année 2016. Pourtant elle ne date pas d'aujourd'hui, mais au moins du début des années 80. Ainsi, un projet de loi fut élaboré par le gouvernement Fabius en novembre 1985 après l'échec de négociations syndicats-patronat en décembre 1984. Honnie par certains syndicats, [ils ont rejeté une première version d'un « plan de compétitivité » chez Renault, en novembre 2016], recherchée par les chefs d'entreprise comme un gage de compétitivité, acceptée voire plébiscitée à l'étranger (le modèle danois de flexisécurité), elle est au cœur de la loi travail (loi dite « El Khomri » du nom de la ministre du Travail et de l'Emploi qui l'a portée). Une partie de cette « loi travail » traite en effet de la flexibilité. Face au chômage de masse (3 511 000 personnes sans aucune activité en avril 2016), le gouvernement pensait que cette loi allait donner plus de souplesse aux entreprises et donc faciliter un peu plus les créations d'emplois. C'est aussi ce qui avait été mis en avant un peu plus tôt par les rapports Combrexele puis Badinter sur le Code du travail ou proposé par des économistes comme Jacques Attali voire Gilbert Cette, Philippe Aghion et Elie Cohen dans leur livre *Changer de modèle* (Odile Jacob, 2014). Tous ces économistes s'interrogent sur le poids des rigidités sur le marché du travail et réfléchissent à y introduire un peu plus de flexibilité. [...]

lemonde.fr, 30/11/2016

Document 4

La réforme du marché du travail en France

Ça y'est. Après plusieurs mois de mobilisation syndicale, 7 000 amendements déposés et 3 recours à l'article 49.3, la loi Travail (ou loi El Khomri) a été définitivement adoptée par l'Assemblée nationale le 21 juin. À 16 h 30 aucune motion de censure n'a été déposée. C'est la fin d'un long processus qui aura marqué l'actualité politique et sociale de l'année 2016.

Officiellement intitulé « Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs », le projet se veut ambitieux.

Il vise à augmenter la compétitivité des entreprises en leur donnant plus de souplesse en matière de licenciements ou encore de fixation du temps de travail. Mais il a également pour objectif d'améliorer les conditions de travail des salariés.

Cette volonté se manifeste notamment par la mise en place d'un compte personnel d'activité, d'un droit à la déconnexion ou encore d'une législation plus protectrice à l'égard des travailleurs saisonniers. Le texte de loi prévoit également de donner plus de pouvoirs aux entreprises et aux syndicats qui pourront négocier des accords d'entreprise comme cela se fait dans de nombreux pays européens comme l'Allemagne, le Danemark ou encore les Pays-Bas. [...]

Lucas Jakubowicz, www.journaldunet.com, 25/07/2016

© Éditions Foucher

Document 5

Vers des principes communs de flexicurité

[...] Le mode de vie et la manière de travailler des citoyens européens changent rapidement. Quatre raisons principales peuvent être soulignées :

- l'intégration économique aux niveaux international et européen ;
- le développement des nouvelles technologies, en particulier dans les domaines de l'information et de la communication ;
- le vieillissement démographique des sociétés européennes, combiné à des taux d'emploi moyens encore relativement faibles et à un chômage de longue durée élevé, qui menacent la viabilité des systèmes de protection sociale ;
- ainsi qu'une segmentation progressive des marchés du travail dans de nombreux pays, où se côtoient des travailleurs relativement bien protégés et des travailleurs dépourvus de toute protection (les travailleurs en place et les exclus).

Globalement, la mondialisation profite à la croissance et à l'emploi, mais les changements qu'elle entraîne exigent des adaptations rapides de la part des entreprises et des travailleurs. L'emploi progresse dans l'UE et le chômage diminue de manière constante. S'il est vrai que l'on peut s'appuyer sur des évolutions positives, il reste néanmoins 17 millions de chômeurs dans l'UE (2007) et la restructuration des économies européennes reste à achever. Pour s'adapter, il faut un marché du travail plus souple et des niveaux de sécurité qui répondent aux besoins nouveaux tant des employeurs que des travailleurs. L'Europe doit créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour faire face au changement et à de nouveaux risques sociaux. Elle doit réduire la segmentation des marchés du travail et la précarisation des emplois, de même qu'encourager une intégration soutenue et l'acquisition de compétences. Les femmes, les jeunes et les migrants sont déjà surreprésentés dans la catégorie des « exclus » du marché du travail et les travailleurs plus âgés ont du mal à conserver ou à trouver un emploi. Même les travailleurs qui ont des contrats à durée indéterminée se sentent menacés : en effet, en cas de licenciement, ils sont confrontés aux mêmes difficultés pour retrouver un emploi de qualité.

Pour réaliser les objectifs de Lisbonne, à savoir créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, de nouvelles formes de flexibilité et de sécurité sont nécessaires pour les individus et les entreprises, mais aussi les États membres et l'Union. Les individus ont de plus en plus besoin d'une sécurité dans l'emploi et non d'une sécurité de l'emploi, car ils sont de moins en moins nombreux à avoir le même emploi à vie. Les entreprises, en particulier les PME, doivent pouvoir adapter leur personnel en fonction de l'évolution de la situation économique. Elles doivent pouvoir recruter du personnel dont les compétences correspondent mieux à leurs besoins et qui sera davantage productif et capable de s'adapter, avec pour résultat une innovation et une compétitivité accrues. [...]

Les citoyens européens acceptent la nécessité de l'adaptation et du changement. 76 % d'entre eux reconnaissent que l'emploi à vie auprès d'un même employeur appartient au passé. 76 % considèrent également que la capacité de changer facilement de travail est, de nos jours, un atout pour trouver un emploi. 72 % indiquent que les contrats de travail devraient être plus souples pour encourager la création d'emplois. Enfin, ce sont 88 % des citoyens qui disent qu'une formation régulière améliore les possibilités de carrière.

La réponse politique globale de l'UE aux défis et aux opportunités de la mondialisation se trouve dans la stratégie de Lisbonne renouvelée pour la croissance et l'emploi. Le Conseil européen a invité les États membres à « élaborer plus systématiquement, dans le cadre des programmes nationaux de réforme, des stratégies globales pour améliorer la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises ». La Commission a été invitée à réfléchir, avec les États membres et les partenaires sociaux, à « l'élaboration d'un ensemble de principes communs sur la flexicurité », qui pourraient servir de cadre de référence utile dans le contexte de la mise en place de marchés du travail plus ouverts et plus réactifs et de lieux de travail plus productifs. [...]

www.eur-lex.europa.eu

© Éditions Foucher

Vers le bac – Thème 7 – Corrigé

Le chômage résulte-t-il de dysfonctionnement sur le marché du travail ?

1. Définissez le terme « flexisécurité » ou « flexicurité ».

La flexicurité est une politique visant à renforcer à la fois la flexibilité et la sécurité sur le marché du travail. Elle cherche à concilier les besoins des employeurs en matière de flexibilité de la main-d'œuvre avec ceux des travailleurs en matière de sécurité, ces derniers souhaitant avoir l'assurance de ne pas connaître de longues périodes de chômage.

2. Présentez le système danois de flexisécurité.

Au Danemark, au début des années 1990, le gouvernement social-démocrate alors au pouvoir a lancé une série de réformes de fond pour redynamiser le marché du travail. Les politiques mises en œuvre à cette époque visaient à rendre les chômeurs actifs dans leur recherche d'emploi, et à relever leur niveau de qualification pendant leurs périodes de chômage.

La clé de la réussite danoise réside dans la conjugaison de trois éléments :

- une faible protection de l'emploi facilitant les licenciements et les embauches ;
- de fortes indemnités de chômage sécurisant les revenus des salariés ;
- des politiques actives du marché du travail, comme par exemple en matière de formation.

La faiblesse des taux d'intérêt domestiques et le léger relâchement budgétaire opéré pour permettre une croissance économique créatrice de nouveaux emplois sont deux autres ingrédients qui ont vraisemblablement tout autant contribué à cette réussite.

3. Identifiez les résultats obtenus sur le marché du travail au Danemark.

Au cours de la période 1994-2001 durant laquelle les commandes du pays étaient tenues par le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen et son équipe, le chômage a reculé de 12,4 % à 4,2 %, puis il a poursuivi sa décrue presque sans encombre sous le gouvernement du conservateur libéral Anders Fogh Rasmussen pour s'établir à 3,4 % fin 2007.

Par comparaison, dans des pays comme la France et l'Allemagne, cet indicateur s'est maintenu à des niveaux élevés, de l'ordre de 10 % (+/– 3%), de 1994 à 2007, et en Suède, pays voisin du Danemark, il a grimpé de 4 % à 6-7 % à partir du début des années 2000.

4. Indiquez la principale limite de ce système.

Un tel système coûte très cher à mettre en œuvre. Cela va de pair avec un taux de prélèvement obligatoire élevé.

5. Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante : la flexisécurité est-elle un outil de lutte contre chômage en France ?

Introduction

Une des principales causes du chômage en France, souvent mentionnée et discutée, est la rigidité du marché du travail. La fixation des salaires, le droit du licenciement et le système de formation rendent difficile l'ajustement de la demande de travail des entreprises à l'offre de travail des ménages, d'où un taux de chômage élevé depuis plusieurs décennies. D'autres pays comme la France ont, dès les années 1990 par des réformes importantes de leur marché du travail, pu y introduire plus de flexibilité pour les entreprises mais aussi plus de sécurité pour les salariés sans emploi et voir ainsi le chômage reculer de façon significative. Cette flexisécurité, c'est le néologisme inventé pour nommer cette stratégie, peut-elle être utilisée en France pour lutter contre le chômage ? Après avoir étudié le modèle danois de flexisécurité, nous évaluerons cette stratégie à l'aune de la situation française.

1. Le succès du modèle danois de flexisécurité

Au début des années 1990, la situation de l'emploi n'était pas très brillante au Danemark : le taux du chômage était à deux chiffres, (12,4 %) ; le chômage de longue durée était fréquent ; et l'indemnisation de plus en plus lourde. Ainsi, au cours de la période 1994-2001 durant laquelle les commandes du pays étaient tenues par le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen et son équipe, le chômage a reculé de 12,4 % à 4,2 %, puis il a poursuivi sa décrue presque sans encombre sous le gouvernement du conservateur libéral Anders Fogh Rasmussen pour s'établir à 3,4 % fin 2007.

© Éditions Foucher

Par comparaison, dans des pays comme la France et l'Allemagne, cet indicateur s'est maintenu à des niveaux élevés, de l'ordre de 10 % (+/– 3%), de 1994 à 2007, et en Suède, pays voisin du Danemark, il a grimpé de 4 % à 6-7 % à partir du début des années 2000.
Devant un tel succès, les dirigeants européens, notamment français, sont venus des quatre coins de l'Union pour apprendre de cette flexisécurité.
La clé de la réussite danoise réside dans la conjugaison de plusieurs éléments : une faible protection de l'emploi facilitant les licenciements et les embauches ; de fortes indemnités de chômage sécurisant les revenus des salariés ; et des politiques actives du marché du travail, pour pallier ces faiblesses.
En outre, la croissance économique de l'époque est venue booster les créations d'emplois.
Enfin, et il ne faut pas l'oublier, la confiance entre syndicats et gouvernants danois lors de ces négociations a parachevé ce succès.

2. La flexisécurité à la française

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce débat en France ne date pas d'hier ; il apparaît pour la première fois dans le discours politique au milieu des années 1980, sous le gouvernement socialiste de Laurent Fabius. Mais la flexisécurité connaît une vive opposition de la part des syndicats et du reste de la société. Sous le quinquennat de François Hollande, elle revient à l'ordre du jour du gouvernement Valls et fait l'objet d'un projet de loi qui aboutira, après des débats parlementaires houleux et de nombreuses manifestations d'opposition des syndicats CGT et FO, par l'adoption d'une loi sur la flexisécurité à la française, le 21 juin 2016.
Cette loi vise, comme prévu, à augmenter la compétitivité des entreprises en leur donnant plus de souplesse en matière de licenciements ou encore de fixation du temps de travail.
Mais, elle a également pour objectif d'améliorer les conditions de travail des salariés : par la mise en place d'un compte personnel d'activité ; d'un droit à la déconnexion ; d'une législation plus protectrice à l'égard des travailleurs saisonniers, par exemple. Le texte de loi prévoit également de donner plus de pouvoirs aux entreprises et aux syndicats qui pourront négocier des accords d'entreprise qui vont déroger au droit du travail, comme cela se fait dans de nombreux pays européens (Allemagne, Danemark, Pays-Bas).
Ce nouveau dispositif, que certains trouvent d'ailleurs incomplet, est dans la droite ligne des mesures préconisées par l'Union européenne pour lutter contre le chômage. En effet, si la mondialisation profite à la croissance et à l'emploi, les changements qu'elle entraîne exigent des adaptations rapides de la part des entreprises et des travailleurs.
La réponse politique globale de l'UE aux défis et aux opportunités de la mondialisation se trouve dans la stratégie de Lisbonne renouvelée pour la croissance et l'emploi. Le Conseil européen a invité les États membres à « élaborer plus systématiquement, dans le cadre des programmes nationaux de réforme, des stratégies globales pour améliorer la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises ».

Conclusion

Oui, la flexibilité est un outil de lutte efficace contre le chômage français. Les exemples danois, hollandais et allemand l'ont démontré. En France, malgré une forte opposition à la flexisécurité, le fonctionnement du marché du travail doit s'améliorer et le chômage reculer au fil du temps, si les résultats et la confiance sont au rendez-vous.

© Éditions Foucher

Quels sont les domaines **D'INTERVENTION DE L'ÉTAT** ?

3

NOTIONS
- inégalités et justice sociale
- protection sociale
- logique d'assurance et d'assistance
- traitement social du chômage

Enzo et ses prestations sociales

Enzo a été licencié pour motif économique. Cette nouvelle situation l'inquiète, d'autant que son épouse attend leur premier enfant. Dans une brasserie, il discute avec son ami Karim.

1 **Repérez les prestations sociales dont peut bénéficier le couple d'Enzo.**

Le couple d'Enzo pourra bénéficier des indemnités de chômage et des aides de la CAF (la prestation accueil du jeune enfant). En outre, il pourra bénéficier d'autres prestations : prestations maternité.

2 **Identifiez et explicitez les conditions pour bénéficier des prestations sociales.**

Les prestations sociales sont versées sous conditions de ressources.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Simulez toutes vos aides en ligne !

http://tinyurl.com/hqffdju 1'17

3 **Montrez comment l'État intervient pour aider les agents économiques.**

L'État intervient en favorisant l'accès des usagers aux droits sociaux proposés par Pôle emploi et les organismes sociaux.

© Éditions Foucher

1 La protection sociale, levier de réduction des inégalités

A Les inégalités économiques et sociales en France

DOC 1 Les inégalités de revenus : de plus en plus de pauvres en France

La récession économique de 2008 a eu comme conséquence une baisse des revenus des ménages les plus pauvres en France. Selon l'Insee, en 2014, 8,6 millions de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté (c'est-à-dire avec un revenu inférieur à 987 € mensuels). Les populations les plus touchées par ce fléau sont les jeunes, les familles monoparentales, les chômeurs (1/3 des chômeurs se situe en dessous du seuil de pauvreté). Ceci peut s'expliquer, entre autres, par l'augmentation du chômage qui a affecté les revenus modestes. Avec la crise économique, les inégalités se sont creusées entre les riches et les pauvres… Le débat sur la taxation des plus riches est toujours d'actualité.

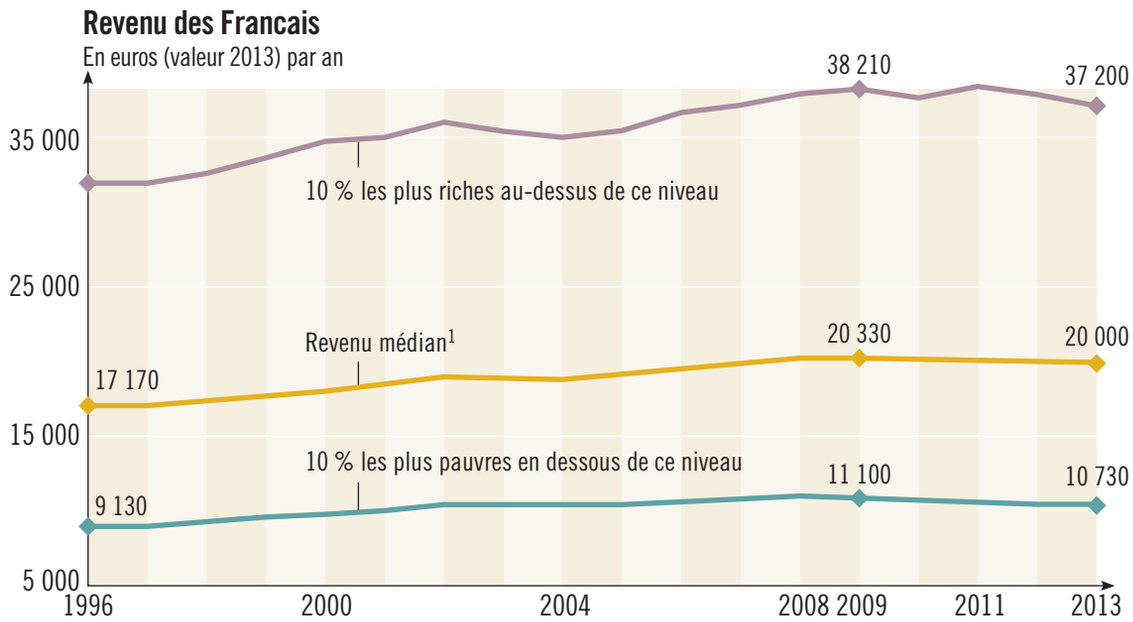
© Foucher

1 Explicitez la notion de pauvreté.

Est considérée comme pauvre une personne qui vit avec moins de 987 € par mois.

2 Surlignez les catégories de personnes les plus touchées par la pauvreté.

DOC 2 Évolution du niveau de vie en France



1 Le revenu médian partage la population en deux catégories : 50 % des individus disposent d'un revenu supérieur, 50 % d'un revenu inférieur.

AFP, 28/06/2016

3 Commentez l'évolution des revenus pour apprécier la pauvreté en France.

En tendance, on note un accroissement des revenus en France avec un ralentissement depuis la crise de 2009. L'amélioration du niveau de vie concerne surtout les ménages les plus riches et dans une moindre mesure les ménages les plus pauvres. On peut conclure qu'il y a un accroissement de la pauvreté particulièrement depuis la crise de 2009.

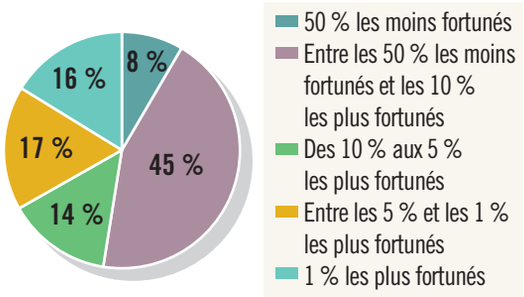
© Éditions Foucher

DOC 3 Les inégalités du patrimoine en France en 2015

Les 10 % les plus fortunés détiennent près de la moitié du patrimoine en 2015 selon l'Insee. Les 10 % les plus pauvres n'ont presque rien, la moitié la moins fortunée ne dispose que de 8 % de l'ensemble. Les écarts de fortune sont énormes. Le patrimoine brut (endettement non déduit) moyen du dixième le plus riche vaut 1,25 million d'euros, soit 630 fois celui des 10 % les moins fortunés (2 000 €) et 8 fois le patrimoine médian brut (158 000 €).

www.observationsociete.fr, 08/11/2016

Répartition du patrimoine brut



4 **Appréciez les inégalités de patrimoine en France.**

Les 10 % les plus riches détiennent près de la moitié du patrimoine brut tandis que les 10 % les plus pauvres ne détiennent presque rien. Les plus fortunés s'enrichissent à l'inverse des plus modestes.

DOC 4 Résultats au baccalauréat 2016 dans l'académie de Lyon

	Ensemble	
Origine sociale	**Admis**	**%**
Agriculteurs	325	95,0
Artisans, commerçants	3 022	90,2
Professions libérales, cadres	8 243	95,0
Professions intermédiaires	4 395	92,1
Employés	4 196	88,4
Ouvriers	4 798	85,9
Retraités	524	84,7
Sans activité professionnelle	2 029	80,4
Non renseignée	1 867	83,2
Ensemble	29 399	89,5

www.cache.media.education.gouv.fr, page 3, septembre 2016

5 **Comparez le taux de réussite au baccalauréat des enfants selon leur origine sociale, et commentez.**

Les enfants de cadres et professions libérales obtiennent le meilleur taux de réussite au baccalauréat, 95,0 %, contre 85,9 % pour les enfants d'ouvrier (écart de 9,1 points) et 80,4 % pour les enfants de personnes sans activité. L'origine sociale conditionne les taux de réussite au baccalauréat : on peut donc parler d'inégalités scolaires.

DOC 5 Les inégalités d'accès aux soins se creusent en France

La précarité continue de s'accroître en France selon une étude Ipsos pour le Secours populaire parue ce mardi 6 septembre. Plus d'un Français sur deux se sentirait menacé par la pauvreté, qui creuse toujours plus les inégalités en termes d'accès aux soins. En 2016, une part importante de la population doit toujours renoncer à se soigner pour des raisons économiques. […] En première ligne face aux difficultés à se soigner : les plus âgés, les femmes, et surtout les personnes démunies, explique Richard Beninger, le secrétaire général du Secours populaire. « La moitié des personnes à revenu modeste renonce à des lunettes, à des soins dentaires, à consulter des spécialistes. Les inégalités en matière de santé ont progressé en France. […] »

www.rfi.fr, 06/09/2016

6 **Expliquez le lien entre pauvreté et inégalité face à la santé.** Une personne à revenu modeste a du mal à accéder aux soins particulièrement pour les lunettes et les soins dentaires. L'accroissement de la pauvreté entraîne donc un accroissement des inégalités en termes d'accès aux soins.

© Éditions Foucher

B Les objectifs et les moyens de la politique sociale

DOC 6 La protection sociale en France

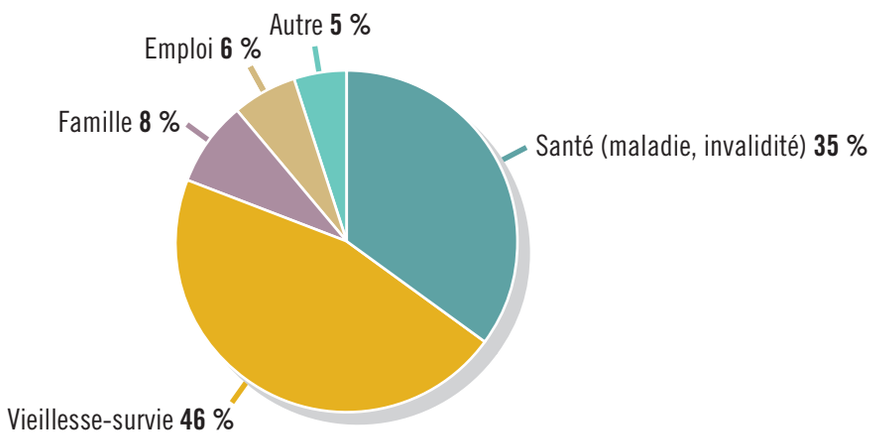
La protection sociale est un instrument de la politique sociale qui consiste à verser diverses prestations aux bénéficiaires. Elle permet d'aider les ménages financièrement à faire face à certains risques sociaux (ex. : la maladie). Par ailleurs, l'objectif de la politique sociale en France est de rétablir une certaine équité sociale. Ainsi les prestations sociales correspondent à une forme de redistribution des revenus. Selon les données de la DRESS (service des statistiques du ministère des Affaires sociales), ces dépenses représentent, en 2014, 32,2 % du PIB.

© Foucher

7 Repérez les objectifs et les moyens de la politique sociale en les surlignant de deux couleurs différentes.

DOC 7 La répartition des différentes prestations sociales en 2016

Les comptes de la protection sociale, publiés annuellement, distinguent six catégories de prestations sociales correspondant à autant de risques.



© Foucher

8 Identifiez les deux principaux risques couverts par les prestations sociales.

Les dépenses sont composées en grande majorité par le risque vieillesse-survie, qui correspond à 46 % des prestations sociales, et le risque santé avec 35 % des prestations sociales.

9 Identifiez pour chaque situation les prestations sociales mentionnées, puis précisez les risques sociaux concernés.

Situations	Prestations sociales	Risques sociaux
Aïcha perçoit une aide au logement de 250 €/mois. Elle a trois enfants et perçoit des allocations familiales d'un montant de 295,35 € mensuels.	Allocations familiales Aide au logement (APL)	Famille Autre (logement)
Hamza a 70 ans et perçoit une pension retraite d'un montant de 1 400 € brut mensuels.	Pension retraite	Vieillesse survie
Suite à un accident de voiture, Lee, devenu inapte au travail, perçoit une pension invalidité de 800 € mensuels.	Frais de maladie Pension invalidité	Santé
Au chômage depuis quelques mois, Jean, en fin de droits, va demander de percevoir le RSA en attendant de pouvoir se réinsérer professionnellement.	Allocation d'aide au retour à l'emploi RSA	Emploi Autre (exclusion)

© Éditions Foucher

2 Les logiques complémentaires de la protection sociale

A La prise en charge des risques sociaux : logique d'assurance

DOC 8 Le principe d'assurance

Le système de protection sociale français repose sur deux logiques : l'assistance et l'assurance. L'objectif de l'assurance sociale est de faire face à un risque social : la perte ou la baisse de revenus (chômage, accident du travail, maladie, vieillesse).
Ces prestations sociales sont financées par les cotisations des salariés. Le montant de ces cotisations varie en fonction des revenus. Ainsi, en cas d'aléas celui qui a cotisé pourra bénéficier des prestations. Cette logique d'assurance repose sur un principe de mutualisation des risques. En effet, tous les individus cotisent par exemple à la caisse d'assurance chômage : cependant tous ne seront pas au chômage un jour.

© Foucher

1 Repérez l'objectif de la logique d'assurance sociale.

L'objectif est de faire face à un risque social engendrant une perte ou une baisse de revenu (chômage, accident du travail, maladie, vieillesse).

2 Complétez le schéma pour représenter la logique d'assurance grâce aux termes suivants : cotisations, prestations, revenus.

Revenus → Cotisations → Prestations

3 Explicitez le principe de mutualisation des risques.

C'est le principe selon lequel tous les salariés cotisent pour un même risque même s'ils ne seront peut-être pas tous confrontés à celui-ci.

4 Expliquez en quoi la logique d'assurance peut être inégalitaire.

Elle peut être considérée comme inégalitaire d'une part parce que les prestations sont versées en fonction des cotisations (qui dépendent du revenu), et d'autre part parce qu'elle écarte les personnes qui ne peuvent pas cotiser, faute de revenus.

© Éditions Foucher

B La recherche de justice sociale : la logique d'assistance

DOC 9 Les logiques de la protection sociale

[…] Les prestations sociales peuvent répondre à trois logiques :

- une logique d'assurance sociale, dont l'objectif est de prémunir contre un risque de perte de revenus […]. Les prestations sociales sont financées par des cotisations sur les salaires […] et sont donc réservées à ceux qui cotisent ;
- une logique d'assistance, qui a pour objectif d'instaurer une solidarité entre les individus pour lutter contre les formes de pauvreté. La prestation assure alors un revenu minimum, qui ne couvre pas forcément un risque spécifique. Il est versé sous condition de ressources, mais non de cotisations préalables (revenu de solidarité active, allocation adulte handicapé) ;
- une logique de protection universelle, qui a pour but de couvrir certaines catégories de dépenses pour tous les individus. Les prestations sont donc accordées sans condition de cotisations ni de ressources, mais sont les mêmes pour tous (prestations familiales).

www.vie-publique.fr, © La Documentation Française, 29/02/2016

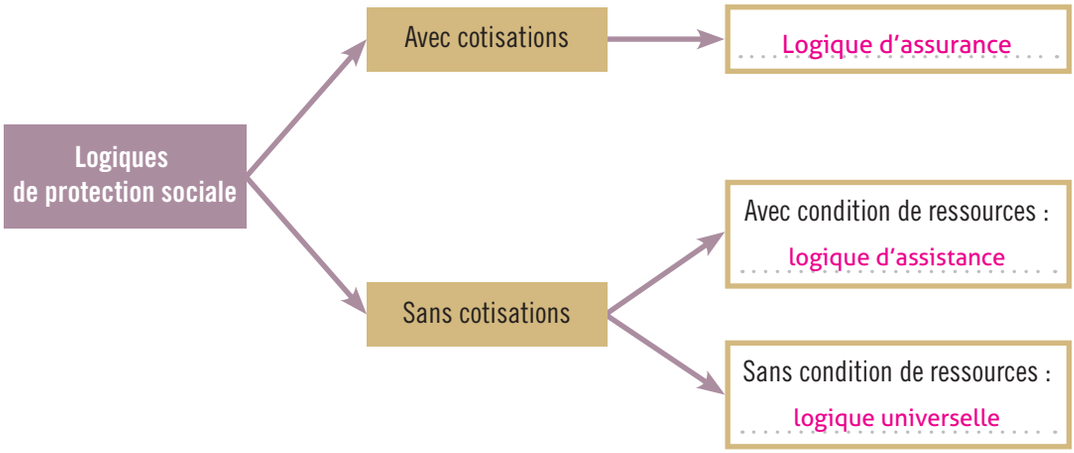
ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

La protection sociale

http://tinyurl.com/pap8tlg 3'35

5 Complétez le schéma suivant en intégrant les trois logiques de la protection sociale.



DOC 10 Le cas de la famille Thivand

M. et Mme Thivand vivent dans un appartement à Lyon avec leurs deux filles : ils perçoivent les APL (aides pour le logement). Mme Thivand, assistante de direction, attend son troisième enfant. Elle va donc devoir suspendre son activité professionnelle pendant son congé maternité. Elle percevra ainsi les indemnités journalières pour maternité. Par ailleurs, M. Thivand a perdu son emploi depuis deux ans, et malgré ses recherches, il a des difficultés à retrouver une activité. Ne percevant plus les allocations chômage, il envisage de faire une demande auprès de la CAF afin de pouvoir bénéficier du RSA.

6 Surlignez les différentes prestations de la famille Thivand en distinguant celles qui correspondent à une logique d'assurance d'une couleur et à une logique d'assistance d'une autre couleur.

© Éditions Foucher

3 Le traitement social du chômage

A Les conséquences économiques et sociales du chômage

DOC 11 Les conséquences du chômage

• La première conséquence directe du chômage est la perte du pouvoir d'achat et l'endettement des ménages. Le salarié qui se retrouve au chômage perd 25 % de son revenu qui décroît régulièrement en fonction de sa durée. En fin de droit, le chômeur perçoit le RSA (revenu de solidarité active). Si cette situation se prolonge et si le ménage avait souscrit de nombreux crédits, cette perte de revenu peut conduire au surendettement. […]

• La seconde conséquence directe est la perte du lien social. […] Non seulement le chômage provoque la perte du réseau nécessaire à la satisfaction des besoins d'appartenance, mais en plus, le statut de chômeur influence l'image et l'estime que l'individu a de lui. Malgré le temps libre dont il dispose, le chômeur ne se sent pas digne d'en profiter pour cultiver de nouveaux champs de socialisation et d'expression. La honte qu'il ressent l'incite à s'isoler de sa famille et de ses amis. En se repliant sur lui, le chômeur perturbe l'équilibre de sa vie de famille.

Jean-Christophe Giuliani, www.mouvementpourundeveloppementhumain.fr

1 Expliquez la notion de « chômeur ».

Un chômeur est une personne qui n'a pas d'emploi et qui en recherche un.

DOC 12 Quelles sont les conséquences indirectes du chômage ?

La première conséquence indirecte concerne la hausse de la délinquance et de la criminalité. Étant confrontés à la difficulté de trouver un emploi, les jeunes issus de milieux défavorisés peuvent facilement basculer dans la délinquance. En effet, la plupart des condamnés pour vols, trafics ou violences cumulent la précarité et l'exclusion sociale dues au chômage […]. Le chômage étant la principale cause de la délinquance, au lieu d'augmenter le nombre de prisons, les pouvoirs publics devraient plutôt enrayer la hausse du chômage […].

Jean-Christophe Giuliani, www.mouvementpourundeveloppementhumain.fr

2 Identifiez les conséquences du chômage pour compléter le tableau.

Conséquences économiques	Conséquences sociales
Perte du pouvoir d'achat Risque d'endettement des ménages	Perte de lien social Perte de l'estime de soi Risque d'isolement Hausse de la délinquance et de la criminalité

© Éditions Foucher

B Les différentes prestations offertes aux chômeurs

DOC 13 Les principales conditions pour être indemnisé

Perte involontaire → Ouverture des droits à partir de quatre mois de cotisations → ARE (aide au retour à l'emploi) 1 jour travaillé = 1 jour indemnisé (calcul de la prestation en fonction des revenus) → Durée maximale d'indemnisation (en fonction de l'âge) : < 50 ans = maximum 24 mois > 50 ans = maximum 36 mois

Remarque : le demandeur d'emploi recevra environ 75 % de son ancienne rémunération.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Qu'est-ce que l'assurance chômage ?

http://tinyurl.com/y9ghkfjv 2'47

3 Expliquez le principe de l'assurance chômage.

L'assurance chômage est un régime d'indemnisation pour les salariés involontairement privés d'emploi. Elle fonctionne selon une logique d'assurance et un principe de solidarité entre les salariés. En effet, pour pouvoir bénéficier de l'assurance chômage il faut avoir cotisé au moins quatre mois.

4 Présentez les modalités de calculs de l'ARE (aide au retour à l'emploi).

Le montant de l'allocation varie selon le montant des cotisations. La durée d'indemnisation est calculée en fonction de la durée de cotisation et de l'âge du bénéficiaire.

DOC 14 Edouardo a perdu son emploi

Suite à un plan de sauvegarde de l'entreprise Chô, Edouardo Lopez a été licencié économiquement.
Il travaillait dans cette entreprise depuis 12 mois.
Edouardo était rémunéré au SMIC, soit 1 466,62 € brut mensuels sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires.

5 Calculez la durée de l'indemnisation chômage puis le montant de l'indemnité dont Edouardo pourra bénéficier.

Sur la base de 1 jour travaillé = 1 jour cotisé, Edouardo pourra percevoir pendant 12 mois son indemnité chômage. Le montant de son indemnisation sera la suivante 75 % × 1 466,62 € = 1 100 € brut mensuels.

© Éditions Foucher

DOC 15 Les incitations et aides à l'emploi

Face aux évolutions du marché du travail, les partenaires sociaux ont adapté les règles d'assurance chômage. Ils ont mis en place de nouvelles règles, entrées en vigueur en octobre 2014. Elles répondent à deux objectifs : mieux protéger les salariés dans leur parcours entre emploi et chômage et inciter plus fortement à la reprise d'emploi. Cette nouvelle convention met en avant deux principes : le cumul de salaires et de l'allocation chômage ainsi que des droits rechargeables.

www.unedic.org, © La Documentation Française, rapport d'activité 2014

6 **Surlignez les objectifs des nouvelles règles mises en œuvre par la convention chômage 2014.**

7 **Repérez et expliquez les nouveaux principes adoptés pour faciliter le retour à l'emploi.**

Pour faciliter l'aide au retour à l'emploi, la convention prévoit la possibilité de cumuler les salaires et de recharger ses droits aux allocations chômage.

DOC 16 Les emplois aidés, une autre facette du traitement social du chômage

Pour aider les personnes ayant des difficultés à accéder à un emploi, l'État a mis en place de nombreux dispositifs.
Ainsi, le contrat unique d'insertion, comme les contrats d'avenir, permet, entre autres, de faciliter l'aide au retour à l'emploi.
Pour inciter les employeurs à embaucher, ces dispositifs d'aide à l'emploi leur permettent d'être exonérés de charges sociales, voire même de bénéficier d'une aide financière à l'embauche.
D'après les chiffres de la DARES (ministère du Travail), les travailleurs en contrats aidés étaient au nombre de 1,56 millions mi-2016.

© Foucher

8 **Relevez dans le document les exemples de contrats aidés.**

Les exemples cités dans le document concernent les contrats d'avenir et les contrats uniques d'insertion.

9 **Identifiez les avantages pour l'employeur d'embaucher les personnes pouvant bénéficier des emplois aidés.**

L'incitation est financière avec une aide à l'embauche, mais également grâce à une exonération de certaines charges sociales : cela permet ainsi de réduire le coût du travail.

© Éditions Foucher

Synthèse

MOTS-CLÉS

Logique d'assistance : principe de solidarité entre individus pour lutter contre la pauvreté qui assure un revenu minimum au bénéficiaire sans cotisations préalables.
Logique d'assurance : ouverture de droits en fonction de cotisations versées pour certains risques sociaux.
Protection sociale : mécanismes permettant aux individus de faire face aux conséquences financières des risques sociaux.

1 La protection sociale, levier de réduction des inégalités

Pour faire face aux inégalités, la protection sociale couvre différents risques sociaux.

Inégalités
- économiques : patrimoine, revenu
- sociales : soins, scolarité

→ **Versement de prestations sociales pour couvrir certains risques**
- santé
- vieillesse
- emploi
- famille
- logement
- pauvreté et exclusion

2 Les logiques complémentaires de la protection sociale

Logiques de la protection sociale
- financée par les cotisations sociales → logique d'assurance
- financée par les impôts
  - avec condition de ressources : logique d'assistance
  - sans condition de ressources : logique universelle

3 Le traitement social du chômage

Conséquences du chômage
- économiques :
  - perte de revenu
- sociales :
  - perte de lien social
  - délinquance

→ **Traitement social du chômage : ensemble de mesures qui aident les chômeurs**
- Indemnisations : allocations chômage (ARE)
  - droits rechargeables
  - cumul des salaires
- Contrats aidés

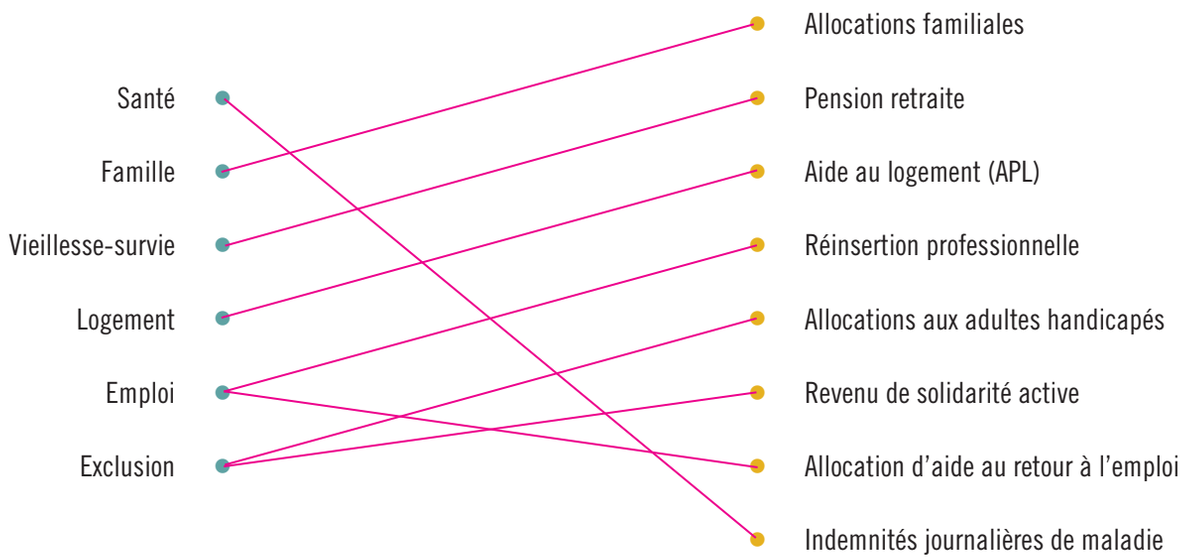
© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Retrouvez les mots cachés dans la grille.

L	I	N	E	G	A	L	I	T	E	S	O	L	P	R	S	A	P	L	G	R	O
M	P	L	K	A	S	S	I	S	T	A	N	C	E	Y	O	Y	T	P	I	Z	I
G	H	Y	T	R	D	I	S	Y	E	X	C	L	U	S	I	O	N	P	J	K	L
P	A	T	R	I	M	O	I	N	E	K	O	P	O	T	Z	R	M	P	L	B	Q
S	E	R	R	Y	Y	U	S	S	O	L	I	D	A	R	I	T	E	P	O	N	H
Y	T	R	E	D	I	S	T	R	I	B	U	T	I	O	N	P	O	P	T	U	V
I	T	A	S	S	U	R	A	N	C	E	P	E	Y	R	T	B	O	G	K	O	S
J	U	C	O	T	I	S	A	T	I	O	N	S	L	E	P	M	U	T	U	N	F

2 Reliez les différentes prestations à chaque risque social.



3 Retrouvez la notion cachée en remettant les lettres dans le bon ordre.

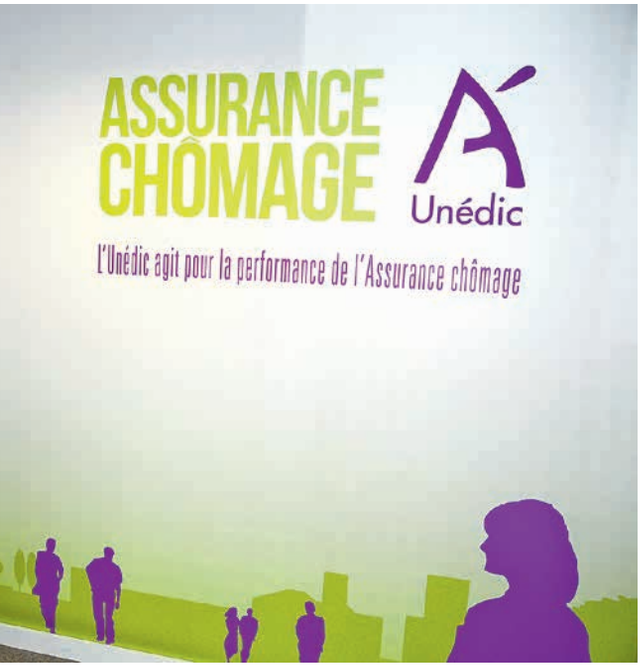
Indice : Elle recouvre deux logiques, l'assurance et l'assistance.

PTORICETNO AL ECOISLA

Réponse : La protection sociale

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !



Les droits rechargeables à l'UNEDIC : un bilan positif

Si la majorité des salariés sont en CDI, plus de 12 % sont en contrats précaires, ils alternent des CDD de plus en plus courts et des périodes de chômage. Avec souvent, la peur de reprendre un emploi précaire moins bien indemnisé et de perdre le chômage. La convention d'assurance chômage 2014, pour sécuriser ces chômeurs et leur permettre de reprendre un emploi sans risque, a créé « les droits rechargeables ». Un chômeur peut reprendre un emploi même court car, s'il a retravaillé 150 heures, il peut à nouveau bénéficier du chômage avec ses droits restants non utilisés du premier contrat. La recharge des droits nouveaux est automatique, pas besoin d'en faire la demande, avec un jour cotisé = un jour indemnisé. [...] Depuis avril 2015, un droit d'option a été créé pour les personnes qui perdent un emploi mieux rémunéré que leur précédente activité. Elles peuvent renoncer à leurs droits antérieurs pour percevoir l'indemnisation la plus favorable sous certaines conditions. Le système des activités réduites (cumuler un emploi et une indemnité chômage) est simplifié. Le chômeur peut toucher un revenu (salaire + chômage) équivalent à son ancien salaire.

Entre le 1er octobre 2014 et le 30 juin 2015, 344 820 personnes ont bénéficié des droits rechargeables [...]. Les bénéficiaires sont plutôt des jeunes, peu qualifiés, en contrats courts d'intérim ou en CDD dans l'hôtellerie/restauration et le commerce. [...]

[L']enquête qualitative du CREDOC de juin 2015 à la demande de l'UNEDIC avait pour finalité d'apprécier la connaissance, le vécu et la perception des nouvelles règles de cumul d'allocations-salaires et des droits rechargeables par les demandeurs d'emploi après un an d'application. [...]

L'accord sur la sécurisation de l'emploi de janvier 2013 avait posé comme principe de réformer l'indemnisation chômage en prenant mieux en compte la précarité croissante du monde du travail. La convention de 2014 répond à cet objectif [...].

www.clesdusocial.com, 23/03/2016

LE DÉCLIC

« Identifier », c'est trouver les différents principes mis en place pour sécuriser davantage les personnes en recherche d'emploi.

1. **Identifiez les principes mis en place pour sécuriser les chômeurs.**
2. **Expliquez en quoi le principe du droit rechargeable est un principe sécurisant pour le demandeur d'emploi.**
3. **Montrez que le nouveau dispositif mis en œuvre depuis 2015 peut faciliter le retour à l'emploi.**

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Les droits rechargeables à l'UNEDIC : un bilan positif

1. Identifiez les principes mis en place pour sécuriser les chômeurs.
Plusieurs dispositifs ont été mis en place : le principe du droit rechargeable, le principe du droit d'option, la simplification du système des activités réduites.

2. Expliquez en quoi le principe du droit rechargeable est un principe sécurisant pour le demandeur d'emploi.
Après une reprise d'emploi, le chômeur peut à nouveau bénéficier du chômage avec ses droits restants non utilisés. Cette recharge de droit est automatique.

3. Montrez que le nouveau dispositif mis en œuvre depuis 2015 peut faciliter le retour à l'emploi.
Depuis avril 2015, un droit d'option a été créé pour les personnes qui perdent un emploi mieux rémunéré que leur précédente activité. Ils peuvent donc percevoir l'indemnisation la plus favorable sous certaines conditions.

© Éditions Foucher

3 Quels sont les domaines d'intervention de l'État ?

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on ne demande plus seulement à l'État d'assurer des fonctions régaliennes (défense, ordre public…), mais aussi d'être un État-providence, qui offre aux citoyens une protection contre les risques liés aux aléas de la vie. Face à certaines inégalités, l'État cherche à intervenir *via* sa politique sociale. Cette dernière poursuit des objectifs de réduction des inégalités, de justice et de solidarité sociales dans un contexte de pauvreté et d'exclusion. La solidarité nationale est assurée par la redistribution verticale et par la protection sociale qui se décline en deux logiques. Le chômage est également considéré comme un risque social pris en charge par l'État.

1. La protection sociale, levier de réduction des inégalités

A. Les inégalités économiques et sociales en France

Les inégalités économiques font souvent référence aux revenus mais également au patrimoine.

Les inégalités de revenus se sont accrues depuis la crise de 2009. Le pouvoir d'achat des revenus des plus modestes a baissé. À cela s'ajoute une forte inégalité du patrimoine. En effet, les plus fortunés s'enrichissent à l'inverse des plus modestes, ce qui renforce les inégalités de génération en génération. La pauvreté en France s'est accrue avec la crise économique. Les inégalités économiques s'accompagnent d'inégalités sociales (ex. : l'inégalité scolaire, les inégalités d'accès au soin, etc.). Pour corriger ces inégalités, l'État a mis en place une politique sociale qui offre à ses membres des prestations sociales.

B. Les objectifs et les moyens de la politique sociale

Les prestations sociales désignent toutes les prestations en espèces (revenu de remplacement ex. : indemnités journalières) ou en nature (remboursement des dépenses engagées ou financement direct de services) que les institutions de protection sociale versent à leurs bénéficiaires. L'objectif de la politique sociale française est de réduire les inégalités et de rétablir l'équilibre et la justice sociale.

Les comptes de la protection sociale (représentant 32 % du PIB) distinguent six catégories de prestations correspondant à autant de risques : la vieillesse-survie (qui représente la plus grande dépense des prestations sociales), la santé, la famille, l'emploi, l'exclusion et le logement.

2. Les logiques complémentaires de la protection sociale

Le système de protection social français repose sur deux logiques : l'assistance et l'assurance.

A. La prise en charge des risques sociaux : la logique d'assurance

L'assurance sociale a pour objectif de faire face à un risque social : la perte ou la baisse de revenu (chômage, accident du travail, maladie, vieillesse). Ces prestations sociales sont financées par les cotisations des salariés. Le montant de ces cotisations varie en fonction des revenus. Ainsi, en cas d'aléa, celui qui a cotisé pourra bénéficier des prestations. Cette logique d'assurance repose sur un principe de mutualisation des risques. En effet, tous les individus cotisent par exemple à la caisse d'assurance chômage.

B. La recherche de justice sociale : la logique d'assistance

La logique d'assistance a pour objectif d'instaurer une solidarité entre les individus pour lutter contre les formes de pauvreté. La prestation assure alors un revenu minimum, qui ne couvre pas forcément un risque spécifique. Il est versé sous condition de ressources, mais non de cotisations préalables (revenu de solidarité active, allocation adulte handicapé).

À ces logiques de redistribution s'ajoute la logique universelle. Elle a pour but de couvrir certaines catégories de dépenses pour tous les individus. Les prestations sont donc accordées sans conditions de cotisations ni de ressources, et sont les mêmes pour tous (ex. : les prestations familiales).

© Éditions Foucher

3. Le traitement social du chômage

Le chômage est qualifié de risque social dans la mesure où celui-ci entraîne une perte de revenu pour les agents.

A. Les conséquences économiques et sociales du chômage

La première conséquence directe du chômage est la perte du pouvoir d'achat et l'endettement des ménages. Le salarié qui se retrouve au chômage perd 25 % de son revenu.

En fin de droit, le chômeur perçoit le RSA (revenu de solidarité active). S'il a souscrit à des crédits, il peut se retrouver en surendettement (expulsion, saisie des biens…).

La seconde conséquence directe est la perte du lien social. L'activité professionnelle étant le pilier central de l'identité et du statut social du salarié, sa perte a des répercussions sur ses relations privées et sociales (perte du réseau professionnel, isolement…).

B. Les différentes prestations offertes aux chômeurs

Plusieurs prestations sont destinées aux chômeurs :

- l'allocation-chômage : le versement de cette prestation est limité dans le temps et son montant varie en fonction des cotisations salariales ;
- l'aide au retour à l'emploi : la nouvelle convention UNEDIC de 2014 encourage la reprise d'une activité et renforce dans la durée l'indemnisation des demandeurs d'emploi qui alternent des périodes de travail et de chômage, grâce au cumul des salaires et aux droits rechargeables.

© Éditions Foucher

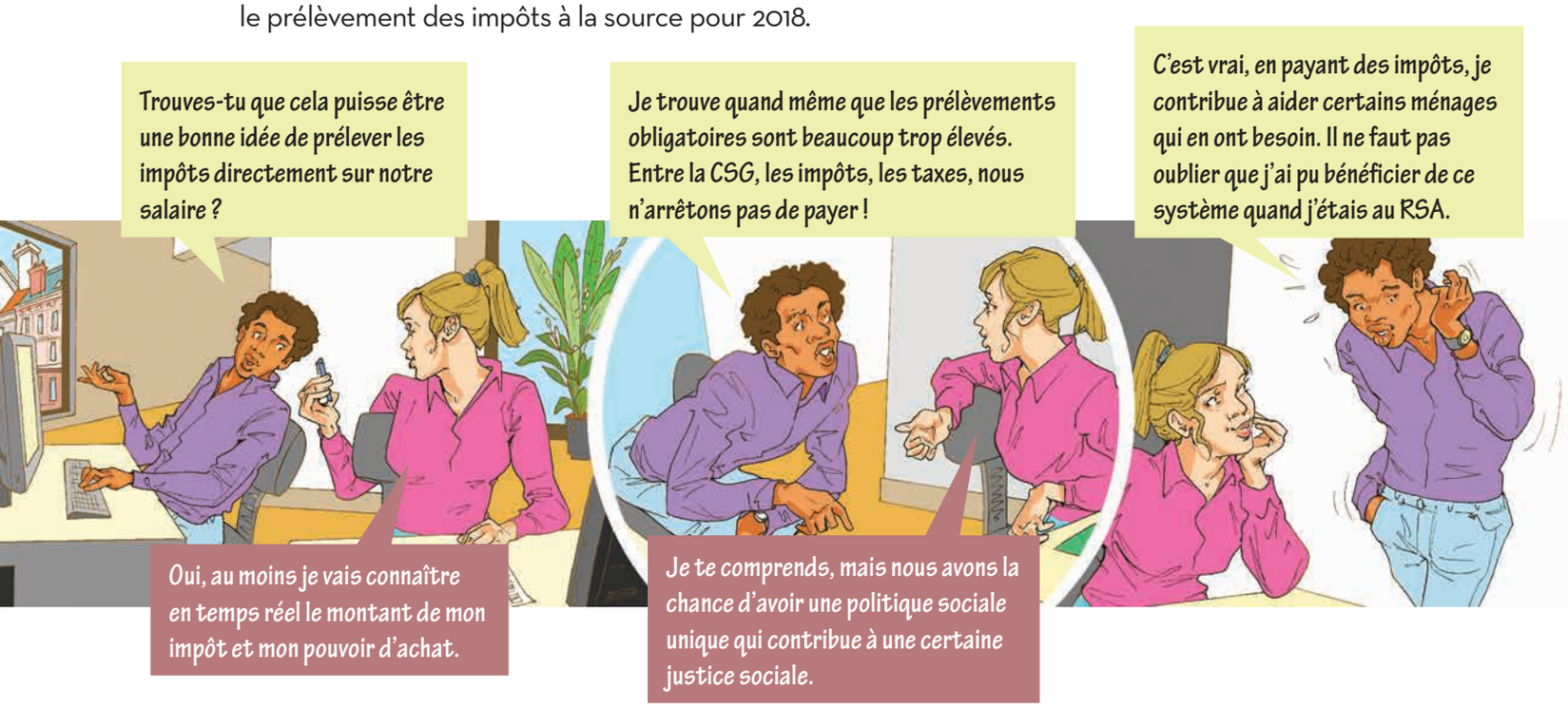
Dans quelle mesure **LA POLITIQUE SOCIALE** est-elle efficace ?

4

NOTIONS
- progressivité de l'impôt
- redistribution

Les impôts d'Ahmed

Sur leur lieu de travail, Ahmed discute avec Elyssa de la nouvelle réforme fiscale concernant le prélèvement des impôts à la source pour 2018.



1 **Expliquez en quoi consiste la nouvelle réforme fiscale.**

En 2018, les impôts seront prélevés à la source, c'est-à-dire directement sur le salaire.

2 **Repérez à quoi servent les prélèvements obligatoires.**

Ils contribuent à rétablir une certaine justice sociale. Par les prélèvements, l'État aide les ménages les plus démunis.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Pourquoi nos parents paient-ils des impôts ?

http://tinyurl.com/zsgr4k6 1'42

3 **Présentez les enjeux de ces prélèvements.**

Ces prélèvements servent à financer différents secteurs : aides aux plus démunis, éducation, police, infrastructures.

© Éditions Foucher

1 Les outils de la politique sociale

A La progressivité de l'impôt

DOC 1 L'impôt sur le revenu

Les prélèvements obligatoires correspondent aux impôts et cotisations sociales reçues par les administrations publiques pour financer la politique sociale. L'impôt sur le revenu constitue un type de prélèvement obligatoire. Vecteur de justice sociale controversé, cet impôt permet de lutter contre les inégalités. Aujourd'hui, presque la moitié des foyers français sont imposables.

Cet impôt est progressif. En effet, le taux d'imposition augmente en fonction du revenu du contribuable. L'objectif est d'imposer plus fortement les foyers ayant des revenus élevés que ceux ayant des revenus modestes, pour favoriser une certaine équité sociale.

© Foucher

1 Identifiez le rôle des prélèvements obligatoires.

Ils servent à financer la politique sociale.

2 Expliquez la progressivité de l'impôt sur le revenu puis appréciez sa fonction d'équité sociale.

L'impôt est dit progressif car le taux d'imposition varie en fonction des revenus. Ainsi, une personne à fort revenu paiera plus d'impôt qu'une personne à faible revenu, ce qui contribue à favoriser une certaine équité (justice) sociale.

DOC 2 Barème des taux d'imposition 2017

Les taux 2017 s'appliquent sur les revenus de 2016.

Tranches du revenu 2016	Taux d'imposition 2017	Imposition d'Amélia	Imposition de Malik
Jusqu'à 9 710 €	0 %	0	0
De 9 710 € à 26 818 €	14 %	2 395,12	740,6
De 26 818 € à 71 898 €	30 %	13 524	0
De 71 898 € à 152 260 €	41 %	12 341,82	0
Montant supérieur à 152 260 €	45 %	0	0
Montant total de l'imposition		28 260,94	740,6

www.impotsurlerevenu.org

DOC 3 Les revenus d'Amélia et de Malik

Amélia a perçu en 2016 un revenu net imposable de 102 000 €. Malik, a perçu 15 000 € de revenu net.

3 Calculez le montant des impôts d'Amélia et de Malik en complétant le tableau du doc 2.

4 Montrez, à partir des exemples proposés, que l'impôt sur le revenu a une fonction redistributive.

L'impôt sur le revenu, par sa progressivité, contribue à réduire les inégalités puisqu'il concerne davantage les hauts revenus. Ainsi, les revenus d'Amélia sont imposés de plus en plus fortement à mesure qu'ils s'accroissent.

© Éditions Foucher

B La redistribution

DOC 4 La redistribution verticale et horizontale des revenus

La redistribution correspond à l'ensemble des opérations à partir desquelles une partie des revenus de certains agents économiques se trouve reversée au profit d'autres agents.
Elle permet de réduire les inégalités et la pauvreté en France. On distingue deux types de redistribution.

- La redistribution verticale promeut la justice sociale. C'est une redistribution des plus riches vers les plus pauvres qui est financée par les prélèvements obligatoires tels que l'impôt sur le revenu. L'État aide ainsi les ménages les plus modestes grâce à des revenus de transfert.
- La redistribution horizontale couvre les risques sociaux quel que soit le niveau de revenus. Elle est financée par les cotisations sociales et prend la forme de protection sociale. Ainsi les administrations de Sécurité sociale indemnisent les risques sociaux (chômage, maladie, vieillesse…).

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS
VIDÉO
Redistribution horizontale et verticale
http://tinyurl.com/j5xumkn 0'56

5 Cochez le type de redistribution correspondant à chaque type d'allocation.

	Redistribution horizontale	Redistribution verticale
Assurance chômage	×	
Allocation retraite	×	
RSA		×
Assurance maladie	×	
Minimum vieillesse		×
Allocation familiale	×	

6 Montrez en quoi le principe de redistribution permet de réduire les inégalités.

En prélevant dans les revenus, l'État transfère de l'argent aux ménages les plus modestes. L'État, *via* sa politique sociale, aide aussi les citoyens à faire face aux différents risques sociaux qui entraînent une baisse de revenus pour ces derniers.

© Éditions Foucher

2 L'efficacité de la politique sociale

A Des inégalités persistantes

DOC 5 Inégalités de revenus en augmentation

Le taux de pauvreté repart à la hausse, passant de 14,1 % à 14,3 % entre 2014 et 2015 selon une estimation de l'Insee [...].
Selon l'Insee, la hausse observée « proviendrait principalement de l'augmentation du nombre de chômeurs vivant au-dessous du seuil de pauvreté, elle-même liée à celle du nombre de chômeurs de longue ou très longue durée ». [...]
Des inégalités en hausse, malgré les mesures de redistribution
[...] L'Insee précise qu'en 2015 plusieurs mesures fiscales (baisses d'impôts pour les faibles revenus, modulation des allocations familiales, hausse de certaines prestations) ont permis d'atténuer en partie les inégalités.
Les deux indicateurs (pauvreté et inégalités) repartent à la hausse après une baisse assez nette en 2013 [...].

Anne-Aël Durand, www.lemonde.fr, 05/12/2016

1 Repérez l'évolution de la pauvreté et des inégalités en France.

Ces deux indicateurs, après avoir connu une légère diminution en 2013, ont augmenté entre 2014 et 2015.
En effet, le taux de pauvreté a augmenté de 0,2 point entre 2014 et 2015.

2 Identifiez les mesures de redistribution mises en place par le gouvernement pour réduire ces inégalités.

Plusieurs mesures fiscales ont été mises en place :
- baisses d'impôts pour les faibles revenus ;
- modulation des allocations familiales ;
- hausse de certaines prestations.

3 Expliquez les raisons de ces inégalités persistantes.

Ces inégalités persistantes proviennent de l'augmentation du nombre de chômeurs vivant au-dessous du seuil de pauvreté, ceci s'expliquant par le chômage de longue durée qui contribue à une baisse des revenus.

© Éditions Foucher

DOC 6 Renoncement aux soins, de plus en plus de personnes concernées

Selon un sondage du Secours populaire publié en septembre 2016, les inégalités d'accès à la santé entre les Français s'aggravent, malgré les efforts effectués par les politiques sociales. Au seuil de la pauvreté, ils sont de plus en plus nombreux à renoncer aux soins dentaires ou à un rendez-vous chez un spécialiste pour des raisons financières.
Ils reconnaissent des difficultés au moment de payer certains actes médicaux comme les soins dentaires et l'optique. En effet, ces soins restent très coûteux et mal remboursés par la Sécurité sociale.
Une des raisons principales est la difficulté à cotiser pour une complémentaire santé.
Pour les ménages les plus modestes, ces inégalités commencent dans l'assiette : 48 % d'entre eux affirment ne pas avoir les moyens de se procurer une alimentation saine.

© Foucher

4 Identifiez les soins auxquels les ménages modestes renoncent le plus.

Les soins auxquels les Français à revenus modestes renoncent le plus sont essentiellement l'optique et les soins dentaires.

5 Repérez les raisons de ce renoncement pour apprécier les inégalités persistantes d'accès aux soins.

Les Français les plus modestes renoncent aux soins pour des raisons principalement financières : prix des soins et difficulté de cotiser à une complémentaire santé.

Ainsi, les inégalités en matière d'accès aux soins sont toujours présentes malgré les efforts faits en matière de politique sociale.

DOC 7 La lutte contre ces inégalités d'accès aux soins

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de 2016, en accord avec les chirurgiens dentistes et l'assurance maladie, prévoit un accord entre les dentistes, pour un meilleur encadrement des honoraires, et l'assurance maladie, pour un meilleur remboursement des soins.

© Foucher

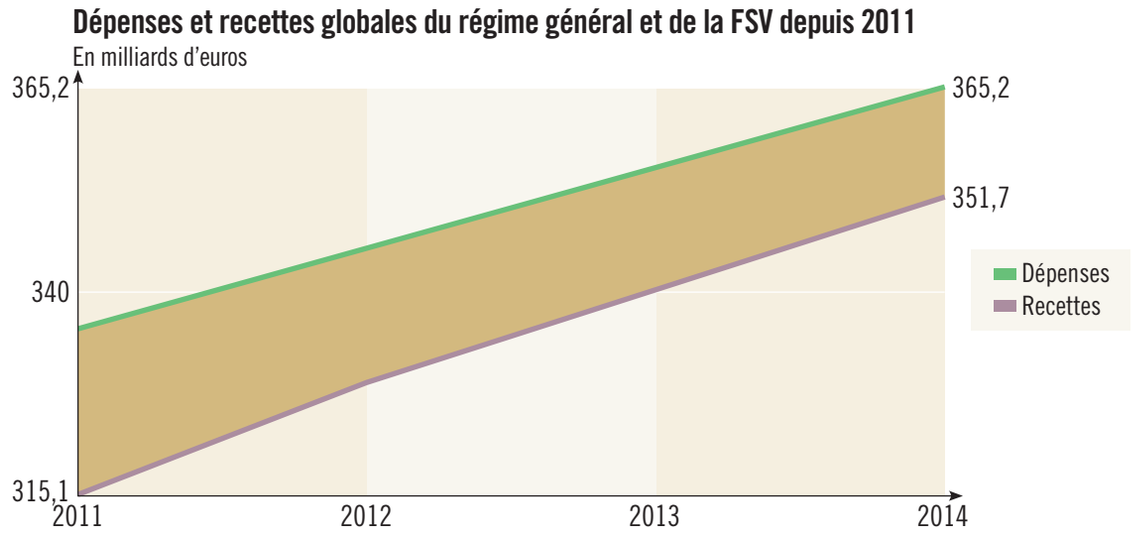
6 Identifiez les mesures mises en place pour réduire ces inégalités sociales persistantes en matière de soins.

Le gouvernement, en accord avec les chirurgiens dentistes et l'assurance maladie, a mis en place un projet de loi de finance de la Sécurité sociale pour améliorer la situation des ménages les plus modestes. Ce projet prévoit des mesures (meilleur encadrement des honoraires, meilleur remboursement des soins) pour lutter contre les inégalités d'accès aux soins.

© Éditions Foucher

B Les difficultés de financement de la protection sociale

DOC 8 Montants des dépenses et recettes de la Sécurité sociale



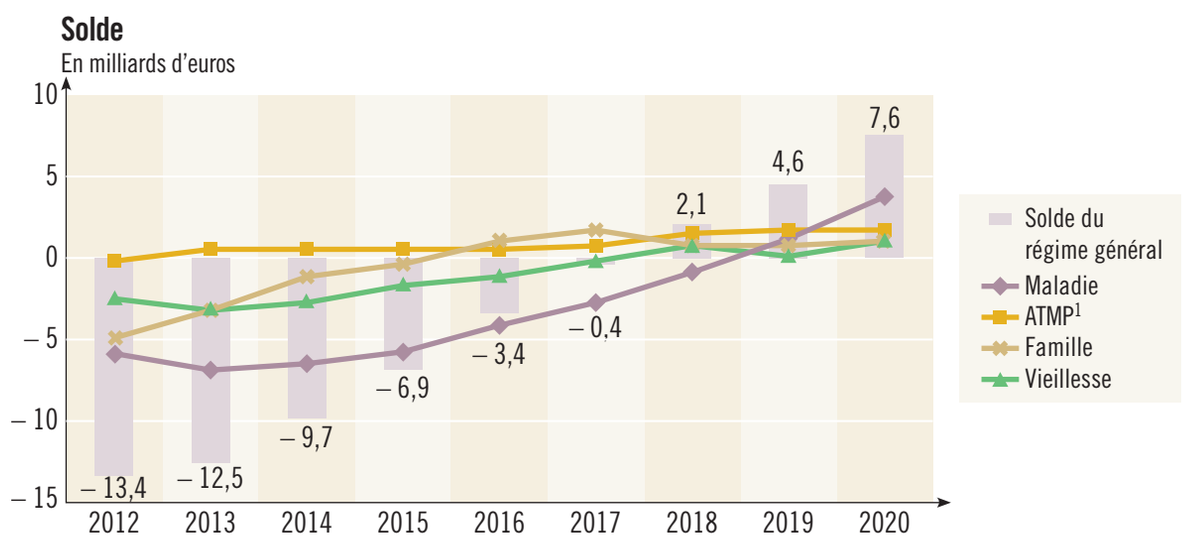
Sécurité sociale, www.lemonde.fr, 01/10/2014

7 Appréciez les évolutions des dépenses et recettes du régime général de la Sécurité sociale.

Les dépenses et recettes ne cessent d'augmenter.

Les dépenses restent toujours supérieures aux recettes, ce qui correspond à une situation de déficit constant. Cependant, on peut relever une progression plus rapide des recettes et un ralentissement des dépenses sur la période, ce qui contribue à réduire ce déficit.

DOC 9 Évolution du solde par branche du régime général 2012-2020



1 Accident du travail et maladie professionnelle

www.assemblee-nationale.fr

8 Analysez l'évolution du solde de la Sécurité sociale.

Le solde de la Sécurité sociale devrait progressivement être à l'équilibre à l'horizon 2017-2018. Un excédent est même prévu en 2018. La branche maladie, traditionnellement la plus déficitaire, est en nette amélioration sans doute grâce aux mesures mises en œuvre pour réduire les dépenses de santé. Il en est de même pour la branche famille. C'est la branche vieillesse qui devrait connaître la situation la plus favorable en 2020 : cela peut s'expliquer, entre autres, par le vieillissement de la population.

© Éditions Foucher

C Les effets des prestations sociales et des minima sociaux

DOC 10 La controverse du modèle social français

Par ces dépenses, les prestations sociales, notamment les minima sociaux, sont de plus en plus controversées : augmentations des dépenses (selon la Cour des comptes, leur coût a augmenté de 7,5 milliards d'euros entre 2008 et 2014) ; inefficacité face à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion… certains iront jusqu'à parler d'incitation à l'oisiveté. Avec une augmentation du nombre d'allocataires et la valorisation du montant du RSA, certains départements n'arrivent plus à faire face aux financements qui leur incombent.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

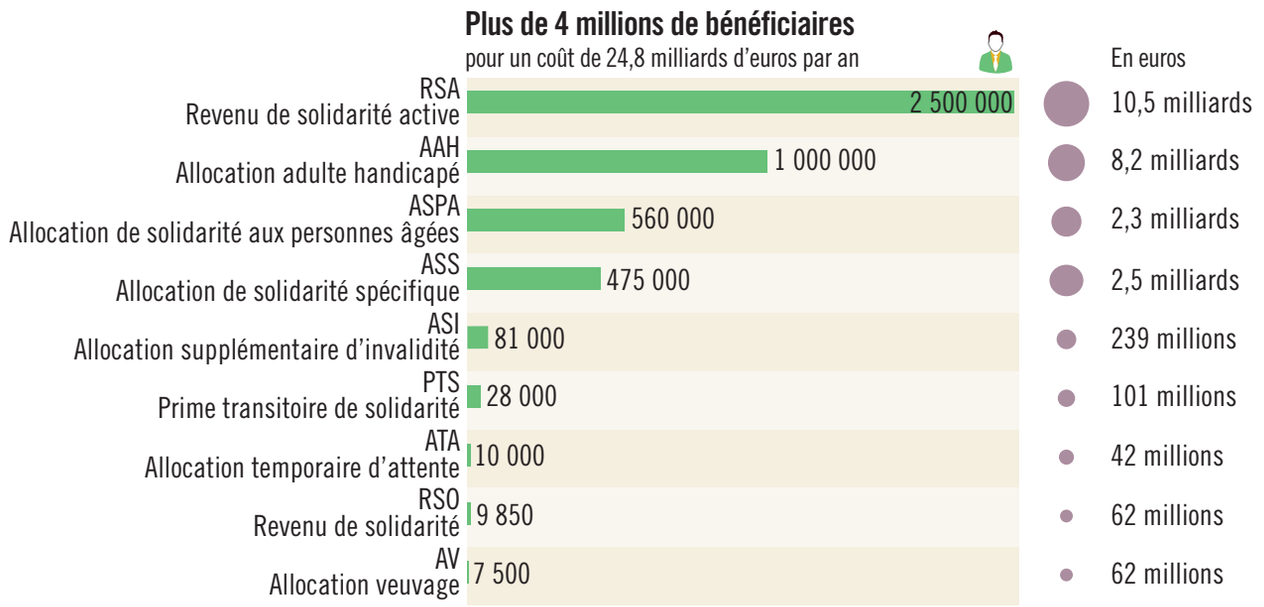
VIDÉO

RSA : les départements asphyxiés

http://tinyurl.com/hrtv23a 1'24

9 Surlignez les limites des minima sociaux.

DOC 11 La complexité des minima sociaux



www.ouest-france.fr, rapport Sirugue, CAF

10 Appréciez l'importance des minima sociaux.

On peut relever 4 millions de bénéficiaires pour un coût total de 24,8 milliards d'euros par an.

11 Identifiez les prestations les plus versées.

Les minima sociaux les plus alloués sont le RSA, l'AAH, l'ASPA.

DOC 12 Les limites des minima sociaux

Il y a actuellement dix minima sociaux, destinés à différentes catégories de population. Des dispositifs très complexes voire incompréhensibles, sources d'inefficacité. À la demande du premier ministre, le député Christophe Sirugue a conduit une mission visant à proposer une réforme, avant 2017, des minima sociaux pour clarifier et simplifier les dispositifs.

© Foucher

12 Repérez dans le document une dernière limite des minima sociaux.

La dernière limite réside dans la complexité et le nombre important des différentes aides proposées.

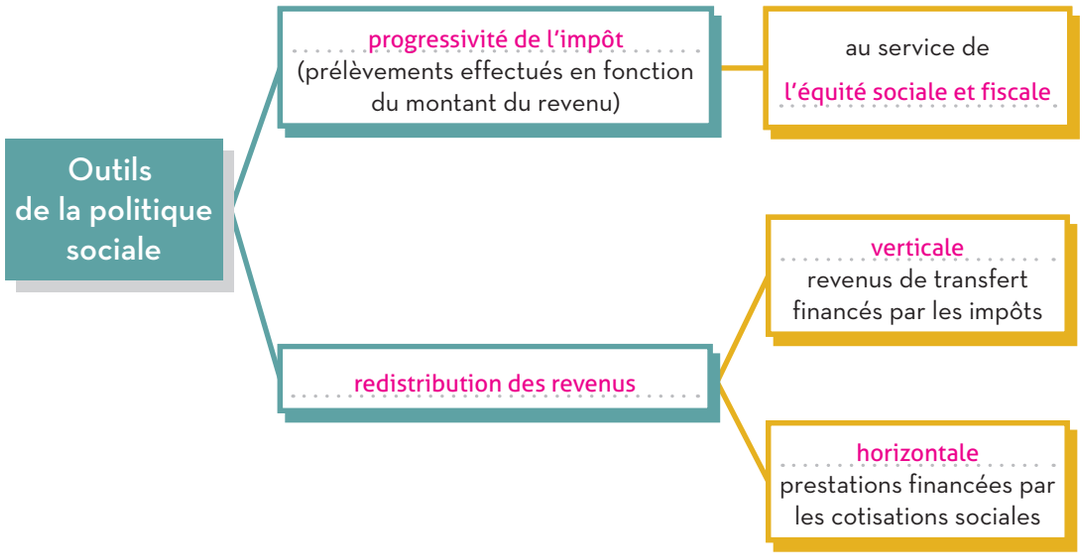
© Éditions Foucher

MOTS-CLÉS

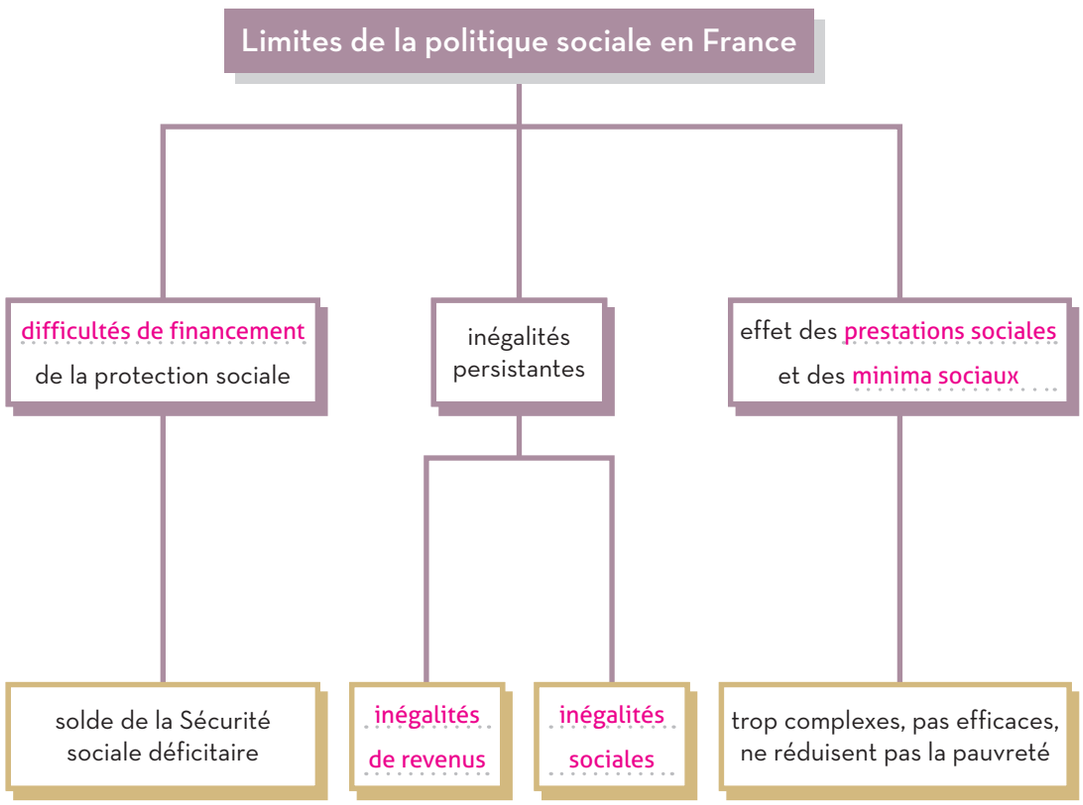
Impôt progressif : impôt dont le taux de prélèvement par tranche augmente en fonction du revenu.
Redistribution : transfert de revenus effectué par l'État ou la Sécurité sociale grâce aux prélèvements obligatoires.

Synthèse

1 Les outils de la politique sociale



2 L'efficacité de la politique sociale

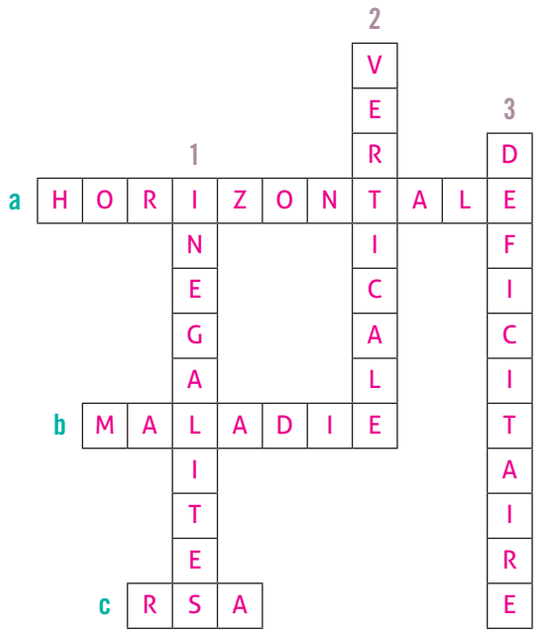


Face à ces inefficacités, la politique sociale ne cesse de se reformer :
- **politique de réduction du déficit de la Sécurité sociale ;**
- **amélioration de l'accès aux soins pour les plus démunis ;**
- **simplification des minima sociaux.**

© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Complétez la grille à l'aide des définitions.



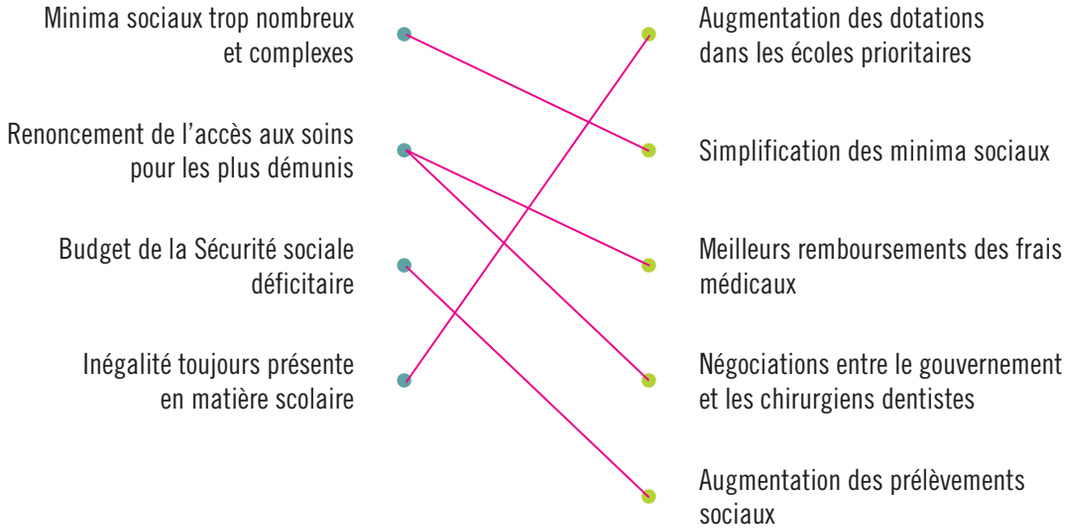
VERTICALEMENT

1 Disparités de niveau de vie entre individus
2 Forme de redistribution qui réduit les inégalités.
3 Situation du solde de la Sécurité sociale en France

HORIZONTALEMENT

a Forme de redistribution qui couvre les risques sociaux.
b Branche de la Sécurité sociale la plus endettée
c Minimum social le plus alloué

2 Reliez, pour chaque limite de la politique sociale en France, la (ou les) solution(s) proposée(s) par le gouvernement.



© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

Revenu universel : « irréaliste en pratique », juge l'OFCE

Souvent présenté comme « une solution miracle » face aux inégalités, le revenu universel, qui consisterait à verser à chaque individu un revenu mensuel sans condition de ressources, coûterait environ 480 milliards d'euros par an, ce qui est « irréaliste en pratique », estime l'OFCE [...].

L'Observatoire français des conjonctures économiques estime que, « pour ne pas dégrader la situation des actuels bénéficiaires des minima sociaux, le revenu universel devrait être au minimum de 785 euros par mois et par adulte ». Il serait de 315 euros pour les enfants (jusqu'à 18 ans), et de 1 100 euros pour les plus de 65 ans et les personnes handicapées.

Le revenu universel coûterait ainsi 588 milliards d'euros. Mais compte tenu des économies réalisables (87 milliards de prestations et 22 milliards de suppressions du quotient familial et conjugal), le coût serait ramené à 480 milliards d'euros [...] a calculé l'OFCE. Le revenu universel remplacerait en effet les prestations familiales, la prime d'activité et les allocations logement. Retraites, assurance-chômage, assurance-maladie et prestations d'aide à la garde d'enfants seraient en revanche maintenues. [...]

« Le montant global des sommes ainsi redistribuées serait extrêmement élevé » et « s'ajouterait en grande partie à un taux de prélèvement déjà particulièrement élevé en France », estime l'étude. [...]

AFP, 16/12/2016

LE DÉCLIC

- Identifiez la définition du revenu universel dans le document.
- Repérez les limites du revenu universel.

1 Expliquez le principe du revenu universel.

2 Montrez l'intérêt de proposer un montant optimal pour ce nouveau revenu.

3 Précisez les raisons pour lesquelles la mise en place du revenu universel peut être jugée irréalisable.

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Revenu universel : « irréaliste en pratique », juge l'OFCE

1. Expliquez le principe du revenu universel.
Le revenu universel consiste à verser à chaque individu un revenu mensuel sans condition de ressources.

2. Montrez l'intérêt de proposer un montant optimal pour ce nouveau revenu.
Si le revenu universel est trop bas, il pourrait augmenter les inégalités, par contre un revenu universel trop élevé pourrait entraîner l'oisiveté.

3. Précisez les raisons pour lesquelles la mise en place du revenu universel peut être jugée irréalisable.
D'après les calculs de l'OFCE, le coût du revenu universel serait trop élevé alors que le taux de prélèvement est déjà important.

© Éditions Foucher

4 Dans quelle mesure la politique sociale est-elle efficace ?

1. Les outils de la politique sociale

A. La progressivité de l'impôt

L'impôt sur le revenu concerne près d'un ménage français sur deux. Ainsi, on compte près de 37 millions de contribuables, dont 17 millions qui s'acquittent de l'impôt sur le revenu. L'impôt sur le revenu (IR) est un impôt perçu chaque année sur les revenus des particuliers domiciliés en France. Il s'agit d'un impôt progressif : plus vos revenus sont élevés et plus l'impôt va représenter une part croissante de vos revenus. L'objectif est d'imposer plus fortement les foyers ayant des revenus élevés que ceux qui ont des revenus modestes, l'augmentation de l'impôt étant plus que proportionnelle à celle des revenus. Toutefois, le système du quotient familial vient atténuer la progressivité de l'impôt en fonction de la situation et des charges de famille de chacun, l'impôt étant lui-même plafonné.

B. La redistribution

La redistribution permet de réduire les inégalités et la pauvreté en France. On distingue deux types de redistribution.

• La redistribution verticale : elle promeut la justice sociale. Elle est financée par les prélèvements obligatoires tels que les impôts sur le revenu, en général, des plus aisés. L'État aide les ménages les plus modestes sous forme de revenu de transfert.

• La redistribution horizontale : elle couvre les risques sociaux quel que soit le niveau de revenus. Elle est financée grâce aux cotisations sociales et prend la forme de protection sociale. Ainsi les administrations de Sécurité sociale indemnisent les risques sociaux (chômage, maladie, vieillesse…).

2. L'efficacité de la politique sociale

A. Des inégalités persistantes

Malgré une politique sociale fortement distributive, les inégalités sociales sont persistantes. D'un point de vue scolaire, les disparités entre les classes sociales sont toujours présentes. Par ailleurs, les plus démunis renoncent toujours aux soins pour des raisons financières. Des efforts restent donc à faire dans ces domaines.

B. Les difficultés de financement de la protection sociale

Depuis 2001, le solde de la Sécurité sociale n'a cessé d'être déficitaire. Son solde s'est aggravé en 2010. Depuis, ce déficit se réduit puis s'est amélioré même s'il reste négatif (7,2 milliards d'euros en 2016). Le gouvernement actuel reste optimiste et annonce même un excédent pour l'année à venir.

C. Les effets des prestations et des minima sociaux

Les prestations sociales en France sont de plus en plus contestées par leur complexité et leur inefficacité contre les inégalités. En effet, les minima sociaux ne permettent pas aux allocataires de sortir de la situation de pauvreté. Ils ne favorisent pas les bénéficiaires à s'insérer durablement sur le marché du travail. Ainsi, avec l'augmentation du nombre d'allocataires et la valorisation du RSA, certains départements ne sont plus en mesure de financer ces prestations sociales. Certaines alternatives sont proposées, comme le revenu universel, pour simplifier la politique sociale de l'État.

© Éditions Foucher

Qu'est-ce qu'une économie **SOCIALE ET SOLIDAIRE** ?

5

NOTIONS
▸ acteurs de l'économie sociale et solidaire

Un nouveau départ pour Denis

Denis a décidé, après deux ans et demi de chômage, de prendre un nouveau départ à 40 ans avec sa femme Jamila, jeune professeure des écoles âgée de 26 ans. Avec l'aide de celle-ci, il a réussi, à se faire embaucher par une entreprise d'insertion professionnelle qui collecte de vieux appareils électroménagers pour les réparer et les revendre ensuite dans le circuit de l'occasion.

1 **Distinguez l'entreprise d'insertion professionnelle de l'entreprise traditionnelle.**
Ce sont deux façons différentes d'entreprendre. L'entreprise traditionnelle produit pour rémunérer des intérêts privés alors que l'entreprise d'insertion professionnelle travaille pour un projet collectif basé sur la solidarité et la cohésion sociale.

2 **Expliquez l'intérêt pour Denis d'acquérir une nouvelle expérience au sein de cette entreprise.**
Grâce à cette expérience, Denis va pouvoir choisir son avenir professionnel : opter pour un emploi salarié dans une entreprise traditionnelle, entreprendre et créer sa propre activité dans le secteur de l'ESS.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Quel avenir pour l'ESS ?

http://tinyurl.com/h4efewn 2'37

3 **Précisez les enjeux actuels de l'ESS.**
Le secteur de l'ESS cherche à développer un nouveau mode économique basé sur : l'attractivité auprès des jeunes qui veulent entreprendre autrement ; le développement du travail collaboratif.

© Éditions Foucher

1 L'ESS complémentaire de l'action de l'État

A Les principes fondateurs et l'action de l'ESS

DOC 1 Qu'est-ce que l'ESS ?

Le concept d'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Ces entreprises adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent : le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis. Leurs ressources financières sont généralement en partie publiques. Elles bénéficient d'un cadre juridique renforcé par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire. […]

Ministère de l'Économie et des Finances

1 **Surlignez les mots-clés qui définissent l'économie sociale et solidaire.**

2 **Précisez en quoi l'ESS est une façon différente d'entreprendre.**

Ce n'est plus le profit qui est la motivation principale de l'entreprise, mais la recherche d'une amélioration sociale. On parle aussi de solidarité et de partage du pouvoir.

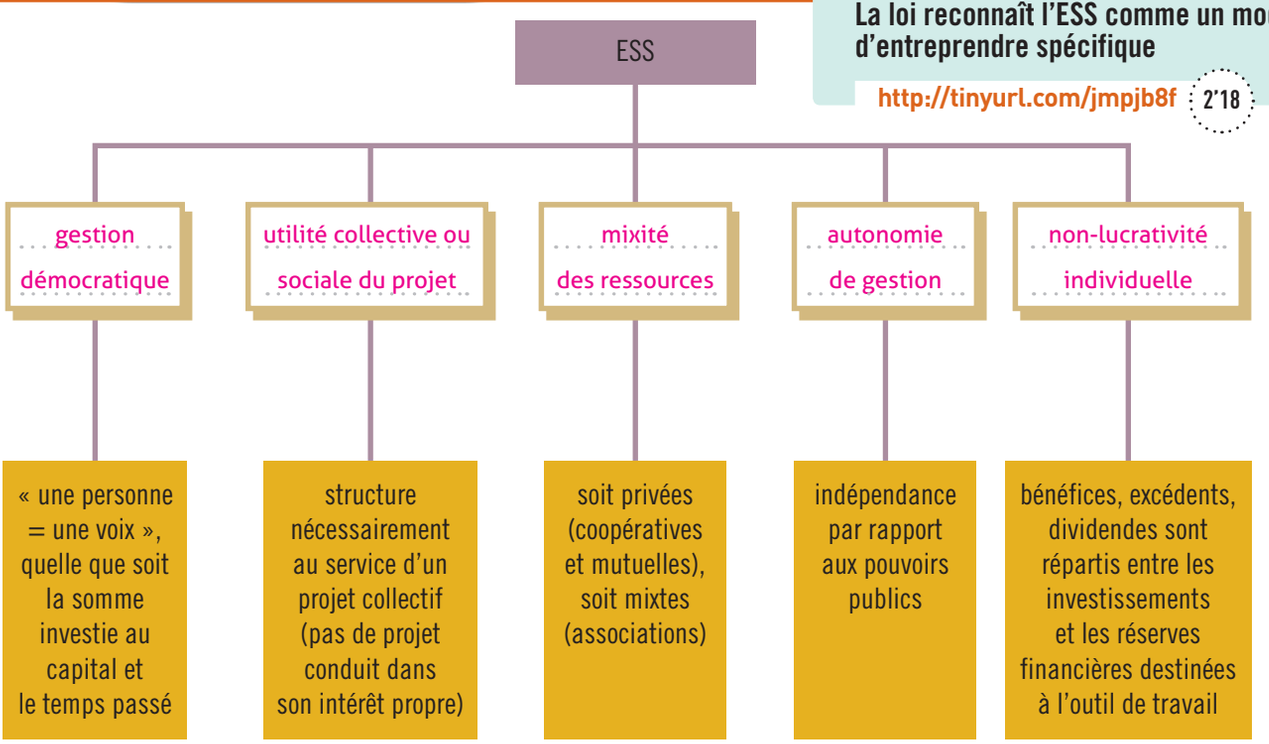
ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

La loi reconnaît l'ESS comme un mode d'entreprendre spécifique

http://tinyurl.com/jmpjb8f 2'18

DOC 2 Les grands principes



© Foucher

3 **Replacez les termes suivants dans le schéma : autonomie de gestion, non-lucrativité individuelle, gestion démocratique, mixité des ressources, utilité collective ou sociale du projet.**

© Éditions Foucher

B Le poids économique de l'ESS

DOC 3 La part des intervenants de l'ESS dans l'emploi

	Associations	% de l'ensemble	Coopératives	% de l'ensemble	Mutuelles	% de l'ensemble	Fondations	% de l'ensemble	Ensemble
Entreprises	153 746	94,0	8 510	5,2	813	0,5	474	0,3	163 543
Nombre de salariés	1 849 717	78,0	309 062	13,0	133 960	5,7	77 562	3,3	2 370 301

Observatoire national de l'ESS – CNCRES, d'après Insee Clap 2013, www.cncres.org

4 **Calculez la part de chaque type d'intervenant de l'ESS en termes d'entreprises et d'effectifs salariés.**

5 **Concluez sur le poids de l'intervenant principal.**

Ce sont les associations qui représentent l'essentiel des employeurs et de l'emploi de l'ESS (respectivement 94 % des entreprises et 78 % des salariés).

DOC 4 Panorama des chiffres-clés de l'ESS en 2015

www.economie.gouv.fr

DOC 5 2,4 millions de salariés pour l'économie sociale et solidaire

C'est un révélateur des changements profonds que connaît la France : l'économie sociale et solidaire (ESS), loin d'être un secteur marginal, pèse désormais plus de 12 % de l'emploi privé. Pas moins de 2,4 millions de salariés y travaillent. La très grande majorité (1,8 million) est employée par des associations : cela va de l'animateur de centre de loisirs à l'éducateur de jeunes enfants, en passant par le salarié d'une association d'aide à domicile. Le vieillissement de la population et la demande croissante de services ont dopé la croissance de ces associations, qui se sont professionnalisées. Mais l'ESS, ce sont aussi les mutuelles, et leurs 130 000 employés. […]. L'ESS couvre en outre le secteur coopératif et ses 300 000 emplois. Nombreuses dans l'agriculture et l'agro-alimentaire, les coopératives sont présentes dans bien des secteurs. […] Enfin, les 77 000 salariés des fondations font également partie de l'ESS. […] « Les acteurs de l'ESS ont mieux résisté à la crise. Car chez nous, le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis dans des projets, si bien que nous avons une gestion de long terme. Et nous sommes sur des activités non délocalisables », souligne Hugues Victor, le président de l'Udes (Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire), l'organisation patronale qui couvre l'essentiel de l'ESS. […] Indéniablement, le secteur a réussi à percer sur le plan politique ces dernières années. Depuis 2012, il a été doté d'un ministre délégué (Benoît Hamon), puis d'un secrétariat d'État. Surtout, en 2014 a été votée une loi dédiée au secteur. Elle a ouvert en particulier le champ de l'ESS aux sociétés commerciales respectant ses principes de gouvernance démocratique et d'encadrement de l'utilisation des bénéfices. Forte de son nouveau poids, l'ESS entend bien peser dans la campagne présidentielle de 2017. […]

© Cécile Crouzel, lefigaro.fr, 12/01/2017

6 **Classez dans l'ordre décroissant les acteurs les plus représentés dans l'ESS.**

1. Les associations 2. Les mutuelles 3. Les coopératives 4. Les fondations

7 **Analysez les raisons pour lesquelles l'ESS a bien résisté à la crise.**

L'ESS a bien résisté à la crise grâce à : un encadrement juridique avec la loi du 31 juillet 2014 ; des résultats aussitôt réinvestis dans de nouveaux projets ; des activités ancrées territorialement.

© Éditions Foucher

2 Les acteurs de l'ESS

A Associations et fondations

DOC 6 Nara et son travail au sein de différents pôles de l'ESS

Nara a 28 ans, et après une première expérience en tant que bénévole pour l'association Toit à moi (association d'aide au logement et à l'accompagnement au quotidien de personnes sans-abri), elle vient de décrocher un premier poste au sein de la fondation Emmaüs. Elle est interviewée par le quotidien *Vive le Sud* pour faire part de son expérience et de sa connaissance de l'ESS.

Journaliste : Pouvez-vous nous présenter le premier acteur de l'ESS pour lesquel vous avez travaillé ?

Nara : J'ai été bénévole pour l'association Toit à moi durant mes études. Elle s'occupe de loger des personnes sans-abri, de les accompagner et de créer du lien social.

Journaliste : J'imagine que c'est cette première expérience qui vous a poussé à chercher un emploi dans l'économie sociale et solidaire ?

Nara : Exactement ! C'est pourquoi j'ai postulé au sein de fondations et d'associations, et je viens d'obtenir un poste de chargée de mission plaidoyer en CDI pour la fondation Emmaüs. Je vais pouvoir mettre à profit mon expérience et servir l'intérêt général, notamment en mettant en place des initiatives de solidarité pour sensibiliser l'opinion publique au problème de la pauvreté en France.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

L'économie sociale et solidaire, c'est quoi pour vous ?

http://tinyurl.com/zqs9e9f 2'36

© Foucher

1 **Surlignez dans la situation les types de structures dans lesquelles Nara est intervenue.**

2 **Analysez la motivation principale de Nara à travers ces deux expériences.**

Nara est très sensible au thème de la pauvreté et souhaite servir l'intérêt général. Elle s'est donc tournée vers les associations et les fondations.

DOC 7 Différence entre la fondation et l'association

La fondation, comme l'association, peut permettre la réalisation d'une œuvre d'intérêt général à but non lucratif. Néanmoins, l'association est un groupement de personnes tandis que la fondation est un patrimoine composé de biens, de droits et/ou de ressources et affecté de façon irrévocable à la réalisation d'une telle œuvre. La fondation est un acte juridique qui transfère la propriété d'un bien au bénéfice d'une personne, à charge pour cette dernière de réaliser une œuvre [...] : elle peut prendre la forme d'une donation ou d'un legs.

www.associatheque.fr

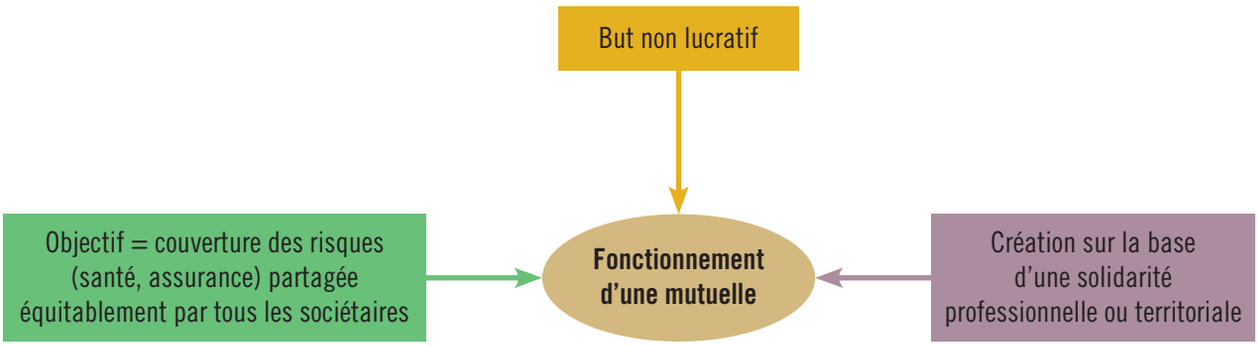
3 **Présentez la principale différence entre la fondation et l'association.**

Bien que ces deux entités aient un but non lucratif et puissent développer des enjeux d'économie sociale et solidaire, l'association est un groupement de personnes avec un intérêt commun alors que la fondation est un patrimoine constitué de biens, de droits et/ou de ressources.

© Éditions Foucher

B Mutuelles d'assurance et de prévoyance

DOC 8 Le choix d'une mutuelle



Les mutuelles d'assurance et de prévoyance font le choix d'objectifs davantage tournés vers le social que vers le profit. En effet, pour les mutuelles appartenant au secteur de l'ESS, les valeurs de solidarité et d'aide à la personne sont primordiales. L'engagement des salariés dans l'entreprise se détermine par conséquent par leur attachement aux valeurs défendues, notamment en matière de protection sociale.

© Foucher

4 Déterminez les éléments qui peuvent motiver une personne à postuler pour une mutuelle de l'ESS.

Différents éléments peuvent être source de motivation :

- profiter d'une formation dans les métiers de l'assurance ;
- être acteur d'une entreprise qui prône des valeurs auxquelles peut adhérer la personne qui postule ;
- agir dans le domaine de la protection sociale et solidaire.

DOC 9 Harmonie Mutuelle acteur du Mois de l'économie sociale et solidaire

[…] Première mutuelle santé de France, Harmonie Mutuelle partage les valeurs de l'économie sociale et solidaire et témoigne au quotidien d'une autre façon d'entreprendre.

Ce faisant, elle fait partie des acteurs qui, à l'écart du modèle capitaliste habituel, placent l'humain au cœur d'un modèle économique fondé sur des règles strictes :

- une gouvernance démocratique (une personne = une voix) ;
- la non-lucrativité et l'absence d'actionnaires à rémunérer ;
- un ancrage territorial fort ;
- la non-sélection des adhérents ;
- une recherche continue d'innovation sociale.

Un modèle à faire connaître

Pour faire découvrir plus largement au grand public ce modèle dynamique, innovant et responsable, Harmonie Mutuelle prend part au Mois de l'économie sociale et solidaire. Elle organise le deuxième Trophée Économie sociale et solidaire en Alsace et en Moselle. Son objectif ? Récompenser des acteurs de l'ESS pour leurs actions dans le domaine de la prévention, de la promotion de la santé, de l'accompagnement aux malades, aux personnes en situation de handicap et aux aidants […].

www.harmonie-mutuelle.fr

5 Retrouvez ici les critères de l'ESS identifiés dans le doc 2.

On retrouve les critères de gouvernance démocratique (une personne = une voix) et de non-lucrativité.

6 Précisez les autres éléments qui illustrent la cause d'intérêt général.

La présentation fait ici état de l'ancrage territorial fort (par exemple avec le Trophée Économie sociale et solidaire en Alsace et en Moselle), mais aussi de la non-sélection des adhérents et de la recherche d'innovation sociale.

© Éditions Foucher

C Coopératives

DOC 10 Qu'est-ce qu'une coopérative ?

Une coopérative est un groupement d'individus (commerçants, consommateurs, producteurs…) choisissant de mettre leurs moyens en commun afin de satisfaire leurs besoins. Dans le cas d'une coopérative de consommation par exemple, le regroupement permet aux individus d'acheter en plus grande quantité et donc de diminuer le coût d'achat. L'objectif de la coopérative est donc économique, d'une part, mais aussi culturel et social d'autre part, puisque le but est la satisfaction des besoins et des aspirations de tous les associés. Le fonctionnement de la coopérative est singulier : il est basé sur le principe démocratique « 1 homme, 1 voix ». De plus, les bénéfices ne sont pas distribués mais réinvestis dans la coopérative.

Le Labo de l'ESS

7 Cochez, pour chaque affirmation, la bonne réponse.

Affirmations	Vrai	Faux
Une coopérative peut désigner un groupement d'entreprises.		×
Le principe de gestion démocratique est fondamental pour une coopérative de l'ESS.	×	
Les bénéfices d'une coopérative sont réinvestis pour respecter le principe de non-lucrativité individuelle.	×	
L'objectif d'une coopérative n'est pas économique.		×

DOC 11 Biocoop, plus de 30 ans d'engagement

À la fin des années 70, des consommateurs et des producteurs, animés par une même volonté de soutenir une agriculture biologique pour développer une consommation bio de qualité, se réunissent en coopératives de consommateurs : les coops.
Dans un contexte agricole biologique désorganisé et face à une multiplicité de cahiers des charges bio aux exigences disparates, les coops décident alors de se structurer en deux groupements régionaux de coopératives de consommateurs : l'objectif est de créer un nouveau projet qui bénéficie à chacun, producteurs et consommateurs.
Ainsi, sont créés le groupement régional Intercoop (1983 – Ouest) et Biopaïs (1984 – Sud-Est).
Toujours dans ce souci de structuration, les coops organisent leur première rencontre nationale en 1986. C'est à cette occasion que sera établie une charte fondatrice de l'association loi 1901. Biocoop, qui deviendra le premier réseau de magasins bio en France, est créé.

www.biocoop.fr

8 Précisez l'intérêt défendu par la coopérative Biocoop.

Elle défend la consommation de produits issus de l'agriculture biologique de qualité.

9 Indiquez le principe fondateur d'une coopérative.

Le regroupement, qui permet un développement au niveau régional de plusieurs entités différentes dans un but commun, est le principe fondateur de la coopérative.

© Éditions Foucher

3 Les nouveaux modèles économiques

DOC 12 Les épiceries sociales et solidaires

Les épiceries sociales et solidaires apportent une aide, principalement alimentaire, à un public en difficulté économique, fragilisé ou exclu. Dans des espaces aménagés en libre-service, aussi proche que possible d'un magasin d'alimentation générale, elles mettent à disposition de leurs usagers des produits variés et de qualité, moyennant une faible participation financière : autour de 20 % du prix usuel. La contribution financière participe de la dignité des personnes et de la liberté de choix qui sont les valeurs fondamentales des épiceries solidaires.

L'ambition d'une offre alimentaire participative, aussi proche que possible des circuits de consommation traditionnels, est de promouvoir l'autonomie des personnes et leur insertion durable. […] Une épicerie sociale relève d'une municipalité ou d'une communauté de communes, donc essentiellement financée par un CCAS [centre communal d'action social] ou CIAS [centre intercommunal d'action sociale]. Les épiceries solidaires procèdent d'un regroupement d'individualités et d'associations : elles font appel à des financements croisés et ont une forme associative.

www.epiceries-solidaires.org

1 Surlignez le principe de l'ESS mis en avant dans le texte et justifiez.

Il s'agit ici d'une mission d'intérêt public et de la défense des valeurs (l'aide aux personnes en difficulté économique par une offre alimentaire participative).

2 Expliquez la différence principale entre l'épicerie sociale et l'épicerie solidaire.

C'est le mode de financement qui diffère :

- l'épicerie sociale est financée au niveau de la municipalité ou de la communauté de communes ;
- l'épicerie solidaire fait appel à des financements croisés, c'est une forme associative.

DOC 13 L'investissement socialement responsable (ISR)

[…] Investissement Socialement Responsable (ISR) et investissement solidaire, quelles différences ? ISR et investissement solidaire relèvent d'une même finalité : rendre la finance plus éthique et responsable. Bien que complémentaires, ces deux investissements sont cependant différents. L'Investissement Socialement Responsable consiste à « intégrer des critères extrafinanciers dans les décisions de placements et la gestion de portefeuilles » (Novethic). Il permet aux épargnants d'investir dans des entreprises cotées en Bourse ayant les meilleures pratiques environnementales, sociales et de gouvernance. Les investissements solidaires, quant à eux, sont réalisés dans des entreprises qui :

- ne sont pas cotées en Bourse ;
- sont implantées dans les territoires (entreprises de proximité) ;
- et dont l'activité, centrée sur la réponse aux besoins essentiels des hommes et des femmes (logement, emploi, environnement durable…), n'est pas délocalisable. […]

www.finansol.org

3 Précisez quel type d'investissement correspond aux principes de l'ESS.

Il s'agit de l'investissement solidaire qui permet de respecter les principes d'intérêt et de défense de valeur. Les entreprises concernées n'étant pas cotées en Bourse, le profit n'est pas la priorité par rapport à l'ISR.

© Éditions Foucher

Synthèse

MOTS-CLÉS

Association : regroupement de personnes sous le statut de la loi de 1901 ayant une activité à but non lucratif.
Coopérative : regroupement d'individus pour la mise en commun de moyens et le partage de besoins.
Fondation : affectation de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif.
Mutuelle d'assurance et de prévoyance : entité ayant pour objectif principal la couverture des risques partagée équitablement entre ses différents sociétaires.

1 L'ESS complémentaire de l'action de l'État

Principes

- libre adhésion
- non-lucrativité ou lucrativité limitée
- gestion démocratique (1 homme = 1 voix)
- mixité des financements
- utilité collective

2 Les acteurs de l'ESS

Associations
- but non lucratif
- défense de valeurs et d'intérêt collectif
- statut loi 1901

→ **Fondations**
- patrimoine (biens, droits, etc.)
- but non lucratif

→ **Mutuelles**
- mission de protection sociale
- couverture des risques (santé, assurance)

→ **Coopératives**
- groupement dans un but commun défini
- peuvent être de consommation

3 Les nouveaux modèles économiques

Entreprises sociales et solidaires
- partage de valeur
- mission d'intérêt public

Investissement social responsable
- forme d'investissement salarial

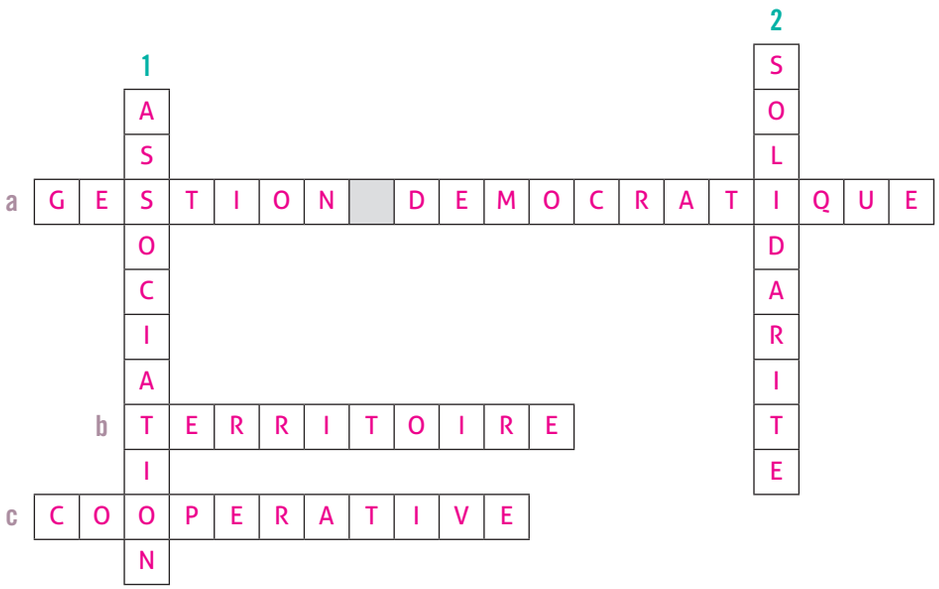
© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Cochez la bonne case et justifiez votre réponse.

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
La fondation est un synonyme de l'association.		×	La fondation diffère de l'association parce qu'elle se fonde sur le patrimoine, contrairement à l'association, fondée sur un groupement de personnes.
L'économie sociale et solidaire s'appuie sur cinq grands principes.	×		Il s'agit de la libre adhésion, la non-lucrativité (ou faible lucrativité), la gestion démocratique, la mixité des financements et l'utilité collective.
Le poids de l'ESS dans l'emploi en France est en progression.	×		L'ESS représente 10 % de l'emploi en France.
Les activités de sport et de loisirs sont celles qui emploient le plus de salariés de l'ESS.		×	Il s'agit de l'action sociale.

2 Complétez la grille à l'aide des définitions.



VERTICALEMENT

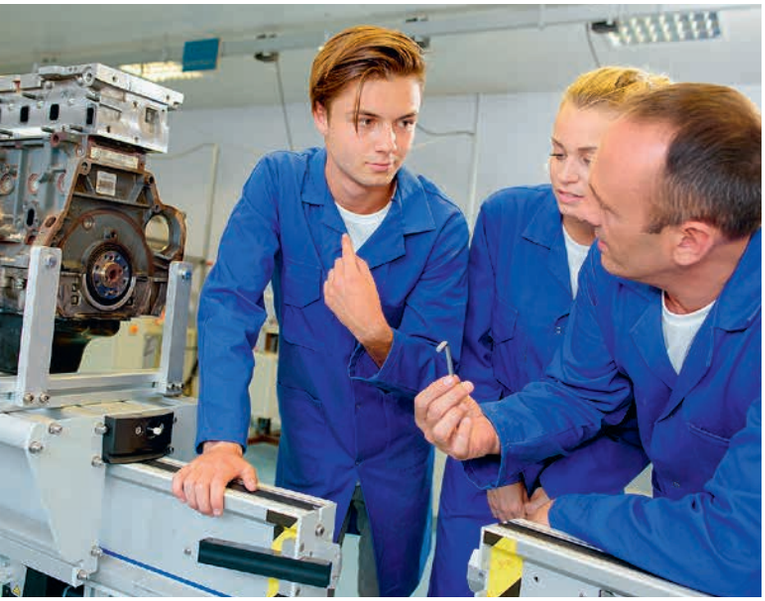
1 Les Restos du cœur en sont une.
2 Valeur fondamentale d'aide aux personnes dans le besoin.

HORIZONTALEMENT

a Principe d'un homme = une voix.
b Terme géographique permettant de définir un lieu de valeurs communes.
c Peut être agricole ou de consommation.

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !



Engagement et plaidoyer

Pour favoriser l'insertion des jeunes, construisons les formations avec les entreprises

« Il faut adapter les études au marché de l'emploi. Dans certaines formations, on apprend des choses différentes de ce qui nous est demandé au boulot », regrette Mathieu 18 ans. De leur côté, 75 % des dirigeants d'entreprise considèrent que le monde de l'école n'est pas adapté au monde du travail.

Le fossé entre les jeunes qui souhaitent intégrer le marché du travail et les entreprises, qui ne parviennent pas à trouver de candidats suffisamment formés, semble toujours béant ! Et les chiffres le confirment : fin 2016, près d'un jeune sur quatre (23,7 %) âgés de 15 à 24 ans était au chômage.

« Nous avons fait de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sans qualification, qui ont quitté trop tôt le système scolaire, une de nos priorités d'action, explique Nicolas Truelle, directeur général d'Apprentis d'Auteuil. Nous sommes convaincus qu'il faut décloisonner les univers de l'économie, de l'éducation et du social. L'avenir est à la co-construction de dispositifs de formation qui allient la réussite d'un parcours de vie pour les jeunes les plus fragiles et les enjeux de recrutement et de RSE (responsabilité sociétale des entreprises) pour les entreprises ».

Pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, Apprentis d'Auteuil propose ainsi de créer, avec les entreprises, des formations sur mesure qui offrent de réelles perspectives d'emploi aux jeunes. Celles-ci prévoient en parallèle un accompagnement personnalisé de chaque jeune pour garantir leur maintien dans l'emploi. [...]

Former des techniciens avec le Groupe Monnoyeur

Depuis 2014, la fondation et le groupe Monnoyeur ont construit ensemble une formation aux métiers de la mécanique industrielle. Cette formation baptisée « Turbo » propose, après une période de préformation de 3 mois, à des jeunes en grande difficulté de préparer un titre professionnel de technicien en mécanique d'engins de chantier et de manutention (titre équivalent au bac pro), tout en étant accompagné socialement. Après la préformation, 16 jeunes ont obtenu un contrat de professionnalisation de 16 mois. Et, *in fine*, neuf d'entre eux ont été embauchés par le groupe Monnoyeur. [...]

www.apprentis-auteuil.org, 13/01/2017

LE DÉCLIC

- Pensez à surligner les éléments du texte pour vous aider à construire votre réponse.
- Faites le parallèle avec les éléments déjà vus dans les chapitres précédents concernant l'action de l'État en termes de politique d'insertion.

1 Décrivez l'action menée par la fondation Apprentis d'Auteuil en faveur des jeunes en difficulté et expliquez les raisons de cet engagement.

2 Identifiez la condition à remplir pour que l'insertion des jeunes soit une réussite.

3 Repérez les points communs avec l'action de l'État en matière de lutte contre le chômage.

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Engagement et plaidoyer

1. Décrivez l'action menée par la fondation Apprentis d'Auteuil en faveur des jeunes en difficulté et expliquez les raisons de cet engagement.
La fondation Apprentis d'Auteuil, entre autres missions, s'est engagée à aider les jeunes sans qualification et en difficulté sociale ; elle les forme à un métier et les assiste socialement jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi. Cet engagement de la fondation résulte du chômage élevé des jeunes français (pas loin de 25 %) qui perdure et menace sérieusement leur avenir.

2. Identifiez la condition à remplir pour que l'insertion des jeunes soit une réussite.
La fondation pense qu'il faut définir les programmes de formation des jeunes en partenariat avec les entreprises qui connaissent bien les besoins en emplois de l'économie. Et pas avec le monde de l'école qui dispense une formation inadaptée. Puisque leur qualification répond à une demande en travail des entreprises, ils ne tarderont pas à s'insérer dans l'emploi.

3. Repérez les points communs avec l'action de l'État en matière de lutte contre le chômage.
L'État aussi cherche à réduire le chômage des jeunes en leur proposant des contrats aidés, des formations professionnelles, des bourses d'études, des aides à la création d'entreprise, etc. On peut ainsi dire que la fondation accomplit une mission de service publique.

© Éditions Foucher

5 Qu'est-ce qu'une économie sociale et solidaire ?

L'économie sociale et solidaire (ESS) est complémentaire de l'action de l'État. Elle occupe une place très importante dans le domaine social.

1. L'ESS complémentaire de l'action de l'État

A. Les principes fondateurs et l'action de l'ESS

L'ESS s'est développée en deux temps. L'économie sociale prend naissance au XIXe siècle. En effet, face aux dégâts du capitalisme et de la révolution industrielle, et dans le but de développer des structures qui profitent à tous et non plus seulement à quelques-uns, de nouvelles organisations, comme les mutuelles ou les coopératives, ont été créées pour permettre une production collective de biens ou de services. Pour la première fois, l'économie sociale est présentée au grand public lors de l'Exposition universelle de 1900 (un pavillon lui est consacré).

L'économie solidaire, elle, apparaît dans les années 1970. En effet, face à la montée du chômage et au développement de l'exclusion, de nouveaux modèles de développement économique voient le jour (commerce équitable par exemple).

Les organisations qui participent à l'économie sociale et solidaire se distinguent des autres organisations par leur finalité davantage orientée vers la plus-value sociale et/ou environnementale que vers la recherche du profit.

L'économie sociale et solidaire repose sur cinq grands principes :

- la gestion démocratique : une personne = une voix ;
- l'utilité collective ou sociale du projet : la structure doit être au service d'un projet collectif et non d'un intérêt individuel ;
- la mixité des ressources : elles peuvent être privées (ex. : coopératives ou mutuelles) ou publiques (ex. : associations) ;
- l'autonomie de gestion : les organisations de l'ESS ont une véritable indépendance par rapport aux autorités publiques ;
- la non-lucrativité individuelle : les bénéfices, par exemple, sont répartis entre les investissements et les réserves financières destinées à l'outil de travail.

B. Le poids économique de l'ESS

L'ESS représente en 2015 10 % du PIB de la France, avec près de 2 380 000 salariés. Le secteur le plus représenté reste celui de l'associatif avec 94 % des effectifs (2015).

De plus, grâce à l'encadrement juridique de la loi du 31 juillet 2014 relative à l'ESS (définissant l'ESS comme un « mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé »), ce secteur est l'un de ceux qui a le mieux résisté à la crise et est resté constant, à défaut d'avoir progressé, en termes de nombre de salariés et de poids dans le PIB national.

L'importance de l'ancrage territorial permet également de mieux préserver les emplois (ex. : les coopératives dans l'agroalimentaire ou encore dans l'agriculture).

L'économie sociale et solidaire compte donc de nombreux acteurs sous différentes formes : les associations et fondations ; les mutuelles d'assurance et de prévoyance ; les coopératives.

© Éditions Foucher

2. Les acteurs de l'ESS

A. Associations et fondations

L'association, définie par la loi du 1er juillet 1901, est « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ». Les associations peuvent aussi bien intervenir dans le secteur de la culture, du sport, ou encore de la santé.

La fondation est un patrimoine (de biens, de droits et/ou de ressources) affecté à la réalisation d'une œuvre. Elle peut prendre la forme d'un legs ou d'une donation.

B. Mutuelles d'assurance et de prévoyance

Ces mutuelles de l'ESS ont pour objectif d'offrir une couverture des risques partagée équitablement entre les différents sociétaires. Leur but peut donc être non lucratif, et leur création s'effectue sur la base d'une solidarité territoriale ou professionnelle.

C. Coopératives

La coopérative est un regroupement de personnes souhaitant mettre en commun leurs biens dans un objectif partagé de satisfaire leurs besoins. Il existe différents types de coopératives :

- agricoles ;
- de consommateurs ;
- de production (ex. : les SCOP, sociétés coopératives et participatives) ;
- etc.

Le but d'une coopérative reste économique (dégager un bénéfice), cependant, par respect pour le principe de non-lucrativité individuelle, les bénéfices d'une coopérative de l'ESS sont réinvestis dans celle-ci.

3. Les nouveaux modèles économiques

L'ESS pèse de façon importante sur l'économie et prend à présent différentes formes.

On peut noter, par exemple, le développement au niveau territorial (ou régional) d'épicerie sociale et solidaire, permettant à des personnes à revenus modestes de disposer de produits d'alimentation générale en échange d'une faible contribution (environ 20 % du prix usuel). Les modes de financement de ces projets diffèrent s'il s'agit uniquement d'une épicerie sociale (financement par la municipalité ou la communauté de communes) ou d'une épicerie solidaire (financements croisés, forme d'association).

Il y a également des possibilités en termes de placement d'argent pour soutenir l'ESS, par exemple l'investissement socialement responsable qui consiste à investir dans des entreprises :

- qui ne sont pas cotées en Bourse ;
- qui sont implantées dans les territoires (entreprises de proximité) ;
- dont l'activité, centrée sur la réponse aux besoins essentiels des hommes et des femmes (logement, emploi, environnement durable…), n'est pas délocalisable.

© Éditions Foucher

Vers le BAC!

THÈME 8

Quelle est l'efficacité de l'intervention sociale de l'État ?

À partir de vos connaissances et des informations fournies en documents, vous répondrez aux questions suivantes.

1. Caractérisez l'économie sociale et solidaire.
2. Appréciez le niveau et l'évolution de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire.
3. Expliquez en quoi l'ESS permet d'aider les jeunes à s'insérer professionnellement.
4. Rédigez une argumentation pour répondre à la question suivante : en quoi l'ESS peut-elle être un remède au chômage ?

Document 1

Qu'est-ce que l'économie sociale et solidaire ?

Le concept d'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.
Ces entreprises adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent : le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis. Leurs ressources financières sont généralement en partie publiques.
Elles bénéficient d'un cadre juridique renforcé par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

www.economie.gouv.fr

Document 2

L'ESS dans le champ de l'insertion par l'activité économique

Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) [...] sont spécialisées dans la production et la vente de biens et de services ou la mise à disposition de personnels. Elles mettent en place des dispositifs d'accompagnement personnalisé pour les personnes en difficulté sociale et professionnelle pour les aider à retrouver un emploi. Elles interviennent dans des secteurs très divers de l'entretien des espaces verts, de la sécurité, du nettoyage, du gardiennage, de la logistique, du bâtiment, des travaux publics, de l'animation, des services aux personnes, de la restauration, du transport, du multimédia, etc.
Les SIAE contribuent au développement économique, social, solidaire et environnemental des territoires grâce à la création d'emplois à forte densité de main-d'œuvre et non délocalisables et au développement d'actions de formations continues adaptées aux besoins des populations fragilisées. [...]

www.atelier-idf.org

© Éditions Foucher

Document 3

L'économie sociale et solidaire continue de créer des emplois d'avenir

Selon une étude menée par l'institut Bertrand Schwartz, le dispositif des emplois d'avenir a permis de soutenir l'économie sociale et solidaire (ESS) dans sa dynamique de création d'emplois pour les jeunes. Depuis 2012, sur les 187 000 emplois d'avenir créés, 80 % l'ont été dans le secteur non marchand et plus d'un tiers dans le secteur associatif.

L'étude de l'institut Bertrand Schwartz indique que le succès du dispositif se traduit dans le fait que plus de la moitié des emplois d'avenir sont des contrats de trois ans et plus, et que pour 57 % des jeunes, il s'agit de leur premier emploi stable. Les emplois d'avenir ont donc profité principalement aux jeunes qui n'ont pas continué leurs études après le lycée (pour 70 % d'entre eux) et pour un tiers aux jeunes des zones urbaines sensibles et des zones de revitalisation rurale.

La perception positive par les jeunes employés en emploi d'avenir souligne la réussite de ce dispositif qui parie sur la création d'emplois par le secteur privé de l'économie sociale et solidaire. En effet, les emplois d'avenir sont vus par les jeunes embauchés comme « un coup de pouce » et « un tremplin vers l'insertion professionnelle ».

Des emplois à forte valeur ajoutée sociale

Une formation est déjà proposée aux deux tiers des emplois d'avenir, concrétisant ainsi les enseignements tirés des emplois jeunes initiés sous le gouvernement de Lionel Jospin.

Cette dynamique de création d'emplois dans l'économie sociale et solidaire conforte un secteur qui résiste mieux à la crise économique et crée des emplois à forte valeur ajoutée sociale. En effet, depuis 2000, l'emploi privé dans l'économie sociale et solidaire a progressé de 24 % alors qu'il n'a progressé que de 4,5 % dans le secteur privé hors ESS. D'ici 2020, 600 000 recrutements sont envisagés en raison du renouvellement des générations. […]

C'est la raison pour laquelle le gouvernement a inscrit dans la convention « Agir pour l'emploi » 2014-2017, en partenariat avec la Caisse des dépôts, l'économie sociale et solidaire comme priorité. Pour la mise en œuvre de cette convention, la Caisse des dépôts s'associe à des financeurs dont des financeurs solidaires tels que France Active.

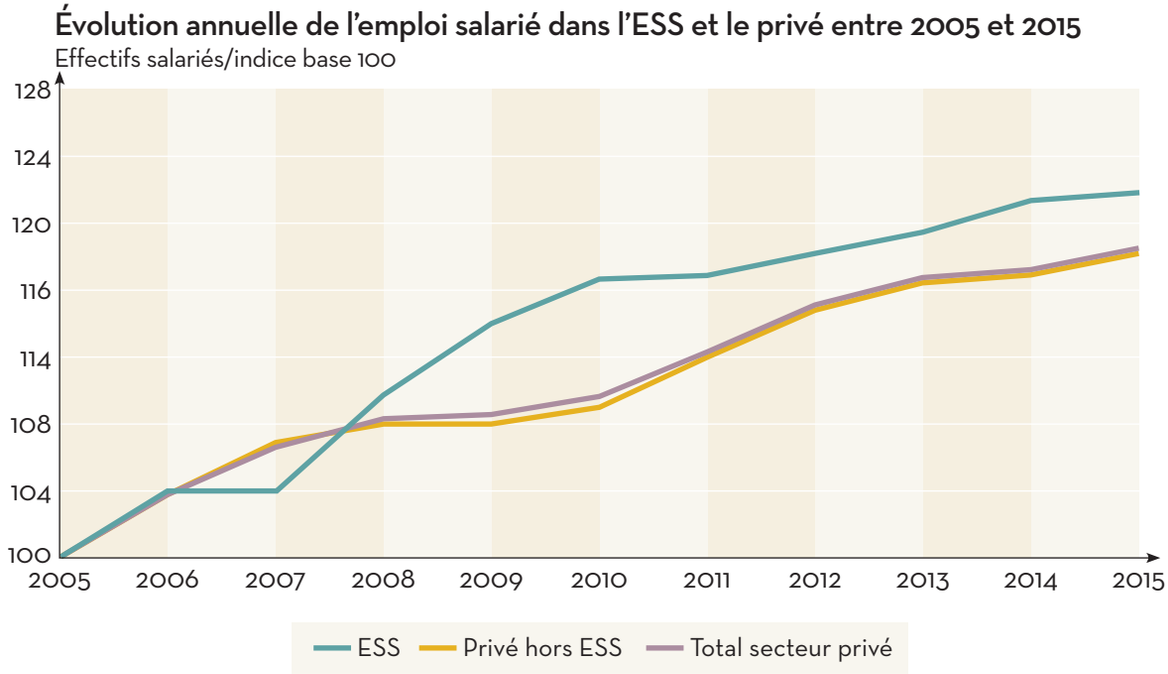
Réseau associatif accompagnant les entrepreneurs solidaires, France Active annonce qu'avec 236 millions d'euros mobilisés pour 2014, son activité a permis de créer ou de consolider près de 33 000 emplois. Dans cet ensemble, les entreprises de l'ESS ont reçu de France Active 56 millions d'euros ayant permis la création ou la consolidation de 24 000 emplois en 2014 sur l'ensemble des territoires français. […]

www.economie.gouv.fr, 09/02/2015

© Éditions Foucher

Document 4

Évolution de l'emploi dans l'ESS



www.cress-midipyrenees.org, page 1

Document 5

Territoires « zéro chômeur de longue durée » : l'expérimentation va démarrer

Le gouvernement vient de communiquer la liste des 10 territoires sélectionnés pour mener l'expérimentation Territoires « zéro chômeur de longue durée ». D'une durée de cinq ans, l'expérimentation Territoires « zéro chômeur de longue durée » vise à apporter une réponse concrète et nouvelle aux difficultés rencontrées par les personnes privées d'emploi depuis plus d'un an. Elle entend favoriser l'emploi en CDI de chômeurs de longue durée dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) financées par l'État et les collectivités, et positionnées sur des activités non concurrentielles. Le financement suit une logique d'activation des dépenses sociales, en s'appuyant sur une évaluation du coût global du chômage de longue durée. Cette expérimentation est issue d'une initiative d'associations, au premier rang desquelles ATD Quart-Monde, et d'une proposition de loi portée par le député Laurent Grandguillaume, promulguée le 29 février 2016. [...]

www.weka.fr, 30/11/2016

© Éditions Foucher

Document 6

L'insertion dans les gènes

Recruter en priorité des personnes en situation d'exclusion

Lieu de socialisation, créateur d'identité pour des personnes en situation d'exclusion le Relais fait de l'insertion par le travail sa raison d'être. Agréé par l'État en tant qu'entreprise d'insertion[1], il recrute prioritairement des personnes répondant aux critères de l'Insertion par l'activité économique, embauchées sous contrat d'insertion de 2 ans.

Au cours de ces 2 ans, chaque salarié est accompagné sur le plan personnel et professionnel, et formé à un métier par les plus anciens. Pour certains, le Relais est un tremplin avant de rejoindre une autre entreprise. Pour d'autres, les contrats d'insertion sont transformés en emplois durables au Relais. Le Relais relève donc le défi économique de pérenniser ces emplois sans aide. Une démarche qui traduit son ambition d'aller plus loin, pour devenir véritablement une entreprise insérante. Aujourd'hui, 60 % des salariés du Relais sont en CDI.

La plupart des personnes accueillies au Relais améliorent durablement leur situation, au plan professionnel (retour vers l'emploi, enrichissement de l'expérience professionnelle…) et social (amélioration de la santé, des comportements, des situations administratives et financières, des conditions de logement…).

1 Entreprise d'insertion : structure (association, coopérative ou SARL) qui produit des biens ou des services et embauche des personnes en difficulté professionnelle. Son activité d'accompagnement et de formation est financée dans le cadre d'une convention avec l'État.

www.lerelais.org

Document 7

Les chiffres clés de l'ESS

- 10 % du PIB réalisés par 200 000 entreprises ;
- 2 380 000 salariés représentant une masse de 54 milliards d'euros ;
- 12,7 % des emplois privés en métropole et en outre-mer ;
- une progression de 24 % de l'emploi privé depuis 2000 ;
- 600 000 recrutements d'ici 2020 en raison des départs à la retraite.

www.economie.gouv.fr, 26/10/2016

© Éditions Foucher

Vers le bac – Thème 8 – Corrigé

Quelle est l'efficacité de l'intervention sociale de l'État ?

1. Caractérisez l'économie sociale et solidaire.
Finalité essentiellement sociale et sociétale : l'ESS vise à construire une société plus équitable, préférant la coopération à la concurrence, le partage des richesses à l'enrichissement individuel (centrée sur l'utilité sociale), la gouvernance démocratique et des profits limités.
Statuts : l'économie sociale et solidaire rassemble les organisations ou entreprises sous statuts d'associations, coopératives mutuelles, et fondations.

2. Appréciez le niveau et l'évolution de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire.
L'emploi dans l'économie sociale et solidaire ne cesse d'augmenter durant cette dernière décennie (+ 22 % entre 2005 et 2015) pour atteindre aujourd'hui 12,7 % des emplois en France.
Depuis 2012, sur les 187 000 emplois d'avenir créés, 80 % l'ont été dans le secteur non marchand et plus d'un tiers dans le secteur associatif.

3. Expliquez en quoi l'ESS permet d'aider les jeunes à s'insérer professionnellement.
600 000 postes sont à pourvoir d'ici 2020 dans le domaine de l'ESS. De plus, certaines entreprises d'insertion, comme « le Relais », aident les personnes au chômage de longue durée à se réinsérer professionnellement, en offrant une formation à un métier et un accompagnement sur le plan personnel et professionnel pendant deux ans. Le but est de leur offrir un emploi durable.
Face à ce constat, l'État a mis en place, en 2016, dans certaines régions de France en partenariat avec les entreprises de l'ESS, moyennant une aide financière l'expérimentation « zéro chômeur de longue durée ».

4. Rédigez une argumentation pour répondre à la question suivante : en quoi l'ESS peut-elle être un remède au chômage ?
Le concept d'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.
1. Pourquoi l'ESS peut-elle être un remède contre le chômage ?
L'ESS continue à créer des emplois d'avenir. Depuis 2012, 187 000 emplois d'avenir ont été créés dont 80 % dans le secteur non marchand.
600 000 postes à pourvoir d'ici 2020 dans les entreprises de l'ESS.
L'ESS est en pleine expansion et attire de plus en plus de jeunes, elle représente aujourd'hui 10 % du PIB.
Augmentation de 20 % des emplois depuis 2005
2. Comment l'ESS peut-elle être un remède contre le chômage ?
Avec l'aide de l'État, les acteurs de l'ESS créent des emplois dans certaines régions pour les chômeurs de longue durée (aider les personnes au chômage de longue durée en les formant à un métier, ex. : le Relais, etc., et en développant leurs compétences).
Les entreprises de l'ESS créent des postes non délocalisables pour la plupart, dans des domaines relevant de l'intérêt général (santé, enseignement, action sociale, services à la personne…) et innovants (développement durable, commerce éthique…). Ainsi la création d'emplois est durable dans le temps.
En conclusion, l'ESS peut être une réponse au chômage car elle est créatrice d'emplois. Cependant ces propos sont à relativiser. En effet, l'ESS ne représente que 10,3 % des emplois en France.

© Éditions Foucher

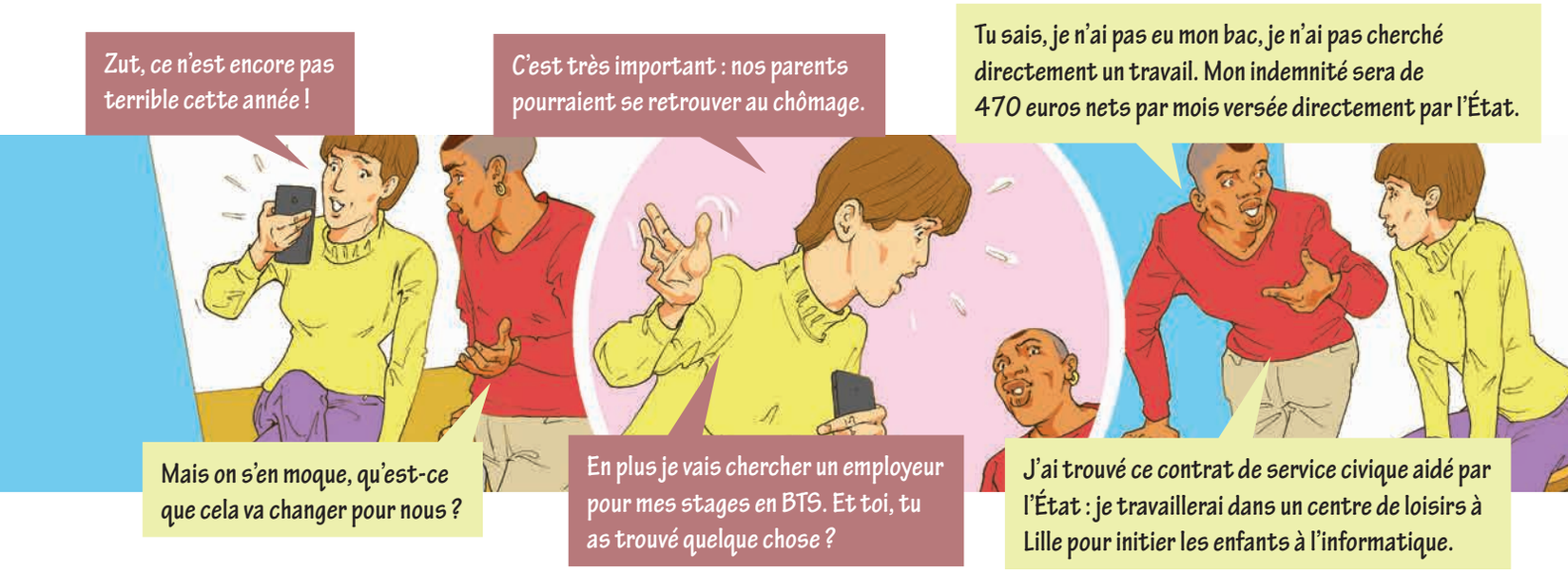
Qu'est-ce que la **POLITIQUE ÉCONOMIQUE** ?

6

NOTIONS
- libéralisme, interventionnisme
- finalités et objectifs des politiques économiques
- politiques conjoncturelles et structurelles
- expansion, récession, dépression

Mathilde et Mourad discutent du problème de la croissance

Mathilde et Mourad discutent de l'article de presse qu'ils viennent de lire sur le téléphone de Mathilde : « Ce jeudi, 06/10/2016, l'Insee a revu à la baisse sa prévision de croissance sur l'année de 1,6 à 1,3 %. Ce chiffre, peu dynamique, place encore la France à la traîne de l'économie de la zone euro. »



1 **Repérez les différences de situation entre les deux amis.**

Mathilde va chercher un stage dans une entreprise privée et n'est pas sûre d'en trouver un.
Mourad a signé un contrat de service civique ouvert aux candidats sans diplôme, c'est un contrat aidé et financé par l'État.

2 **Identifiez les modes d'intervention de l'État pour les deux amis.**

L'État finance certains services d'intérêt général : ici une mission d'éducation pour Mathilde, et une mission d'insertion pour Mourad avec le contrat de service civique qui va lui permettre d'avoir une première expérience de travail.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Connaissez-vous le service civique ?

http://tinyurl.com/jjrnnua 0'30

3 **Déterminez les objectifs des interventions de l'État dans l'économie.**

L'État cherche à améliorer l'insertion des jeunes sur le marché du travail tout en satisfaisant des missions d'intérêt général. Il cherche à diminuer le chômage.

© Éditions Foucher

1 Les degrés d'intervention de l'État

A L'évolution des politiques économiques

DOC 1 Précisions sur la politique économique

La politique économique est l'ensemble des décisions prises par les pouvoirs publics pour réguler l'économie. Deux conceptions économiques s'opposent : la doctrine libérale et la doctrine interventionniste.

© Foucher

DOC 2 Les différentes phases de l'interventionnisme et du libéralisme

Décollage des économies et des échanges puis révolution industrielle	Crise boursière	Après guerre L'État intervient pour reconstruire et relancer les économies	Période contemporaine Contestation de l'efficacité de l'intervention des États	Période récente Crise financière Intervention des États et développement du libéralisme
1720 – 1896	1896 – 1929	1929 – 1945	1945 – 1975 – 1980	1980 – 2008 – Aujourd'hui
Libéralisme	**Libéralisme**	**Interventionnisme**	**Reprise du libéralisme**	**Interventionnisme et/ou libéralisme**

© Foucher

1 Indiquez si les mesures envisagées par Donald Trump sont libérales, en justifiant votre réponse.

Mesures	Libérale/Non libérale	Justifications
Donald Trump souhaite, en matière d'emploi, convaincre les entreprises américaines de ne pas délocaliser les emplois vers la Chine.	Non libérale	L'État intervient dans le fonctionnement de l'économie.
Donald Trump promet des allégements d'impôts et la réduction des réglementations touchant les entreprises.	Libérale	Il souhaite libéraliser l'économie pour faciliter son développement.

DOC 3 Extrait de la loi Macron

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Keynes *vs* Hayek, le combat du siècle

http://tinyurl.com/j9oxbqu 1'37

• Feu vert à la libéralisation des trajets en autocar
Jusqu'à présent limités par des régimes d'autorisation complexes, ils seront libéralisés.
Le transport en autocar est 8 à 10 fois moins cher que le train. « Cette mesure va bénéficier aux familles les plus modestes. » Selon le ministre, cette libéralisation du transport devrait créer des « dizaines de milliers » d'emplois. De plus, ce mode de transport est plus écologique.

• Vente de lunettes sans ordonnance
L'interdiction de la vente d'équipements d'optique sans présentation d'une ordonnance est supprimée et facilite l'activité des opticiens-lunetiers.

Journal officiel, *07/08/2015*

2 Caractérisez les mesures mises en place en montrant si elles sont libérales ou interventionnistes.

Ce sont des mesures libérales : la libéralisation des transports permet de favoriser l'activité des entreprises privées ; la vente de lunettes sans ordonnance permet de favoriser l'activité des opticiens. L'objectif est de développer les échanges pour créer de l'activité et des emplois.

© Éditions Foucher

B L'interventionnisme ou le libéralisme

DOC 4 Intervenir dans l'économie

L'interventionnisme économique préconise une intervention des pouvoirs publics dans la vie économique d'un pays sous différentes formes : participation au capital d'entreprise, réglementations de la vie des affaires, mise en place de certains services publics, travaux publics et infrastructures.

© Foucher

DOC 5 Libéraliser l'économie

Le libéralisme affirme la libre entreprise et la réduction du champ d'intervention de l'État, rendant ainsi plus libre d'agir les citoyens et les acteurs économiques.

© Foucher

DOC 6 L'encadrement des loyers par la loi Alur

But

Combien

Cat arrêté et par secteur géographique.

Qui et comment

Chaque année, à partir des observations sur les loyers constatés par l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP).

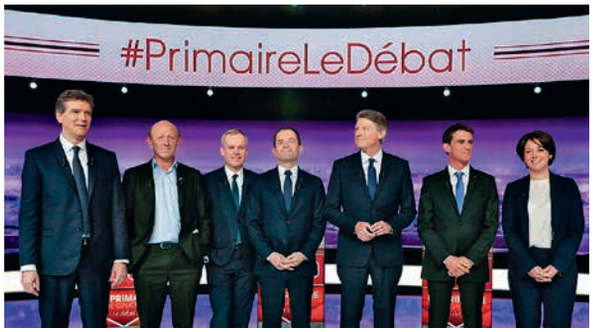
© Foucher

3 **Surlignez de deux couleurs différentes la mesure mise en place et son objectif.**

4 **Déterminez quel représentant intervient.**

C'est le préfet, le représentant de l'État, qui fixe par arrêté préfectoral le montant au m² pour chaque zone géographique en fonction des propositions de l'OLAP.

DOC 7 Programmes de candidats aux primaires de l'élection présidentielle de 2017



- F. Fillon : assouplir l'horaire légal du travail, alléger le Code du travail à 150 pages, donner plus d'autonomie aux établissements scolaires pour faciliter la réactivité et l'activité économique.
- M. Valls : défiscaliser les heures supplémentaires, baisser durablement l'impôt pour les classes moyennes et populaires pour redonner du pouvoir d'achat.
- A. Montebourg : soutenir les PME françaises en leur réservant 80 % des marchés publics (très clairement à but protectionniste, cette proposition cherche à avantager les entreprises françaises).
- B. Hamon : proposer un revenu universel (le principe serait de verser à tous les Français un salaire de 600 euros pour leur permettre de survivre en cas de coup dur).

© Foucher

5 **Listez les mesures libérales et les mesures interventionnistes dans le tableau.**

Mesures libérales	Mesures interventionnistes
– Assouplir le temps de travail, défiscaliser les heures supplémentaires, alléger le Code du travail – Plus d'autonomie aux établissements scolaires	– Loi Alur, revenu universel – Baisser l'impôt pour les plus modestes – 80 % des marchés publics aux entreprises françaises

© Éditions Foucher

2 Les objectifs de la politique économique

A Les quatre principaux objectifs de la politique économique

DOC 8 L'idéal économique

Les objectifs de la politique économique concernent les grandes variables économiques. Nicholas Kaldor a créé un modèle théorique qui formalise les principaux objectifs d'une politique économique : une forte croissance, le plein-emploi, la stabilité des prix et l'équilibre du commerce extérieur.

© Foucher

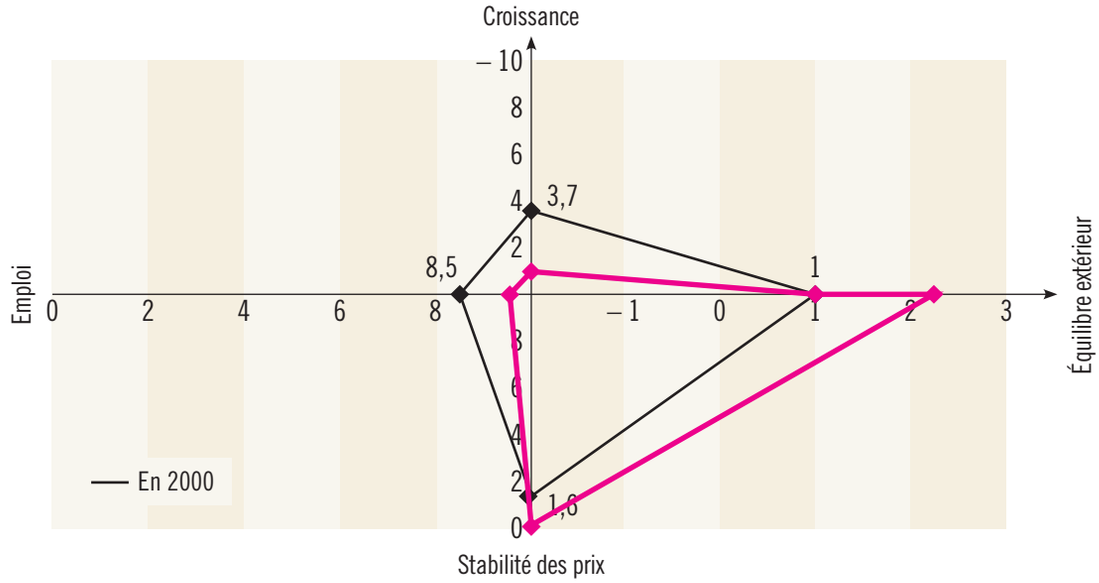
1 **Surlignez les quatre objectifs de la politique économique.**

2 **Reliez les quatre objectifs aux agrégats qui permettent de les mesurer.**

Objectifs de politique économique	Agrégats
Forte croissance	Taux de chômage
Équilibre du commerce extérieur	Taux de croissance du PIB
Plein-emploi	Solde de la balance commerciale (% du PIB)
Stabilité des prix	Taux d'inflation

3 **Dessinez le carré de Nicholas Kaldor en reportant les derniers chiffres concernant les quatre objectifs de la politique économique française en 2016.**

- Taux de chômage : 9,7 %
- Taux de croissance : 1,2 %
- Taux d'inflation : 0,4 %
- Déficit du commerce extérieur : 50,5 milliards, PIB : 2 181 milliards soit 2,31 %



4 **Commentez le résultat obtenu.**

Trois indicateurs se sont dégradés par rapport à 2000, le seul qui s'est amélioré est le taux d'inflation qui a diminué. La situation économique française n'est pas bonne. L'activité est ralentie.

© Éditions Foucher

B Les déséquilibres économiques

DOC 9 Comment lutter contre les déséquilibres ?

L'État peut lutter contre les déséquilibres grâce à des instruments qui doivent être coordonnés et qui sont soumis à des contraintes régionales ou internationales. Cela passe par la lutte contre les déficits extérieurs, l'inflation ou le chômage, ou par des mesures d'amélioration de la croissance. Ces mesures doivent contribuer à favoriser la compétitivité de l'économie, c'est-à-dire son aptitude à faire face à la concurrence.

© Foucher

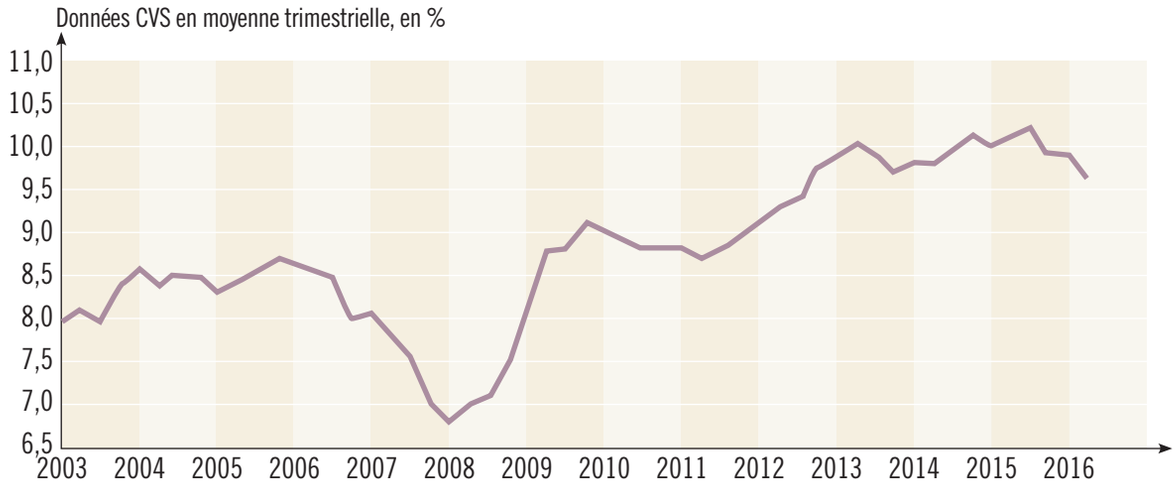
ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Qu'est-ce que la compétitivité ? Et comment l'améliorer ?

http://tinyurl.com/jmabqzd 3'35

DOC 10 Le taux de chômage en France (au sens du BIT)



www.insee.fr

DOC 11 Chômage 2016

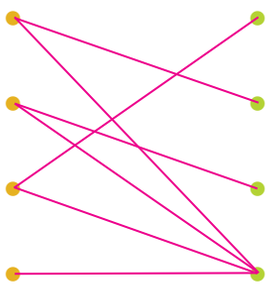
En moyenne sur le premier trimestre 2016, en France métropolitaine, le nombre de chômeurs est stable, à 2,8 millions de personnes ; le taux reste ainsi à son niveau de fin 2015 (9,9 %).

© Foucher

5 Appréciez la situation du chômage.

Le nombre de chômeurs a diminué jusqu'en 2008 et après la crise il augmente fortement pour se stabiliser début 2016 autour de 10 %.

6 Reliez les mesures économiques mises en place par l'État à leur(s) effet(s) potentiel(s).



Autoriser les entreprises à négocier une augmentation du temps de travail au-delà de 35 heures	Permet de faciliter les échanges.
Créer des pôles de compétitivité qui rassemblent des entreprises et des services de recherche	Permet d'améliorer la réactivité des entreprises.
Améliorer les infrastructures	Permet de développer l'innovation.
Alléger les charges sociales sur le travail	Permet de diminuer les coûts et de faciliter l'embauche.

7 Identifiez les déséquilibres ciblés par ces mesures.

L'objectif est d'améliorer la compétitivité des entreprises afin de relancer leur croissance et donc d'augmenter le dynamisme des entreprises. Le but est de diminuer le chômage, d'améliorer la croissance, de diminuer le déficit commercial tout en n'augmentant pas l'inflation.

© Éditions Foucher

3 Les instruments de la politique économique

A La politique structurelle

DOC 12 L'ambition de la politique structurelle

Les mesures structurelles ont pour ambition de créer un environnement favorable et de transformer les structures économiques par des actions de moyen et long terme. Différents instruments peuvent être combinés.

© Foucher

1 Classez les mesures ci-dessous dans la bonne colonne, en indiquant pour chacune son objectif.

- Création d'un compte personnel d'activité : précise les droits à formation des salariés.
- Assouplissement des motifs économiques de licenciement : nouvelle loi travail.
- Revenu de solidarité active : minimum de revenu pour personne sans ressources.
- Création des pôles de stages pour un accès équitable et de qualité pour les élèves pour les périodes de formation en milieu professionnel.
- Augmentation du nombre de doctorants-chercheurs : 1,7 % d'une tranche d'âge.
- Mise en service en 2017 de la ligne à grande vitesse Bretagne – Pays de la Loire.
- Mise en place d'un *Buy European Act*, et mobilisation de fonds européens pour soutenir l'émergence et la consolidation de champions industriels européens.

Type de politique	Politique liée aux infrastructures	Politique de recherche	Politique de l'emploi	Politique de formation	Politique industrielle	Politique contre la pauvreté
	Ligne TGV	Augmentation de doctorants-chercheurs	Nouvelle loi travail	– CPA – Pôles de stage	Mise en place de champions européens	Revenu de solidarité active
Objectif économique	Faciliter les échanges	Améliorer la politique d'innovation	Flexibiliser le marché du travail	Mieux former	Favoriser la compétitivité des entreprises	Diminuer les inégalités

DOC 13 Rapport de l'Agence internationale de l'énergie

Les initiatives prises par la France, pays hôte de la COP21, ont joué, selon le rapport de l'AIE (Agence internationale de l'énergie), en matière de climat y compris sur le territoire français :

- de nouvelles politiques (ex. : la loi pour la transition énergétique et la croissance verte) ;
- une programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) prévoyant un budget carbone établi pour cinq ans ;
- une fiscalité qui évolue en faveur de cette transition, des investissements publics significatifs…

La France pourrait même, à tous ces niveaux, servir de modèle aux autres pays membres de l'AIE. Mais l'Agence insiste également sur les implications structurelles que cette transition suppose pour le secteur : poursuivre l'amélioration de l'efficacité énergétique (ex. : dans le parc de logements, dans les PME industrielles et dans les transports) et accélérer le développement des énergies renouvelables, dont le rythme d'installation, pour que la France respecte ses objectifs de 23 % de renouvelables, au lieu de 16 % aujourd'hui, devrait doubler dans les cinq prochaines années.

© Foucher

2 Surlignez les moyens mis en œuvre par l'État pour améliorer la politique énergétique de la France.

3 Justifiez le caractère structurel de ces politiques.

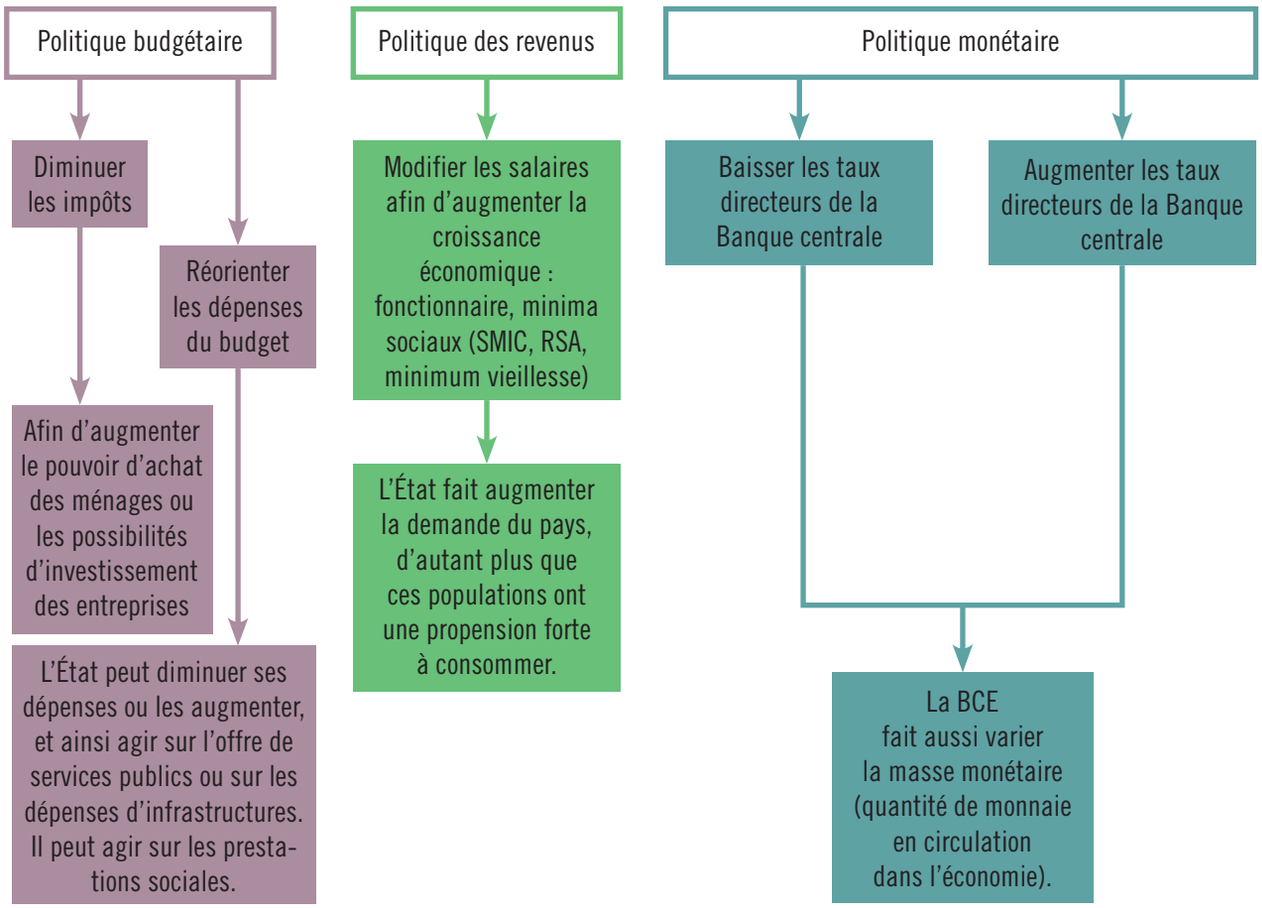
Ces politiques sont des politiques de long terme qui nécessitent des changements importants pour les agents économiques.

© Éditions Foucher

B La politique conjoncturelle

DOC 14 Quelques outils de la politique conjoncturelle

Une politique conjoncturelle est un ensemble de mesures de politique économique prises par un gouvernement à court terme ou moyen terme, pour agir sur le niveau d'activité c'est-à-dire soit pour relancer soit pour stabiliser l'économie.



© Foucher

4 **Repérez les éléments permettant de caractériser la politique conjoncturelle.**

C'est un nouvel ensemble de mesures de court ou moyen terme, visant à agir sur le niveau d'activité : politique budgétaire, de revenus, monétaire...

5 **Complétez le tableau grâce au document ci-dessus par des exemples d'actualité.**

Politique budgétaire	Exemples	Effets attendus
Politique budgétaire	Diminuer les impôts des ménages aux revenus les plus faibles	Relancer la consommation des ménages les plus modestes
Politique des revenus	Augmenter les salaires des professeurs en 2017, augmenter le SMIC en janvier	Relancer le pouvoir d'achat des ménages
Politique monétaire	Diminuer le taux d'intérêt de la Banque centrale européenne	Relancer la consommation et l'investissement par la demande de prêts des ménages et entreprises

© Éditions Foucher

Synthèse

MOTS-CLÉS

Politique conjoncturelle : actions de la puissance publique ayant pour but de réguler les fluctuations de l'activité économique.
Politique économique : moyens mis en œuvre par l'État pour agir sur les grandes variables économiques afin d'améliorer la situation d'un pays.
Politique structurelle : actions de la puissance publique ayant pour but d'améliorer le fonctionnement de l'économie à long terme.

1 Les degrés d'intervention de l'État

Faible intervention de l'État → libéralisme → fondements : liberté individuelle, libre concurrence

Forte intervention de l'État → interventionnisme → fondements : déséquilibres économiques et sociaux

2 Les objectifs de la politique économique

Les objectifs de la politique économique sont de lutter contre les déséquilibres de l'économie (carré magique de Kaldor).

Développer la croissance mesurée par le taux de croissance

Lutter contre le chômage et l'inflation mesurés par le taux de chômage et le taux d'inflation

Réduire le déficit extérieur mesuré par le solde extérieur

3 Les instruments de la politique économique

La politique structurelle lutte contre Les déséquilibres à long terme de l'économie
Exemple : le manque de compétitivité des entreprises

La politique conjoncturelle lutte contre Les déséquilibres à court terme de l'économie
Exemple : la récession

© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Cochez la bonne réponse et justifiez.

Propositions	Vrai	Faux	Justifications
Le niveau des dépenses publiques est un indicateur du degré d'intervention de l'État dans l'économie.	×		Plus l'État dépense et intervient plus, on se trouve dans un État interventionniste.
La politique conjoncturelle est une politique de long terme.		×	C'est une politique de court et moyen terme.
La politique de l'emploi peut être structurelle et conjoncturelle.	×		Car l'État peut prendre des mesures de court terme : aider ponctuellement les entreprises à embaucher, ou de long terme en réformant le marché du travail.
Une politique interventionniste est une politique qui défend que les entreprises peuvent seules soutenir la croissance.		×	C'est une politique libérale.

2 Remettez dans l'ordre les éléments suivants pour caractériser la politique conjoncturelle.

Sans déséquilibre ; afin de relancer ou de stabiliser ; à court terme ; vise à ; pour garantir ; elle utilise ; la politique conjoncturelle ; lisser les fluctuations économiques ; une croissance forte ; des instruments monétaires ou budgétaires ; l'activité économique.

La politique conjoncturelle vise à lisser les fluctuations économiques à court terme pour garantir une croissance forte sans déséquilibre. Elle utilise des instruments monétaires ou budgétaires afin de relancer ou de stabiliser l'activité économique.

3 Rayez l'intrus.

- Dans les politiques conjoncturelles

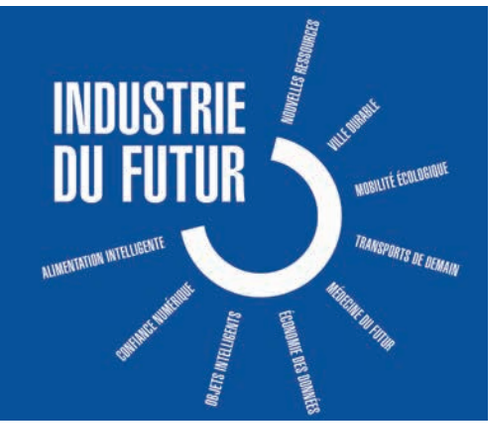
Augmenter les crédits à faible taux d'intérêt ; augmenter le SMIC ; diminuer les impôts pour les ménages à faible revenu ; ~~libéraliser le transport par autocar en France~~ ; diminuer l'impôt sur les sociétés à 28 % du bénéfice.

- Dans les politiques structurelles

Modifier le temps de travail ; obliger par une loi les entreprises à former régulièrement leurs salariés ; augmenter le budget de la recherche ; développer les infrastructures routières et ferroviaires ; ~~augmenter les allocations familiales~~.

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !



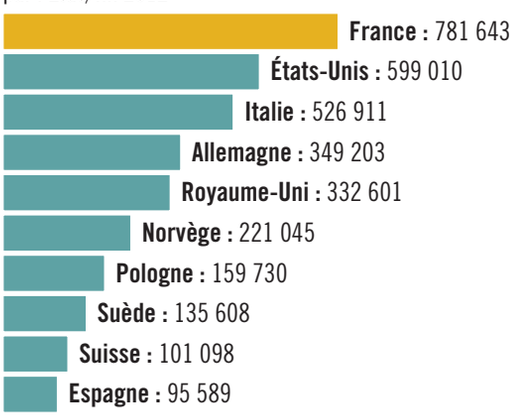
La politique industrielle en France

DOC 1 L'État actionnaire joue perdant

Les « sages » de la Cour des comptes estiment que l'actionnariat public n'est pas « le moyen le plus adapté pour contrer la perte de compétitivité et la désindustrialisation ». Portefeuille surdimensionné, piètres résultats financiers, la Cour des comptes préconise de limiter les interventions en capital dans les entreprises publiques.

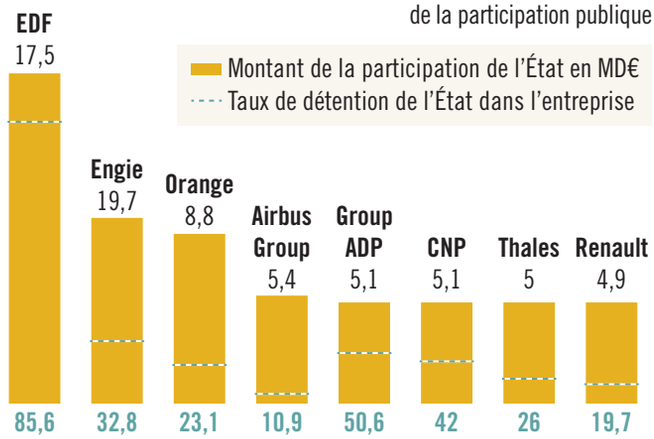
Une exception française

Effectifs des entreprises publiques détenues à majorité par l'État, fin 2012



Les 10 premières participations de l'État

Taux de détention et valeur boursière de la participation publique



ADP pour Aéroport de paris ; CNP pour CNP assurance ; Thales pour Aéronautique, transports, sécurité.

© *Foucher*

DOC 2 Quelle politique industrielle pour la France ?

En France, l'économiste Philippe Aghion pense qu'il y a deux positions. La première est que l'État aide uniquement les grands champions de l'industrie. La deuxième, à l'inverse, c'est de ne pas consentir d'aides sectorielles. Pour être efficace, l'État doit faire des mesures horizontales qui concernent tous les secteurs. Si l'État aide des firmes déjà bien installées au détriment des entrées potentielles, la concurrence est biaisée. Or, la concurrence permet aux structures plus efficaces de remplacer celles qui le sont moins, explique-t-il.

Le gouvernement a par ailleurs lancé, le 18 avril 2015, « l'Industrie du Futur ». Cela répond à un impératif : moderniser l'appareil productif et accompagner les entreprises industrielles françaises vers la réindustrialisation. Cette politique passe par la promotion de l'Industrie du Futur. Parmi ces mesures de politiques industrielles, on note :

- la création du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ;
- des dispositifs de soutien publics à l'innovation et aux filières grâce aux outils Bpifrance : aides à l'innovation, financement, garantie, investissement en fonds propres ;
- la définition d'un plan d'action export ;
- la création d'un fonds assurantiel pour la géothermie.

© *Foucher*

LE DÉCLIC

- Caractériser, consiste à trouver les éléments d'identification de cette politique économique.
- Pensez à surligner les éléments importants de chaque document.
- L'infographie et son texte donnent des éléments de réponses complémentaires.

1 Caractérisez la politique économique et ses limites.

2 Identifiez les instruments d'intervention de l'État dans l'économie.

3 Commentez les raisons qui poussent l'État à agir.

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

La politique industrielle en France

1. Caractérisez la politique économique et ses limites.

Il s'agit d'une politique interventionniste, d'une politique structurelle. On parle de politique industrielle.

La participation de l'État français dans les entreprises publiques est ici forte : on le voit par les effectifs employés par l'État dans des entreprises publiques et par la participation importante de l'État au capital de grandes entreprises comme EDF, Engie, CNP, le groupe ADP. Par ailleurs, l'État a mis en place une politique forte d'aide à l'industrie par différentes mesures comme le CICE, et différents financements et aides aux entreprises répondant à certains critères.

Cette politique est critiquée par l'économiste Philippe Aghion, car l'aide aux secteurs ne doit pas entraver la concurrence et la naissance de nouvelles activités. Elle ne doit pas se faire au détriment des secteurs innovants. Elle est aussi critiquée par la Cour des comptes comme étant peu efficace et non rentable pour l'État car les dividendes versés sont aujourd'hui très faibles.

2. Identifiez les instruments d'intervention de l'État dans l'économie.

- Intervention par la prise de participation dans des entreprises publiques pour l'État actionnaire.
- Aides de l'État aux secteurs économiques, soit aux grands champions de l'économie, soit à tous les secteurs pour ne pas biaiser la concurrence.

3. Commentez les raisons qui poussent l'État à agir.

L'État intervient par des participations au capital d'entreprises dans des secteurs stratégiques et/ou nécessaires à l'expansion de l'activité économique tels que l'énergie, les télécommunications, l'aéronautique. L'État peut aussi soutenir l'activité des entreprises exportatrices et innovantes grâce à des aides directes (financement ou prise de participation) ou indirectes (plans de soutien à l'innovation dans des secteurs novateurs ou plans de soutien à l'exportation par exemple).

© Éditions Foucher

6 Qu'est ce que la politique économique ?

1. Les degrés d'intervention de l'État

A. L'évolution des politiques économiques

La politique économique, c'est l'ensemble des moyens mis en œuvre par l'État pour agir sur les grandes variables économiques afin d'améliorer la situation d'un pays. Les objectifs sont fixés par les pouvoirs publics afin d'améliorer la situation économique du pays.

B. L'interventionnisme ou le libéralisme

Deux conceptions théoriques s'opposent pour justifier l'intervention plus ou moins importante de l'État dans l'économie.

La conception libérale est représentée par F. Hayeck. Selon cet auteur, l'équilibre économique peut s'obtenir sans intervention de l'État. La politique économique doit favoriser le libre fonctionnement des marchés et la libre concurrence.

La conception interventionniste est représentée par R. M. Keynes. Le libre fonctionnement du marché ne permet pas selon lui d'obtenir une croissance équilibrée. L'État doit donc intervenir par différents moyens pour relancer la croissance sans déséquilibres importants, sur le marché de l'emploi par exemple.

2. Les objectifs de la politique économique

A. Les quatre principaux objectifs de la politique économique

Les objectifs de la politique économique sont de lutter contre les déséquilibres de l'économie.

Les finalités économiques sont généralement exprimées par le « Carré magique » de Kaldor sur lequel figurent quatre des principaux indicateurs de performance économique d'un pays :

- taux de croissance : c'est l'évolution du PIB sur une période. L'objectif est d'obtenir une croissance positive ;
- solde de la balance commerciale : c'est la différence entre les exportations et les importations qui exprime la compétitivité extérieure d'une zone économique. L'objectif ici sera d'avoir un excédent commercial important par rapport au PIB ;
- taux d'inflation : il reflète l'évolution du niveau général des prix dans une économie. L'objectif recherché est la stabilité des prix ;
- taux de chômage : c'est le pourcentage des chômeurs dans la population active. L'objectif est d'avoir un taux le plus faible possible en favorisant l'emploi.

B. Les déséquilibres économiques

L'État peut lutter contre les déséquilibres grâce à des instruments qui doivent être coordonnés et qui sont soumis à des contraintes régionales ou internationales. Cela passe par la lutte contre les déficits extérieurs, l'inflation ou le chômage, ou par des mesures d'amélioration de la croissance.

© Éditions Foucher

3. Les instruments de la politique économique

Les instruments de la politique économique sont les moyens à la disposition des pouvoirs publics pour agir sur l'activité. Ils doivent être coordonnés et leur usage est soumis à des contraintes régionales (cadre de l'UE) et internationales (cadre imposé par le FMI, l'OMC…).

Deux types de politique peuvent être mises en œuvre, la politique structurelle et la politique conjoncturelle.

A. La politique structurelle

Elle a pour but d'améliorer le fonctionnement de l'économie à long terme. On dénombre un certain nombre de politiques structurelles. Ainsi la politique industrielle correspond à un ensemble de mesures pour favoriser la production et la compétitivité des entreprises. D'autres politiques peuvent avoir une influence a long terme sur l'économie comme : la politique de grands travaux d'infrastructures, la politique de recherche, la politique de l'emploi, la politique contre la pauvreté.

D'autres politiques enfin, non étudiées ici, peuvent aussi avoir un rôle : la politique de concurrence (il s'agit de l'ensemble des mesures visant à maintenir le cadre concurrentiel et favoriser la concurrence. Par exemple, l'interdiction des ententes, les abus de position dominante… et le contrôle des monopoles).

B. La politique conjoncturelle

Elle a pour but de réguler les fluctuations de l'activité économique comme la récession économique. Plusieurs outils peuvent être combinés par les États :

• la politique budgétaire c'est-à-dire l'utilisation du budget de l'État pour atteindre des objectifs économiques. Par exemple augmenter la fiscalité permet à l'État d'obtenir plus de recettes pour créer de l'activité (grands travaux) ou distribuer des aides sociales ;

• la politique monétaire : c'est l'action des pouvoirs publics sur l'offre de monnaie (et la circulation de la monnaie) essentiellement pour assurer la stabilité des prix. Grâce aux taux d'intérêt, les autorités peuvent faciliter ou diminuer l'offre de monnaie. Par exemple, une baisse du taux d'intérêt favorise la création monétaire *via* les crédits et donc l'activité économique ;

• la politique de revenus : c'est l'action des pouvoirs publics sur les rémunérations pour favoriser la croissance économique. Par exemple, une augmentation des salaires favorise la consommation et l'investissement, donc la croissance (logique keynésienne) ;

• enfin la politique de l'offre : inciter les agents économiques à investir *via* la réduction de l'IS, des aides et de la défiscalisation.

L'ensemble de ces politiques permet aux États d'intervenir plus ou moins dans l'activité économique.

© Éditions Foucher

Quels sont **LES INSTRUMENTS ET LA FINALITÉ** de la politique économique ?

7

NOTIONS
- politique monétaire et instrument du taux d'intérêt
- politique budgétaire, prélèvements obligatoires
- solde budgétaire, politique de relance, politique de stabilisation

M. Ayade, candidat, présente son programme économique

En prévision des élections qui se dérouleront cette année dans la république d'Ecoland, le célèbre journaliste Karl Smith accorde chaque semaine une entrevue à l'un des candidats qui doit présenter ses grandes propositions aux téléspectateurs. Il reçoit aujourd'hui M. Ayade.

1 **Expliquez le lien entre baisse d'impôts et croissance.** Les ménages consomment à partir de leur revenu disponible, qui est constitué des revenus du ménage auxquels les impôts sont soustraits. Si les impôts baissent, le revenu disponible sera moins amputé de ces prélèvements obligatoires et son montant sera plus élevé permettant d'accroître la consommation, moteur de croissance.

2 **Relevez la contradiction entre les deux mesures envisagées par le politicien.**
Le revenu disponible (RD) veut être soutenu par la première proposition, or les allocations constituent, *via* les revenus de transfert (RT), une composante des ressources du ménage. Il est donc paradoxal de vouloir à la fois élever ce RD *via* la baisse des impôts et le minorer dans le même temps *via* la baisse des RT.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

À quelle politique économique faut-il s'attendre d'ici la présidentielle de 2017 ?

http://tinyurl.com/za2v5fm 2'52

3 **Montrez que les choix de recettes et de dépenses de l'État sont destinés à orienter l'activité économique.**
L'activité économique peut être orientée par le choix :
- des dépenses publiques : les primes à l'embauche ou les contrats aidés peuvent soutenir l'emploi ;
- des recettes publiques : les allégements d'impôts ciblés (ex. : investissements dans la recherche) peuvent soutenir l'innovation et donc la performance de la production.

© Éditions Foucher

1 La politique monétaire

A La mise en œuvre de la politique monétaire par la BCE

DOC 1 Comprendre la politique monétaire

Mener une politique monétaire signifie permettre à l'économie de disposer de la « bonne » quantité de monnaie nécessaire à son fonctionnement. Encore faut-il comprendre ce que signifie « bonne » appliquée à la monnaie… Précisons, tout d'abord, que cette quantité de monnaie désigne, par exemple pour la France, l'ensemble des montants en euros détenus par les agents résidents, autres que les banques.

Il s'agit ensuite d'éviter :

- une insuffisance de la quantité de monnaie qui circule, en général quand les banques n'accordent pas (ou que les ménages ne demandent pas) assez de prêts : la consommation peut donc faiblir et la croissance en être impactée ;
- un excès de la quantité de monnaie qui circule, en général quand les banques accordent de nombreux prêts à de nombreux demandeurs : la consommation peut alors excéder la production, provoquant un déséquilibre sur les marchés et une hausse des prix d'équilibre.

© Foucher

1 Repérez et soulignez la finalité de la politique monétaire.

2 Remplissez le tableau ci-dessous.

Risques	Pas assez de monnaie en circulation	Trop de monnaie en circulation
Causes	Pas assez de crédits accordés	Trop de crédits accordés
Conséquences	Baisse de la consommation ⇒ moins d'achats aux entreprises ⇒ baisse de la production ⇒ baisse de la croissance	Consommation supérieure à la production ⇒ biens devenant de plus en plus rares ⇒ hausse du prix d'équilibre (inflation)

DOC 2 La BCE : Banque centrale européenne

La Banque centrale européenne est la banque centrale des 19 pays membres de la zone euro. Elle doit bénéficier d'une indépendance pour conduire la politique monétaire afin :

- d'être au service de l'ensemble de la zone euro et non de certains pays en particulier ;
- de pouvoir prendre des décisions à long terme, à l'abri des échéances électorales fréquentes.

Pour cela, ses statuts prévoient que certains de ses membres soient nommés pour des mandats de longue durée et non reconductibles (ex. : huit ans pour les membres du directoire). Par ailleurs ses statuts interdisent toute tentative d'influence des États sur elle et la dote d'un budget propre pour être financièrement autonome.

© Foucher

3 Relevez les différents éléments permettant à la BCE de conduire la politique monétaire de façon indépendante.

Afin d'être indépendante, la BCE est protégée par ses statuts (interdiction de l'influencer), son autonomie financière (budget propre) et le statut de ses membres (nomination pour un mandat unique de longue durée).

4 Expliquez pourquoi la politique monétaire de la zone euro relève d'une banque centrale commune.

Les pays de la zone euro ayant la même monnaie, il est nécessaire que les décisions monétaires soient prises de manière conjointe pour ne léser aucun État par rapport aux autres.

© Éditions Foucher

B Le taux d'intérêt, instrument de la politique monétaire

DOC 3 Maniement du taux d'intérêt directeur

Le taux d'intérêt directeur est celui auquel la Banque centrale européenne prête de l'argent aux autres banques. Ce taux conditionne les taux proposés par les banques de second rang à leurs clients lorsqu'elles accordent un crédit. Ainsi, une hausse du taux rend plus difficile l'emprunt et plus attractive la décision d'épargner. Inversement, la baisse de ce taux va permettre d'être plus facilement solvable pour contracter un crédit bancaire.

© Foucher

5 Complétez le tableau en précisant les effets des modifications de taux d'intérêt directeur.

Baisse du taux directeur de la BCE	Hausse du taux directeur de la BCE
⬇	⬇
Baisse du taux d'intérêt des banques de second rang	Hausse du taux d'intérêt des banques de second rang
⬇	⬇
Hausse des crédits moins coûteux Baisse de l'épargne	Baisse des crédits plus coûteux Hausse de l'épargne
⬇	⬇
Hausse de la consommation et de la croissance	Maîtrise des prix

6 Explicitez les effets des évolutions du taux directeur sur la croissance et la maîtrise des prix.

Puisque la baisse du taux directeur permet d'emprunter plus facilement, la consommation ainsi générée peut provoquer une hausse de la production et soutenir ainsi la croissance.

Inversement, la hausse du taux rend les emprunts plus coûteux et l'épargne attractive, la baisse de la demande empêche les offreurs d'accroître leurs prix.

DOC 4 Le taux d'intérêt négatif

[…] Cela fait maintenant un peu plus de deux ans que la BCE s'est lancée dans l'aventure, contre-nature pour beaucoup, des taux négatifs. Soucieuse d'inciter les banques à prêter aux ménages et aux entreprises, au lieu de constituer des excédents de trésorerie, la BCE a commencé au printemps 2014 à instaurer un taux négatif de 0,1 % sur ce qu'elle appelle « le taux de facilité de dépôt », autrement dit la rémunération, autrefois positive, que les banques perçoivent sur leurs dépôts à la BCE. Ce taux n'a cessé de s'enfoncer dans le rouge pour atteindre – 0,4 % en mars dernier. […]

© Jean-Pierre Robin, lefigaro.fr, 11/08/2016

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Le taux d'intérêt négatif, une anomalie financière qui se répand

http://tinyurl.com/hbrqv6h 2'54

7 Expliquez en quoi consiste le taux d'intérêt négatif décidé par la BCE.

Le taux d'intérêt négatif consiste, pour la BCE, non pas à verser mais à facturer des intérêts aux banques qui déposent chez elles des liquidités. Ces dernières voient donc leur « épargne » non seulement ne rien rapporter mais même leur coûter.

8 Précisez le lien entre taux d'intérêt négatif et croissance économique.

L'objectif de cette mesure est d'inciter les banques à prêter aux ménages ou aux entreprises au lieu de garder leur trésorerie. Ces prêts vont donc contribuer à l'activité économique puisqu'ils favoriseront la consommation et donc, *in fine*, la production.

© Éditions Foucher

2 La politique budgétaire

A Le budget et son solde

DOC 5 Qu'est-ce que la politique budgétaire ?

La politique budgétaire est la politique que met en œuvre un gouvernement pour agir sur l'économie du pays en utilisant son pouvoir de fixer les recettes de l'État et les priorités dans la répartition des dépenses publiques. […]

www.toupie.org

DOC 6 Le budget, une prérogative des États

Le budget de l'État est un document établi par le gouvernement et voté par le Parlement qui prévoit et définit les dépenses et les recettes que l'État a le droit d'engager et de percevoir pour l'année à venir. […]

Lafinancepourtous.com

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Michel Sapin défend le « sérieux » de son budget 2017

http://tinyurl.com/zyoq9be 1'34

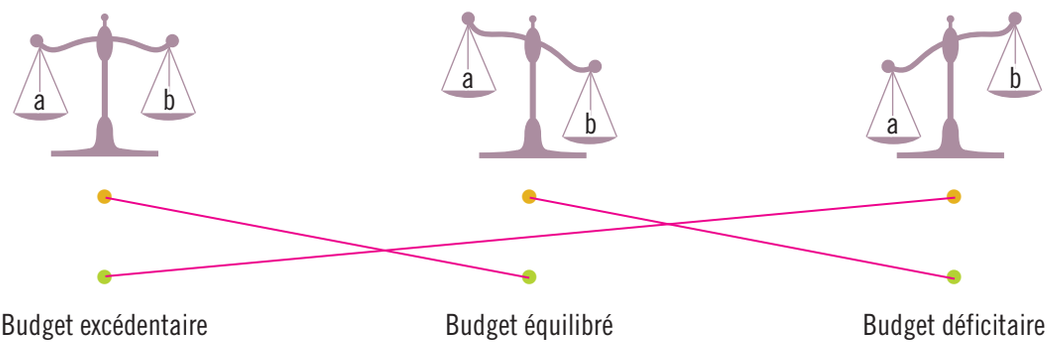
1 Surlignez de deux couleurs différentes les instruments utilisés dans le cadre de la politique budgétaire et les pouvoirs publics en charge de sa mise en œuvre.

2 Distinguez les autorités en charge de la politique monétaire et budgétaire.

La politique monétaire relève de la BCE, instance supranationale, la politique budgétaire est propre à chaque État membre de la zone euro.

DOC 7 Le solde budgétaire

Le solde budgétaire se détermine en soustrayant les dépenses de l'État (central) à ses recettes. Il y existe trois cas.



a = recettes de l'État b = dépenses de l'État

© Foucher

3 Reliez chaque terme caractérisant le solde budgétaire au schéma lui correspondant.

DOC 8 Du déficit à la dette

Un déficit désigne le solde négatif d'un budget propre à une année. Cumulé sur plusieurs années, il forme la dette. Cette dernière est la « dette de l'État » si elle porte sur les comptes de l'État central seul, ou la « dette publique » si elle concerne l'ensemble des administrations publiques, des collectivités territoriales et des organismes de Sécurité sociale.

© Foucher

4 Explicitez le lien entre le déficit et la dette.

Le déficit est propre à une année. La dette correspond à des déficits cumulés sur plusieurs années. Lorsque le déficit augmente, la dette s'accroît.

© Éditions Foucher

B Les recettes de l'État

DOC 9 Les ressources financières de l'État

Les recettes de l'État peuvent être…			
Fiscales et sociales Prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales)			Non fiscales
les impôts sur la consommation	les prélèvements sur les revenus	les impôts sur la propriété et le capital	• les revenus du patrimoine de l'État • les revenus de l'activité industrielle et commerciale de l'État • les rémunérations des services rendus

© Foucher

5 Qualifiez les recettes de l'État.

La taxe foncière (payée par les personnes possédant une maison ou un appartement) : propriété

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : consommation

L'impôt sur le revenu : revenu

L'impôt de solidarité sur la fortune (en fonction du patrimoine) : propriété

La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : consommation

L'impôt sur les sociétés : revenu

6 Indiquez dans le tableau si la mesure augmentera, diminuera ou sera sans effet sur les recettes de l'État en 2017.

	Mesures augmentant les recettes	Mesures diminuant les recettes	Mesures neutres sur les recettes
Augmentation de la taxe sur les transactions financières de 0,1 point	×		
Exonération d'impôt sur le revenu des primes des sportifs de l'équipe de France médaillés aux JO de Rio 2016		×	
Annulation par les députés de la hausse de 1 € de la redevance télévisuelle			×
Déduction de la TVA du carburant « essence » pour les véhicules d'entreprises à hauteur de 10 %		×	

DOC 10 Prévision de croissance et recettes fiscales

[…] Le Conseil des ministres examinera ce mercredi le projet de loi de finances, c'est-à-dire le budget de l'État pour 2017 [1,5 %]. […] Les institutions internationales sont d'ailleurs moins optimistes. Pour l'OCDE, la croissance française devrait atteindre 1,3 % seulement l'année prochaine. D'après le Fonds monétaire international (FMI), elle ne devrait pas dépasser 1,2 % […].

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

AFP, 26/09/2016

7 Expliquez le lien entre la croissance économique et les prévisions de recettes.

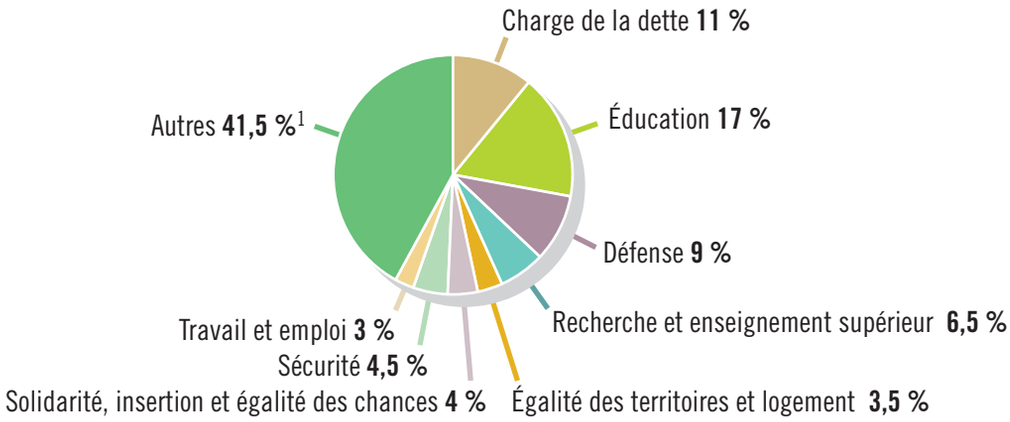
Les recettes de TVA dépendent de la consommation, celles de l'IR des salaires perçus, les apports de l'IS découlent des bénéfices réalisés… Sans hausse de la production, c'est autant de recettes qui n'existeront pas. La croissance permet donc une augmentation des recettes fiscales.

© Éditions Foucher

C Les dépenses de l'État

DOC 11 La répartition des dépenses de l'État

Dépenses par missions en 2015



1 : dont 25 % consacrés aux remboursements et dégrèvements d'impôts
Source : IEFP sur la base de la loi de finances initiale 2015.

www.economie.gouv.fr

8 Identifiez les principales dépenses de l'État.

C'est l'enseignement qui prévaut avec 23,5 % des dépenses de l'État devant la sécurité intérieure et extérieure (13,5 %) et la charge de la dette (11 %).

DOC 12 La charge de la dette

La charge représente les dépenses de l'État consacrées au paiement des intérêts de sa dette.

© Foucher

9 Précisez le lien entre charge de la dette et endettement de l'État.

La charge de la dette est le paiement des intérêts : ce n'est donc pas un remboursement des sommes empruntées mais des intérêts en plus du remboursement. Une augmentation de la charge de la dette aggrave le poids de l'endettement.

DOC 13 Le vote des dépenses de l'État en 2017

Voici quelques éléments relatifs au volet « dépenses » du budget de 2017.

❶ Les taux d'emprunt de la France à 10 ans sont aujourd'hui au plus bas, à 0,3 %.

❷ Le projet de loi de finances prévoit la création nette de 13 847 emplois de fonctionnaires d'État dont 11 712 postes dans l'Éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche, 2 100 à la Justice et 1 746 à l'Intérieur.

❸ Réduction des effectifs des autres ministères : moins 2 521 postes, dont 1 540 au ministère des Finances.

❹ Le budget de la sécurité, de la justice et de la défense, augmenteront respectivement de 440 millions, 290 millions et 600 millions d'euros en raison des attentats.

© Foucher

10 Indiquez dans le tableau le numéro de la phrase selon son impact sur les dépenses de l'État.

Éléments augmentant les dépenses	Éléments diminuant les dépenses
❷ ❹	❶ ❸

© Éditions Foucher

3 Les politiques de relance et de stabilisation

A La politique de relance

DOC 14 La relance de l'activité économique

L'évolution de l'activité économique se mesure par le taux de croissance du PIB. Celui-ci additionnant les valeurs ajoutées des entreprises témoignent en effet de leurs volumes de production. Si le taux de croissance du PIB diminue d'une période à une autre, voire s'il est négatif, cela signifie un ralentissement de l'activité économique. Il convient alors de prendre des mesures pour inverser le cycle qui se met en place : elles constituent la politique de relance.

© Foucher

1 Identifiez les risques de l'absence d'une politique de relance.

Les conséquences de l'absence de relance pourraient être l'apparition d'un cercle vicieux :

- la baisse de l'activité des entreprises génère des licenciements ;
- le pouvoir d'achat des ménages est alors diminué ce qui tire à la baisse les volumes de production et la boucle se continue ainsi.

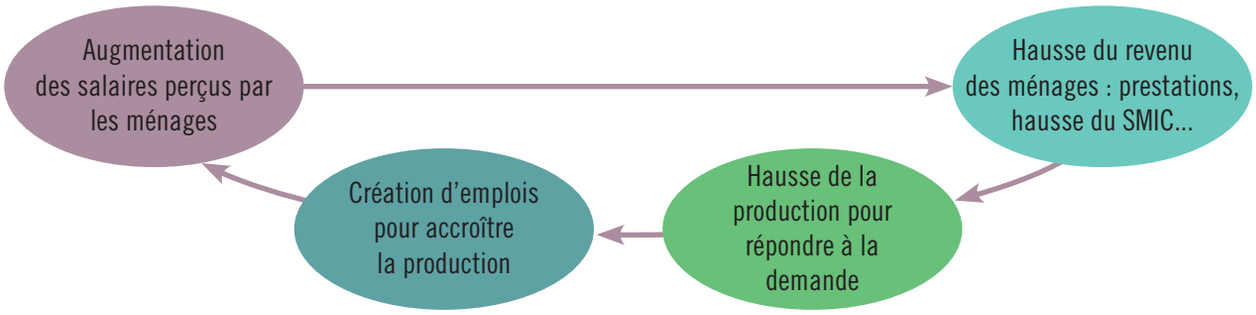
DOC 15 La relance par la consommation

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

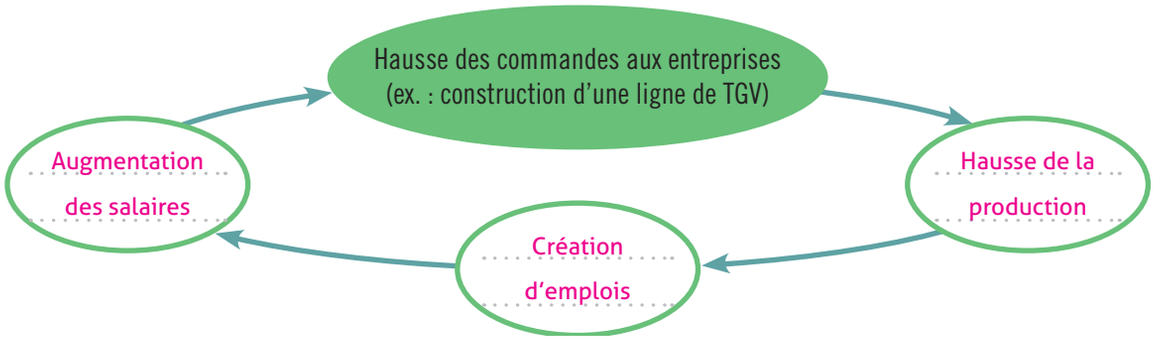
Des TGV à petite vitesse ?

http://tinyurl.com/gmuypw9 3'27



© Foucher

2 Complétez le schéma avec les propositions suivantes : création d'emplois ; augmentation des salaires ; hausse de la production.



© Éditions Foucher

DOC 16 La relance par l'investissement

Le crédit d'impôt recherche (CIR) est une mesure générique de soutien aux activités de recherche et développement (R&D) des entreprises, sans restriction de secteur ou de taille. Les entreprises qui engagent des dépenses de recherche fondamentale et de développement expérimental peuvent bénéficier du CIR en les déduisant de leur impôt, sous certaines conditions. Le taux du CIR varie selon le montant des investissements.

www.service-public.fr, © La Documentation Française

3 Montrez l'impact du CIR sur les entreprises puis sur la relance économique.

Le CIR permet de favoriser l'investissement en recherche et développement des entreprises. Cet investissement doit dynamiser la demande et la production, donc la relance économique.

DOC 17 La relance par le maniement du taux d'intérêt

La politique de relance peut s'effectuer par un maniement du taux d'intérêt directeur. En incitant ainsi les ménages à emprunter et en les désincitant à épargner, les banques centrales favorisent la part du revenu affectée à la consommation (au détriment de l'épargne).

© Foucher

4 Expliquez comment le maniement du taux d'intérêt directeur peut contribuer à la relance.

Le taux d'intérêt doit être modifié à la baisse pour diminuer les rendements de l'épargne d'une part et le coût des emprunts d'autre part. La hausse des crédits favorisera la demande, ce qui contribue à la relance économique.

DOC 18 La relance par l'action sur le budget de l'État

Actions sur les recettes de l'État	Actions sur les dépenses de l'État	
	Les commandes publiques	Les transferts sociaux
L'État diminue les prélèvements obligatoires pour accroître le revenu disponible des ménages afin de les inciter à consommer.	L'État passe directement des commandes aux entreprises afin de générer de la production donc de l'emploi.	L'État verse des revenus de transfert aux ménages (en général – mais pas toujours – les plus modestes) pour accroître leur pouvoir d'achat.

Un homme politique propose de supprimer les conditions de ressources appliquées au versement des allocations familiales.	Pour « sauver » le site de production d'une grande entreprise française, le gouvernement a passé commande pour la fabrication de 15 TGV à cette entreprise.	Le gouvernement a décidé une baisse de 20 % des impôts pour les personnes gagnant moins de 1 700 € par mois (3 400 € pour un couple).

5 Rattachez chacune des décisions à la nature d'action qu'elle illustre.

© Éditions Foucher

B La politique de stabilisation

DOC 19 Les objectifs de la politique de stabilisation

Une politique de stabilisation a pour but de lutter contre l'inflation et d'assurer une gestion saine des finances publiques. La hausse des prix génère une baisse du pouvoir d'achat ce qui, à moyen terme, va fragiliser la consommation et créer un risque de récession. Pour l'éviter, différentes mesures – combinables entre elles – sont possibles.

Le contrôle des prix	La hausse du taux d'intérêt	La baisse du revenu disponible
Le gouvernement prend une mesure règlementaire interdisant aux entreprises d'augmenter les prix de leurs produits. Cette pratique est normalement interdite en France depuis 1986.	La Banque centrale européenne décide une augmentation de son taux d'intérêt directeur.	Le revenu disponible est affecté soit à la consommation soit à l'épargne des ménages. En le réduisant, on tente d'affecter à la baisse la part consacrée à la consommation.

↓

Baisse de la demande

↓

Maîtrise de l'inflation et des finances publiques

© Foucher

6 Identifiez les objectifs de la politique de stabilisation.

Les objectifs de la politique de stabilisation sont de maîtriser l'inflation et de limiter le déficit budgétaire.

7 Expliquez pourquoi un excès de demande peut générer une hausse du prix d'un bien.

Une hausse de la demande, si elle n'est pas accompagnée d'une augmentation proportionnelle de la production, va accroître la rareté d'un bien. Ayant plus d'acheteurs potentiels que de biens à vendre, les vendeurs vont pouvoir accroître les prix, d'où une source d'inflation.

8 Montrez la limite d'une stabilisation par le contrôle des prix.

Le contrôle des prix est une mesure qui empêche artificiellement la hausse des prix : elle ne procure pas de solutions aux causes de l'inflation mais juste à son aspect perceptible. Si, une fois la mesure terminée, les causes sont toujours là, le risque inflationniste perdurera.

9 Montrez l'intérêt d'une politique de stabilisation pour la maîtrise des finances publiques.

Par son objectif de baisse du revenu disponible, la politique de stabilisation conduit à augmenter les recettes publiques et à contracter les dépenses publiques, ce qui contribue à améliorer l'état des finances publiques.

© Éditions Foucher

Quels sont les instruments et la finalité de la politique économique ?

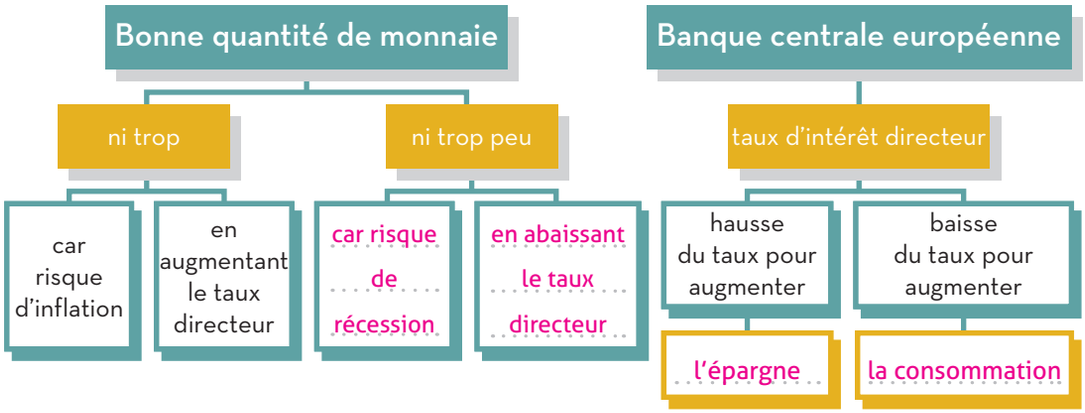
7

Synthèse

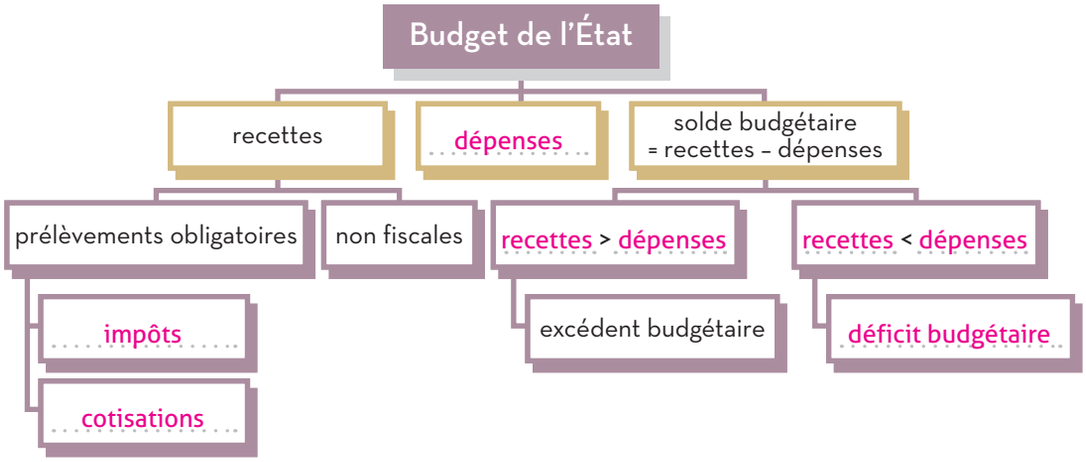
MOTS-CLÉS

Politique budgétaire : actions sur les recettes ou les dépenses de l'État (donc sur le solde du budget) pour mener une politique économique.
Politique de relance : décisions économiques destinées à soutenir la croissance du PIB.
Politique de stabilisation : décisions économiques destinées à favoriser la stabilité des prix.
Politique monétaire : maniement du taux d'intérêt directeur pour favoriser l'emprunt et ainsi contrôler la masse monétaire.

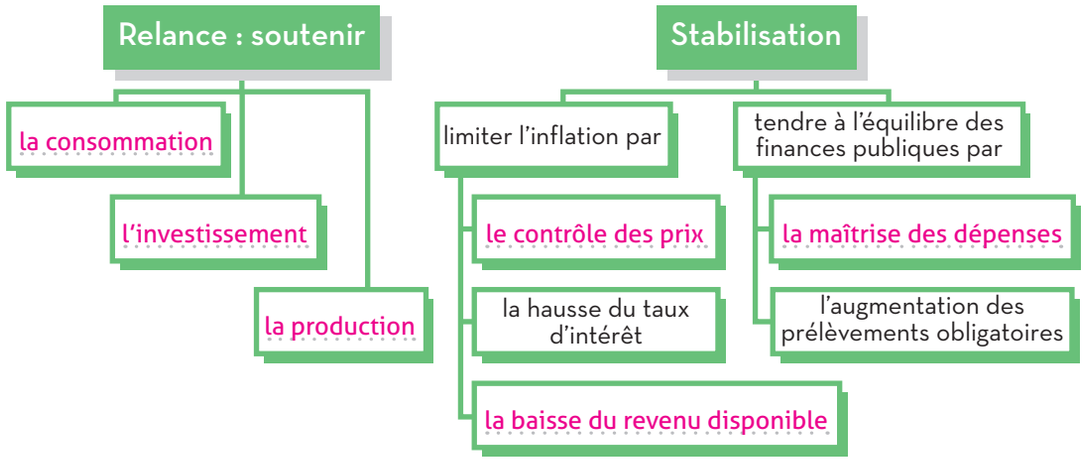
1 La politique monétaire



2 La politique budgétaire



3 Les politiques de relance et de stabilisation



© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 **Identifiez, en inscrivant le numéro de la mesure présentée dans le tableau, si cette dernière concerne une politique monétaire ou budgétaire puis si elle relève d'une politique de relance ou de stabilisation.**

Politique monétaire	Politique budgétaire		Politique de relance	Politique de stabilisation
	Action sur les recettes	Action sur les dépenses		
1, 5	3, 4, 6, 8	2, 7	1, 2, 3, 6, 7	4, 5, 8

1 Baisse du taux d'intérêt directeur de 0,25 point
2 Augmentation des allocations versées aux ménages à ressources modestes
3 Baisse des impôts sur le revenu des ménages
4 Hausse de la TVA
5 Augmentation du taux d'intérêt directeur de 0,5 point
6 Allègement des charges sociales pesant sur les salaires
7 Commande de l'État d'une nouvelle autoroute
8 Hausse des impôts sur le revenu des ménages

2 **Trouvez les mots définis pour reconstituer le mot mystère en reprenant chaque lettre identifiée par une case grisée.**

❶ Somme des déficits cumulés
❷ Politique destinée à soutenir la consommation
❸ Voté chaque année, comprenant les recettes et les dépenses de l'État
❹ Sens dans lequel il faut manipuler le taux d'intérêt directeur pour freiner la demande
❺ Politique destinée à empêcher l'inflation

❶	D	E	T	T	E								
❷	R	E	L	A	N	C	E						
❸	B	U	D	G	E	T							
❹	H	A	U	S	S	E							
❺	S	T	A	B	I	L	I	S	A	T	I	O	N

Nom du président de la BCE depuis 2011 : Mario DRAGHI

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

Impact et limites des politiques économiques de soutien à la croissance

DOC 1 Bilan de l'économie française en 2015 et perspectives 2016

[...] Pour 2016, le gouvernement table sur 1,5 % de croissance. [...] L'an passé, la richesse nationale produite s'est accrue de 1,2 % après trois ans de quasi-stagnation, mais les deux tiers de cette croissance proviennent de la baisse du prix du pétrole et de la politique monétaire ultra-accommodante de la Banque centrale européenne (BCE). [...] La consommation a soutenu l'activité puisqu'elle a représenté, à elle seule, 65 % de la hausse du PIB l'an dernier. [...] De nouveau, la consommation des ménages tirera la croissance, d'autant que les impôts n'augmentent plus. Les chiffres des deux premiers mois de l'année le prouvent : leurs dépenses en biens ont déjà progressé de 1,7 %. Autre signe encourageant : alors qu'il a été un frein à l'activité depuis deux ans, l'investissement dans le logement devrait arrêter de baisser. L'emploi semble, lui aussi, en passe de se stabiliser. Le secteur marchand français a créé 82 000 emplois environ l'an passé, selon l'Insee, ce qui est presque suffisant pour stabiliser le chômage.

Quant aux investissements des entreprises, ils commencent à décoller. Ils devraient augmenter de 3 % à 4 % cette année. La politique de l'offre menée par le gouvernement avec la mise en place du crédit d'impôt pour l'emploi et la compétitivité (CICE) et le pacte de responsabilité a au moins permis de remporter la première étape : le taux de marge des entreprises françaises est revenu, à 31,4 % fin 2015, à son niveau du début 2011, et le mouvement devrait se poursuivre cette année. Dans un contexte de taux bas, avec une capacité d'autofinancement restaurée, les entreprises ont les moyens d'investir. [...]

Il y a tout de même un problème. Le taux de marge n'est pas le principal déterminant de l'investissement à court terme. Les perspectives de demande extérieure comptent pour beaucoup, elles aussi. [...] On voit bien les freins qui risquent de pénaliser notre économie : une consommation certes robuste mais qui reste limitée par un fort taux de chômage favorisant l'épargne de précaution ; des salaires qui ne peuvent augmenter beaucoup plus vite sans mettre en danger les entreprises françaises dans une économie mondialisée ; des patrons qui hésitent encore à investir en raison des craintes pesant sur la demande ; et une compétitivité qui doit encore être restaurée. [...]

Guillaume de Calignon, Les Échos, 07/04/2016

DOC 2 Thésaurisation et épargne de précaution

Ces deux notions doivent être distinguées : la thésaurisation désigne l'argent qu'un ménage conserve chez lui ou sur lui, on parlait avant des « bas de laine ». L'épargne de précaution est quant à elle sur des livrets. La confusion vient du fait que, dans les deux cas, cette somme n'est pas affectée à la consommation et ni même, de façon significative, au financement d'investissement : pour la thésaurisation parce que la banque ne peut bien sûr pas prêter une somme au domicile des personnes, pour l'épargne de précaution car son déposant exige une forte liquidité sur son avoir que la banque peut difficilement affecter cette somme à un emprunteur investissant sur du moyen voire du long terme.

© Foucher

LE DÉCLIC

Distinguez bien l'épargne de précaution de l'épargne de transaction, qui est destinée au financement d'un achat ultérieur et n'est donc pas préjudiciable à la consommation.

1. **Identifiez les forces et les faiblesses qui impactent la croissance française.**
2. **Montrez que les politiques monétaires et budgétaires menées ont contribué à soutenir la croissance.**
3. **Indiquez si la baisse du taux d'intérêt peut ou non permettre de limiter l'épargne de précaution.**

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Impact et limites des politiques économiques de soutien à la croissance

1. Identifiez les forces et faiblesses qui impactent la croissance française.
Les forces de l'économie françaises sont :
• une croissance faible mais positive (1,2 % en 2015) ;
• une consommation qui joue son rôle de moteur (65 % du PIB) : dépenses en consommation de biens en hausse de 1,7 % au début 2016 ;
• les créations d'emplois : 82 000 créations dans le secteur marchand ;
• la reprise de l'investissement en hausse de 3 à 4 % en 2016.

2. Montrez que les politiques monétaires et budgétaires menées ont contribué à soutenir la croissance.
Les résultats obtenus l'ont été grâce aux actions menées :
• envers les ménages : la politique monétaire de taux d'intérêts très faibles maintenue par la BCE a permis à ces derniers d'emprunter et de consommer. Cela a en outre été renforcé par la politique budgétaire d'absence de hausse de l'impôt ;
• envers les entreprises : la politique budgétaire de crédit d'impôt pour l'emploi et la compétitivité a permis à ces dernières de renouer avec des taux de marge supérieur à 30 %. Ces derniers constituent des capacités d'autofinancement qui – en plus des taux faibles – peuvent soutenir une relance par l'investissement.

3. Indiquez si la baisse du taux d'intérêt peut ou non permettre de limiter l'épargne de précaution.
La baisse du taux d'intérêt diminue le rendement de l'épargne. Il y a donc mécaniquement un effet désincitatif sur l'épargne en général et sur l'épargne de précaution en particulier, puisque sa liquidité immédiate la conduit vers les livrets les moins bien rémunérés.
Néanmoins, une baisse des taux peut ne pas suffire : l'épargne de précaution est aussi une peur de l'avenir. Si la motivation première de l'épargnant n'est pas le rendement mais la disponibilité, il maintiendra cette épargne tant que ses craintes sur l'avenir (ex. : une perte d'emploi) ne seront pas appaisées.

© Éditions Foucher

7 Quels sont les instruments et la finalité de la politique économique ?

1. La politique monétaire

A. La mise en œuvre de la politique monétaire par la BCE

La conduite de la politique monétaire consiste à réguler la quantité de monnaie en circulation dans l'économie, afin de disposer de la « bonne » quantité de monnaie nécessaire à son fonctionnement.

La monnaie est en circulation dans l'économie lorsqu'elle est possédée par des agents résidants, c'est-à-dire ayant leur principal établissement dans le pays, nonobstant leur nationalité, ou par des agents non financiers : les actifs possédés en propre par les banques ne sont donc pas dans la masse monétaire.

La bonne quantité de monnaie est celle qui évite une insuffisance de monnaie qui circule, en général quand les banques n'accordent pas (ou que les ménages ne demandent pas) assez de prêts : la consommation peut donc faiblir et la croissance en être impactée. Elle évite également un excès de monnaie en circulation, en général quand les banques accordent de nombreux prêts à de nombreux demandeurs : la consommation peut alors excéder la production, provoquant un déséquilibre sur les marchés et une hausse des prix d'équilibre.

L'institution en charge de la régulation de la masse monétaire est la Banque centrale européenne (BCE), qui est la banque centrale des 19 pays membres de la zone euro. Elle doit bénéficier d'une indépendance pour conduire la politique monétaire afin d'être au service de l'ensemble de la zone euro et non de certains pays en particulier d'une part, et de pouvoir prendre des décisions à long terme, à l'abri des échéances électorales fréquentes d'autre part.

Pour cela, des statuts prévoient que certains de ses membres soient nommés pour des mandats de longue durée et non reconductibles (ex. : huit ans pour les membres du directoire). Par ailleurs, ses statuts interdisent toute tentative d'influence des États sur elle et la dotent d'un budget propre pour être financièrement autonome.

B. Le taux d'intérêt, instrument de la politique monétaire

Le taux d'intérêt directeur est celui auquel la Banque centrale européenne prête de l'argent aux autres banques, appelées banques de second rang. Ces dernières sont mécaniquement obligées de s'aligner sur les taux de la BCE. En effet :

- si l'une d'elles pratique des taux supérieurs au taux d'intérêt directeur, les autres banques ayant besoin de liquidités se tourneront vers la BCE pour emprunter et cette banque ne parviendra pas à placer ses excédents de liquidité ;
- inversement, si l'une d'elles n'accepte d'emprunter qu'à des taux inférieurs, elle ne trouvera pas de banque pour lui prêter des fonds puisque ces banques préféreront placer leurs liquidités auprès de la BCE qui pratique une rémunération plus avantageuse.

Ces prêts de fonds entre banques se réalisent sur un marché dit marché interbancaire. Le taux d'intérêt directeur va donc impacter la masse monétaire : une hausse du taux rend plus difficile l'emprunt pour les agents non financiers, cela va diminuer la masse monétaire, tandis qu'une baisse de ce taux va permettre d'être plus facilement solvable pour contracter un crédit bancaire, les agents financiers se verront accorder des prêts qui accroissent la masse monétaire.

2. La politique budgétaire

A. Le budget et son solde

La politique budgétaire désigne les actions d'un gouvernement quant à ses recettes et ses dépenses, c'est-à-dire relatives à son budget. Chaque année, le parlement vote en effet un budget présenté par le gouvernement. Ce budget comprend deux grandes composantes : les recettes et les dépenses.

© Éditions Foucher

La différence entre ces deux composantes (recettes – dépenses) va générer le solde budgétaire qui peut être équilibré : les recettes et les dépenses de l'État sont égales, excédentaires (les recettes sont supérieures aux dépenses, l'État va pouvoir placer ses excédents), ou déficitaires (les recettes ne couvrent pas les dépenses, l'État va donc devoir emprunter pour combler son déficit). Il devra payer sur cet emprunt des intérêts qui constituent la charge de la dette.
Lorsque les déficits se cumulent sur plusieurs années, il y a alors une formation de la dette de l'État. Lorsque l'on y ajoute les dettes de toutes les administrations publiques, des organismes de Sécurité sociale et des collectivités territoriales, cela constitue la dette publique.

B. Les recettes de l'État
Le volet recettes de l'État a pour principale composante les prélèvements obligatoires (PO). Ce sont les impôts : sur le revenu (IRPP : Impôt sur le revenu des personnes physiques) et sur le patrimoine (ISF : Impôt de solidarité sur la fortune)… ; les taxes : sur la valeur ajoutée (TVA), sur les carburants (TIPP : Taxe intérieure sur les produits pétroliers) et les taxes locales (taxe d'habitation ; taxe foncière) ; les cotisations : maladie, chômage, retraite, famille. Outre ces PO, l'État dispose de recettes non fiscales : redevances, amendes, dividendes des entreprises publiques…

C. Les dépenses de l'État
Elles sont réparties en fonction des différentes missions de l'État : éducation, recherche, défense, travail et emploi… Elles couvrent à la fois le traitement des fonctionnaires ou autres agents de l'État, les frais de fonctionnement (énergie, entretien, consommables…), les investissements (recherche fondamentale ou appliquée, infrastructures…), mais également le paiement des intérêts de la dette (charge de la dette).

3. Les politiques de relance et de stabilisation

A. La politique de relance
L'évolution de l'activité économique d'un pays se mesure par le taux de croissance de son PIB. Celui-ci est l'addition des valeurs ajoutées des entreprises, ce qui témoigne de leurs volumes de production. Si le taux de croissance du PIB diminue d'une période à une autre, voire s'il est négatif, cela signifie un ralentissement de l'activité économique, donc une récession. S'il augmente, c'est que le pays connaît une croissance. Cette dernière doit être recherchée puisqu'elle signifie que la population exerce un emploi, consomme, épargne ; que les entreprises produisent, vendent, embauchent, financent de la recherche et développement… Le niveau et normalement la qualité de vie s'accroissent donc.
La politique de relance peut s'effectuer en soutenant la consommation, la production, l'investissement, l'emploi… ou plusieurs de ces axes en même temps.
Les mécanismes sont variés mais le cercle vertueux à atteindre est assez similaire : les revenus (salaires ou aides de l'État) permettent de consommer, ce qui permet aux entreprises de produire et d'embaucher pour cela (ce qui renforce la consommation des ménages). Les profits ainsi dégagés par les entreprises permettent alors des investissements et le développement de ces dernières.

B. La politique de stabilisation
Elle fonctionne sur les mêmes mécanismes que la politique de relance, mais en effectuant des actions inverses pour obtenir les effets inverses : en période de risque d'inflation, il est nécessaire de limiter la demande pour faire redescendre le prix d'équilibre. Il faut alors non pas encourager mais désinciter à la consommation des ménages. Cela peut s'effectuer par la politique monétaire (hausse du taux pour épargner plus et emprunter moins) ou par la politique budgétaire (hausse des PO et moins de revenus de transferts (RT) pour impacter à la baisse le revenu disponible et, de ce fait, la consommation).
La politique de stabilisation peut également servir à réduire les déficits publics : la réduction des dépenses de l'État issus de la baisse des RT et la hausse des recettes issus des PO accrus permet ainsi de se rapprocher, voire d'atteindre l'équilibre budgétaire.

© Éditions Foucher

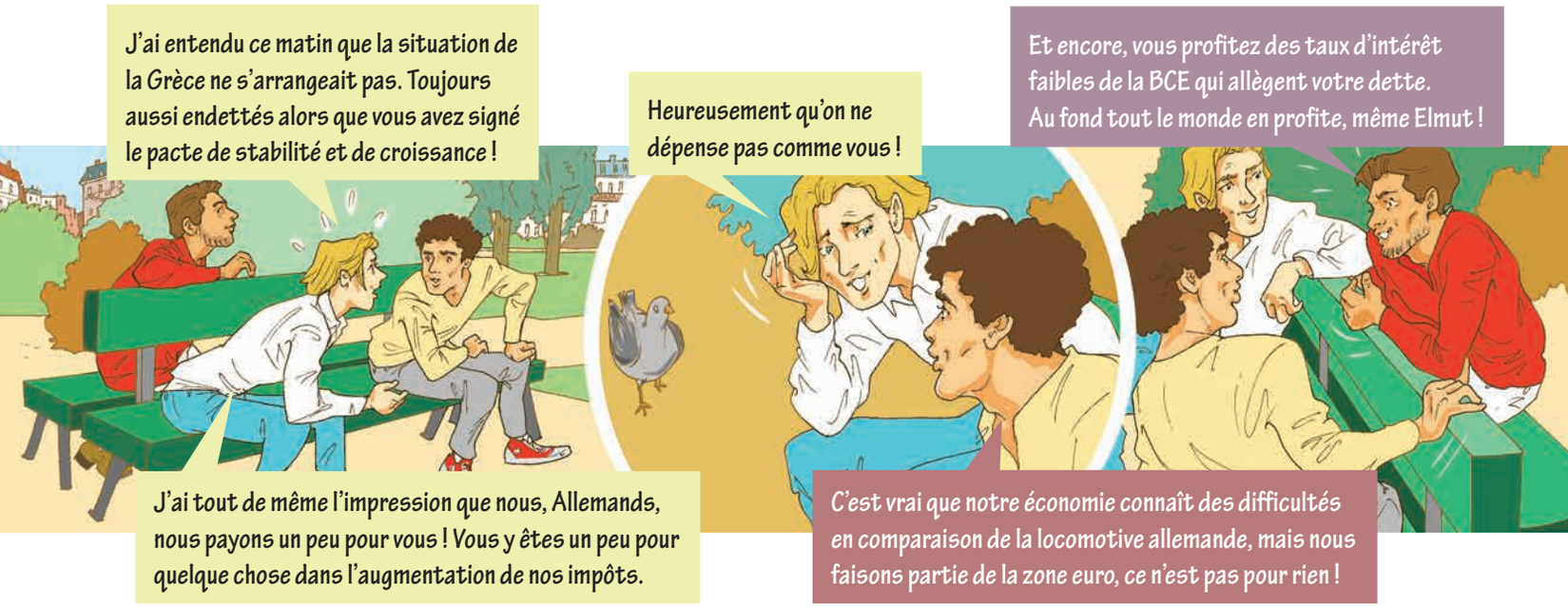
Quelles sont les contraintes pesant sur les politiques économiques dans la **ZONE EURO** ?

8

NOTIONS
- coordination des politiques économiques
- financement du déficit budgétaire
- dette souveraine

Elmut : gagnant ou perdant de la zone euro ?

Dans le cadre du programme Erasmus, trois étudiants européens (Elmut, allemand, Kostas, grec, et Julien, français) échangent sur certaines conjonctures de la zone euro.



1 **Montrez la diversité des situations économiques dans la zone euro.**

La Grèce est dans une situation conjoncturelle difficile avec un endettement massif. L'Allemagne reste la « locomotive » de la zone euro grâce à ses bonnes performances économiques.

2 **Identifiez les moyens utilisés pour faire face aux difficultés conjoncturelles.**

- Les impôts dans le cadre de la politique budgétaire : leur augmentation permettrait de participer au remboursement de la dette grecque.
- Le taux d'intérêt dans le cadre de la politique monétaire : les faibles taux d'intérêt permettent d'alléger la dette.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

La zone euro va déclarer l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire

http://tinyurl.com/jry4l5a 1'13

3 **Concluez en explicitant les contraintes pesant sur les politiques économiques du fait de l'appartenance à la zone euro.**

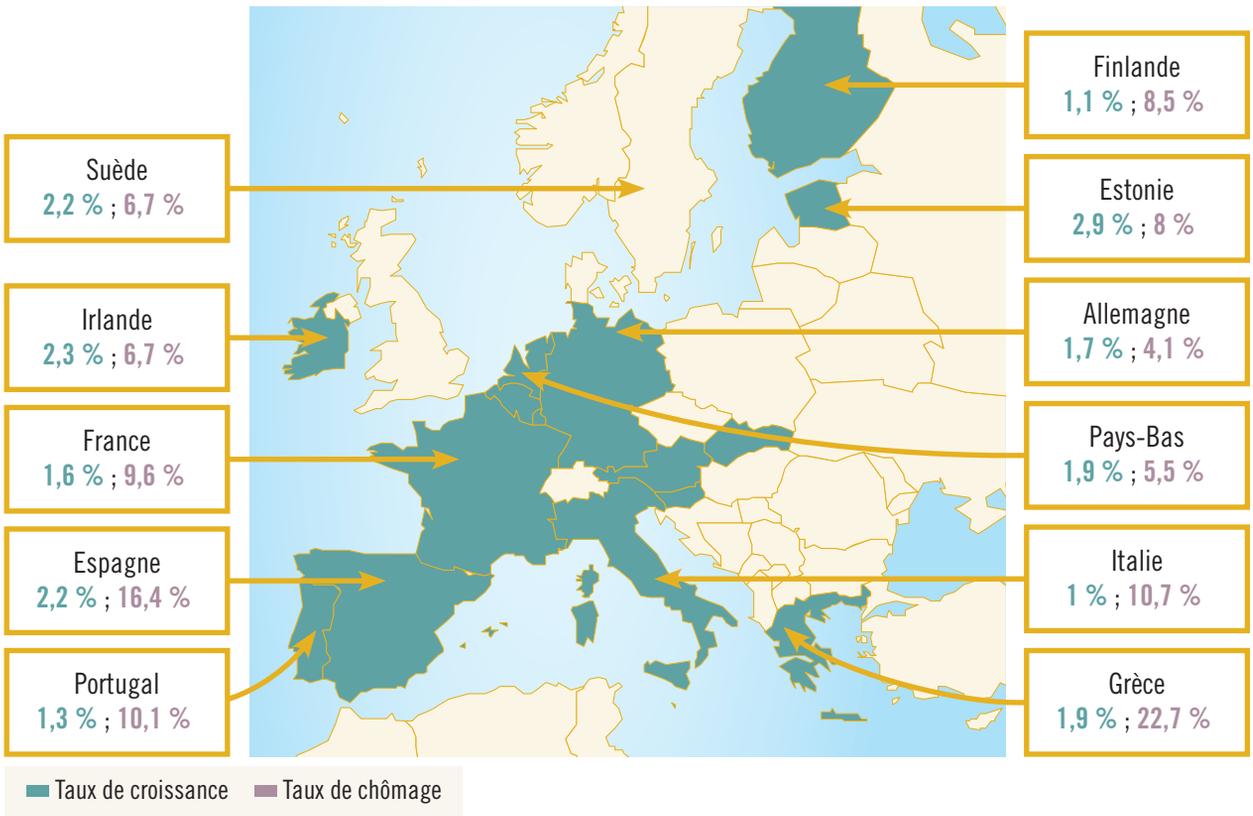
Les politiques budgétaires restent nationales, mais sont contraintes par le seuil autorisé par Bruxelles de 3 % du PIB. Ainsi, l'Espagne et le Portugal, avec des déficits publics supérieurs, sont accusés de « dérapage budgétaire ».

© Éditions Foucher

1 La coordination des politiques économiques dans la zone euro

A Une diversité de situations économiques

DOC 1 Situations de quelques pays de la zone euro



Prévisions OCDE 2018, www.oecd.org

1 Complétez le tableau pour comparer les situations économiques des pays présentés.

	Taux de croissance du PIB	Taux de chômage
Les trois pays les plus performants	1 Estonie 2 Irlande 3 Espagne – Suède	1 Allemagne 2 Pays-Bas 3 Irlande – Suède
Les trois pays les moins performants	1 Italie 2 Finlande 3 Portugal	1 Grèce 2 Espagne 3 Italie

2 Commentez vos résultats.

Les situations conjoncturelles des pays de la zone euro sont très contrastées, particulièrement en matière de chômage.

Ainsi, les pays du sud de la zone euro présentent des situations moins favorables en matière de croissance et de chômage.

© Éditions Foucher

B Une coordination nécessaire des politiques économiques

DOC 2 Appartenance à la zone euro et contraintes

Les politiques conjoncturelles supposent l'utilisation de deux politiques : la politique monétaire et la politique budgétaire.

- La politique monétaire dépend, pour la zone euro, de la BCE dont l'objectif principal est la stabilité des prix grâce à la manipulation des taux d'intérêt. Une politique unique n'est efficace qu'en cas de choc symétrique, c'est-à-dire d'un bouleversement qui affecte tous les pays de la zone : comme un ralentissement de la demande mondiale. Mais, en cas de choc asymétrique, c'est-à-dire ne touchant qu'un ou quelques pays de la zone, la politique trop globale de la BCE s'avère inefficace.
- La politique budgétaire est menée par les gouvernements de chaque État membre, mais elle apparaît strictement encadrée par le PSC (1997) et, depuis le 1er janvier 2013, par le « pacte budgétaire européen » qui accroît la discipline budgétaire en demandant aux pays de financer leurs dépenses par leurs recettes, et donc de limiter le recours à l'emprunt : la « règle d'or » impose ainsi une maîtrise des déficits.

© Foucher

3 Complétez le tableau.

	Instruments utilisés	Qui mène la politique ?	Contraintes liées à l'appartenance à la zone euro
Politique monétaire	Taux d'intérêt	BCE	Politique monétaire unique
Politique budgétaire	Budget	Gouvernements des États membres	PSC Pacte budgétaire européen

4 Expliquez l'inefficacité de la politique monétaire unique dans le cadre de la zone euro.

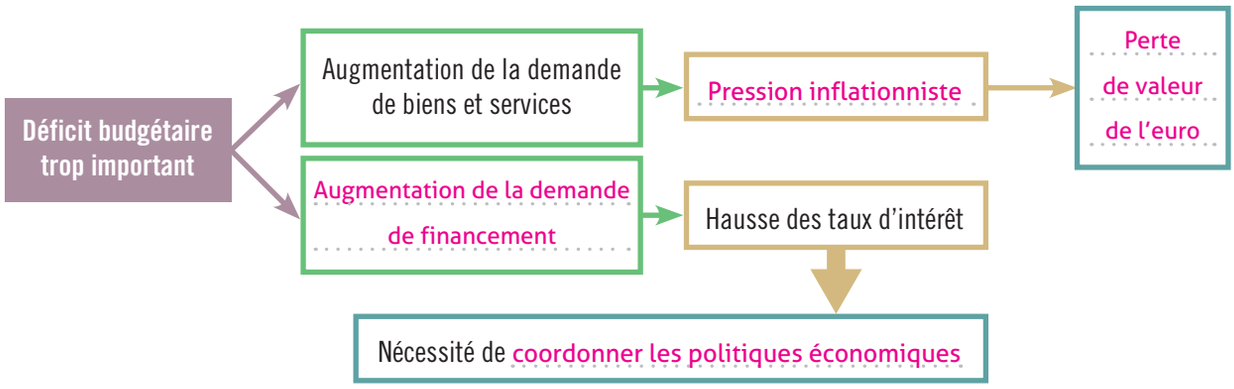
Une politique unique n'est efficace qu'en cas de choc symétrique, mais en cas de choc asymétrique, la politique de la BCE s'avère inefficace car elle est trop globale.

DOC 3 L'intérêt des règles budgétaires dans la zone euro

Les règles budgétaires, prévues par le pacte budgétaire européen aussi appelé TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), sont justifiées par la crainte d'une fragilisation de l'ensemble de la zone euro lorsqu'un pays membre adopte un déficit budgétaire trop important : ce dernier pourrait provoquer un « effet de débordement » qui se traduirait par une pression inflationniste (du fait de l'augmentation de la demande de biens et de services), ainsi que des tensions à la hausse des taux d'intérêt (poussés par l'augmentation de la demande de financement). Finalement, cela pourrait se traduire par une perte possible de la valeur de l'euro. Les pays de la zone euro doivent donc encore plus coordonner leurs politiques économiques.

© Foucher

5 Justifiez l'adoption des règles budgétaires en complétant le schéma.



© Éditions Foucher

2 Les contraintes pesant sur le financement de la politique budgétaire

A Le financement par l'impôt et ses limites

DOC 4 Les moyens de financement de la politique budgétaire

La mise en œuvre de la politique budgétaire pose la question du financement du déficit budgétaire. C'est une situation où les recettes de l'État sont inférieures à ses dépenses sur une année. Le déficit public correspond, pour sa part, au besoin de financement des administrations publiques (les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de Sécurité sociale). Pour combler un besoin de financement, il existe trois possibilités : l'augmentation des impôts, la création de monnaie et l'emprunt auprès des épargnants. Depuis l'euro, l'État ne peut plus créer de monnaie : il reste donc deux voies de financement qui peuvent avoir des effets négatifs sur l'activité économique.

© Foucher

1 Reliez aux bonnes propositions.

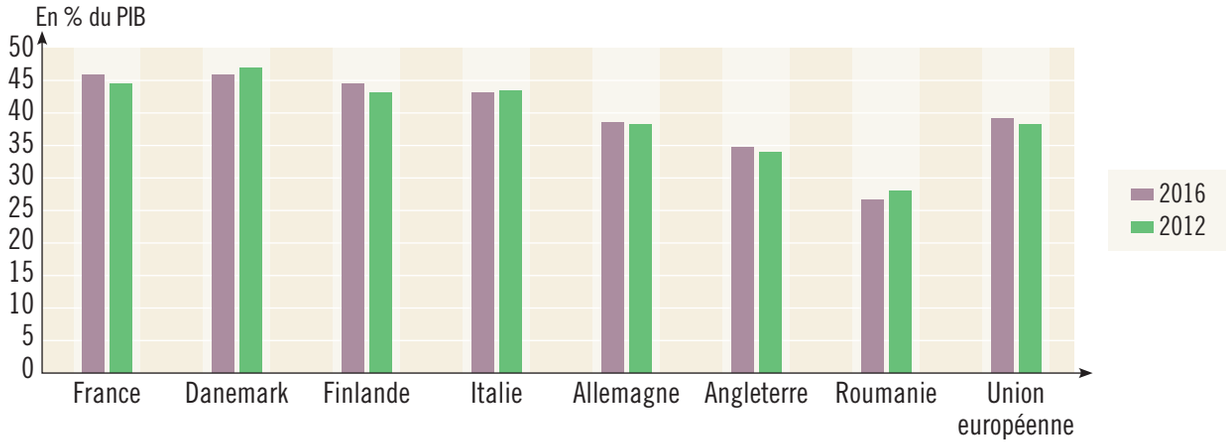
Déficit budgétaire	Dépenses de l'État < Recettes de l'État
Déficit public	Recettes publiques < Dépenses publiques
	Dépenses publiques < Recettes publiques
	Dépenses de l'État > Recettes de l'État

2 Surlignez les trois moyens dont dispose l'État pour financer sa politique budgétaire.

3 Identifiez la limite à ces moyens du fait de l'appartenance à la zone euro.

L'appartenance à la zone euro implique la perte du pouvoir monétaire. L'État ne peut plus créer de monnaie, donc il ne reste que deux autres modes de financement du déficit budgétaire possibles.

DOC 5 Taux de prélèvements obligatoires des pays européens



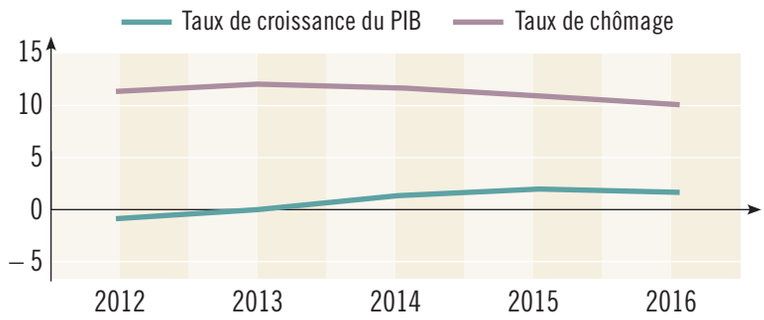
European Commission, Ameco

4 Appréciez la part et l'évolution des taux de prélèvements obligatoires des pays européens.

Les taux de prélèvements obligatoires restent très élevés en Europe (autour de 45 % du PIB). On peut noter une augmentation des taux au niveau européen, mais une évolution contrastée de ces taux selon les pays.

© Éditions Foucher

DOC 6 Taux de croissance du PIB et taux de chômage de la zone euro (en %)



www.oecd.org

5 Déduisez les limites du financement par l'impôt sur l'activité économique.

La variation des prélèvements obligatoires (impôts compris) peut impacter le niveau de croissance et la situation du chômage. On peut supposer qu'un niveau trop élevé de prélèvements obligatoires pèse sur la consommation et l'investissement, donc pénalise la croissance et l'emploi à terme.

DOC 7 Trop d'impôt tue l'entreprise : comment la fiscalité décourage l'investissement

[…] La fiscalité des entreprises, notamment en France, constitue un frein à l'économie. Les États pratiquant des niveaux de taxation élevés ne voient pas que la richesse est générée au sein des entreprises et que cette richesse est redistribuée en permanence sous forme de rémunération versée aux employés et aux investisseurs. Cependant, les entreprises ont besoin de capitaux pour générer de la richesse. Or ces capitaux sont apportés par les investisseurs. La fiscalité des entreprises pénalise les investisseurs et, à terme, pénalise les employés lorsque les entreprises investissent moins ou quittent le pays.

Pour rester dans la course, la France devrait ramener son fardeau fiscal et sa complexité réglementaire au même niveau que le reste du monde. Une telle harmonisation implique une baisse de plus de 20 % de la fiscalité globale pesant sur les entreprises. Elle permettrait de rendre la France aussi compétitive que l'Allemagne ou le Royaume-Uni et de résorber un chômage endémique. […]

Gabriel A. Giménez-Roche, www.contrepoints.org, 25/11/2015

6 Explicitez les limites du financement par l'impôt.

La fiscalité pèse sur les entreprises, qui sont les acteurs créateurs de richesse dans une économie. Elle pénalise les investisseurs et les employés. Elle pèse à terme sur la compétitivité de la France.

7 Appréciez l'intérêt d'une harmonisation fiscale et réglementaire pour la situation budgétaire.

L'harmonisation fiscale et réglementaire devrait permettre à la France d'être aussi compétitive que ses partenaires.

L'inconvénient est qu'une baisse de la fiscalité de plus de 20 % risque de réduire les recettes budgétaires donc de pénaliser le financement de la France.

© Éditions Foucher

B Le financement par l'emprunt et ses limites

DOC 8 Financement par l'emprunt

Pour financer son déficit, l'État doit emprunter de l'argent sur les marchés financiers, et donc s'endetter. L'Agence France Trésor est chargée de couvrir le déficit budgétaire de l'année en cours, en s'endettant à court, moyen et long terme, […] et de gérer la dette de l'État. Celui-ci fait appel, comme les entreprises, à l'ensemble des instruments disponibles sur les marchés financiers afin d'emprunter dans les meilleures conditions.

www.vie-publique.fr, © La Documentation Française

8 Identifiez les missions de l'Agence France Trésor et le moyen de financement utilisé en surlignant de deux couleurs différentes.

DOC 9 Limite de la capacité d'endettement

Si le taux de croissance économique est durablement inférieur au niveau des taux d'intérêt, les recettes publiques ne permettent pas de couvrir les intérêts de la dette. Pour rétablir le solde budgétaire, il paraît donc nécessaire que la croissance augmente plus vite que le taux d'intérêt. Ainsi, les recettes publiques augmentent plus vite que les dépenses, ce qui permet d'améliorer le solde budgétaire et donc la dette publique.

© Foucher

9 Classez les cartouches proposés de 1 à 4 pour représenter le processus économique.

2 Recettes publiques < intérêts de la dette	3 Dégradation du solde public	1 Taux de croissance < taux d'intérêt	4 Dégradation de la dette publique

10 Déduisez-en la limite du financement par l'emprunt présentée ici.

Le financement par l'emprunt peut entraîner une aggravation de l'endettement public si le taux d'intérêt est supérieur au taux de croissance économique.

En effet, les recettes publiques augmentent alors moins vite que les dépenses, ce qui provoque une dégradation des soldes publics.

© Éditions Foucher

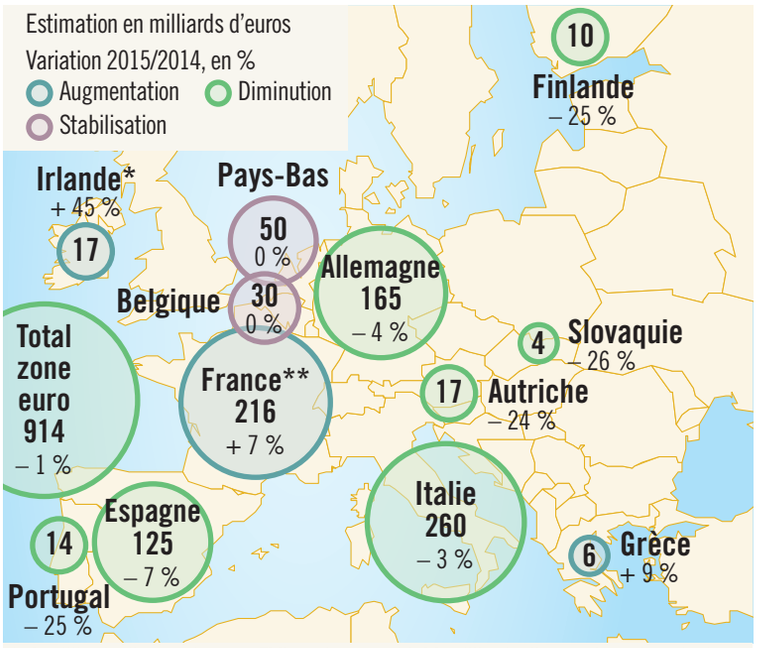
DOC 10 Zone euro et dette souveraine

Dette souveraine : dette émise ou garantie par un émetteur souverain : un État, une banque centrale, une collectivité locale, une entreprise publique. Aujourd'hui, l'État finance sa dette par des titres et est noté en fonction de la confiance des investisseurs dans sa capacité à rembourser (par un système de « A », le fameux triple « A » correspondant à une grande confiance des investisseurs). Ainsi, la politique économique est contrainte car elle dépend de la confiance des marchés financiers et des investisseurs.

© Foucher

11 Surlignez les éléments expliquant la notion de « dette souveraine ».

DOC 11 Émissions de dette de moyen et long termes en 2015



* 9 milliards d'euros de prêts FMI remboursés ** 28 milliards d'euros de rachats inclus

D'après Natixis

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Les politiques économiques dans la zone euro

http://tinyurl.com/hzotgvg 1'30

12 Commentez la situation de la France en matière de dette souveraine.

Les États de la zone euro ont emprunté plus de 900 milliards d'euros sur les marchés en 2015. La France est l'un des rares pays à voir ses émissions de dettes augmenter significativement (+ 7 %).

13 Expliquez en quoi l'emprunt pose le problème du financement de la dette souveraine.

Les États qui s'endettent dépendent de la confiance des marchés financiers et des investisseurs.

DOC 12 Emprunt et effet d'éviction

Si le gouvernement n'a plus la liberté de relever des taux d'impôts déjà élevés, il ne lui reste que l'emprunt sur les marchés financiers. Mais, à chaque fois que l'État emprunte sur le marché financier, il prélève une partie de l'épargne nationale disponible ; cette épargne qui finance les dépenses publiques constitue autant de ressources en moins pour le financement des investissements des entreprises privées. […] S'ajoute une hausse des coûts de financement : la demande de fonds prêtables fait monter les taux d'intérêt.

J. Généreux, Introduction à la politique économique, *coll. « Points Économie », 2000*

14 Identifiez et explicitez les limites du financement par l'emprunt.

L'emprunt de l'État prive les agents privés de l'épargne disponible ; ils auront moins de possibilité de financement. L'augmentation de la demande de fonds fait augmenter le prix du financement, soit le taux d'intérêt, ce qui pénalise les emprunteurs.

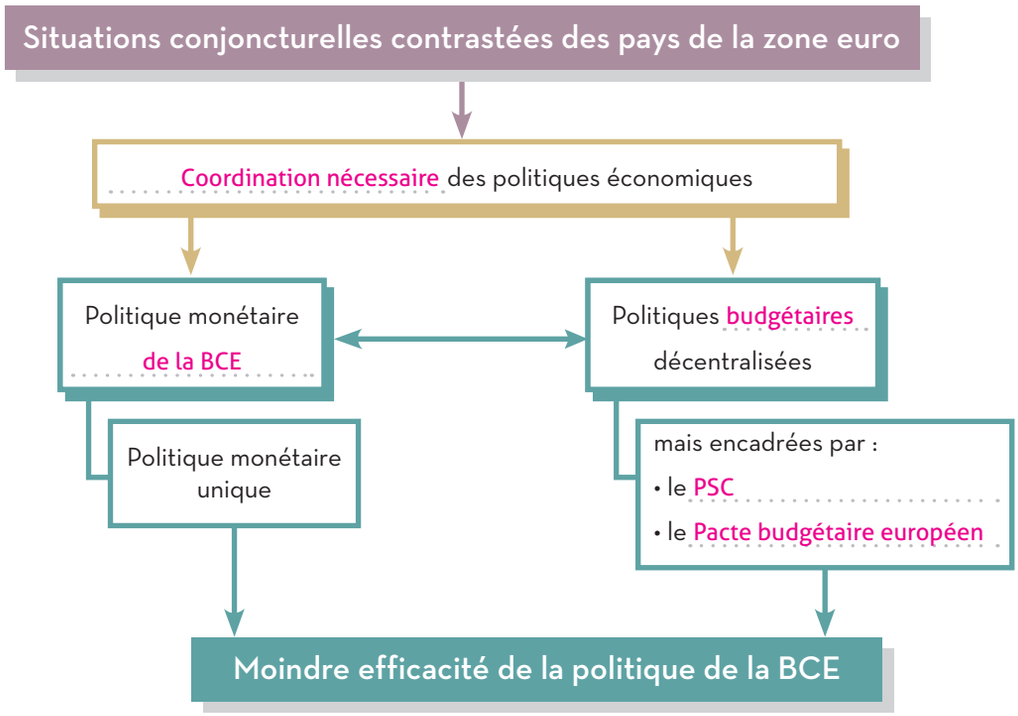
© Éditions Foucher

MOTS-CLÉS

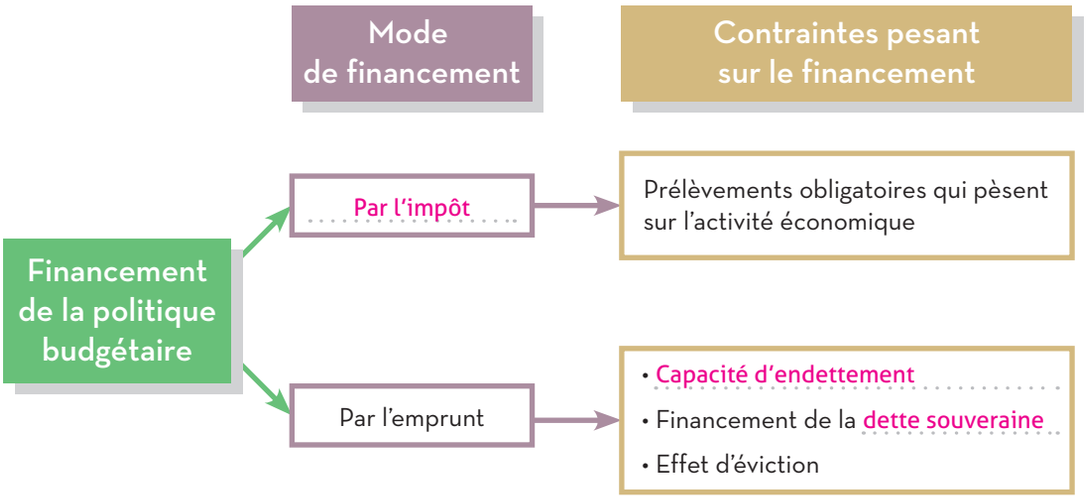
Déficit budgétaire : solde négatif correspondant à la situation dans laquelle les recettes de l'État (hors remboursement d'emprunt) sont inférieures à ses dépenses (hors emprunt) au cours d'une année.

Dette souveraine : dette émise par un émetteur souverain (en général un État). Elle englobe l'ensemble des déficits cumulés de l'État, auquel on ajoute l'ensemble des dettes contractées par les institutions qui en dépendent (les collectivités locales, les établissements publics…).

1 La coordination des politiques économiques dans la zone euro



2 Les contraintes pesant sur le financement de la politique budgétaire

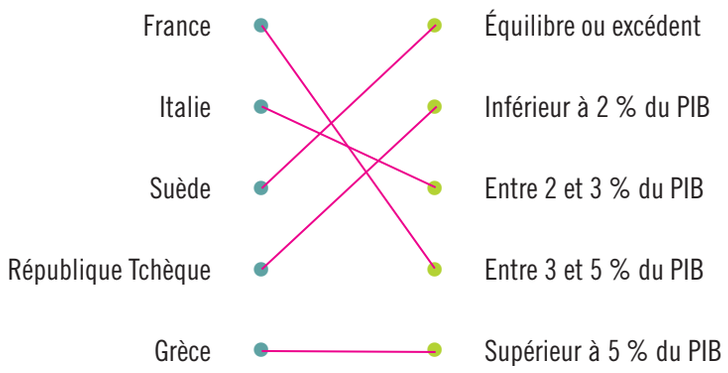


© Éditions Foucher

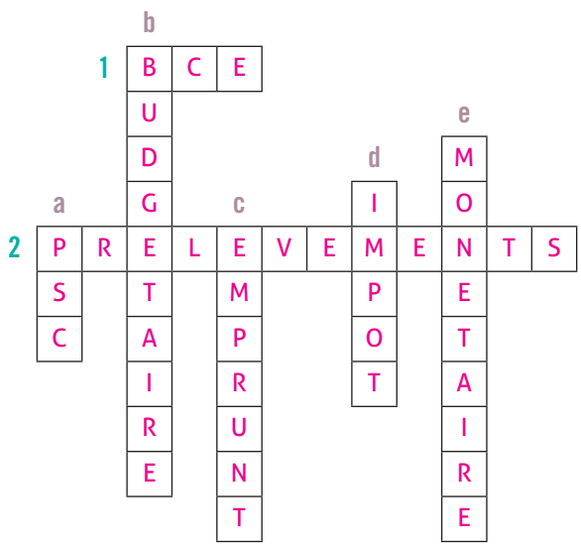
TESTEZ-vous !

Quelles sont les contraintes pesant sur les politiques économiques dans la zone euro ? 8

1 Reliez le taux de déficit correspondant à chaque État membre de l'UE (chiffres de 2015).



2 Complétez la grille à l'aide des définitions.



HORIZONTALEMENT

1 Institution européenne en charge du maintien de la stabilité des prix dans la zone euro
2 Contrainte liée au financement par l'impôt

VERTICALEMENT

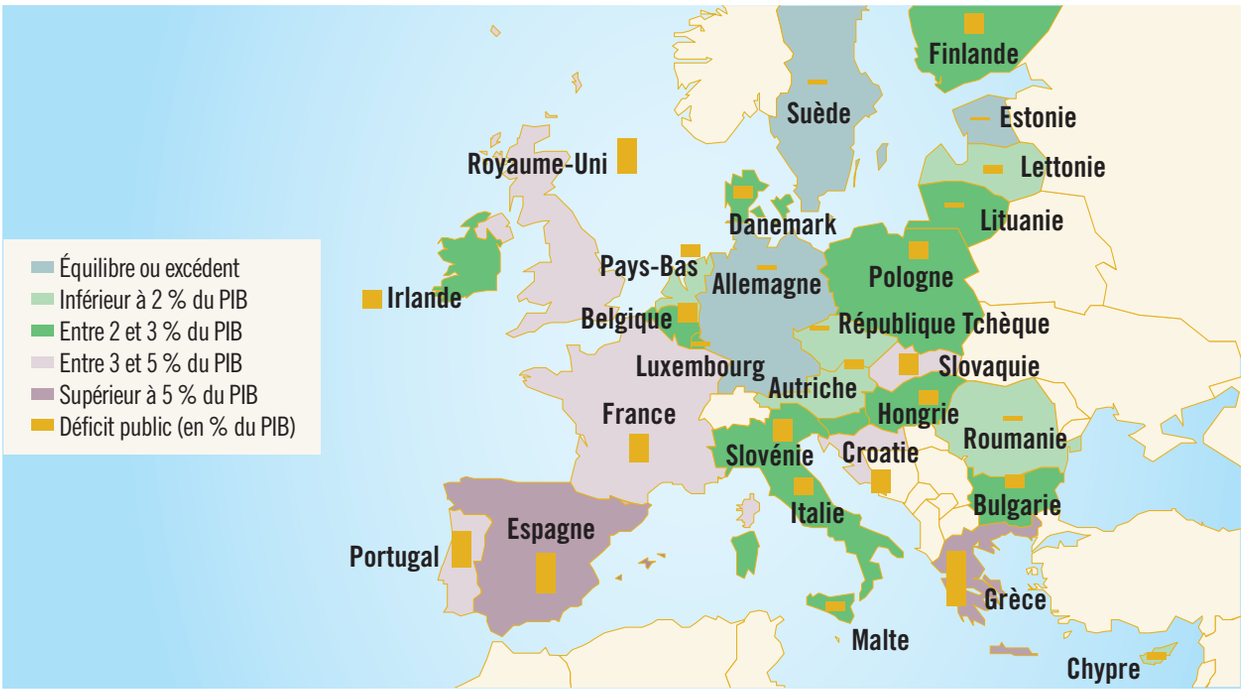
a Instrument de coordination des politiques économiques européennes
b Politique menée par le gouvernement d'un État
c Type de financement pouvant aggraver la dette publique
d Type de financement de la politique budgétaire par prélèvement
e Politique ayant pour principal instrument le taux d'intérêt

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

Faut-il remettre en cause le critère de convergence des 3 % de déficit ?

DOC 1 Déficits publics en 2015 des pays membres de l'UE



www.touteleurope.eu

DOC 2 Les hommes politiques français et la règle des 3 %

Le crédo budgétaire défendu par Bruxelles est-il un frein à la reprise ? Faut-il s'en affranchir, quitte à creuser les déficits ? [...] « La gauche européenne, social-démocrate, doit se faire entendre davantage sur la relance économique, sur l'assouplissement des règles du Pacte de stabilité », a ainsi déclaré Manuel Valls le 29 août [...]. « Les traités de Maastricht et de Lisbonne ont enlisé la zone euro dans la crise et l'ont enfermée dans des règles absurdes, obsolètes et suicidaires », a ainsi martelé Arnaud Montebourg, depuis toujours hostile à la règle des « 3 % » de déficit, en officialisant mi-août sa candidature à la présidentielle. Un diagnostic partagé à la fois par l'extrême-gauche (au nom de la lutte contre l'austérité) et le Front national (au nom de la souveraineté nationale) – et qui semble gagner du terrain jusque chez Les Républicains, où l'on défend des baisses d'impôts massives pour relancer l'activité. [...]

www.nouvelobs.com, 07/09/2016

1 **Précisez en quoi le critère des 3 % de déficit est une contrainte pour les États.**

2 **Dressez un bilan de la situation des pays de l'Union européenne au regard de la règle des 3 %.**

3 **Présentez les principaux arguments des partisans et des opposants français à la règle des 3 %.**

LE DÉCLIC

Les critères de convergence doivent être respectés par les pays membres de l'Union européenne candidats à l'entrée dans la zone euro. Il y en a plusieurs, dont l'interdiction d'avoir un déficit public annuel supérieur à 3 % du PIB.

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Faut-il remettre en cause le critère de convergence des 3 % de déficit ?

1. Précisez en quoi le critère des 3 % de déficit est une contrainte pour les États.
Lorsqu'il établit son budget, un État prévoit le montant de ses recettes et de ses dépenses. L'insuffisance des recettes liées aux prélèvements obligatoires nécessite de les compenser par un emprunt pour pouvoir financer les dépenses anticipées.
En limitant à 3 % du PIB ce déficit budgétaire financé par l'emprunt, le critère de convergence de la zone euro limite donc le niveau des dépenses d'un État et, de ce fait, son champ d'action.

2. Dressez un bilan de la situation des pays de l'Union européenne au regard de la règle des 3 %.
La situation des pays de l'UE en 2015 est la suivante :
• 6 États membres sur 28 ont dépassé le seuil des 3 % de PIB de déficit public : Grèce, Espagne, Portugal, Royaume-Uni, France, Croatie ;
• 18 États sont (3,2 %) « dans les clous du Pacte de stabilité et de croissance » ;
• 1 État est à l'équilibre : Suède ;
• 3 États sont même en excédent : Luxembourg, Allemagne et Estonie.

3. Présentez les principaux arguments des partisans et opposants français à la règle des 3 %.
Les pays désireux de modifier, voire de supprimer, la règle des 3 % y sont favorables pour :
• des raisons économiques : donner plus de liberté aux politiques budgétaires notamment pour mettre en œuvre des politiques de relance ;
• des raisons politiques : ne pas subir une règle limitant l'indépendance d'un État.
À l'inverse, les partisans de cette mesure rappellent qu'elle oblige les États à une modération budgétaire, ce qui limite la charge de la dette et, en évitant de payer des intérêts, permet à l'État d'affecter ses ressources à ses missions et non au paiement d'une charge financière.

© Éditions Foucher

8 Quelles sont les contraintes pesant sur les politiques économiques dans la zone euro ?

1. La coordination des politiques économiques dans la zone euro

A. Une diversité de situations économiques

Il existe d'importants écarts de croissance entre les différents pays de la zone euro, ce qui ne facilite pas le choix d'une politique efficace pour l'ensemble des pays de la zone en termes de développement économique. On peut noter l'écart entre les pays les plus performants (taux de chômage inférieur à 7 %, taux de croissance supérieur à 2 %) et les pays les moins performants (principalement situés au Sud de l'Europe, avec taux de chômage supérieur à 10 % et taux de croissance inférieur à 1,5 %).

Ainsi, la Suède avec un taux de croissance à 2,2 % et un taux de chômage à 6,7 % a une économie qui se porte bien comparée à celle de l'Italie, avec une croissance à 1 % et un taux de chômage qui s'élève à 10,7 %.

B. Une coordination nécessaire des politiques économiques

Malgré ces écarts, il est nécessaire de mettre en place des politiques économiques coordonnées et efficaces. Deux types de politique conjoncturelle peuvent être appliqués.

• La politique monétaire : elle dépend de la BCE (Banque centrale européenne) pour la zone euro, dont l'objectif principal est la stabilité des prix grâce à la manipulation des taux d'intérêt. Cette politique unique n'est efficace qu'en cas de choc symétrique, c'est-à-dire lors d'un changement global affectant l'ensemble des pays de la zone. En cas de choc asymétrique (quelques pays uniquement touchés), cette politique s'avère inefficace.

• La politique budgétaire : elle est menée par les gouvernements de chaque État membre, mais elle est strictement encadrée à la fois par le PSC (pacte de stabilité et de croissance, adopté en 1997) et le « pacte budgétaire européen » (depuis le 1er janvier 2013, accroît la discipline budgétaire en demandant aux pays de financer leurs dépenses par leurs recettes, et donc de limiter le recours à l'emprunt : la « règle d'or » impose ainsi une maîtrise des déficits).

Les différentes règles budgétaires mises en place dans la zone euro tendent à éviter la perte de valeur de l'euro, nécessitant une bonne coordination des politiques choisies.

2. Les contraintes pesant sur le financement de la politique budgétaire

Il existe trois possibilités pour combler un besoin de financement : l'augmentation des impôts, la création de monnaie et l'emprunt auprès des épargnants.

Cependant, depuis la mise en place de l'euro, il n'est plus possible de créer de monnaie, deux recours seulement restent donc possibles. En 2016, les taux de prélèvements restent élevés en Europe (environ 45 %), même si la situation est différente d'un pays à l'autre (ex. : légère baisse entre 2012 et 2016 en Italie, contre une légère hausse en Finlande sur la même période).

A. Le financement par l'impôt et ses limites

Le problème du financement de la politique budgétaire réside dans la gestion du déficit. Il s'agit, pour le déficit budgétaire, de la situation où les recettes de l'État sont inférieures à ses dépenses sur une année. Le déficit public correspond, lui, au besoin de financement des administrations publiques (administrations publiques centrales, publiques locales et de Sécurité sociale).

Le problème de ce choix de financement se joue principalement au niveau des taux de chômage et de croissance, directement impactés. On observe un impact négatif de l'augmentation des taux de prélèvements sur l'investissement dans les entreprises, qui creusent un peu plus l'écart entre les pays (en fonction de leurs performances). L'harmonisation fiscale peut donc peser dans les pays où la baisse de fiscalité risque d'entraîner une baisse des recettes budgétaires.

© Éditions Foucher

B. Le financement par l'emprunt et ses limites

Il s'agit pour l'État d'emprunter de l'argent sur les marchés financiers, afin de gérer la dette de l'État. Cependant, ce type de financement présente également des limites. En effet, si le taux de croissance économique est durablement inférieur au niveau des taux d'intérêt, les recettes publiques ne permettent pas de couvrir les intérêts de la dette. Pour rétablir le solde budgétaire, il paraît donc nécessaire que la croissance augmente plus vite que le taux d'intérêt. Ainsi, les recettes publiques augmentent plus vite que les dépenses, ce qui permet d'améliorer le solde budgétaire et donc de diminuer la dette publique.

On parle, au niveau européen, de la dette souveraine pour désigner une dette émise ou garantie par un émetteur souverain : un État, une banque centrale, une collectivité locale, une entreprise publique.

Les émissions de dette souveraine sont également différentes au niveau des pays membres de la zone euro : la France, avec une augmentation de 7 % entre 2014 et 2015, est l'un des rares pays de la zone euro à voir ses émissions de dette en augmentation.

© Éditions Foucher

Vers le BAC!

THÈME 9

L'État a-t-il des marges de manœuvre en termes de politiques économiques ?

À partir de vos connaissances et des informations fournies en documents, vous répondrez aux questions suivantes.

1. Distinguez les politiques conjoncturelles et structurelles en montrant qu'une même décision peut relever des deux à la fois.
2. Présentez les motivations de la BCE dans son annonce fin 2016 de laisser inchangée sa politique monétaire et expliquez en quoi cette décision inquiète les décideurs allemands.
3. Montrez l'importance d'une cohérence entre la politique monétaire et la politique budgétaire.
4. Rédigez une argumentation pour répondre à la question suivante : en quoi la politique budgétaire, en période de récession, génère-t-elle un dilemme pour les décideurs politiques ?

Document 1

Manuel Valls présente le « Grand projet métropolitain » à Paris

En Conseil des ministres, mercredi 9 juillet, le chef du gouvernement a présenté son « Grand projet métropolitain » : un triptyque qui s'appuie sur la future métropole du Grand Paris (MGP), le projet de métro en rocade (« Grand Paris Express ») et un « plan de mobilisation pour le logement ». À dessein, le premier ministre s'est exprimé au lendemain de l'installation de la mission de préfiguration, chargée d'élaborer les règles du jeu politiques et financières de la future métropole du Grand Paris.

[...] M. Valls entend accélérer le projet de transports du Grand Paris. Le premier ministre a indiqué, mercredi, que trois lignes du futur Grand Paris Express seraient mises en service avec trois ans d'avance sur le calendrier arrêté en mars 2013. La desserte d'Orly par la ligne 14 et la future ligne 17 qui reliera le nord de la capitale à Roissy seront achevées en 2024 au lieu de 2027 a annoncé M. Valls, mercredi. Le pôle de Saclay (Essonne) sera relié à Orly par la ligne 18 en 2024, avec trois ans d'avance, a-t-il promis.

« La SGP qui construit le Grand Paris Express a réalisé des études qui montrent que l'accélération est techniquement possible, assure Matignon. Ce qui n'empêchera pas de tenir les engagements sur les autres projets de desserte. » Le développement des transports s'accompagnera d'un « plan de mobilisation de la construction qui sera arrêté avant la fin de l'année », a indiqué, mercredi, M. Valls. Ce plan portera sur 20 sites stratégiques sur lesquels l'État prendra des dispositions pour que les chantiers démarrent.

Cinq d'entre eux seront identifiés lors d'un comité interministériel consacré au Grand Paris qui se tiendra « début octobre », a-t-il annoncé. À cette occasion, le gouvernement pourrait indiquer s'il choisit de porter une candidature nationale à l'Exposition universelle de 2025 ou aux Jeux Olympiques de 2024. Dans les deux cas, la desserte rapide des aéroports par le futur Grand Paris Express sera un atout décisif pour le dossier de la France, estime M. Valls.

Béatrice Jérôme, www.lemonde.fr, 09/07/2014

© Éditions Foucher

Document 2

La BCE : 2017 démarrera dans la continuité…

Le principal taux directeur reste à 0 %, son plus bas niveau historique, a annoncé la Banque centrale européenne à l'issue de la réunion de son conseil des gouverneurs. L'institut de Francfort a aussi conservé en l'état le taux de prêt marginal, abaissé à 0,25 % en mars [2016], et le taux de dépôt, porté en territoire négatif pour la première fois en juin 2014 et qui stationne désormais à – 0,40 %. Il a enfin confirmé la poursuite jusqu'à fin mars 2017, ou « au-delà si nécessaire » de son programme de rachat de dettes. […]

AFP, 20/10/2016

Document 3

… ce qui énerve fortement certains décideurs allemands

L'inflation en Allemagne a atteint en janvier 1,9 % sur un an, son plus haut niveau depuis trois ans et demi, qui correspond à l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE) d'une augmentation des prix légèrement inférieure à 2 % en rythme annuel, montre lundi la première estimation officielle. Ce chiffre ne devrait pas manquer d'alimenter le débat récurrent en Allemagne sur la nécessité de modifier la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), que certains jugent trop accommodante. Toutefois, l'un des membres du conseil des gouverneurs, Ewald Nowotny, a déjà clairement dit lundi que la BCE attendrait probablement le mois de juin pour reconsidérer sa stratégie, et que les débats en son sein ne porteraient pas sur un durcissement progressif de la politique monétaire ou « tapering ». L'indice allemand des prix à la consommation harmonisé aux normes européennes (IPCH) a augmenté de 1,9 % sur un an, après 1,7 % en décembre, a annoncé Destatis, l'institut national de la statistique. Les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne une hausse de 2,0 %. Le chiffre publié est le plus élevé enregistré depuis juillet 2013. « Le temps des taux d'inflation faibles en Allemagne est révolu », a commenté Ulrike Kastens, économiste de Sal. Oppenheim, ajoutant que la hausse des prix pétroliers devrait faire passer l'inflation au-dessus de 2 % dans les mois à venir. Le taux d'inflation allemand devrait atteindre 1,8 % sur l'ensemble de 2017, a-t-elle ajouté. Calculée aux normes nationales, l'inflation allemande ressort elle aussi à 1,9 % en rythme annuel après 1,7 % en décembre […].

© lefigaro.fr, 30/01/2017

© Éditions Foucher

Document 4

Comprendre le maniement du taux d'intérêt directeur

[...] Les taux d'intérêt sur le marché interbancaire servent de référence aux banques pour fixer les taux d'intérêt des crédits qu'elles accordent à leurs clients.
Mais quand une banque ne trouve pas le montant nécessaire auprès des autres banques, elle peut s'adresser à la BCE qui, dans le cadre de sa politique dite d'« open market », va lui prêter ces liquidités à un taux d'intérêt appelé « taux des opérations principales de refinancement » ou « taux directeur ». La banque doit pour cela apporter à la BCE des garanties sous la forme de titres de créances de qualité qu'elle détient. On dit qu'elle se « refinance » auprès de la Banque centrale. C'est le mode principal d'intervention de la BCE. Celle-ci a modifié son taux directeur, le taux de ces opérations principales de refinancement, à 42 reprises depuis sa création en 1999 (23 baisses et 19 hausses).
Si la BCE augmente le taux de ses opérations de refinancement, les banques vont répercuter cette hausse sur le coût des crédits qu'elles accordent. Les agents économiques vont être plus réticents à emprunter et vont alors réduire leur consommation (particuliers) ou leur production (entreprises).
Inversement, si la BCE diminue le taux de refinancement, les banques vont diminuer le taux d'intérêt de leurs crédits. Les agents économiques vont être plus enclins à emprunter et vont alors augmenter leur consommation (particuliers) ou leur production (entreprises). [...]

www.lafinancepourtous.com, 27/04/2015

© Éditions Foucher

Document 5

Comprendre les impacts d'une décision budgétaire

La Grèce est surendettée. Un fait que tout le monde connaît désormais. Mais qu'est-ce que cela signifie pour le quotidien des citoyens helléniques ? Chômage, consommation, santé… Voici quelques chiffres pour mieux comprendre la situation.

La situation économique de la Grèce est connue : une dette « insoutenable », à hauteur de plus de 170 % de son produit intérieur brut (PIB), et des finances asphyxiées par ce besoin de rembourser cette dette auprès des créanciers, Fonds monétaire international (FMI) et Union européenne (UE).

Pour contracter ces prêts, octroyés à deux reprises, une fois en 2010 et une autre en 2012, les différents gouvernements grecs ont consenti à réaliser des efforts et à prendre des mesures importantes pour rétablir ses comptes : réduction des salaires, retraites repoussées mais également des coupes budgétaires dans certains domaines, comme celui de la santé. […]

www.leparisien.fr, 09/07/2015

© Éditions Foucher

Vers le bac – Thème 9 – Corrigé

L'État a-t-il des marges de manœuvre en termes de politiques économiques ?

1. Distinguez les politiques conjoncturelles et structurelles en montrant qu'une même décision peut relever des deux à la fois.

Une politique conjoncturelle est une politique économique produisant des effets à court terme. Les principaux axes d'une politique conjoncturelle sont le niveau de la production, le niveau de l'emploi, le solde de la balance commerciale et le niveau des prix.

Une politique structurelle est une politique économique qui agit sur les fondamentaux d'un pays : la formation de sa population, son droit du travail et de la protection sociale, ses infrastructures… Ses effets sont donc à bien plus long terme.

Une décision de politique économique peut relever des deux à la fois. Par exemple, la construction d'une infrastructure comme celle de transports en commun autour de et vers Paris :

• à court terme : création et/ou maintien d'emplois dès le lancement des travaux ; cela lutte directement contre le chômage et assure une distribution de salaire d'où un soutien à la production des entreprises ;

• à long terme : cela diminue les temps de transport quotidiens qui sont peu productifs pour la population ; cela permet des déplacements plus fréquents pour les besoins d'affaires ou de tourisme, ce qui peut générer une activité économique nouvelle.

2. Présentez les motivations de la BCE dans son annonce fin 2016 de laisser inchangée sa politique monétaire et expliquez en quoi cette décision inquiète les décideurs allemands.

La BCE a décidé de maintenir inchangé son taux d'intérêt directeur à 0 %. Ce choix résulte de sa volonté de ne pas entraver la reprise économique encore fragile de la zone euro. En effet, ce taux historiquement faible permet :

• de désinciter les ménages à épargner : leurs revenus disponibles sont donc plus fortement susceptibles d'être affectés à la consommation ce qui consolide une reprise économique ;

• d'inciter les emprunteurs à contracter des crédits, ce qui finance une demande de biens et services.

L'Allemagne est réservée quant à cette décision : en effet, confrontée à un retour de l'inflation, elle est désireuse de limiter la demande de biens et services pour éviter une augmentation des prix d'équilibre. L'actuelle politique de la BCE, en soutenant la consommation, risque donc de lui générer une accélération de son inflation.

3. Montrez l'importance d'une cohérence entre la politique monétaire et la politique budgétaire.

Une politique monétaire facilitant le crédit et désincitant à l'épargne est mise en œuvre afin d'orienter les choix des agents économiques vers une plus forte consommation. Si, dans le même temps, la politique budgétaire réalise des choix de compression des revenus de transfert, voire d'augmentation des prélèvements obligatoires, le risque est que les effets espérés par la politique de taux faibles soient empêchés par la politique budgétaire : consommer plus, même avec des taux faibles, n'est pas possible quand le revenu disponible du ménage est minoré par les décisions budgétaires.

4. Rédigez une argumentation pour répondre à la question suivante : en quoi la politique budgétaire, en période de récession, génère-t-elle un dilemme pour les décideurs politiques ?

La politique budgétaire désigne les choix effectués par le pouvoir politique concernant le montant et la forme de ses recettes d'une part, et les arbitrages et les niveaux de ses dépenses d'autre part. Un État peut chercher ainsi à dégager des excédents budgétaires (recettes supérieures aux dépenses pour constituer des réserves qu'il peut placer), un équilibre budgétaire (recettes et dépenses sont égales) ou un déficit : l'insuffisance des recettes par rapport au niveau des dépenses doit alors être comblée par l'emprunt.

En période de récession, il est nécessaire de soutenir l'activité économique des agents. L'une des formes de la mise en œuvre de cette assistance est d'aider les ménages à consommer. Cette consommation assure l'écoulement des produits ce qui, en maintenant les niveaux de production, préserve l'emploi. Pour ce faire, il est nécessaire de procurer un revenu disponible aux ménages sans trop l'amputer par des impôts et taxes d'une part, voire en le confortant par des revenus de transfert d'autre part. Ces deux axes sont donc générateurs d'un déficit budgétaire.

© Éditions Foucher

Ce déficit n'est pas sans poser des problématiques aux États. Emprunter signifie tout d'abord payer des intérêts en plus du remboursement de la dette : c'est la charge de la dette. Ces dépenses supplémentaires sont autant de ressources publiques affectées à une charge financière, et non à des actions économiques et sociales. Par ailleurs, le pays membre de la zone euro doit, depuis qu'il en est candidat, respecter les critères de convergence qui limitent le déficit à 3 % du PIB et la dette à 60 % de ce même PIB. L'État a donc un second dilemme : doit-il laisser « filer » sa dette en priorisant le soutien à l'activité ou doit-il « à tout prix » respecter ses engagements destinés à le préserver d'un niveau d'endettement excessif ?

© Éditions Foucher

Quelles sont les caractéristiques des **ÉCHANGES INTERNATIONAUX** de biens et services ?

9

NOTIONS
- importations et exportations de biens et services
- mesure des échanges : balance des transactions courantes
- principaux pôles d'échange
- firmes multinationales

Justine découvre le port du Havre

Justine visite le port du Havre avec son oncle Gilles, un docker à la retraite. Elle s'étonne à la vue des nombreux engins qui s'affairent autour de bateaux gigantesques pour en décharger la cargaison.

1 **Rappelez le rôle des navires que Justine observe sur le port du Havre.**
Ces navires permettent de faire voyager des marchandises entre un pays où elles sont fabriquées et un autre où on les consomme.

2 **Expliquez pourquoi la taille des navires augmente sans cesse.**
Le volume des biens échangés entre les pays du monde augmente continuellement. Il faut donc des navires de plus en plus grands pour transporter ces marchandises.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

L'élargissement du canal de Panama

http://tinyurl.com/zqm44wt 1'23

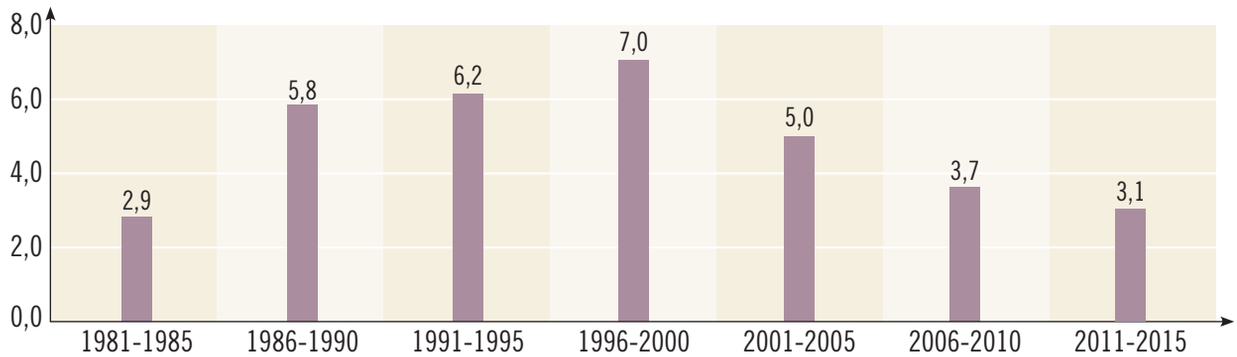
3 **Montrez quelle indication nous donne l'élargissement du canal de Panama sur l'évolution des échanges internationaux.**
Le canal de Panama est désormais plus large et plus profond. Ces travaux répondent à l'augmentation du nombre et de la taille des bateaux qui empruntent ce canal. Cette évolution du trafic maritime indique que les échanges internationaux connaissent une augmentation importante.

© Éditions Foucher

1 Les évolutions des échanges internationaux de biens et services

A La progression des échanges

DOC 1 Taux de croissance annuel moyen du commerce mondial entre 1981 et 2015



www.wto.org

1 Caractérisez les évolutions du commerce mondial entre 1981 et 2015.

Le commerce mondial n'a cessé de progresser entre 1981 et 2015. Il a augmenté de plus en plus fortement entre 1981 et 2000 mais après 2000, l'augmentation est devenue moins rapide. Ainsi, entre 2011 et 2015, les échanges n'ont progressé en moyenne que de 3,1 % par an contre 7 % par an entre 1996 et 2000.

DOC 2 La mondialisation des échanges commerciaux est à bout de souffle

En 2016, le commerce international devrait augmenter de 1,7 % seulement. Cette progression est la plus faible depuis la grande récession mondiale de 2009. Selon les experts du Fonds monétaire international, les échanges sont principalement affectés par le ralentissement de la croissance économique mondiale. De plus, le renforcement récent des mesures protectionnistes, dans ce climat de faible croissance, constitue également un frein aux échanges. Enfin, il semblerait que les entreprises aient achevé le développement de leurs chaînes transfrontalières de production *(supply chains)*. Ces chaînes ont fortement alimenté les échanges internationaux ces dernières années, en éclatant la fabrication de produits comme l'iPhone, entre des dizaines de pays, puis en faisant circuler les composants vers un autre pays afin de les assembler.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Mondialisation : l'évolution du commerce international depuis 1989

http://tinyurl.com/gqkt2dt 2'51

2 Identifiez le problème économique présenté dans le texte.

Le FMI constate un net ralentissement des échanges commerciaux dans le monde.

3 Repérez les différentes explications du ralentissement des échanges internationaux pour compléter le schéma.

- Ralentissement de la croissance économique mondiale
- Frein au commerce lié au renforcement du protectionnisme
- Fin de développement des chaînes transfrontalières de production

→ Ralentissement des échanges internationaux

© Éditions Foucher

B La diversité des flux de biens et services

DOC 3 Les exportations mondiales de marchandises

	Valeur (en Mds de $)	En % de l'ensemble des exportations		Calculs
	2015	1925	2015	
Produits agricoles	1 765	54	10	= (1 765 / 17 795) × 100
Combustibles et produits miniers	3 788	6	21	= (3 788 / 17 795) × 100
Produits manufacturés	12 242	40	69	= (12 242 / 17 795) × 100
(Dont machines et matériel de transport)	*6 112*		*34*	*= (6 112 / 17 795) × 100*
Total	17 795	100	100	

www.stat.wto.org (OMC)

4 **Illustrez chaque catégorie de marchandise par un exemple.**

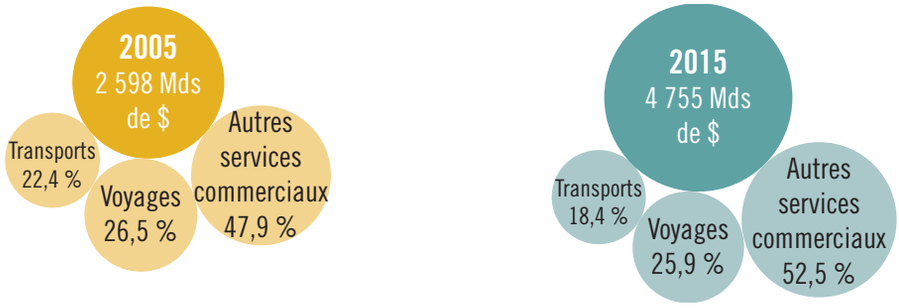
Produits agricoles	Combustibles	Produits manufacturés	Machines et matériels de transport
céréales, fruits	pétrole, gaz	vêtements, médicaments, ordinateurs	automobiles, ordinateurs

5 **Calculez dans le tableau la part de chaque catégorie de marchandises en 2015.**

6 **Caractérisez la structure actuelle des exportations mondiales de marchandises puis son évolution depuis 1925.**

Structure actuelle	Évolution
Principalement composées de produits manufacturés (69 %), en particulier de machines et matériels de transport (34 %).	Baisse des échanges de produits agricoles (54 % à 10 %). Progression forte des produits manufacturés (40 à 69 %).

DOC 4 Le commerce mondial des services commerciaux



www.stat.wto.org (OMC)

7 **Comparez la valeur des échanges de services commerciaux (doc 4) à celle des échanges de marchandises en 2015 (doc 3).**
La valeur des échanges de marchandises est presque quatre fois plus élevée celle des échanges de services.

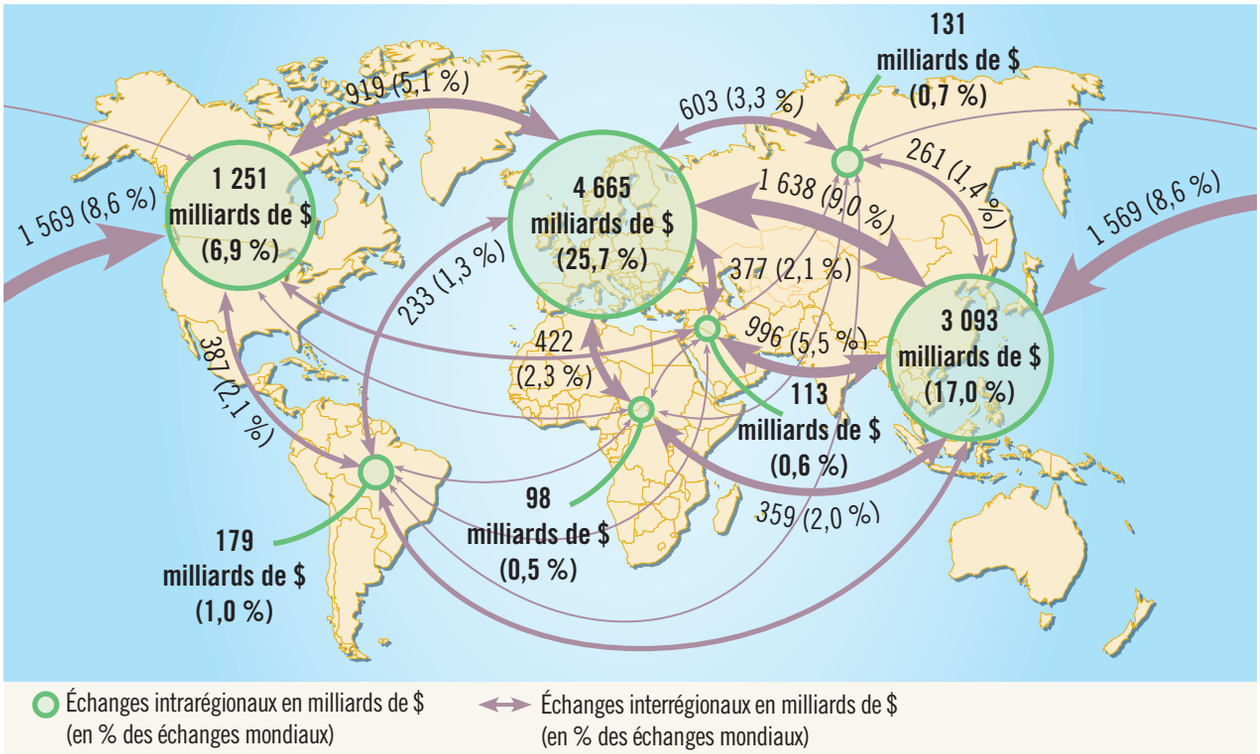
8 **Calculez puis commentez le taux d'évolution du commerce mondial de services commerciaux entre 2005 et 2015.** (4 755 – 2 598) / 2 598) × 100 = 83 %. Les échanges de services commerciaux ont augmenté de 83 % entre 2005 et 2015, ils ont donc été presque multipliés par deux.

9 **Appréciez les évolutions des différentes catégories de services commerciaux entre 2005 et 2015.**
La part des voyages (¼ des échanges de services commerciaux) baisse légèrement (– 1,4 point), et celle des transports (18,4 %) a nettement diminué (– 4 points) au profit des autres services commerciaux.

© Éditions Foucher

C La géographie des échanges de biens et services

DOC 5 Le commerce mondial de marchandises en 2014



Note : La valeur des flux interrégionaux qui représentent moins de 1 % des échanges n'est pas précisée sur ce schéma.

© Foucher, données OMC

10 Distinguez les échanges intrarégionaux et les échanges interrégionaux.

Les échanges intrarégionaux sont réalisés entre pays appartenant à une même région (ex. : l'Europe) alors que les échanges interrégionaux s'appliquent aux échanges entre pays appartenant à des régions différentes (ex. : entre l'Europe et l'Asie).

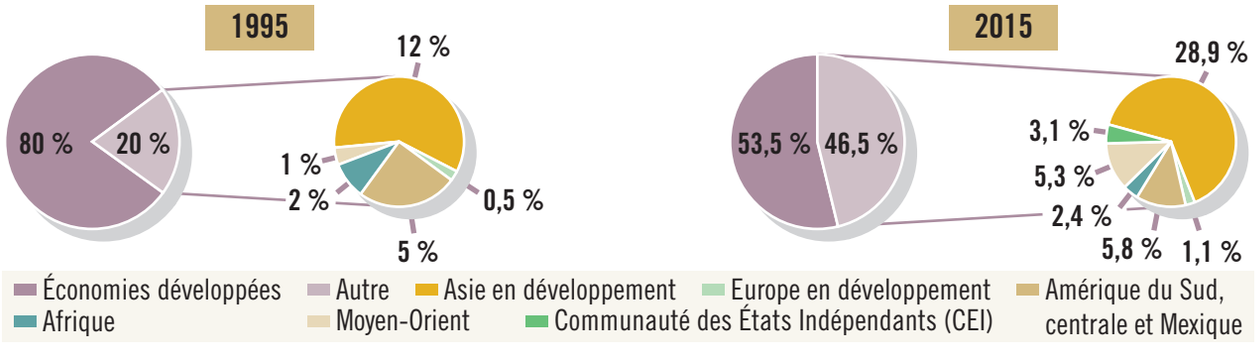
11 Classez sur le podium les trois flux d'échanges les plus importants.

12 Cochez la bonne case.

Affirmations	Vrai	Faux
Les échanges les plus importants sont interrégionaux.		×
Les échanges entre pays sont répartis de manière équilibrée.		×
L'Afrique est un acteur important du commerce mondial.		×
Les échanges entre l'Asie et le Moyen-Orient représentent plus de 5 % des échanges internationaux.	×	
L'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord représentent 2/3 des échanges internationaux.	×	

© Éditions Foucher

DOC 6 La répartition des exportations mondiales de marchandises



www.wto.org

13 Commentez l'évolution de la répartition des exportations mondiales de marchandises entre 1995 et 2015.

La part des économies développées dans les exportations mondiales de marchandises a diminué (80 % à 53,5 %) au profit des économies émergentes et en développement (20 % à 46,5 %).

Au sein de ces économies émergentes et en développement, la part de l'Asie augmente le plus fortement (12 % à 28,9 %).

DOC 7 BRIC, la fin d'un acronyme

Depuis l'invention de l'acronyme BRIC […] pour désigner cet ensemble de pays émergents à fort potentiel de croissance, que de chemin parcouru pour le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine… Ces pays pesaient environ 21,5 % du PIB mondial en 2014 (PIB courant en dollars), contre moins de 8 % en 2000 […]. Les BRIC ont progressivement remplacé les anciennes locomotives économiques (États-Unis, Japon, Europe) […]. Ensemble, ils ont ainsi contribué à environ 1/3 de la croissance mondiale entre 2000 et 2010 […]. Aujourd'hui, les BRIC […] déçoivent : la Chine a enregistré une croissance annuelle de 6,9 % pour l'année 2015, la plus faible depuis près de 25 ans ! […] De leur côté, le Brésil (– 3,8 %) et la Russie (– 3,7 %) s'enfoncent dans la récession […]. Seule l'Inde (7,3 %) affiche un dynamisme supérieur à l'ensemble de ses partenaires d'acronyme.

Emmanuel Hache, www.iris-france.org, 06/06/2016

14 Expliquez le sens de l'acronyme BRIC.

L'acronyme BRIC représente un groupe de quatre pays émergents (Brésil, Russie, Inde et Chine) qui ont connu une croissance importante dans les années 2000.

15 Complétez le schéma pour apprécier l'impact des évolutions économiques récentes des BRIC sur les échanges internationaux.

Les BRIC dans l'économie mondiale depuis 2000

Part dans le PIB mondial : de 8 % en 2000 à 21,5 % en 2014

Contribution à la croissance mondiale : 1/3 entre 2000 et 2010

+

La croissance économique récente des BRIC

Brésil et Russie : récession (– 3,8 % et – 3,7 %)

Chine : la plus faible depuis 25 ans (+ 6,9 %)

Inde : croissance relativement forte (+ 7,3 %)

Impact des évolutions économiques récentes des BRIC sur les échanges internationaux

Réduction de leurs exportations et de leurs importations, donc baisse de la croissance mondiale et des échanges internationaux

© Éditions Foucher

2 La mesure des échanges internationaux

A Le compte des transactions courantes

DOC 8 Les flux mesurés par le compte des transactions courantes

Les échanges entre la France et les autres pays peuvent prendre des formes multiples. Ainsi, la France importe du pétrole et exporte des céréales, mais elle échange également des services financiers ou des services de transport avec le reste du monde. Dans certains cas, ces échanges peuvent porter sur des revenus, comme les intérêts, les dividendes ou les loyers. Enfin, il peut s'agir de transfert d'argent comme lorsque la France verse sa contribution au budget européen.

Le compte des transactions courantes de la France permet de mesurer ces échanges avec le reste du monde. Il calcule la différence (appelée solde) entre les exportations et les importations. Lorsque les exportations dépassent les importations, le solde est excédentaire, sinon il est déficitaire. Le compte des transactions courantes distingue quatre catégories de flux : les flux de biens, les flux de services, les flux de revenus primaires (revenus des facteurs de production) et les flux de revenus secondaires (contreparties de biens, services ou capitaux exportés ou importés gratuitement).

L'addition des soldes de ces quatre catégories permet de déterminer le solde du compte des transactions courantes. Il reflète la capacité d'une économie nationale à équilibrer ses échanges avec le reste du monde. Un déficit durable des transactions courantes se traduit par un accroissement de la dépendance financière vis-à-vis de l'étranger. L'accumulation d'excédents se traduit, à l'inverse, par une position extérieure créditrice.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

La balance des paiements

http://tinyurl.com/hry3kpa 5'24

1 **Relevez, dans le texte, différents exemples d'échange et associez-les à une catégorie de flux.**

Flux de biens	Flux de services	Flux de revenus primaires	Flux de revenus secondaires
• Pétrole	• Transports	• Intérêts	• Contribution au budget européen
• Céréales	• Services financiers	• Dividendes	
		• Loyers	

2 **Associez chaque solde à l'élément de droite qui permet d'en donner la bonne interprétation.**

Solde déficitaire pour les biens

Solde excédentaire du compte des transactions courantes

1. La valeur des importations de biens d'un pays est plus importante que la valeur de ses exportations.
2. La valeur des exportations de biens d'un pays est plus importante que la valeur de ses importations.
3. Un pays a globalement plus importé qu'exporté au cours d'une année.
4. Un pays a globalement plus exporté qu'importé au cours d'une année.

3 **Expliquez comment un pays finance un solde déficitaire de son compte des transactions courantes.**

Un déficit du compte des transactions courantes signifie qu'un pays a davantage acheté que vendu à l'étranger, ce pays doit alors emprunter de l'argent à l'étranger pour payer ses importations et financer ce déséquilibre.

© Éditions Foucher

B L'ouverture économique de la France

DOC 9 Le compte des transactions courantes de la France en 2015

(en milliards d'euros)	Recettes	Dépenses	Solde	Excédent ou déficit
Transactions courantes	852,7	857,0	– 4,3	Déficit
Biens	460,7	484,7	– 24,0	Déficit
Services	217,8	209,0	8,8	Excédent
Revenus primaires	157,1	105,1	52,0	Excédent
Revenus secondaires	17,1	58,2	– 41,1	Déficit

www.banque-france.fr

4 **Trouvez deux manières différentes de calculer le montant du solde du compte des transactions courantes de la France pour 2015.** 1. Différence entre les recettes et les dépenses : 852,7 – 857 = – 4,3 ; 2. Cumul des soldes des quatre catégories : – 24 + 8,8 + 52 – 41,1 = – 4,3

5 **Complétez la dernière colonne du tableau.**

6 **Appréciez le solde du compte des transactions courantes de la France en 2015 et précisez les conséquences de cette situation.** Le compte des transactions courantes est déficitaire en 2015 ce qui induit un accroissement de la dépendance financière vis-à-vis de l'étranger.

DOC 10 Les forces et les faiblesses du commerce extérieur français

La France s'appuie dans les échanges internationaux sur certains secteurs où elle excelle. Ainsi, elle dégage son principal excédent avec le secteur aéronautique et spatial (+ 24 Mds). Sa position est aussi très favorable dans le secteur chimie, parfums et cosmétiques (+ 10,8 Mds) ainsi que dans le secteur des produits agricoles et alimentaires (+ 9,1 Mds), sans oublier celui du luxe où les produits français sont reconnus dans le monde entier. Malgré de tels succès, la France conaît depuis de nombreuses années un déficit sur l'ensemble de ses échanges de biens. Celui-ci s'explique par un déficit important de quelques secteurs comme l'énergie (– 55 Mds, soit 75 % de l'ensemble des déficits) et les produits industriels. La situation des échanges de biens s'améliore cependant, passant d'un solde de – 60 Mds en 2011 à – 24 Mds en 2015.
Dans le secteur des services, la France affiche des excédents solides, en particulier grâce au tourisme (+ 7 Mds). On observe depuis 2011 une lente érosion de l'excédent du solde des échanges de service, passé de 20 Mds en 2011 à moins de 10 Mds en 2015.

© Foucher

7 **Complétez le tableau des forces et des faiblesses du commerce extérieur français.**

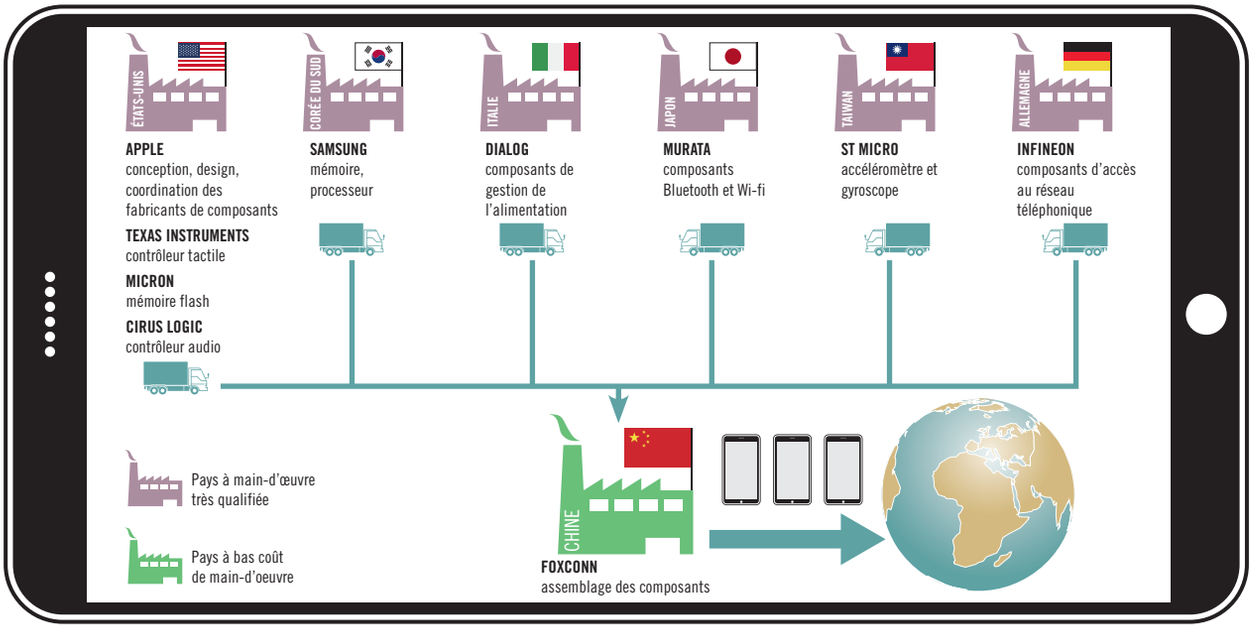
	Forces	Faiblesses
Biens	Solde fortement excédentaire dans certains secteurs (aéronautique, chimie, agriculture, luxe) Amélioration progressive du solde des biens depuis 2011 (– 60 à – 24 Mds d'€)	Quelques secteurs très déficitaires, l'énergie en particulier (75 % du déficit du commerce extérieur à lui seul) Solde des biens déficitaire depuis plusieurs années
Services	Solde durablement excédentaire Excédent important pour le tourisme	Dégradation progressive du solde passant de 20 Mds (2011) à moins de 10 Mds (2015)

© Éditions Foucher

3 La contribution des FMN aux échanges internationaux

A Les stratégies des firmes multinationales

DOC 11 La chaîne de fabrication transfrontalière de l'iPhone 6 d'Apple



© Foucher

1 **Identifiez les différents pays contribuant à la fabrication d'un iPhone en distinguant la conception du produit, la fabrication de composants et les opérations d'assemblage.**

Conception	Composants	Assemblage
États-Unis	États-Unis, Corée du Sud, Italie, Japon, Allemagne, Taiwan	Chine

2 **Justifiez le choix de cette chaîne de fabrication.**

Apple fait réaliser chaque composant, ou opération d'assemblage de l'iPhone, dans le pays où cela est le plus rentable et/ou en fonction de la qualification de la main-d'œuvre (conception et fabrication des composants dans les pays développés, assemblage dans les pays où la main-d'œuvre est moins onéreuse).

DOC 12 Les firmes multinationales

Une firme multinationale (FMN) est une entreprise qui a une participation significative dans le capital d'entreprises étrangères qui deviennent ses filiales. Cette participation, qualifiée d'investissement direct à l'étranger (IDE), doit être au moins égale à 10 % du capital.
Ces filiales permettent à la FMN de produire ou de commercialiser hors de son territoire d'origine. La circulation de marchandises, de composants ou de produits en cours de fabrication entre filiales localisées dans différents pays est appelée échanges intrafirmes.

© Foucher

3 **Indiquez comment les IDE permettent de caractériser une FMN.**

Les IDE représentent la participation d'une entreprise dans le capital d'une filiale à l'étranger. Lorsque cette participation est d'au moins 10 % du capital, l'entreprise sera qualifiée de FMN.

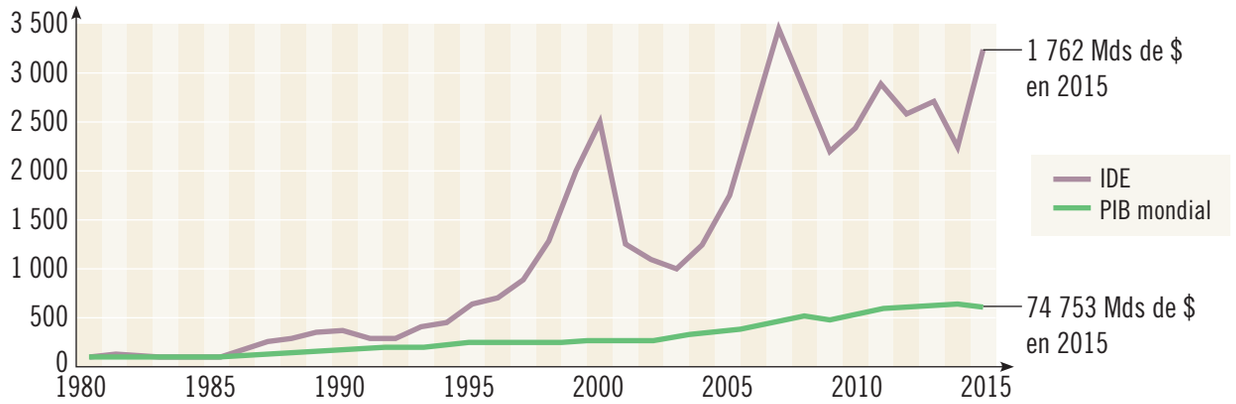
4 **Donnez deux exemples de firmes multinationales.**

Apple, Mac Donald's, Adidas, Microsoft, Nestlé, Volkswagen...

© Éditions Foucher

B La place des firmes multinationales dans les échanges internationaux

DOC 13 La progression des IDE et du PIB mondial (base 100 en 1980)

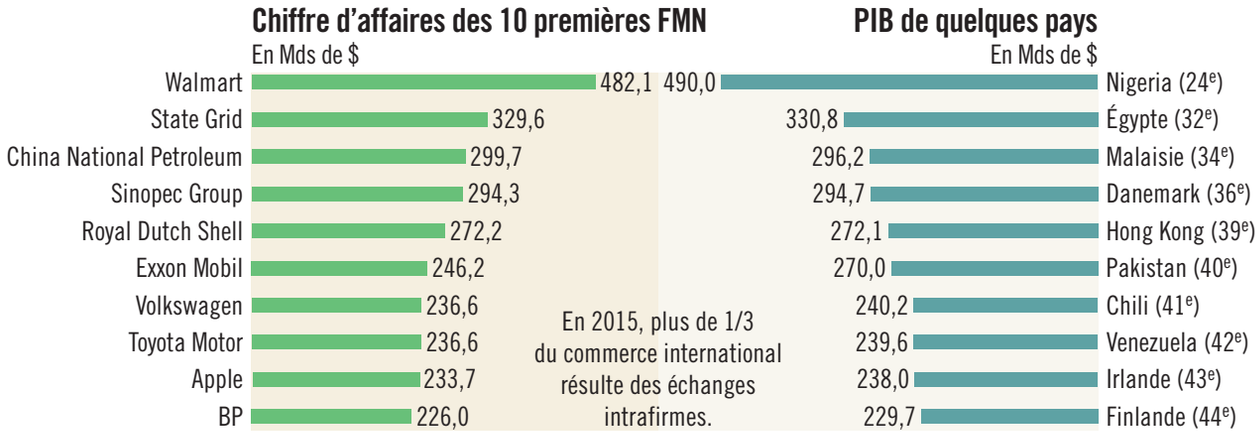


www.unctadstat.unctad.org

5 **Identifiez les principales évolutions des IDE entre 1980 et 2015.**
Les IDE ont progressé de manière importante mais irrégulière entre 1980 et 2015 : augmentations importantes jusqu'en 2000 puis entre 2004 et 2007, ainsi que deux diminutions entre 2000 et 2004 puis entre 2007 et 2009. En 2015, la valeur des IDE est 300 fois supérieure à celle de 1980.

6 **Comparez l'évolution et les montants des IDE et du PIB mondial.** Les IDE évoluent plus rapidement mais de manière moins régulière que le PIB mondial. Les IDE ont été multipliés par 300 depuis 1980 alors que le PIB mondial n'a été multiplié que par 60. Toutefois, la valeur des IDE reste faible comparée à celle du PIB mondial : 1 762 Mds d'IDE contre un PIB mondial de 74 753 Mds (soit 2,4 %).

DOC 14 Activité économique des firmes multinationales et de quelques pays en 2015



© Foucher

7 **Comparez le chiffre d'affaires des FMN avec le PIB de quelques pays.** Le CA de Walmart est équivalent au PIB du Nigéria, 24e pays au classement mondial. Le CA des 10 premières FMN est énorme, il correspond aux PIB cumulés de 10 pays classés entre le 24e et le 44e rang mondial au niveau du PIB.

8 **Caractérisez la place des FMN dans les échanges internationaux.** Les FMN échangent des produits avec leurs filiales à l'étranger. En 2015, ces échanges intrafirmes représentent 1/3 du commerce international. Le rôle des FMN dans les échanges internationaux est donc très important.

© Éditions Foucher

Synthèse

MOTS-CLÉS

Compte des transactions courantes : compte qui permet de mesurer les échanges entre la France et le reste du monde.
FMN : entreprise qui a une participation significative dans le capital d'entreprises étrangères afin de produire ou de commercialiser hors de son territoire d'origine.
IDE : investissement réalisé par une entreprise pour prendre le contrôle d'une autre entreprise à l'étranger, celle-ci devenant sa filiale.
Solde excédentaire (déficitaire) : solde d'un compte pour lequel le montant des exportations dépasse celui des importations (pour lequel le montant des importations dépasse celui des exportations).

1 Les évolutions des échanges internationaux de biens et services

Échanges internationaux de biens et services

- **Progression des échanges**
  - Depuis 1985 : croissance importante
  - Depuis 2015 : ralentissement
- **Diversité des flux de biens et de services**
  - Principaux flux : produits manufacturés
  - En hausse : services dont voyages
- **Géographie des échanges**
  - Flux dominants : flux intrarégionaux (Europe, Asie et Amérique du Nord)
  - Rôle des pays émergents : en hausse depuis 1995 mais ralentissement

2 La mesure des échanges internationaux

Mesure des échanges internationaux

- **Outil de mesure des échanges**
  - Outil utilisé en France : compte des transactions courantes
  - Composantes du compte : biens, services, revenus primaires et revenus secondaires
- **Échanges de la France**
  - Solde des échanges : déficitaire
  - Point fort/point faible : services/biens

3 La contribution des FMN aux échanges internationaux

Firmes multinationales

- Stratégies
  - Réaliser des IDE dans des filiales à l'étranger pour y produire et commercialiser
- Part dans les échanges
  - IDE en forte augmentation
  - Échanges intrafirmes = 1/3 du commerce mondial

© Éditions Foucher

TESTEZ-VOUS !

1 Chassez l'intrus dans chaque liste et justifiez.

A. biens – services – ~~biens primaires~~ – revenus secondaires
Les biens primaires ne sont pas une composante du compte des transactions courantes.

B. FMN – ~~solde déficitaire~~ – IDE – commerce intrafirme
Le solde déficitaire n'est pas un terme associé aux firmes multinationales.

C. Chine – Brésil – Inde – ~~Mexique~~ – Russie
Le Mexique ne fait pas partie des BRIC.

D. ~~concurrence~~ – mesure des échanges – compte des transactions courantes – solde excédentaire
La concurrence n'est pas un terme associé à la mesure des échanges.

E. échanges intrarégionaux – ~~inflation~~ – exportation – mondialisation
L'inflation n'est pas un terme associé à l'internationalisation des échanges.

2 Classez les éléments ci-dessous du bon côté de la balance en veillant à mettre le même nombre d'éléments de chaque côté.

A. Part des transports dans les échanges de services depuis 1950

B. Part des BRIC dans le PIB mondial

C. IDE entre 2007 et 2009

D. Solde des services de la France depuis 2012

E. Taux de croissance du commerce mondial en 2016

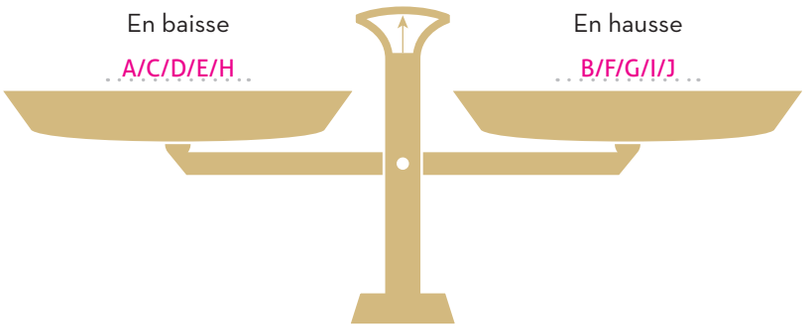
F. Part des machines et matériels de transports dans les exportations de marchandises depuis 1950

G. Valeur des IDE entre 1980 et 2015

H. Taux de croissance de la Chine en 2015

I. Solde des transactions courantes de la France depuis 2012

J. Part des voyages dans les échanges de services



© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

Comment la relocalisation devient une opportunité pour les entreprises

De Solex à Rossignol, des entreprises françaises, certes encore peu nombreuses, font le choix de relocaliser tout ou partie de leur activité en France [...]. Si l'heure n'est pas au retour en masse des entreprises qui ont délocalisé, « la réindustrialisation de la France passe plutôt, aujourd'hui, par une politique d'achat en France et en Europe, par la volonté de trouver des fournisseurs locaux », souligne Damien Forterre, enseignant-chercheur en stratégie d'entreprise [...]. Les secteurs concernés ? « Le textile pourrait l'être car c'est non seulement un secteur fortement délocalisé, mais qui aujourd'hui voit émerger un véritable intérêt des consommateurs pour l'équitable, le local, etc. », estime Damien Forterre [...].

Car relocaliser représente avant tout un atout en termes d'image, de notoriété. Mais la dimension purement économique n'est heureusement pas non plus à négliger : « D'un point de vue logistique, relocaliser est un plus, souligne Damien Forterre. Réduire ses coûts logistiques, les contraintes liées aux délais de livraison, est un vrai avantage. De même, travailler localement est plus simple d'un point de vue culturel, législatif. [...] Enfin, produire dans des pays émergents peut avoir des conséquences non négligeables en terme de coûts liés au taux de change. Au Brésil, le real a varié de 33 % entre 2012 et 2014 ! »

Au regard de ces avantages, produire en France aurait donc de sérieux atouts pour les entreprises qui se rapprochent ainsi de leurs fournisseurs, de leurs partenaires, de leurs clients. Oui, mais... les freins sont encore nombreux. Le premier d'entre eux reste bien évidemment le coût du travail. « De même, il ne faut pas oublier que de nombreuses entreprises ont choisi de se délocaliser afin de trouver des relais de croissance à l'étranger, lance Damien Forterre. Produire en Inde, par exemple, permet de pénétrer ce marché colossal et d'acquérir une première notoriété. » Le retour en France, dans ces conditions, est donc loin des objectifs stratégiques de certaines entreprises.

[...] Suite à la vague de délocalisation, et de désindustrialisation, une des conséquences a souvent été une perte de savoir-faire ou même tout simplement de capacité de production. Ainsi, la jeune créatrice de Lapiglove, un gant démaquillant innovant, s'est trouvée confrontée à un véritable casse-tête à l'heure de trouver des partenaires. La microfibre utilisée pour les produits de la jeune entreprise lui est fournie par son atelier de confection (situé dans les Vosges), mais elle est tissée en Italie. « Il faut savoir que – malheureusement – plus aucun tissage n'est fait en France, même les éponges utilisées pour la confection du linge de toilette sont faites à l'étranger », déplore Karen Giguel. [...]

Valérie Talmon, Les Échos, 21/05/2015

LE DÉCLIC

- Identifiez les arguments favorables et défavorables en les surlignant avec des couleurs différentes.
- Présentez les atouts et les freins en utilisant un tableau qui permet d'avoir une vision synthétique et de confronter les arguments entre eux.

1 **Expliquez en quoi consiste la relocalisation des entreprises.**

2 **Montrez l'impact que pourraient avoir ces relocalisations sur les échanges mondiaux de biens et de services.**

3 **Présentez les atouts et les freins à la relocalisation pour une entreprise.**

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Comment la relocalisation devient une opportunité pour les entreprises

1. Expliquez en quoi consiste la relocalisation des entreprises.
Pour des entreprises françaises, la relocalisation consiste à réimplanter en France une partie de l'activité de production qui avait été délocalisée dans un autre pays.

2. Montrez l'impact que pourraient avoir ces relocalisations sur les échanges mondiaux de biens et de services.
La relocalisation réduit les échanges puisque les achats de matières et composants se font prioritairement au niveau local et que les produits sont fabriqués au plus près des marchés où ils sont consommés.

3. Présentez les atouts et les freins à la relocalisation pour une entreprise.
La relocalisation permet de réduire les coûts logistiques et de réduire les délais de livraison. Elle évite également la perte de savoir-faire. Cependant, la délocalisation n'est possible que si certains coûts, comme celui du travail, ne sont pas significativement plus importants sur le territoire national qu'à l'étranger. Par ailleurs, la délocalisation est parfois indispensable aux entreprises souhaitant pénétrer de nouveaux marchés et faire connaître leur marque à l'étranger.

© Éditions Foucher

9 Quelles sont les caractéristiques des échanges internationaux de biens et services ?

1. Les évolutions des échanges internationaux de biens et services

A. La progression des échanges

Depuis le début des années 1980, le commerce mondial a fortement progressé. La croissance annuelle des échanges a accéléré jusqu'en 2000 où elle a atteint un pic à 7 % par an. À partir de 2000, les échanges ont continué à progresser mais à un rythme moins élevé pour atteindre une augmentation de 1,7 % seulement en 2016.

C'est principalement la baisse de la croissance mondiale qui explique ce ralentissement des échanges. Celle-ci induit par ailleurs une multiplication des mesures protectionnistes qui constituent également un frein aux échanges. Enfin, l'arrivée à maturité des chaînes transfrontalières de production, qui ont largement contribué à la hausse des échanges depuis 1980, apporte un éclairage complémentaire sur cet essoufflement important de la mondialisation.

B. La diversité des flux de biens et services

En 2015, on échange quatre fois plus de marchandises que de services. Néanmoins, la part des services dans les échanges internationaux tend à augmenter au fil des années.

Au sein des échanges de marchandises, la part des produits agricoles est de plus en plus faible, passant de 54 % en 1925 à seulement 10 % des échanges en 2015. Ce sont les échanges de combustibles, mais surtout les échanges de marchandises, qui sont devenus les principaux objets des échanges internationaux. Pour la première catégorie, sa part est passée de 6 à 21 % des échanges entre 1925 et 2015. Pour la seconde catégorie, celle-ci est passée de 40 % à 69 %, en raison de l'essor des échanges de machines et matériels de transports (34 % du total des échanges internationaux en 2015).

En ce qui concerne les échanges de services, les transports et les voyages en représentent la majeure partie (plus de 40 % des échanges de services à eux deux). Toutefois, la part des autres services commerciaux progresse, les services aux entreprises par exemple.

C. La géographie des échanges de biens et services

Le commerce mondial de marchandises est fortement polarisé. En effet, il est majoritairement concentré entre quelques acteurs : l'Union européenne, l'Asie et l'Amérique du Nord.

Les principaux flux commerciaux concernent les échanges intrarégionaux entre pays de l'UE (plus de 25 % des échanges mondiaux en 2014) et entre pays de l'Asie (17 %). Les principaux échanges interrégionaux sont ceux réalisés entre l'UE et l'Asie (9 %). Les autres régions du monde, hormis l'Amérique du Nord, regroupent des acteurs minoritaires dans les échanges internationaux, en particulier en Amérique du Sud, mais surtout en Afrique.

Parmi ces pays qui concentrent la majeure partie des échanges internationaux, on constate cependant des changements importants. En effet, la part des économies développées dans les échanges a fortement diminué ces vingt dernières années, passant de 80 % des échanges en 1995 à moins de 54 % en 2015. Ce sont les économies émergentes qui ont vu leurs poids s'accroître dans les échanges internationaux pendant cette période, en particulier des pays d'Asie. Les principaux pays concernés par cet essor des échanges sont qualifiés de BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Ces pays, dont le poids démographique est important, représentent désormais une large part du PIB mondial et sont les principaux responsables de la croissance des échanges depuis 2000. Cependant, ces pays sont eux aussi affectés par le ralentissement de la croissance mondiale et des difficultés économiques internes. Il est probable qu'ils ne puissent continuer à jouer le rôle de locomotive des échanges dans les décennies à venir.

© Éditions Foucher

2. La mesure des échanges internationaux

A. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes mesure les échanges entre les résidents de la France et les non-résidents. Il constitue le principal élément de la balance des paiements. Ce compte calcule le solde des échanges entre les exportations et les importations. Celui-ci peut être excédentaire – ce qui place la France en capacité de financement par rapport au reste du monde – ou déficitaire, ce qui contraint la France à se financer à l'étranger.

Le compte des transactions courantes distingue les soldes de quatre catégories : les biens, les services, les revenus primaires (revenus des facteurs de production) et les revenus secondaires (contreparties de biens, services ou capitaux exportés ou importés gratuitement).

B. L'ouverture économique de la France

La France accuse en 2015 un déficit de 4,3 milliards d'euros de son compte des transactions courantes. Principalement, le léger excédent du solde des services (+ 8,8 Mds) ne compense pas le solde des biens qui est largement déficitaire (-24 Mds).

Ce déficit du commerce extérieur français n'est pas récent. Il traduit depuis de nombreuses années les forces et les faiblesses du commerce extérieur français. Si dans certains secteurs, les entreprises françaises excellent à l'international (aéronautique, chimie, agriculture, luxe, tourisme), il existe d'autres secteurs où la France dégage d'importants déficits comme l'énergie (importation de pétrole et de carburant) et les produits industriels.

3. La contribution des FMN aux échanges internationaux

A. Les stratégies des firmes multinationales

On désigne par le sigle FMN (firmes multinationales) les entreprises qui ont une participation significative dans le capital d'entreprises étrangères qui deviennent ses filiales. Cette participation, qualifiée d'investissement direct à l'étranger (IDE), doit être au moins égale à 10 % du capital. Ces firmes multinationales produisent ou commercialisent hors de leur territoire d'origine.

Ces dernières années, les FMN ont mis en place des chaînes transfrontalières de production qui traduisent une division internationale des processus productifs. Ainsi, les FMN confient une partie de leur production à des pays à main-d'œuvre qualifiée ou à des pays à bas coût de main-d'œuvre en fonction de l'étape du processus de fabrication à réaliser. La circulation de marchandises, de composants ou de produits en cours de fabrication entre ces filiales localisées dans différents pays est appelée échanges intrafirmes.

B. La place des firmes multinationales dans les échanges internationaux

Les IDE des entreprises sont irréguliers mais ont largement progressé depuis 1980, à un rythme plus soutenu que le PIB mondial. Les IDE mondiaux étaient estimés à plus de 1 700 Mds de dollars en 2015 (contre plus de 74 000 Mds pour le PIB mondial).

Les principales FMN ont une activité très importante avec un chiffre d'affaires parfois équivalent au PIB d'un pays. Ainsi, le chiffre d'affaires de Walmart, la plus importante FMN, équivaut par exemple au PIB du Nigéria, le 24e au niveau mondial.

© Éditions Foucher

Les pays ont-ils intérêt à **ÉCHANGER LIBREMENT** entre eux ?

10

NOTIONS
- libre-échange
- pratiques protectionnistes et justifications
- régionalisation des échanges

Guilhem, fan des Pokémon et de la mondialisation

Julien et Guilhem sont deux frères âgés de 12 et 14 ans. Le premier adore voyager et le second est un inconditionnel du jeu Pokémon. Il possède des centaines de cartes, rangées avec précaution dans un immense classeur. Il a récemment commandé de nouvelles cartes sur Internet.

1 **Identifiez les avantages, pour Guilhem, d'acheter ses cartes à l'étranger.**

En achetant des cartes à l'étranger, il a plus de choix qu'en France où certaines d'entre elles sont rares voire indisponibles. Il est aussi possible qu'il puisse se procurer des cartes à l'étranger pour un tarif inférieur à celui pratiqué en France.

2 **Présentez les principaux risques que court Guilhem en achetant des produits à l'étranger.**

Acheter à l'étranger comporte des risques, en particulier celui de recevoir un produit non conforme à la commande, un produit contrefait, voire un produit dangereux qui ne respecte pas les normes françaises ou européennes (exemple de l'encre toxique pour ces cartes).

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Protectionnisme européen contre le photovoltaïque chinois

http://tinyurl.com/hotrdeb 2'39

3 **Repérez les avantages et les inconvénients de la vente en Europe de produits fabriqués en Chine.**

Les produits chinois permettent aux entreprises et aux consommateurs français de s'approvisionner à moindre coût par rapport à des produits équivalents fabriqués en Europe. Toutefois, ce prix réduit pose la question de la qualité des produits. Dans le cas des panneaux photovoltaïques, il s'explique par des subventions versées aux fabricants par le gouvernement chinois. Il s'agit d'une forme de concurrence déloyale vis-à-vis des fabricants européens.

© Éditions Foucher

1 Les fondements du libre-échange

A La nécessité des échanges internationaux

DOC 1 Origine du miel consommé en France entre 1995 et 2016

La consommation de miel est relativement stable en France et s'élève à un niveau légèrement supérieur à 40 000 tonnes chaque année.

	1995	2010	2012	2014	2016 (estimations)
Production nationale	32 000	18 330	16 000	11 100	8 000
Importations	11 506	25 540	25 838	34 421	35 000

(en tonnes)

© Foucher

1 Commentez l'évolution de la production nationale de miel entre 1995 et 2016.

La production nationale de miel ne cesse de diminuer. Elle a été divisée par quatre en 20 ans.

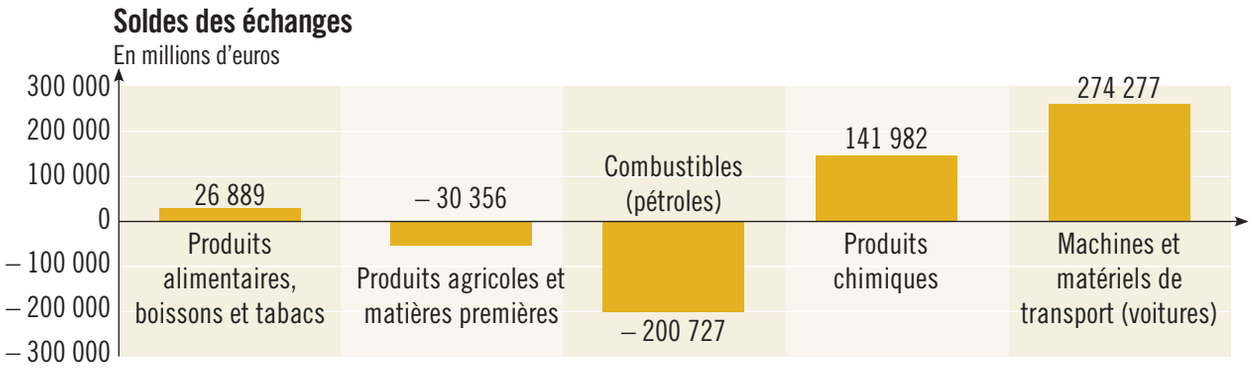
2 Appréciez l'évolution de la part de la production nationale dans la consommation de miel en France entre 1995 et 2016.

En 1995, la production nationale ne satisfait que 73 % de la consommation. Ce pourcentage diminue d'année en année. En 2016, la production nationale représente seulement 20 % de la consommation nationale.

3 Montrez l'intérêt des importations sur le marché français du miel.

Ce sont les importations de miel qui permettent de satisfaire la demande de miel en France. Le volume de ces importations a été multiplié par trois en 20 ans.

DOC 2 Soldes des échanges de l'UE pour quelques produits en 2015

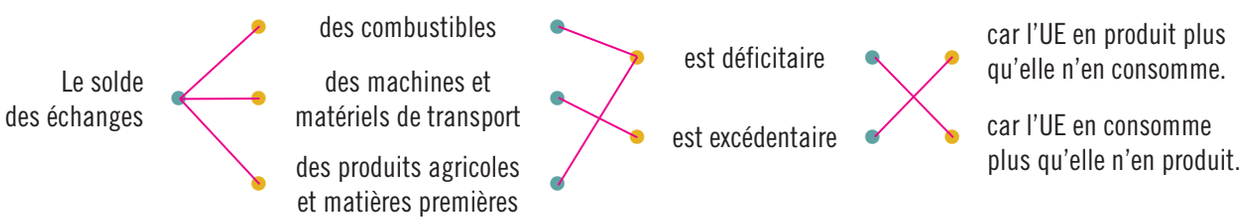


www.ec.europa.eu

4 Rappelez la signification d'un solde des échanges.

Le solde des échanges mesure, pour un pays et une catégorie de produit, la différence entre la valeur de ses exportations et celle de ses importations.

5 Reliez les éléments pour former des phrases expliquant le solde des échanges de certaines catégories de produits.



© Éditions Foucher

B Les arguments en faveur du libre-échange

DOC 3 Un consommateur français a-t-il intérêt à acheter à l'étranger ?

- Achat d'une Apple Watch (tarifs au 01/11/2016)
Amazon.fr (France) : 386 €
Amazon.de (Allemagne) : 349 €
- Achat d'une voiture
Marques fabriquées en France : Peugeot, Renault, Citroën, Toyota
Marques fabriquées en Allemagne : Audi, Mercedes, Volkswagen
- Visite du Palais de Buckingham à Londres
Produit non disponible en France
Ouvert tous les jours à Londres de 09 h 30 à 18 h 30 (tarif adulte : 24,50 €)

© Foucher

6 Identifiez les avantages du libre-échange pour les consommateurs français dans les trois cas proposés.

L'Apple Watch est moins chère en Allemagne qu'en France ; une voiture fabriquée en Allemagne est de marque différente et d'un niveau de qualité différent par rapport à une voiture fabriquée en France ; le Palais de Buckingham se visite à Londres car ce produit n'existe pas en France.

7 Donnez trois exemples de produits français que des consommateurs étrangers pourraient avoir intérêt à acheter.

Nom du produit	Intérêt à acheter ce produit en France plutôt que dans un autre pays
Quelques exemples : produits de luxe, parfums, fromages, produits pharmaceutiques, avions, tourisme…	Justifications possibles : – image de marque, qualité ; – n'existe pas ailleurs ; – compétitivité-prix (exemples rares pour la France).

DOC 4 Les entreprises peuvent tirer profit du libre-échange

Les entreprises et les enseignes de distribution françaises sont de plus en plus nombreuses à utiliser ou vendre des produits bio. Pour s'approvisionner, elles les achètent de plus en plus souvent dans des pays étrangers où les coûts de production sont plus faibles qu'en France.	Nutella est une marque de pâte à tartiner à la noisette et au cacao créée en 1964 par le groupe italien Ferrero. Le principal fournisseur de noisettes de Ferrero est la Turquie, qui concentre près de 80 % de la production mondiale et propose des produits de très bonne qualité.	En raison de l'ouverture aux échanges de l'Iran depuis 2014, le marché des produits cosmétiques dans ce pays pourrait tripler d'ici 2019. De grands groupes, comme l'Oréal ou Procter et Gamble, cherchent à s'implanter sur ce marché pour y vendre leurs produits.

© Foucher

8 Identifiez trois arguments en faveur du libre-échange pour les entreprises.

Entreprises distribuant des produits bio	S'approvisionner moins cher à l'étranger et économiser sur les coûts de production
Nutella	Trouver à l'étranger des matières premières de meilleure qualité, voire qui n'existent pas sur le territoire national
L'Oréal ou Procter et Gamble	Élargir leur marché et augmenter leurs ventes en ayant accès à de nouveaux clients

© Éditions Foucher

2 Des limites du libre-échange aux pratiques protectionnistes

A Les justifications du protectionnisme

DOC 5 Le commerce de médicaments faux et illicites

Dans ce centre postal, près de l'aéroport de Roissy (95), 30 millions de lettres transitent chaque mois. Un carrefour pour toutes sortes de trafics. Un sac éveille les soupçons des douaniers […]. Toutes les lettres ont été envoyées par un même expéditeur. Et surtout, elles viennent d'Inde, l'un des plus gros producteurs de médicaments. Très rapidement, les soupçons se confirment, à l'intérieur des enveloppes, les douaniers découvrent des centaines de comprimés […]. Les destinataires sont des hommes, des femmes de toute la France qui n'ont pas forcément le sentiment d'enfreindre la loi. Pourtant, en théorie, ils risquent sept ans de prison car seuls les médicaments sans ordonnance peuvent être achetés en ligne, sur des sites affiliés à de vraies pharmacies. Sans compter les conséquences pour leur santé. « Celui qui achète un médicament en dehors des circuits légaux prend un risque. Ou bien le médicament est sous-dosé : imaginez un antibiotique ou un antipaludique sous-dosé, ça peut être la mort. Ou bien il peut être surdosé. Le médicament peut alors devenir toxique », explique Pr Marc Gentilini, président honoraire de l'Académie de médecine. […]

www.francetvinfo.fr, 09/06/2016

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Gare aux médicaments vendus sur Internet

http://tinyurl.com/ja2knm7 2'15

1 **Surlignez dans le texte les problèmes posés par le libre-échange des médicaments.**

2 **Présentez les moyens mis en œuvre pour protéger les consommateurs français des médicaments dangereux.** Les douaniers contrôlent l'entrée de médicaments étrangers en France et saisissent les produits faux ou contrefaits qui pourraient être inefficaces ou dangereux.

DOC 6 Les dangers du libre-échange

3 **Complétez le schéma à l'aide des éléments identifiés dans la situation proposée.**

Pourquoi les produits étrangers coûtent-ils moins chers ?
- caractéristiques de la main-d'œuvre : coût plus faible ou productivité plus élevée
- caractéristiques des produits : matières premières de moins bonne qualité, non-respect des normes

→

Quels sont les principaux risques ?
- pour l'économie nationale : baisse de la production et destruction d'emplois
- pour le bien-être des consommateurs : problèmes de qualité voire de sécurité

4 **Caractérisez et justifiez la mesure à laquelle réfléchit le responsable politique.**
Le responsable politique pense mettre en place des droits de douane. C'est une forme de protectionnisme, un moyen de protéger les produits nationaux de la concurrence des produits étrangers en les rendant plus chers.

© Éditions Foucher

B Les risques du protectionnisme

DOC 7 Les mécontents d'une politique protectionniste

5 **Relevez dans la situation proposée les différents outils d'une politique protectionniste puis explicitez-les.**

Les droits de douane augmentent le prix des produits importés, les quotas limitent la quantité de produits importés et les normes obligent les produits étrangers à posséder des caractéristiques précises pour être commercialisés sur le territoire national.

6 **Identifiez les risques du protectionnisme et classez-le dans le schéma.**

Risques du protectionnisme

pour les consommateurs	pour les entreprises
• augmentation du coût des produits (baisse du pouvoir d'achat) • risque de pénuries (augmentation des prix)	• augmentation du coût des matières premières • obligation de respecter de nouvelles normes (augmentation probable du coût de production) • mesures de représailles des pays étrangers (baisse d'activité, difficultés à exporter)

DOC 8 L'Organisation mondiale du commerce critique le protectionnisme

[…] Selon le dernier pointage de l'Organisation basée à Genève, les [pays du G20] ont mis en œuvre 145 mesures restreignant les échanges commerciaux entre mi-octobre 2015 et mi-mai 2016. À l'inverse, ils n'ont mis en place que 100 mesures les facilitant. Pire, depuis 2009, sur les quelques 1 600 mesures restrictives adoptées, seulement un quart d'entre elles ont été abandonnées. « Une hausse des restrictions au commerce est la dernière chose dont l'économie mondiale a besoin aujourd'hui avec une croissance du PIB au ralenti et une année 2016 qui sera la cinquième année consécutive où la croissance des échanges sera inférieure à 3 % », tempête [son directeur général] Roberto Azévêdo […]. « Ces mesures restrictives […] pourraient geler les flux commerciaux affectant négativement la croissance économique et les créations d'emplois. » […]

Richard Hiault, Les Échos, 21/06/2016

7 **Identifiez le contexte économique dans lequel se multiplient les mesures protectionnistes.**

La croissance de l'économie mondiale est au ralenti et celle des échanges est à un niveau faible depuis plusieurs années.

8 **Expliquez les effets possibles de ces mesures protectionnistes sur la croissance et sur l'emploi.**

Avec la multiplication des mesures protectionnistes, chaque pays voit ses exportations se réduire et ses importations lui coûter plus cher. Cela peut réduire l'activité économique et les créations d'emplois.

© Éditions Foucher

3 La régionalisation des échanges

A Les accords commerciaux régionaux

DOC 9 Le CETA, un accord commercial régional entre l'UE et le Canada

L'Union européenne et le Canada [ont signé le] dimanche 30 octobre [2016] à midi, lors d'un sommet à Bruxelles, leur traité de libre-échange (CETA) [...]. Le CETA [...] ne se contentera pas de réduire les droits de douane entre l'Union européenne (UE) et le Canada. L'objectif est aussi d'aboutir à une convergence de certaines normes pour limiter ce que les libre-échangistes appellent les « barrières non tarifaires » au commerce. L'ambition est de réduire de 36 % à 3 % la part des exportations européennes soumise à de tels obstacles.

Maxime Vandrano, www.lemonde.fr, 18/10/2016

1 Surlignez les différentes mesures prévues par l'accord commercial régional.

2 Identifiez le but de cet accord entre l'Union européenne et le Canada.

Le but de cet accord est de réduire de 36 % à 3 % la part des exportations européennes soumise à des barrières non tarifaires. Cela devrait donc faciliter le commerce entre ces deux régions du monde.

DOC 10 Les différents types d'accords commerciaux régionaux

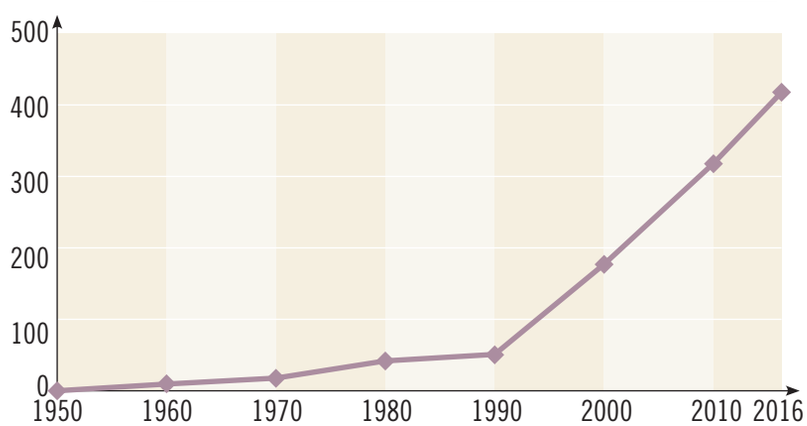
Les accords commerciaux régionaux (ACR) peuvent prendre des formes variées, comme la zone de libre-échange ou l'union douanière. Dans une zone de libre-échange, l'accord réduit les barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges entre les pays de la zone, mais laisse chacun d'eux décider de sa politique commerciale vis-à-vis du reste du monde. Dans une union douanière, les pays membres de la zone adoptent en plus une politique commerciale commune vis-à-vis des pays extérieurs. Les zones de libre-échange représentent 90 % des ACR contre 10 % pour les unions douanières.

© Foucher

3 Caractérisez les principales catégories d'accords commerciaux régionaux.

	Caractéristique commune	Différences	Part des ACR
Zone de libre-échange	Réduction des barrières tarifaires et non tarifaires entre pays de la zone	Chaque pays décide de sa politique commerciale pour les partenaires commerciaux extérieurs à la zone.	90 %
Union douanière		Politique commerciale commune pour les pays extérieurs à la zone	10 %

DOC 11 Le nombre d'ACR actifs dans le monde



Données ACR de l'OMC

4 Commentez l'évolution du nombre d'accords commerciaux régionaux.

Les accords commerciaux régionaux sont en forte augmentation depuis 1990. On en dénombre plus de 400 actifs en 2016.

© Éditions Foucher

DOC 12 Les principaux accords commerciaux régionaux

- ALENA (Accord de libre-échange nord-américain)
Créé en 1994 – 480 millions d'habitants – 3 pays : Canada, États-Unis et Mexique
2e PIB mondial en 2015 : 17 947 milliards de $
50 % des exportations de marchandises entre pays de la zone

- UE (Union européenne)
Créé en 1958 – 510 millions d'habitants – 28 pays en 2015
1er PIB mondial en 2015 : 18 812 milliards de $
63 % des exportations de marchandises entre pays de la zone

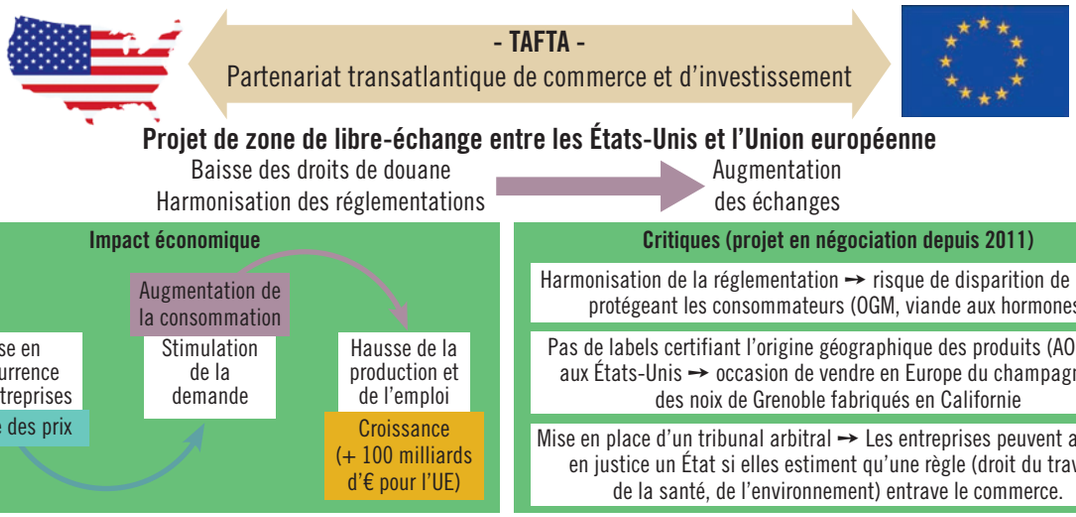
- ASEAN (Association des nations de l'Asie et du Sud-Est)
Créé en 1967 – 660 millions d'habitants – 10 pays en 2016 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Myanmar, Cambodge)
PIB mondial en 2015 : 2 600 milliards de $
26 % des exportations de marchandises entre pays de la zone

www.donnees.banquemondiale.org

5 **Surlignez les éléments mettant en évidence les poids économique et démographique des différents accords commerciaux proposés.**

6 **Montrez l'impact de ces accords sur l'activité économique des pays de chaque zone concernée.**
Les membres de ces accords ont des niveaux de PIB élevés, leurs exportations sont principalement orientées vers des pays de la zone : 50 % pour l'ALENA ou 63 % pour l'UE.

DOC 13 Le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement



© Foucher

7 **Caractérisez le TAFTA et présentez ses modalités et ses objectifs économiques.** Le TAFTA est un projet de zone de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne. Il vise à réduire les droits de douane entre ces deux zones et à limiter les barrières non tarifaires en harmonisant les réglementations. Il devrait augmenter la consommation et favoriser la baisse des prix.

ITINÉRAIRE BIS
VIDÉO
TAFTA, ça veut dire quoi ?
http://tinyurl.com/hmelxwt 2'48

8 **Montrez les difficultés posées par l'élaboration de cet accord commercial régional.**
L'harmonisation des règles supprimerait des normes protégeant les consommateurs ou des labels certifiant la fabrication sur un territoire. Un désaccord existe sur la création d'un tribunal arbitral donnant aux entreprises la possibilité de contester des règles du droit (travail, santé).

© Éditions Foucher

B L'Union européenne

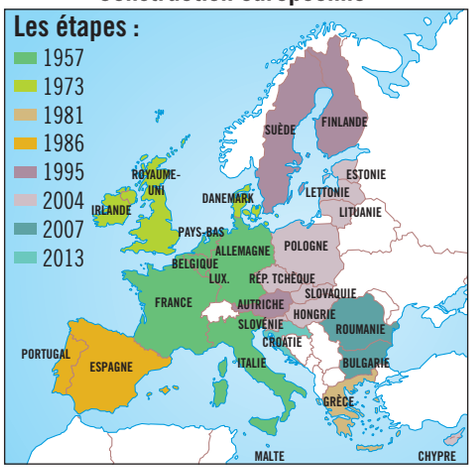
DOC 14 L'Union européenne en 2015

L'Union européenne (UE), fondée en 1957 par le traité de Rome, comportait 28 pays membres en 2015.

Sa politique commerciale

→ union douanière (tarif extérieur commun et suppression des droits de douane entre pays membres)
→ harmonisation des règlementations (facilite la circulation des marchandises, travailleurs et capitaux dans l'UE)
→ mesures de défense communes (droits de douane et normes qui protègent de la concurrence étrangère)
→ accords internationaux (accès préférentiel aux marchés des pays partenaires de l'UE)

Construction européenne



Ses performances économiques

→ plus de 14 700 milliards d'€ de PIB (1er mondial)
→ plus de 510 millions d'habitants (3e mondial)
→ 1er exportateur mondial (devant la Chine) et 1er importateur (devant les États-Unis)
→ 2/3 des échanges entre pays de l'UE (intracommunautaires)
→ principaux partenaires commerciaux : États-Unis (1er à l'export) et Chine (1er pour les importations)

© Foucher

9 **Soulignez les informations caractérisant les échanges internationaux de l'Union européenne.**

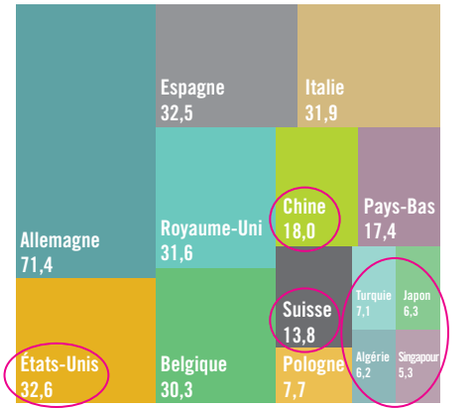
10 **Identifiez les éléments de la politique commerciale de l'UE qui favorisent les échanges.**

Échanges intracommunautaires	Échanges extracommunautaires
L'union douanière, l'harmonisation des réglementations et les mesures de défense communes favorisent les échanges entre pays membres (2/3 des échanges sont intracommunautaires).	Les accords internationaux favorisent les exportations hors UE (premier exportateur mondial).

DOC 15 Les partenaires économiques de la France en 2015

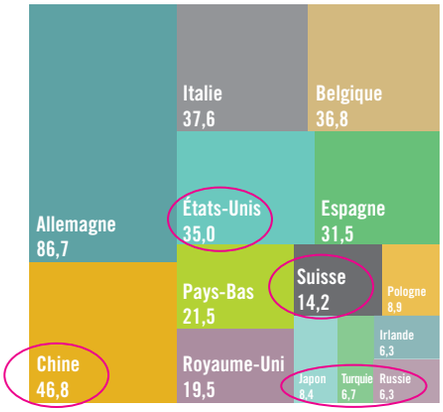
Principaux partenaires à l'exportation

En milliards d'euros



Principaux partenaires à l'importation

En milliards d'euros



© Foucher

11 **Entourez les partenaires économiques de la France n'appartenant pas à l'UE en 2015.**

12 **Déduisez-en une caractéristique essentielle des échanges commerciaux de la France.**

Les pays européens sont les principaux partenaires économiques de la France, en particulier l'Allemagne et l'Italie (en dehors de l'UE, les États-Unis sont la principale destination vers laquelle la France exporte, et la Chine le principal partenaire pour les importations).

© Éditions Foucher

DOC 16 Le statut de travailleur détaché dans l'Union européenne

Un travailleur détaché est un employé européen envoyé par son entreprise dans un autre État de l'Union européenne pour y effectuer une mission d'une durée limitée […]. Ce système présente un double avantage. Il permet d'abord de pallier au manque de main-d'œuvre que connaissent certains États dans des secteurs en tension. Mais il permet aussi et surtout de disposer d'une main-d'œuvre moins chère : si un travailleur détaché doit gagner le salaire minimum en vigueur dans le pays où il est envoyé, ses cotisations sociales sont en revanche celles de son pays d'origine. Et comme il s'agit le plus souvent d'États d'Europe de l'Est au système social moins protecteur, ces cotisations sociales sont alors bien moins élevées […].
Les travailleurs détachés sont souvent considérés comme une main-d'œuvre au rabais qui représente une concurrence déloyale vis-à-vis des travailleurs nationaux. […]

Gabriel Vedrenne, www.europe1.fr, 09/03/2016

13 **Surlignez les éléments caractérisant le travailleur détaché.**

14 **Expliquez les avantages du statut de travailleur détaché.**
Ce statut permet de pallier le manque de main-d'œuvre dans certains pays. Il réduit le coût de la main-d'œuvre lorsque le salarié vient d'un pays où la protection sociale est plus faible.

15 **Montrez pourquoi ce statut est parfois comparé à une forme de concurrence déloyale.**
Elle permet d'employer en France des salariés étrangers à moindre coût, ce qui risque de pénaliser des salariés français plus onéreux. Pour certains salariés, c'est donc l'opportunité de trouver un travail, mais pour d'autres, c'est un risque de perdre le leur.

DOC 17 Les difficultés de l'Union européenne : le Brexit

23 juin 2016 : 51,9 % des Britanniques décident, par référendum, de faire sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne : c'est le Brexit *(British Exit)*

Principaux arguments des partisans du « leave »	Conséquences du Brexit pour le Royaume-Uni		
S'affranchir des règles de l'Union européenne	Nécessité de définir un nouveau cadre des échanges avec les pays de l'UE (droits de douane…)	Économie de la contribution du Royaume-Uni au budget de l'UE	Possibilité pour le Royaume-Uni de fixer ses propres règles (fiscalité, mobilité des travailleurs étrangers)
Freiner l'afflux de travailleurs européens plus pauvres qui veulent s'installer au Royaume-Uni	→ 55 % des échanges du Royaume-Uni sont réalisés avec des pays de l'UE	Baisse de la valeur de la livre-sterling par rapport à l'euro ↙ Hausse de prix des produits payés en euros (importations, tourisme en UE)	↘ Baisse de prix des produits payés en livres-sterling (exportations, tourisme au RU)

© Foucher

16 **Expliquez pourquoi le Brexit met en évidence les difficultés de l'Union européenne.**
Le Brexit exprime la volonté de se libérer des réglementations européennes et de limiter la mobilité des travailleurs étrangers. L'existence de règles communes est remise en question.

ITINÉRAIRE BIS
VIDÉO
Le Brexit, c'est quoi la suite ?
http://tinyurl.com/zot2qpb 3'27

17 **Présentez les conséquences du Brexit pour le Royaume-Uni.**

Conséquences positives	Conséquences négatives
• Possibilité de s'affranchir des règles de l'UE • Pas de contribution au budget de l'UE • Baisse de la livre-sterling par rapport à l'euro favorable aux exportations et aux dépenses touristiques au Royaume-Uni	• Négociation d'un nouveau cadre des échanges commerciaux avec les pays de l'UE (ses principaux partenaires) • Renchérissement des importations et des dépenses touristiques des Britanniques dans les pays de l'UE (baisse du pouvoir d'achat)

© Éditions Foucher

Les pays ont-ils intérêt à échanger librement entre eux ?

10

Synthèse

MOTS-CLÉS

Accords commerciaux régionaux : accords entre plusieurs pays pour développer leurs échanges en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires entre pays de la zone.
Libre-échange : principe économique favorable au développement du commerce international qui préconise la réduction des barrières douanières.
Protectionnisme : politique économique menée par un État consistant à protéger un pays de la concurrence étrangère, le plus souvent en instaurant des barrières douanières.

1 Les fondements du libre-échange

Libre-échange

- nécessaire pour surmonter certaines contraintes
  - ressources limitées et différentes
  - ajustement offre/demande
- avantages pour les consommateurs
  - produits différents
  - produits moins chers
- avantages pour les entreprises
  - matières premières différentes et moins chères
  - élargissement de marché

2 Des limites du libre-échange aux pratiques protectionnistes

Protectionnisme

- justifications
  - produits importés de moindre qualité
  - concurrence déloyale
- moyens utilisés
  - droits de douane, normes, quotas
- risques
  - représailles commerciales
  - baisse du pouvoir d'achat

3 La régionalisation des échanges

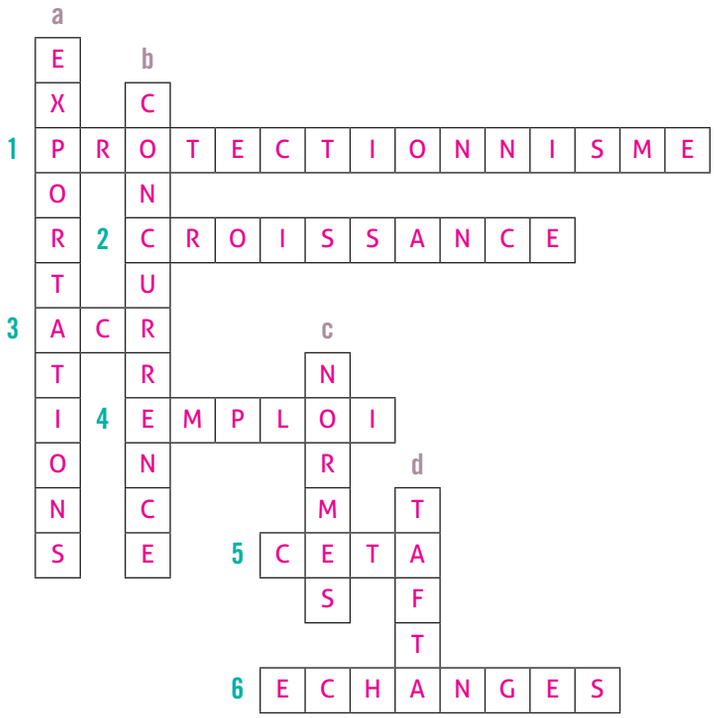
Accords commerciaux entre pays

- outils
  - baisse des droits de douane
  - harmonisation des réglementations
- objectifs
  - augmentation de la concurrence et de l'emploi
  - baisse des prix
- limites
  - difficultés d'harmonisation
  - rejet des règles communes

© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Complétez la grille à l'aide des définitions.



HORIZONTALEMENT

1 Politique économique consistant à protéger un pays de la concurrence étrangère
2 Elle peut être dynamisée par le libre-échange ou freinée par le protectionnisme.
3 Accord entre plusieurs pays pour développer leurs échanges
4 Sa défense est souvent avancée pour justifier des mesures protectionnistes.
5 Projet de zone de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada
6 La baisse des barrières tarifaires et non tarifaires a pour objet de les développer.

VERTICALEMENT

a Part de la production nationale vendue à l'étranger
b Elle est stimulée par le libre-échange et peut être à l'origine d'une baisse des prix.
c Elles encadrent la qualité des produits et ne sont pas toujours respectées par les produits fabriqués à l'étranger.
d Projet de zone de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis

2 Cochez la ou les bonnes réponses.

A. Le libre-échange est avantageux car il :
☒ permet d'acheter moins cher à l'étranger ;
☒ stimule la croissance ;
☐ permet de maîtriser l'inflation ;
☒ élargit les débouchés des entreprises.

B. Le protectionnisme se justifie :
☐ car il ne peut qu'améliorer la situation économique d'un pays ;
☒ en cas de concurrence déloyale (dumping) ;
☒ pour protéger les consommateurs de produits non conformes aux normes nationales ;
☐ si le solde des échanges d'une catégorie de produits est déficitaire.

C. Les accords commerciaux régionaux :
☐ concernent toujours des pays frontaliers ;
☒ prévoient de réduire les droits de douane et d'harmoniser les réglementations ;
☒ sont susceptibles d'augmenter la croissance et l'emploi ;
☒ augmentent la concurrence entre les pays.

D. L'Union européenne :
☒ a développé le commerce entre ses pays membres ;
☐ supprime les problèmes de concurrence entre ses pays membres ;
☐ défend le protectionnisme vis-à-vis des pays extérieurs à la zone ;
☐ est compatible avec la souveraineté des pays membres.

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

Donald Trump et le protectionnisme

S'il tient ses promesses de campagne, parfaitement résumées par son slogan « America First » (l'Amérique d'abord), Donald Trump demandera à renégocier tous les accords de libre-échange en cours de discussion ou déjà signés. Selon le *Wall Street Journal*, « ses conseillers sont persuadés qu'il suffira de menacer de fermer l'accès au vaste marché américain pour contraindre les partenaires commerciaux de Washington à accepter les changements souhaités. » Et si ça ne marche pas, les États-Unis se retireront de ces traités [...].

La première victime devrait être l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), qui lie le continent américain à l'Asie-Pacifique (à l'exception de la Chine), et que les États-Unis n'ont pas encore ratifié. Le TPP, une « folie », un « désastre total », « détruirait notre industrie », et « je promets de ne jamais signer un accord commercial qui ferait du tort à nos travailleurs ou qui réduirait notre liberté ou notre indépendance », a déclaré Donald Trump en juillet, rappelle le *Los Angeles Times* [...]. Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), en cours de négociation avec l'Union européenne, semble lui aussi condamné [...]. La principale cible de Donald Trump est toutefois la Chine, ce pays qui, dit-il, « tue les Américains ». Dès son entrée en fonction, a-t-il promis, il engagera une procédure contre Pékin pour manipulation du taux de change et soumettra les produits « made in China » à des droits compensatoires de 45 %. Il veut aussi imposer des droits de douane de 35 % sur les produits importés du Mexique par les entreprises américaines – les fabricants automobiles, notamment – qui ont délocalisé leur production au sud de la frontière.

Selon *Moody's Analytics*, ces deux mesures « entraîneraient une hausse des prix à la consommation de 3 % aux États-Unis, ce qui réduirait le revenu disponible des ménages, leur consommation et l'activité économique », écrit Darryl S. L. Jarvis [...]. « L'impact sur le Mexique et la Chine, dont les États-Unis sont le premier partenaire commercial, serait tout aussi important », ajoute-t-il. Tout ceci risque de déclencher une guerre commerciale dans laquelle les États-Unis laisseront des plumes. Car ces deux pays riposteront probablement en imposant à leur tour des droits de douane sur les exportations américaines. Or, la Chine est le deuxième marché des États-Unis (avec 250 milliards de dollars), et le Mexique, le troisième (100 milliards de dollars), précise Darryl S. L. Jarvis. Ensemble, ils absorbent près d'un quart des exportations américaines. Des mesures de rétorsion entraîneront une baisse significative des exportations américaines, ce qui pèsera sur les bénéfices des entreprises, sur l'emploi et sur l'économie dans son ensemble, poursuit-il. [...]

Pascale Boyer, www.courrierinternational.com, 10/11/2016

1 **Relevez les arguments avancés dans cet article pour justifier des mesures protectionnistes.**

2 **Montrez les risques d'une telle politique pour les États-Unis.**

3 **Expliquez quels peuvent être les risques de cette politique pour le reste du monde.**

LE DÉCLIC

- « Montrer » suggère que les éléments de réponse apparaissent distinctement dans le texte alors que « Expliquer » invite à analyser les éléments du texte en vous appuyant sur vos connaissances et une réflexion personnelle.
- Intéressez-vous régulièrement à l'actualité pour utiliser et améliorer vos connaissances en économie.

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Donald Trump et le protectionnisme

1. Relevez les arguments avancés dans cet article pour justifier des mesures protectionnistes.
Le libre-échange est accusé de détruire l'industrie nationale et l'emploi (délocalisations, concurrence déloyale de la Chine), de réduire la liberté et l'indépendance des États-Unis.

2. Montrez les risques d'une telle politique pour les États-Unis.
Elle pourrait augmenter les prix à la consommation et réduire le pouvoir d'achat des ménages américains. En cas de guerre commerciale, il serait difficile d'exporter vers leurs principaux partenaires (Chine et Mexique) qui mettraient également en place des droits de douane.

3. Expliquez quels peuvent être les risques de cette politique pour le reste du monde.
La réduction des échanges, donc des exportations de chaque pays, peut peser sur les bénéfices des entreprises et sur l'emploi. L'impact économique pourrait être important et se traduire par une baisse de la croissance mondiale.

© Éditions Foucher

10 Les pays ont-ils intérêt à échanger librement entre eux ?

1. Les fondements du libre-échange

A. La nécessité des échanges internationaux

Les échanges internationaux de marchandises et de services sont nécessaires. Ils permettent à chaque pays de combler les écarts entre leur consommation et leur production nationales.

L'importance de ces échanges peut être mise en évidence par le solde des échanges. Dans le cas de l'Union européenne, on constate un important déficit de ce solde pour la catégorie des combustibles (principalement le pétrole) et un excédent significatif concernant le solde des échanges de machines et matériels agricoles (principalement des véhicules).

B. Les arguments en faveur du libre-échange

En ce qui concerne les consommateurs, le libre-échange permet :

- d'acheter à l'étranger des produits indisponibles sur le territoire national (pour la France, du pétrole ou certains services non délocalisables comme le tourisme) ;
- d'acheter à l'étranger des produits différents de ceux existants sur le territoire national (produits de meilleure qualité ou possédant des caractéristiques différentes, comme les automobiles par exemple) ;
- d'acheter à l'étranger des produits moins onéreux que ceux fabriqués sur le territoire national (produits techniques en provenance d'Asie par exemple).

Les entreprises peuvent également tirer profit du libre-échange :

- en achetant moins cher à l'étranger des matières premières ou des composants ;
- en achetant à l'étranger des matières premières ou des composants n'existant pas sur le territoire national ou d'une qualité différente de ceux fabriqués sur le territoire national ;
- en élargissant leur marché et en vendant des produits à des clients étrangers.

2. Des limites du libre-échange aux pratiques protectionnistes

A. Les justifications du protectionnisme

Le libre-échange présente différents avantages, mais peut aussi poser problème. Dans certains cas, la libre circulation des marchandises présente un risque pour les consommateurs, notamment lorsque les produits importés ne respectent pas les normes nationales. Il peut s'agir de produits faux, voire illicites, dont la qualité est moindre ou qui peuvent présenter un danger pour le consommateur (faux médicaments).

Parfois, le libre-échange constitue une menace pour la production nationale et les emplois, notamment lorsque les produits étrangers sont importés à un prix inférieur à celui des produits nationaux. Cette différence de prix peut s'expliquer par une meilleure productivité, l'utilisation de matières premières moins onéreuses ou le bas coût de la main-d'œuvre (dumping social).

Pour ces motifs, un pays peut limiter ses importations afin de protéger sa population de produits ne respectant pas les normes et protéger ses entreprises de toute forme de concurrence déloyale.

© Éditions Foucher

B. Les risques du protectionnisme

Les mesures protectionnistes ont pour objectif de limiter les échanges à l'aide de droits de douane, de quotas ou de normes imposées aux produits étrangers. De telles mesures comportent des risques :

• une baisse du pouvoir d'achat en raison de l'augmentation du prix des produits importés causée par l'introduction d'un droit de douane ou la pénurie déclenchée par un quota ;

• l'augmentation du coût de production des entreprises liée au prix des matières premières importées et au respect de nouvelles normes ;

• des mesures de rétorsion mises en place par les pays étrangers peuvent empêcher les entreprises d'écouler leurs produits à l'étranger ;

• une guerre commerciale peut s'enclencher, en particulier dans un contexte de croissance ralentie où chaque pays cherche à protéger sa production et ses emplois. Chaque pays éprouve alors des difficultés à exporter et voit le coût de ses importations augmenter, ce qui pénalise l'activité économique et les créations d'emplois au niveau mondial.

3. La régionalisation des échanges

A. Les accords commerciaux régionaux

Des accords commerciaux régionaux sont signés entre plusieurs pays pour développer les échanges et la concurrence, générant ainsi une baisse des prix, plus de croissance et d'emploi. Ils visent des pays frontaliers mais aussi des zones économiques géographiquement distantes, comme le Canada et l'Union européenne. Ils prévoient de réduire ou d'éliminer les droits de douane (barrières tarifaires) et d'harmoniser les réglementations (barrières non tarifaires).

Les accords commerciaux régionaux se sont considérablement développés après 1990 et on dénombre actuellement plus de 400 accords actifs dans le monde.

Ils prennent le plus souvent la forme d'une zone de libre-échange qui réduit les barrières aux échanges, mais laisse chaque partenaire libre de sa politique commerciale avec les pays extérieurs. Dans 10 % des cas, ces accords créent une union douanière prévoyant une politique commerciale commune vis-à-vis des pays extérieurs à la zone.

Les principaux accords en vigueur, l'ALENA, l'Union européenne et l'ASEAN, s'appliquent à des zones où la population est importante et les PIB élevés. Le commerce de leurs membres est principalement orienté vers des pays partenaires. D'importants accords (CETA, TAFTA) sont en négociation, mais butent sur des difficultés relatives à l'harmonisation des réglementations, notamment lorsqu'elles pourraient être défavorables à certains consommateurs.

B. L'Union européenne

L'Union européenne est une union douanière fondée en 1958 qui regroupe, en 2015, 28 pays européens. C'est une puissance économique de premier rang (premier PIB mondial, troisième population mondiale) dont la présence dans les échanges internationaux est marquée (premier exportateur mondial devant la Chine, premier importateur mondial devant les États-Unis). Deux tiers des échanges de l'UE s'opèrent entre pays membres (échanges intracommunautaires).

L'UE harmonise les réglementations pour faciliter la circulation des marchandises, des travailleurs et des capitaux. Elle a créé des tarifs extérieurs communs et négocie des accords internationaux qui confèrent un accès préférentiel aux marchés des pays partenaires. Pour les importations, elle engage des mesures protégeant les pays membres de la concurrence déloyale.

L'UE fonctionne actuellement avec difficulté. Le statut de travailleur détaché, par exemple, est accusé de créer une concurrence déloyale entre pays européens. De manière générale, l'harmonisation des règles induit une perte de souveraineté à laquelle certains pays ne peuvent se résoudre. C'est l'une des raisons pour lesquelles les habitants du Royaume-Uni ont voté, en juin 2016, le Brexit, c'est-à-dire la sortie de leur pays de l'Union européenne.

© Éditions Foucher

Quels sont **LES RÔLES DE L'OMC** dans les échanges internationaux ?

11

NOTIONS
- organisation mondiale du commerce et ses missions

Chen et son entreprise ont des difficultés sur le marché asiatique

Chen est dirigeante d'une entreprise française qui fabrique des produits alimentaires. L'activité de son entreprise est fortement orientée vers l'international, son principal marché étant l'Asie. Ces derniers mois, Chen a observé un net recul des commandes en provenance de ce marché, habituellement très porteur. Pour obtenir des explications, elle a programmé une réunion avec Hugo, le responsable des ventes.

1 **Identifiez les explications données par Hugo aux difficultés des ventes de l'entreprise.**
Les concurrents argentins peuvent vendre leurs produits moins chers que ceux de l'entreprise de Chen pour deux raisons : l'Argentine verse des subventions aux entreprises qui exportent et les pays asiatiques ont baissé les droits de douane sur les importations des produits argentins.

2 **Montrez quel type de politique est à l'origine des problèmes de l'entreprise de Chen.**
Les difficultés de l'entreprise de Chen sont liées aux politiques commerciales des pays où sont exportés ses produits (droits de douane) et des pays où sont implantés ses concurrents (subvention aux exportations).

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Vers une guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis ?

http://tinyurl.com/humndlp 1'03

3 **Précisez les effets possibles de l'arrivée de la nouvelle administration américaine sur l'activité des entreprises chinoises.** L'évolution de la politique américaine à l'égard des produits chinois pourrait réduire les échanges entre ces pays. L'augmentation des droits de douane mettrait en difficulté les entrepreneurs chinois dont l'activité est orientée vers le marché américain.

© Éditions Foucher

1 L'OMC réglemente les échanges commerciaux

A Le fonctionnement de l'OMC

DOC 1 L'Organisation mondiale du commerce

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est une organisation internationale créée en 1995 pour succéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en vigueur depuis 1947. Elle regroupe plus de 160 pays qui représentent environ 95 % du commerce mondial. Une vingtaine de pays négocient actuellement leur accession à l'OMC.

Cette organisation définit les règles du commerce international. Elle favorise, autant que possible, la liberté des échanges. Ainsi, entreprises et consommateurs bénéficient d'un approvisionnement sûr et d'un choix de produits plus large. De même, les entreprises ne craignent pas la fermeture des marchés étrangers à leurs exportations. Dans certains cas, les règles de l'OMC peuvent maintenir des obstacles au commerce, par exemple pour protéger les consommateurs, empêcher la propagation des maladies ou protéger l'environnement. Les règles du commerce international étant parfois difficiles à interpréter, l'OMC peut également intervenir pour régler les litiges commerciaux opposant ses pays membres.

© Foucher

1 Caractérisez le poids de l'OMC au niveau international.

L'OMC regroupe plus de 160 pays représentant la quasi-totalité des échanges internationaux.

2 Surlignez les différentes missions de l'OMC.

DOC 2 Les décisions de l'OMC

[…] Les décisions [de l'OMC] sont prises […] par consensus[1]. […] L'organe suprême de décision de l'OMC est la Conférence ministérielle, qui réunit au moins tous les deux ans [les représentants de l'ensemble des pays membres]. Au deuxième niveau se trouve le Conseil général […], qui se réunit plusieurs fois par an, [parfois] en tant qu'organe d'examen des politiques commerciales [ou] en tant qu'organe de règlement des différends. Au troisième niveau se trouvent le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services et le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Conseil des ADPIC), qui présentent des rapports au Conseil général. […]

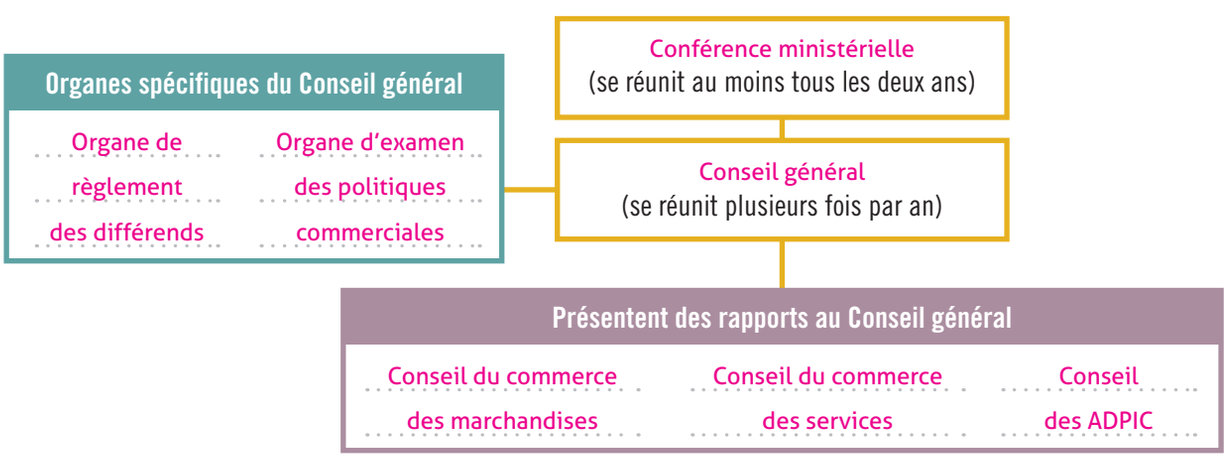
1 Procédure qui consiste à dialoguer pour dégager un accord convenant à tous et sans recourir au vote.

www.wto.org

3 Expliquez comment se prennent les décisions de l'OMC.

Les décisions se prennent par consensus. Les pays dialoguent jusqu'à trouver une solution qui convienne à tous. Il n'y a pas de recours au vote.

4 Complétez le schéma pour représenter l'organisation de l'OMC.



© Éditions Foucher

B Le cadre réglementaire des échanges

DOC 3 Les principes réglementant le commerce international

Non-discrimination	
Clause de la nation la plus favorisée	Chaque pays doit étendre aux autres membres de l'OMC les avantages qu'il a pu accorder à l'un d'entre eux.
Clause du traitement national	Les produits importés et ceux de fabrication locale doivent être traités de manière égale.

Réduction des obstacles aux échanges

- Baisse des droits de douane
- Limitation des quotas et des normes
- Interdiction des subventions aux exportations

© Foucher

5 Expliquez en quoi consiste le principe de non-discrimination.

Tous les pays de l'OMC doivent avoir le même traitement. On ne peut pas favoriser les produits nationaux ni accorder à un pays un avantage sans l'accorder à tous les autres.

6 Classez par catégorie les obstacles aux échanges que l'OMC cherche à réduire.

Mesures tarifaires	Mesures non tarifaires	Aides
Droits de douane	Quotas et normes	Subventions aux exportations

DOC 4 Le maintien des obstacles au commerce

L'OMC prévoit des mesures pour maintenir les obstacles au commerce	
Mesures de sauvegarde	Limitation des importations d'un produit si la production nationale peut subir des dommages liés à ces importations (emplois…).
Mesures anti-dumping	Droit de douane supplémentaires sur les produits importés quand le prix est considéré comme inférieur aux coûts de production.
Mesures de protection des consommateurs	Limitation du commerce de certains produits pour protéger le consommateur (produit dangereux, risque de propagation d'une maladie, etc.)

© Foucher

7 Présentez les raisons pour lesquelles l'OMC peut maintenir des obstacles aux échanges.

Le maintien des obstacles peut protéger un pays lorsque les importations représentent un danger pour les consommateurs ou l'industrie nationale (dumping, maladie, protection des emplois).

DOC 5 Le trop-plein d'acier chinois inquiète le monde

En 2016, en raison du ralentissement et des transformations de son économie, la Chine a produit des quantités excessives d'acier. Elle écoule cette surproduction en l'exportant à bas prix, voire en pratiquant le dumping d'après les accusations de l'UE et des États-Unis. Ces exportations secouent l'industrie européenne (fermeture des usines Tata au Royaume-Uni).

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

L'OMC se prononce en faveur des fabricants d'acier chinois

http://tinyurl.com/hvboje3 2'16

8 Identifiez les arguments en faveur du libre-échange d'acier chinois ou de leur limitation.

Libre-échange : ☒ clause de nation la plus favorisée ❒ clause du traitement national

Limitation des échanges : ☒ mesure de sauvegarde ☒ mesure anti-dumping ❒ protection du consommateur

© Éditions Foucher

2 L'OMC règle les litiges commerciaux

A Le mécanisme de règlement des différends commerciaux

DOC 6 L'organe de règlement des différends commerciaux

Le fonctionnement de l'OMC repose sur des règles commerciales négociées par ses membres. En cas de désaccord sur l'interprétation de ces règles, il est indispensable de prévoir un moyen de résoudre les litiges commerciaux. Lorsqu'un pays adopte une mesure de politique commerciale considérée comme une violation des accords de l'OMC par un autre pays, leur conflit est exposé auprès de l'organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC. En effet, l'OMC interdit à ces pays de recourir directement à des mesures de sanctions entre eux (augmentation des droits de douane, quotas, etc.). Lorsqu'il est saisi, l'ORD a comme priorité non pas de rendre un jugement, mais de régler le différend par la voie de la négociation.

© Foucher

1 **Indiquez dans quel cas un pays membre de l'OMC peut recourir à l'ORD.**

Un pays membre de l'OMC peut recourir à l'ORD lorsqu'il estime qu'un autre pays de l'organisation a pris à son encontre une décision qui viole les accords commerciaux de l'OMC.

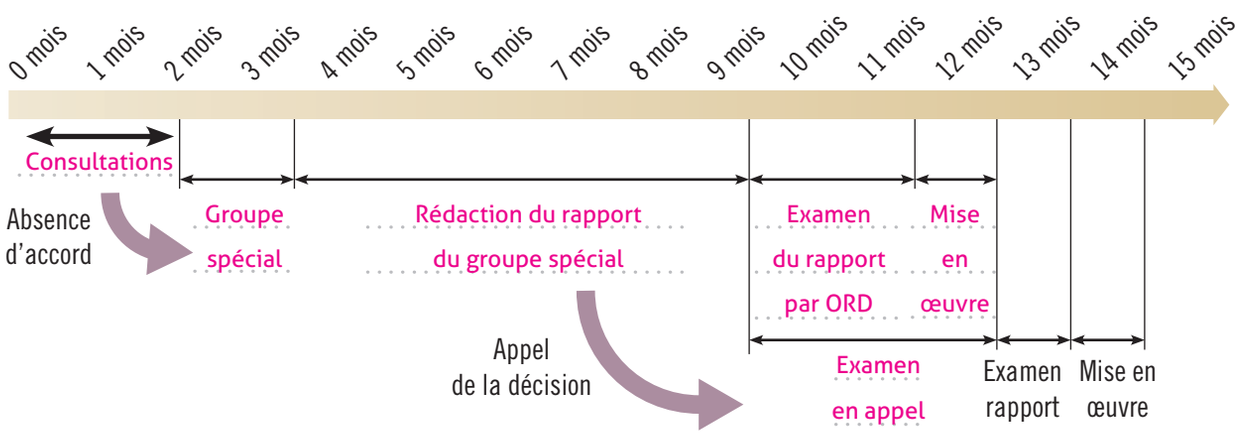
2 **Surlignez une phrase précisant le mode de règlement des différends privilégié par l'OMC.**

DOC 7 La procédure de règlement des différends commerciaux

- **Consultations :** les parties au différend commercial discutent entre elles pour trouver une solution (jusqu'à 60 jours).
- **Groupe spécial :** un groupe spécial, constitué en 45 jours, intervient si les consultations n'aboutissent pas. Il rend un rapport dans un délai de six mois.
- **Appel :** chaque partie peut faire appel des conclusions du rapport dans le cadre d'une procédure qui dure 90 jours au maximum.
- **Décision de l'ORD :** l'ORD dispose de 60 jours pour accepter ou rejeter le rapport du groupe spécial (30 jours s'il s'agit du rapport étudié par la commission d'appel).
- **Mise en œuvre :** le pays perdant doit mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport dans un délai de 30 jours, sinon la partie plaignante peut demander l'autorisation d'imposer des sanctions commerciales à son encontre.

© Foucher

3 **Complétez la chronologie du règlement d'un différend par l'ORD.**



© Éditions Foucher

B L'activité de l'organe de règlement de différends commerciaux

DOC 8 La guerre Airbus/Boeing à l'OMC

Un partout, balle au centre. Deux mois après une décision invalidant une partie des aides européennes à Airbus, c'est au tour de Boeing de voir certaines subventions américaines jugées illicites par l'OMC. Un panel d'experts de l'organisation a indiqué […] qu'une partie des subventions versées par l'État de Washington à Boeing pour le futur long-courrier 777X étaient interdites par le règlement de l'OMC, et que les États-Unis avaient 90 jours pour y mettre fin. Chez Airbus, on crie victoire […]. Deux mois plus tôt, à l'occasion d'une décision de l'OMC sur les subventions d'Airbus, c'est […] le groupe américain qui s'était proclamé vainqueur de ce différend juridique vieux de 12 ans. […]

Vincent Lamigeon, www.challenges.fr, 28/11/2016

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Boeing contre Airbus : l'OMC tranche en faveur de l'Américain

http://tinyurl.com/jtl4azz 0'37

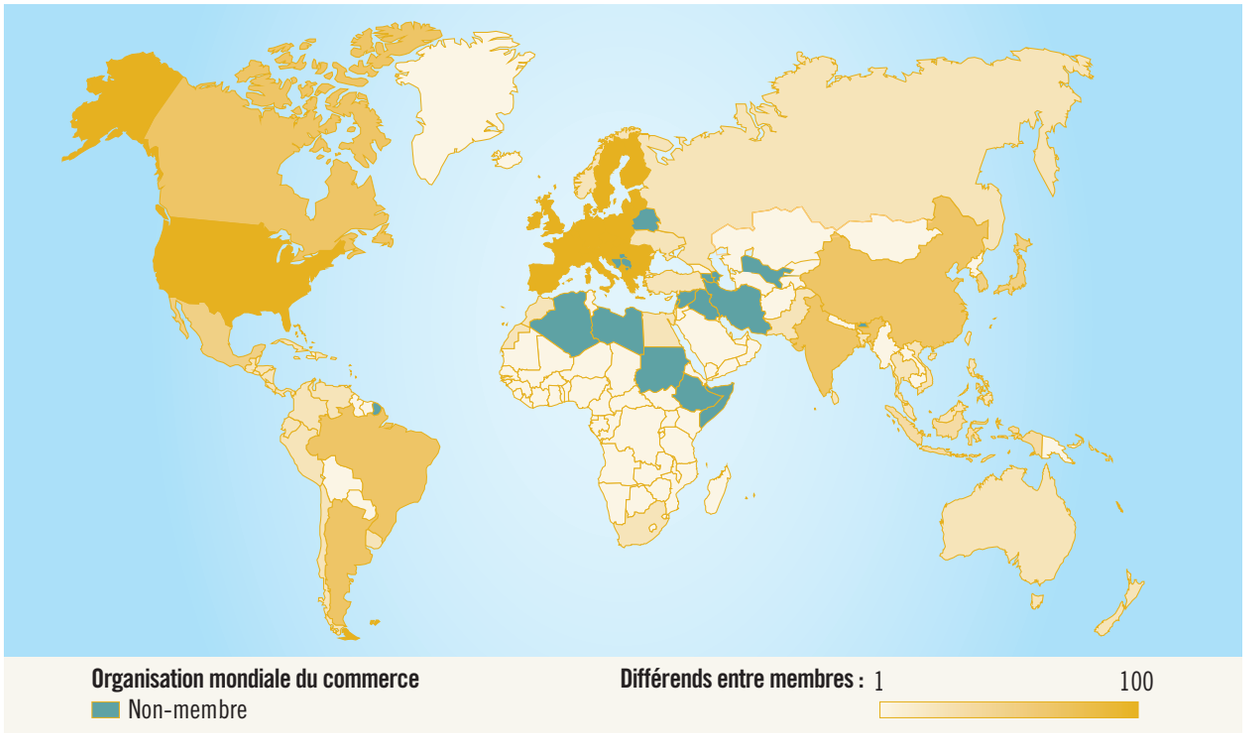
4 Explicitez le conflit opposant Airbus et Boeing.

Ces sociétés s'accusent mutuellement d'avoir bénéficié d'aides financières illégales de leur pays pour développer des nouveaux modèles d'avions concurrents.

5 Précisez le rôle joué par l'OMC dans ce conflit.

L'OMC intervient *via* l'ORD pour juger le caractère légal ou non des aides financières. Elle a déjà condamné chacune de ces sociétés pour des aides jugées illégales.

DOC 9 Les différends entre membres de l'OMC



www.wto.org

6 Indiquez si les conflits entre membres de l'OMC sont nombreux. Les conflits entre membres de l'OMC sont nombreux et peuvent dépasser une centaine de différends pour certains pays.

7 Repérez les pays qui saisissent le plus l'organe de règlement des différends.

Les pays de l'UE et les États-Unis sont ceux qui ont le plus de différends devant le Canada, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Argentine.

© Éditions Foucher

3 Les difficultés rencontrées par l'OMC

A La négociation des accords commerciaux

DOC 10 Pas d'accord commercial sur les biens favorisant la transition énergétique

Décidément, les nuages s'amoncellent sur le commerce international… [Le 4 décembre 2016], les ministres et hauts représentants des poids lourds de l'économie mondiale ne sont pas parvenus à trouver un accord à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Genève, sur les futures règles d'échanges de biens « verts ». Ces discussions, menées depuis 2014, visent à réduire, voire éliminer les barrières douanières sur une série de biens et services environnementaux, afin de [faciliter] la transition énergétique. Panneaux solaires, filtres pour traitement des eaux, conseil de gestion des eaux usées… Les États-Unis et l'Union européenne, qui coprésident les négociations, avaient préétabli une liste de 300 « biens verts ». Las, la Chine a présenté […] sa propre liste de produits, à la surprise des autres participants. « Nous le déplorons fortement », a indiqué aux journalistes la commissaire européenne au commerce, Cecilia Malmström. La responsable a souligné que les choix de Pékin comportaient « beaucoup de différences, beaucoup trop » par rapport au document de Washington et Bruxelles […]. Les discussions pourraient reprendre en 2017, selon Cecilia Malmström […].

Les Échos, 05/12/2016

1 Décrivez l'objet des négociations menées à l'OMC en décembre 2016.
L'OMC négociait fin 2016 les conditions d'échange des biens destinés à faciliter la transition énergétique. L'objectif est de réduire ou d'éliminer les barrières douanières pour de tels biens.

2 Mettez en évidence le motif de l'échec de ces négociations. La Chine d'un côté, l'UE et les États-Unis de l'autre, proposent des listes différentes des biens verts qui pourraient être concernés par cet accord.

DOC 11 Une organisation condamnée à vivoter

[…] L'OMC n'a pas su s'adapter à la nouvelle donne mondiale née de la crise de 2008 et de la défiance des opinions publiques vis-à-vis du libre-échange. Le discours consistant à marteler que la croissance du commerce crée nécessairement des emplois […] ne passe plus. Il est temps de changer de logiciel. Dans un tel contexte de défiance vis-à-vis des accords commerciaux […], la marge de manœuvre de l'OMC est plus qu'étroite. Aucun accord de grande envergure n'est à espérer dans les prochains mois. L'organisation est dans l'incapacité de produire de nouvelles normes et de nouvelles règles pour encadrer le développement du commerce. Depuis 2013, l'OMC n'a enregistré qu'un accord pour faciliter les échanges, conclu en 2014. En 2015, à Nairobi, les membres sont enfin parvenus à s'entendre sur la fin des subventions à l'exportation, parachevant seulement l'engagement de 2005 […]. Tant que les États-Unis et la Chine ou les États-Unis et l'Union européenne ne parviendront pas à résoudre leurs nombreux différends, l'OMC est condamnée à vivoter.

Richard Hiault, Les Échos, 06/01/2017

3 Dressez un bilan de l'activité récente de l'OMC. Depuis 2013, l'OMC n'est parvenue à enregistrer qu'un seul accord. La durée de négociation de chaque accord est très longue (subventions à l'exportation : 10 ans).

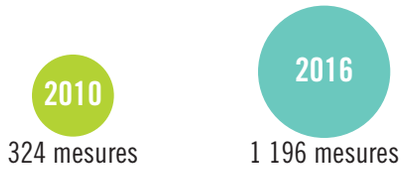
4 Identifiez deux arguments justifiant les difficultés de l'OMC à obtenir de nouveaux accords en faveur du libre-échange.

Argument 1	Le discours selon lequel la croissance du commerce crée des emplois ne passe plus, il existe une défiance à l'égard du libre-échange.
Argument 2	Les États-Unis, la Chine et l'UE ont trop de différends pour que les négociations puissent avancer.

© Éditions Foucher

B Le protectionnisme

DOC 12 Nombre de mesures restrictives au commerce entre pays membres de l'OMC



© Foucher

5 Rappelez les principales formes que peuvent prendre des mesures restrictives au commerce.

Les mesures restrictives au commerce peuvent principalement prendre la forme de droits de douane ou de quotas sur les produits importés.

6 Reliez les éléments pour former une phrase expliquant l'évolution et les effets du nombre de mesures restrictives au commerce.

Entre 2010 et 2016, les mesures restrictives au commerce entre pays membres de l'OMC

- ont diminué
- ont doublé
- ont été multiplié par 3,7

- ce qui est favorable au libre-échange.
- ce qui est défavorable au libre-échange.
- ce qui est une réussite pour l'OMC.

DOC 13 L'avenir de l'OMC est suspendu aux futures décisions de Donald Trump

« L'Organisation mondiale du commerce est un désastre. » « Nous allons renégocier ou sortir de l'OMC. » Durant sa campagne, Donald Trump n'a pas ménagé ses flèches contre l'organisation multilatérale [...]. En 1994, la création de l'OMC n'avait été ratifiée par le Congrès américain qu'au prix de sérieux garde-fous. En particulier, celui des « three strikes » (« trois coups »). Si les États-Unis étaient condamnés, de manière injustifiée trois fois par l'OMC, le Congrès pourrait alors se prononcer sur un retrait immédiat des États-Unis de l'organisation. « Je ne serai pas surpris que, sous l'administration Trump, cette disposition soit ravivée », explique Jean-Marc Siroën, [professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine]. En attendant, les États-Unis vont probablement utiliser dans un premier temps leur arsenal de mesures anti-dumping et de clauses de sauvegarde de certains secteurs pour protéger leurs industries et leurs emplois [...]. Ce qui déclenchera inévitablement des plaintes devant l'organe de règlement des différends (ORD) de l'organisation par les pays visés par ces mesures de protection commerciale. C'est le scénario le plus probable à court terme. [...]

Richard Hiault, Les Échos, 06/01/2017

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

L'OMC, nouvelle cible de Donald Trump

http://tinyurl.com/zcbpw5g 2'49

7 Expliquez pourquoi Donald Trump est critique à l'égard l'OMC.

Donald Trump juge que les règles de l'OMC empêchent de protéger l'industrie et les emplois des États-Unis.

8 Identifiez les mesures que pourrait prendre son gouvernement en matière de commerce international et précisez leurs effets possibles sur les échanges internationaux.

	Mesures	Effets
Court terme	Mesures anti-dumping et clause de sauvegarde	Multiplication des plaintes devant l'ORD
Long terme	Sortie de l'OMC	Multiplication des obstacles aux échanges commerciaux

© Éditions Foucher

Quels sont les rôles de l'OMC dans les échanges internationaux ?

11

Synthèse

MOTS-CLÉS

Consensus : procédure de décision utilisée par l'OMC, elle consiste à dégager un accord en négociant et sans procéder à un vote.
Dumping : pratique commerciale anticoncurrentielle qui consiste à vendre une marchandise sur un marché étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur, parfois même au-dessous du prix de revient.
Organe de règlement des différends : composante de l'OMC chargée de régler les différends commerciaux entre pays membres.

1 L'OMC réglemente les échanges commerciaux

Réglementation des échanges internationaux par l'OMC

- Élaboration des règles du commerce international
  - décisions par consensus (recherche d'accords par la négociation)
  - Conférence ministérielle
  - Conseil général
  - conseils spécialisés (différentes instances de l'OMC)
- Principes de l'OMC
  - non-discrimination (clause de la nation la plus favorisée et clause du traitement national)
  - réduction des obstacles aux échanges (baisse des droits de douane, quotas et normes ; interdiction des subventions aux exportations)
- Maintien d'obstacles commerciaux
  - mesures de sauvegarde
  - mesures anti-dumping
  - mesures de protection des consommateurs

2 L'OMC règle les litiges commerciaux

Règlement des litiges commerciaux par l'OMC

- Instance chargée du règlement des litiges
  - Organe de règlement des différends
- Mode de règlement des litiges privilégié par l'OMC
  - Négociation
- Procédure en l'absence d'accord
  - Étude du litige par un groupe spécial

3 Les difficultés rencontrées par l'OMC

Difficultés de l'OMC

- échecs des négociations (nombreux différends entre pays membres)
- protectionnisme (multiplication des mesures restrictives, menaces de sorties de l'OMC)

© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Cherchez l'intrus dans les listes ci-dessous

1. ❒ ORD ☒ Congrès ❒ Conférence ministérielle ❒ Conseil général
2. ❒ dumping ❒ droits de douane ☒ libre-échange ❒ normes
3. ❒ consensus ❒ négociation ☒ vote
4. ☒ OMC ❒ TAFTA ❒ CETA

2 Retrouvez dans la grille les termes qui répondent aux définitions suivantes.

C	D	Q	B	C	N	X	J	B	Q	L	T	C	P	G	T
C	O	D	Y	O	C	W	L	Y	F	G	E	G	R	A	H
D	L	J	F	N	C	X	F	R	X	B	S	Y	O	T	M
L	D	B	C	S	M	M	Z	V	F	R	H	O	T	T	B
R	X	X	S	E	C	E	B	O	Z	C	G	S	E	M	I
E	M	R	P	N	K	G	M	M	G	Z	F	S	C	S	G
C	V	Y	D	S	X	J	M	C	T	G	B	A	T	A	L
H	H	V	U	U	J	T	H	N	O	V	Y	P	I	U	Q
I	R	P	M	S	V	Y	O	M	W	K	C	P	O	V	Y
N	H	C	P	Q	Z	J	C	F	L	D	X	E	N	E	H
E	D	J	I	Q	B	P	V	C	J	R	B	L	N	G	D
K	E	S	N	V	O	X	C	S	O	J	M	R	I	A	R
B	D	D	G	L	Y	Y	F	D	D	K	D	O	S	R	O
H	M	A	H	V	F	O	O	Z	P	U	G	U	M	D	R
N	Z	S	R	X	D	B	H	S	C	I	E	H	E	E	D
C	O	N	S	U	L	T	A	T	I	O	N	S	H	I	O

Définitions

1. Procédure de décision qui consiste à dégager un accord en négociant et sans procéder à un vote.
2. Procédure d'une durée de 60 jours obligeant les parties d'un différend commercial à négocier.
3. Pratique commerciale anticoncurrentielle consistant à vendre une marchandise sur un marché étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur, parfois même au-dessous du prix de revient
4. Organe du conseil général de l'OMC ayant pour mission de régler les litiges
5. Pays d'Asie très actif auprès de l'organe de règlements des différends de l'OMC
6. Mesure de maintien des obstacles au commerce justifiée par le risque que font porter des importations sur l'industrie nationale.
7. Organisation internationale qui organise et réglemente les échanges commerciaux.
8. Possibilité pour les parties d'un litige commercial de contester les conclusions du rapport du groupe spécial
9. Politique commerciale visant à protéger l'industrie et les emplois nationaux en limitant les échanges commerciaux avec d'autres pays
10. Institution créée en 1947 et à laquelle a succédé l'OMC.

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

Exportations de riz, de maïs et de blé : encore un conflit entre les États-Unis et la Chine

DOC 1 Riz, blé, maïs : les États-Unis attaquent la Chine à l'OMC

Les États-Unis ont annoncé, mardi 13 septembre [2016], avoir déposé une plainte contre la Chine devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la quatorzième depuis l'arrivée de Barack Obama au pouvoir, pour dénoncer les entraves aux exportations de riz, blé et maïs vers le géant asiatique.

Cette plainte « devrait mettre fin aux subventions illégales de la Chine [...] et permettre aux fermiers américains de se battre à armes égales », a indiqué le président américain [...]. Selon l'exécutif américain, le soutien de la Chine à ces produits agricoles a été, en 2015, de près de 100 milliards de dollars supérieur au niveau sur lequel Pékin s'était engagé lors de son adhésion à l'OMC en 2001 [...].

La Chine et les États-Unis rivalisent pour faire accepter leur propre vision du libre-échange dans cette région très peuplée et active économiquement, alors que Washington veut faire de l'Asie-Pacifique le « pivot » de sa politique étrangère.

AFP, 13/09/2016

DOC 2 Pékin défend la validité de ses subventions agricoles

La Chine n'a pas tardé à réagir à la nouvelle plainte, déposée par les États-Unis devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à propos de sa politique de subventions dans l'agriculture. Pékin assure que les subventions accordées à ses producteurs de maïs, de blé et de riz sont « conformes aux règles de l'OMC » et constituent « une pratique internationale ordinaire ». « C'est autorisé par les règles de l'Organisation mondiale du commerce », assène Pékin. Sur ce dernier point, la Chine a raison puisque les subventions agricoles, même si elles affectent négativement les prix de marché, peuvent aller jusqu'à 5 % du total de la valeur de la production pour les pays développés et 10 % pour les pays en développement. La Chine, depuis son entrée à l'OMC, en 2001, dispose d'un seuil de 8,5 %.

Mais, pour l'exécutif américain, [...] ce seuil de 8,5 % a été dépassé chaque année depuis 2012 [...]. Washington et Pékin disposent désormais de 60 jours pour tenter de parvenir à un terrain d'entente. Au-delà, si aucun accord n'est trouvé, un panel d'experts sera chargé de trancher la question. Ce qui peut prendre plusieurs années. [...]

Richard Hiault, Les Échos, 14/09/2016

LE DÉCLIC

- Pour la question 1, référez-vous aux principes et mesures prévues par l'OMC pour comprendre les positions des États-Unis et de la Chine dans ce litige.
- Pour la question 3, situez ce litige dans la procédure de règlement des différends commerciaux mise en place par l'OMC.

1 Justifiez les positions des États-Unis et de la Chine dans ce litige commercial.

2 Rappelez le rôle de l'OMC dans le règlement de ce litige.

3 Expliquez pourquoi Washington et Pékin disposent de 60 jours pour s'entendre et ce qui se produira s'ils n'y parviennent pas.

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Exportations de riz, de maïs et de blé : encore un conflit entre les États-Unis et la Chine

1. Justifiez les positions des États-Unis et de la Chine dans ce litige commercial.
Les États-Unis accusent la Chine de subventionner illégalement sa production de maïs, de blé et de riz, ce qui nuit au libre-échange, donc aux exportations américaines. La Chine se défend en assurant que ces subventions respectent les limites prévues par les accords de l'OMC (8,5 % de la valeur de la production).

2. Rappelez le rôle de l'OMC dans le règlement de ce litige.
La Chine et les États-Unis sont membres de l'OMC. En cas de litiges commerciaux, il est prévu qu'ils s'adressent à cette organisation pour régler leur litige dans le cadre d'une procédure bien définie par l'ORD.

3. Expliquez pourquoi Washington et Pékin disposent de 60 jours pour s'entendre et ce qui se produira s'ils n'y parviennent pas.
En cas de différend commercial, l'Organisme de règlement des différends (ORD) de l'OMC prévoit une période de consultations de 60 jours entre les parties pour trouver une solution au conflit par la négociation. À l'issue de ce délai, si aucun accord n'a été trouvé, un groupe spécial est constitué et dispose de 6 mois pour étudier le litige et rendre un rapport à l'ORD. Les parties peuvent faire appel des conclusions de ce rapport.

© Éditions Foucher

11 Quels sont les rôles de l'OMC dans les échanges internationaux ?

1. L'OMC réglemente les échanges commerciaux

A. Le fonctionnement de l'OMC

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a pour mission d'organiser et de réglementer le commerce international. Elle a été créée en 1995 pour succéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en vigueur depuis 1947. Les 162 pays membres de l'OMC représentent plus de 95 % du commerce mondial et une vingtaine d'autres pays négocient actuellement leur accès à cette organisation.

L'OMC cherche à favoriser la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges afin d'offrir aux consommateurs et aux producteurs un approvisionnement plus sûr et plus diversifié ainsi que la possibilité de vendre sans entrave sur les marchés étrangers. L'OMC intervient également lorsque naissent des différends commerciaux entre les pays membres de l'organisation.

Pour prendre ses décisions, notamment négocier des accords commerciaux entre ses membres, l'OMC privilégie le consensus. Les différentes missions de l'OMC sont réparties entre la conférence ministérielle (instance de premier niveau qui se réunit au moins tous les deux ans), le conseil général (instance de deuxième niveau qui se réunit plusieurs fois par an) et des conseils spécialisés principalement dans le commerce, les services et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touche au commerce (instances de troisième niveau qui présentent des rapports au conseil général). Pour des questions spécifiques, le conseil général peut se réunir sous la forme de l'organe de règlement des différends ou de l'organe d'examen des politiques commerciales.

B. Le cadre réglementaire des échanges

Les accords de l'OMC réglementent les échanges internationaux entre les pays membres. Ils reposent sur des principes :

• de non-discrimination entre pays membres : la clause de la nation la plus favorisée oblige chaque pays à étendre à l'ensemble des membres de l'OMC les avantages qu'elle aurait pu accorder à l'un d'entre eux ; la clause du traitement national oblige à traiter de manière égale les produits nationaux et les produits importés ;

• de réduction des obstacles aux échanges : les pays doivent réduire ou éliminer les barrières tarifaires (droits de douane) et non-tarifaires (quotas et normes) ; les subventions aux exportations sont strictement encadrées.

Cependant, l'OMC est parfois favorable au maintien d'obstacles au commerce. C'est le cas lorsque des importations peuvent provoquer des dommages sur une industrie nationale (mesure de sauvegarde), si des produits sont importés à un prix inférieur à leur coût de production (mesure anti-dumping) ou si des produits importés peuvent présenter un risque pour les consommateurs (produit dangereux, propagation de maladie, etc.).

2. L'OMC règle les litiges commerciaux

A. Le mécanisme de règlement des différends commerciaux

Des conflits peuvent naître entre les membres de l'OMC en cas de désaccord sur l'interprétation d'un accord ou lorsqu'un pays considère que la politique commerciale mise en œuvre par un autre membre de l'organisation viole les accords de celle-ci.

Dans cette situation, l'OMC cherche à éviter que les pays règlent le litige entre eux en imposant de part et d'autre des sanctions commerciales (droits de douane, quotas, etc.) qui entraveraient les échanges internationaux. C'est pourquoi l'OMC a prévu l'existence d'un organe de règlement des différends (ORD) et oblige ses pays membres à y exposer tout litige commercial avec un autre membre de l'organisation.

© Éditions Foucher

L'ORD veille en priorité à régler les litiges par la voie de la négociation. C'est pourquoi toute procédure ouverte devant l'ORD débute par une phase de consultations d'une durée de 60 jours pendant lesquels les parties échangent pour résoudre leur litige. En l'absence d'accord, l'ORD constitue un groupe spécial pour étudier le litige. Celui-ci disposera de six mois pour étudier le litige et présenter un rapport à l'ORD et aux parties. L'ORD devra ensuite se prononcer sur les conclusions du rapport dans un délai de deux mois, sauf si l'une des parties fait appel des conclusions du groupe spécial. Une commission d'appel aura alors deux à trois mois pour réexaminer le litige. À l'issue de cette nouvelle procédure, l'ORD sera amené à se prononcer sur les conclusions de la commission.
Dans l'hypothèse où le pays visé par la plainte perdrait, il aura 30 jours pour mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport. Passé ce délai, la partie plaignante pourra demander à l'ORD l'autorisation d'imposer des sanctions commerciales à ce pays.

B. L'activité de l'organe de règlement des différends commerciaux
Depuis la création de l'OMC, en 1995, l'ORD a dû intervenir pour étudier plus de 500 litiges entre pays membres. Son activité est donc importante et les conflits entre pays membres nombreux.
Ces dernières années, on constate la multiplication des conflits entre la Chine, les États-Unis et l'Union européenne. Chacun de ces pays totalise plus d'une centaine d'affaires portée devant l'ORD à l'encontre d'un autre membre de l'organisation. C'est donc sur ces trois pays que se concentre actuellement la majorité de l'activité de l'organisme de règlement des différends.

3. Les difficultés rencontrées par l'OMC

A. La négociation des accords commerciaux
L'OMC peine à conclure les négociations de nouveaux accords depuis plusieurs années. Ces négociations s'éternisent parfois plus de dix ans ou sont même abandonnées. Depuis 2014, seul un nouvel accord a été négocié par l'organisation. Il existe deux explications à ces difficultés :
• la défiance croissante à l'égard du libre-échange et de ses bienfaits supposés, sur les créations d'emplois par exemple. L'hostilité à l'encontre des grands traités internationaux (TAFTA, CETA) est une autre facette de cette défiance ;
• la multiplication des différends entre les principaux pays membres de l'OMC (l'UE, les États-Unis et la Chine) qui s'opposent dans chaque négociation et empêchent la conclusion de tout accord.

B. Le protectionnisme
Le retour du protectionnisme est également un défi pour l'OMC qui constate depuis plusieurs années la multiplication des mesures restrictives au commerce (324 en 2010 contre 1 196 en 2016). Ce phénomène n'est pas étranger à l'écho favorable dont bénéficient les thèses protectionnistes dans la plupart des pays du monde, dans un climat de ralentissement économique et de difficultés pour l'emploi.
L'élection récente de Donald Trump aux États-Unis pourrait amplifier cette tendance. En effet, Donald Trump a défendu ouvertement pendant sa campagne électorale un programme protectionniste. Il a même menacé de faire sortir son pays de l'OMC si cette organisation l'empêchait de mettre en œuvre une politique commerciale visant à protéger l'industrie et les emplois américains de la concurrence des produits étrangers en utilisant des mesures protectionnistes.

© Éditions Foucher

Vers le BAC!

THÈME 10

Une régulation des échanges internationaux est-elle nécessaire ?

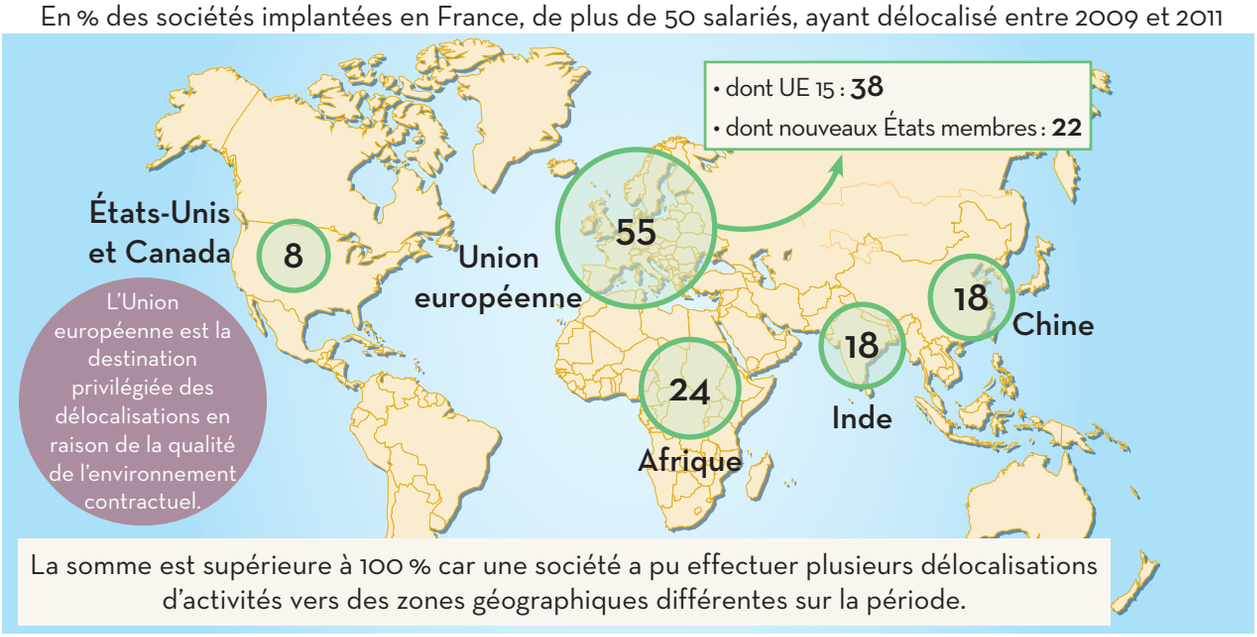
À l'aide de vos connaissances et des ressources documentaires, vous analyserez les facteurs explicatifs et les évolutions des délocalisations et des relocalisations en répondant aux questions suivantes.

1. Identifiez les zones géographiques où les entreprises françaises délocalisent leurs activités.
2. Justifiez les délocalisations en fonction de la localisation du pays d'accueil.
3. Mettez en évidence les freins à la délocalisation.
4. Précisez l'intérêt, les limites et les risques d'une relocalisation des activités.

Document 1

Les zones d'accueil des délocalisations

En % des sociétés implantées en France, de plus de 50 salariés, ayant délocalisé entre 2009 et 2011



La somme est supérieure à 100 % car une société a pu effectuer plusieurs délocalisations d'activités vers des zones géographiques différentes sur la période.

Insee, 12/06/2013

Document 2

La Chine, terre d'accueil des délocalisations

[...] Dans la deuxième moitié des années 1990, et surtout à partir de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, la Chine est devenue l'« atelier du monde », c'est-à-dire la destination privilégiée des investissements directs étrangers, terre de délocalisations, d'externalisation, de production de masse pour le reste du monde. La Chine s'est retrouvée au cœur du tourbillon de la mondialisation [...] par nécessité de créer des emplois, de sortir une part de sa population de la misère, de financer le plus grand exode rural de l'histoire et donc la construction d'infrastructures urbaines à grande échelle [...].

Au passage, les exportations sont devenues un élément-clé du modèle économique chinois, atteignant un record de 36 % du produit intérieur brut (PIB) en 2006 [...]. Après la crise financière de 2008, qui a plongé dans la crise les grands marchés d'exportation de la Chine – États-Unis, Europe, Japon... –, cette part a progressivement diminué pour tomber à 21 % du PIB en 2015, alors que le gouvernement tentait de promouvoir la consommation intérieure comme relais de croissance.

Pierre Haski, nouvelobs.com, 22/01/2017

© Éditions Foucher

Document 3

Whirlpool va délocaliser la fabrication de sèche-linge d'Amiens en Pologne

Le fabricant américain d'électroménager Whirlpool a annoncé mardi 24 janvier son intention de cesser la production de sèche-linge dans son usine d'Amiens en juin 2018, pour la délocaliser en Pologne [...]. Cette fermeture à moyen terme n'est pas une surprise pour les salariés. Ils la craignent depuis de nombreux mois [...].

Fin 2016, il y a eu le départ du directeur du site, Raphaël Delrue. Cet ancien directeur s'est longtemps opposé à toute délocalisation. Il avait depuis le tournant des années 2000 mené plusieurs plans de restructuration pour conserver la compétitivité du site. Entre 2002 et 2017, les effectifs ont ainsi été ramenés de 1 300 à 290 personnes [...]. Cela n'a pas suffi. Et les indices se sont accumulés. Depuis plusieurs mois, les départs de CDI ne sont remplacés, même à des postes-clés, que par des CDD. Il y a eu également la visite de techniciens de Beck & Pollitzer, une entreprise extérieure censée mener un audit de sécurité du site. « En cherchant sur Internet son nom, on a découvert qu'il s'agissait d'un spécialiste des transferts industriels. Cela commence à faire beaucoup », indique la syndicaliste [...].

Sur le créneau des sèche-linge, le groupe américain dispose de deux sites spécialisés à Yate, en Angleterre, pour l'offre d'entrée et le moyen de gamme, et Amiens, pour le moyen et haut de gamme, qui avait d'ailleurs obtenu le label « Origine France garantie ». Le site anglais produit environ 900 000 unités par an, contre de 300 000 à 500 000 pour le français. Si elle est à plus forte valeur ajoutée, cette production n'était plus rentable selon la direction du groupe américain [...]. Matignon et les élus locaux sont montés au créneau pour sauver le site en organisant des échanges à très haut niveau avec la direction de Whirlpool, qui n'a pas cédé. Le groupe américain souhaite mener à bien ses restructurations [...].

Philippe Jacqué, www.lemonde.fr, 24/01/2017

Document 4

Les motivations des délocalisations

Motivations des délocalisations	Accès à des salaires plus faibles	Réduction des coûts autres que les salaires	Accès à de nouveaux marchés	Accès à des compétences ou technologies spécialisées	Allégement de la réglementation pesant sur la société
Type de délocalisation					
Délocalisation toutes zones étrangères confondues	71 %	66 %	37 %	18 %	18 %
dont uniquement vers l'UE des 15 hors France	37 %	62 %	17 %	22 %	17 %
dont uniquement vers les nouveaux membres de l'UE	82 %	70 %	31 %	20 %	15 %
dont uniquement vers la Chine	68 %	54 %	54 %	non disponible	non disponible
dont uniquement vers l'Inde	83 %	50 %	47 %	12 %	non disponible
dont uniquement vers l'Afrique	97 %	49 %	29 %	non disponible	12 %

Note de lecture : 68 % des sociétés ayant délocalisé vers la Chine de 2009 à 2011 considèrent l'accès à des salaires plus faibles comme une motivation de leur délocalisation d'activités.

Sociétés implantées en France de 50 salariés ou plus et ayant délocalisé entre 2009 et 2011.

www.insee.fr

© Éditions Foucher

Document 5

Le mirage des relocalisations

« Relocalisez vos usines ou vous serez taxés sur vos importations ». Voilà le mot d'ordre du nouveau président des États-Unis à l'adresse des industriels américains. L'idée est aussi simple que séduisante : si Ford renonce à produire ses berlines au Mexique, ce sont autant de jobs qui seront créés demain dans le Michigan. Mais cette injonction repose sur un raisonnement économique pour le moins douteux.

Rappelons tout d'abord que les délocalisations, stratégies consistant à fabriquer dans un pays à bas coût pour réimporter ensuite la production, restent un phénomène assez limité : dans le cas de la France, 4,2 % des entreprises ont procédé selon l'Insee à une délocalisation au cours de la période 2009-2011. À vrai dire, l'implantation d'une entreprise à l'étranger obéit le plus souvent à une logique de conquête de nouveaux marchés, la présence sur place étant indispensable pour adapter le produit aux attentes locales. On assiste même dans certaines industries comme le luxe à des relocalisations choisies, pour des raisons d'image de marque ou de suivi de la qualité. Il en résulte que les délocalisations expliquent une faible part du déclin de l'emploi industriel : entre 10 et 20 % dans notre pays.

La relocalisation, dès lors qu'elle est « forcée », va se traduire par une hausse du coût salarial : une usine implantée dans un pays à faible coût du travail est remplacée par une unité de production dans un pays où les salaires sont élevés. L'ampleur du choc va dépendre de l'écart de coût salarial, de la productivité et de la part du coût du travail dans la valeur ajoutée : si Apple devait relocaliser l'assemblage de ses iPhones aux États-Unis – en lieu et place de la Chine – l'impact serait vraisemblablement faible, compte tenu de la part anecdotique de l'assemblage dans le coût d'un smartphone. Il n'en va pas de même pour des productions plus intenses en travail comme l'automobile : si la Logan devait être produite en France – et non au Maroc ou en Roumanie – le choc sur les coûts serait sans doute important [...].

La relocalisation forcée va donc faire augmenter les coûts... ce qui se répercutera dans le prix de vente : ce sont les consommateurs qui paieront au final l'addition. Les emplois sauvés doivent donc être mis en balance avec le surprix imposé à des millions de clients : on peut craindre, comme dans le cas d'une taxe douanière, que le bilan final ne soit largement négatif.

La hausse du prix de vente peut même conduire à une situation assez paradoxale, dans laquelle le marché disparaît, faute de clients : qui serait en effet prêt à payer une Logan, si elle était relocalisée en France et vendue... au prix d'une voiture classique ?

Emmanuel Combe, www.lopinion.fr, 10/01/2017

Document 6

Peu d'entreprises reviennent en France après s'être délocalisées

En 12 ans, seulement 150 entreprises ont relocalisé leurs activités en France dans un secteur essentiellement : celui des produits manufacturés. Solex a récemment rapatrié ses vélos de la Chine à la Normandie avec 35 emplois à la clé. « En 2011, on se rappelle de Rossignol, le fabricant de ski, qui a rebasculé une partie de sa production depuis Taiwan vers la Haute-Savoie. Là aussi, une quarantaine d'emplois, ça ne fait pas beaucoup », relativise Stéphanie Perez, [journaliste à France Télévision]. Entre 2005 et 2016, 2 680 emplois ont été relocalisés vers la France alors que 17 500 emplois ont été délocalisés. « On est loin d'un mouvement de masse, d'une inversion des flux et d'une création conséquente d'emplois, tout simplement parce que les activités relocalisées sont souvent celles qui nécessitent le moins de main-d'œuvre [...]. »

www.francetvinfo.fr, 18/01/2017

© Éditions Foucher

Document 7

Les multinationales américaines ploient sous les menaces de Trump

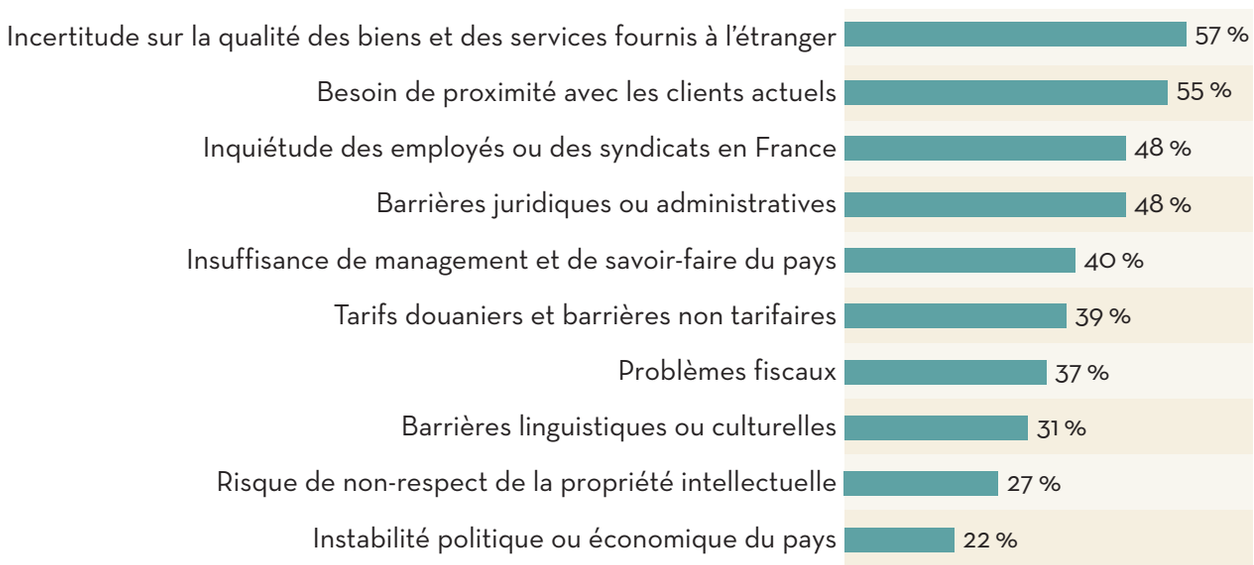
Donald Trump semble déjà remporter des victoires économiques avant même d'avoir été officiellement investi comme président des États-Unis. Sa promesse électorale d'obliger les entreprises américaines à créer des emplois dans le pays se traduit concrètement par la révision d'investissements de délocalisation, principalement destinés au Mexique. Ford, General Motors, Boeing, United Technologies ou encore Rexnord se sont toutes inclinées face aux menaces du président élu.

Ford a ainsi annoncé l'abandon de son projet d'usine à San Luis de Potosi, au Mexique, d'où devaient sortir les nouvelles Focus et pour laquelle 1,6 milliards de dollars étaient destinés [...]. En justifiant aujourd'hui la relocalisation dans l'usine de Dearborn (Detroit) de 700 millions de dollars d'investissements prévus au Mexique par des motifs techniques et économiques, Ford ne peut duper personne : le groupe craint l'application effective des taux de droits de douane de 35 % sur les produits importés, ce qui se traduirait pour Ford par des milliards de dollars de pertes annuelles. Des pertes qui ne compenseront pas d'autres, à plus court terme, entraînées par la relocalisation : hausse des salaires, revers commerciaux suite à la majoration des prix des véhicules pour répercuter ces charges en hausse [...]. Il en va de même pour le premier constructeur automobile américain, General Motors, davantage concerné par la probable hausse des tarifs douaniers au regard de ses implantations encore plus nombreuses que celles de Ford au Mexique. L'industrie automobile se trouve ainsi dans le viseur de Trump car pourvoyeuse de contingents massifs d'emplois, notamment dans des États à l'économie relativement sinistrée et au chômage important comme le Michigan, le Wisconsin ou la Pennsylvanie [...]. Toutefois, [Donald Trump] ne concentre pas ses menaces sur ce secteur mais aussi à un autre poids lourd de l'industrie américaine : Boeing. Il a notamment menacé d'annuler la commande de deux 747 pour la flotte présidentielle Air Force One si l'avionneur maintenait son projet d'installer en Asie son usine de fabrication de sièges.

Cédric Capish, www.eco-mag.com, 05/01/2017

Document 8

Les principaux obstacles à la délocalisation



Note : 57 % des entreprises françaises ayant renoncé à délocaliser jugent que les incertitudes sur la qualité des biens et des services fournis à l'étranger est une explication de leur choix.

www.insee.fr

© Éditions Foucher

Vers le bac – Thème 10 – Corrigé

Une régulation des échanges internationaux est-elle nécessaire ?

1. Identifiez les zones géographiques où les entreprises françaises délocalisent leurs activités.

Lorsque l'on évoque la question des délocalisations des entreprises françaises, les pays d'Asie, en particulier la Chine, sont souvent cités comme principale terre d'accueil de ces délocalisations. En réalité, les zones géographiques vers lesquelles les entreprises françaises délocalisent sont variées et ne se résument pas à ces pays d'Asie.

En premier lieu, la majorité des délocalisations d'entreprises françaises se font au sein de l'Union européenne (55 % des cas selon le document 1). Les nouveaux États membres de l'Union européenne, principalement des pays d'Europe de l'Est, sont très attractifs. Ils représentaient à eux seuls 22 % des délocalisations entre 2009 et 2011 (doc 1). La société Whirlpool en donne une illustration puisque ce fabricant de produits électroménagers envisage de délocaliser sa production de sèche-linge, installée à Amiens, vers une usine située en Pologne (doc 3). Les autres pays membres de l'UE attirent 38 % des délocalisations.

Hors Union européenne, c'est tout d'abord l'Afrique qui accueille le plus de délocalisations en provenance de France. Le continent africain est la destination de 24 % des entreprises françaises ayant délocalisé entre 2009 et 2011 (doc 1). On retrouve ensuite l'Inde et la Chine qui accueillent chacun 18 % des entreprises françaises ayant délocalisé pendant cette période. Même si la Chine a été représentée comme « l'atelier du monde » (doc 2), on constate qu'elle attire finalement moins d'une délocalisation sur 5 au départ de la France. La destination la moins prisée des entreprises françaises est l'Amérique de Nord, avec seulement 8 % des entreprises ayant délocalisé.

2. Justifiez les délocalisations en fonction de la localisation du pays d'accueil.

Les entreprises françaises délocalisent à l'étranger pour y trouver des avantages qui peuvent prendre des formes multiples.

En premier lieu, les entreprises peuvent délocaliser pour réaliser des économies sur les salaires ou les autres coûts de production (matières premières, transports, etc.). Il s'agit du motif le plus couramment invoqué pour justifier les délocalisations. Celles-ci permettent, en effet, dans 71 % des cas, d'accéder à des salaires plus faibles et dans 66 % des cas à réduire simultanément les autres coûts de production (doc 4). Ce type de délocalisation renvoie à des zones géographiques précises : l'Afrique, l'Inde, les nouveaux membres de l'UE ou la Chine lorsqu'il s'agit de trouver des salaires plus faibles ; les nouveaux membres de l'UE, la Chine, l'Inde ou l'Afrique lorsqu'il s'agit de réaliser des économies sur les autres coûts de production. L'exemple de Whirlpool illustre parfaitement ce type de motivation à délocaliser. En effet, c'est principalement pour économiser sur les coûts, notamment la main-d'œuvre, que la production de cette société va être délocalisée de la France vers la Pologne (doc 3). La Chine constitue également un exemple emblématique de ce type de délocalisation : elle a attiré de nombreuses entreprises par sa main-d'œuvre abondante et bon marché, dans un contexte d'exode rural massif et de grande pauvreté (doc 2).

Par ailleurs, les délocalisations peuvent aussi être un moyen d'accéder à de nouveaux marchés, c'est-à-dire aller à la rencontre de nouveaux clients. Cette motivation supplémentaire peut évidemment se combiner avec une économie sur les coûts de production. L'élargissement du marché est un argument décisif pour 37 % des entreprises qui délocalisent (doc 4). Les principales zones géographiques visées par ce type de délocalisation sont la Chine et l'Inde dont les populations dépassent chacune 1 milliard d'habitants. Dans une moindre mesure, l'Afrique et les nouveaux membres de l'UE offrent également des perspectives d'élargissement de marché pour certaines entreprises.

Enfin, les délocalisations sont parfois justifiées par l'accès à des compétences ou à des technologies spécialisées (18 % des cas). Dans cette hypothèse, il s'agit principalement de délocalisations effectuées vers l'UE, en particulier vers les membres les plus anciens. Le réflexe est identique pour des sociétés françaises qui recherchent un allégement du cadre légal (argument invoqué par 18 % des entreprises françaises qui délocalisent). Ce sont principalement vers les anciens membres de l'UE qu'elles vont délocaliser leurs activités.

© Éditions Foucher

3. Mettez en évidence les freins à la délocalisation.

On constate ces dernières années un manque de dynamisme des échanges internationaux. Celui-ci s'explique en partie par le ralentissement de la division internationale des processus productifs, l'un des principaux moteurs de la mondialisation depuis le début des années 1990. Après avoir cherché à implanter chaque activité de l'entreprise dans le pays où elle est réalisée de la manière la plus avantageuse, les entreprises peinent aujourd'hui à trouver de nouvelles opportunités à délocaliser voire même décident de faire machine arrière. Le mouvement de délocalisation a atteint ses limites avec l'arrivée à maturité de cet éclatement des processus productifs. Il convient donc de préciser quelles sont les limites de ce processus.

Pour commencer, la délocalisation peut poser des problèmes dans les pays d'accueil. Ainsi, certaines entreprises regrettent une baisse de la qualité des produits fabriqués à l'étranger ou constatent que leurs produits sont rapidement copiés par des entreprises locales sans qu'il soit possible de défendre leurs droits de propriété intellectuelle, le cadre légal du pays d'accueil étant différent de celui de la France et parfois moins protecteur. D'un point de vue humain, ce sont parfois des barrières culturelles ou linguistiques qui posent problème aux entreprises qui délocalisent quand ce ne sont pas des barrières juridiques ou administratives. S'y ajoutent encore des difficultés possibles avec le management local ou une instabilité politique (doc 5).

L'éloignement géographique peut aussi être une difficulté pour les entreprises qui ont besoin de proximité avec leur client. En effet, les délocalisations distendent les chaînes de décisions et peuvent allonger les délais de livraison pour certains clients.

Enfin, c'est souvent sur leur propre territoire que les entreprises françaises qui envisagent de délocaliser trouvent leurs principaux détracteurs. Les employés, pour commencer, s'inquiètent de ce qui adviendra de leurs emplois en cas de délocalisation, comme c'est le cas dans l'usine Whirlpool d'Amiens (doc 3). D'un point de vue politique, les délocalisations et leur impact négatif sur l'emploi, sont souvent dénoncés. C'est le point de vue de Donald Trump qui a annoncé la mise en place de taxes visant à renchérir le prix de produits fabriqués à l'étranger dans des usines délocalisées pour être ensuite importés et vendus aux États-Unis. Suite à cette annonce, plusieurs multinationales auraient renoncé à des projets de délocalisation pour privilégier une production « *made in USA* » (doc 7).

En résumé, alors que les délocalisations trouvent leurs limites dans les faits, il existe de nombreuses explications à ce phénomène. Les conditions trouvées dans les pays d'accueil ne sont pas toujours à la mesure des attentes formulées par les entreprises qui délocalisent. De plus, dans les pays d'origine des entreprises qui envisagent de délocaliser, une forme de résistance s'organise pour limiter les départs. Si le ralentissement des délocalisations est bien réel, il faut cependant noter qu'il reste rare que des entreprises ayant délocalisé décident de faire le chemin inverse (doc 6).

4. Précisez l'intérêt, les limites et les risques d'une relocalisation des activités.

La relocalisation d'une activité consiste, pour une société ayant délocalisé, à réimplanter ses activités sur le territoire d'origine et donc à créer de nouveaux emplois sur le territoire national.

Le principal intérêt de cette démarche est de s'affranchir des contraintes que pose la délocalisation des activités : moindre qualité, difficultés de management, éloignement du marché, insatisfaction des salariés et réactions politiques. D'un point de vue économique, la relocalisation est positive car synonyme de création d'emplois sur le territoire national (doc 5). Cependant, le mouvement de relocalisation reste limité. On dénombre 17 500 emplois délocalisés en France entre 2005 et 2016 contre seulement 2 680 emplois relocalisés (doc 6). Des exemples existent, comme ceux de Solex ou de Rossignol mais ils se traduisent par des créations d'emplois en nombre très réduit. Lorsqu'une entreprise relocalise en France, il s'agit le plus souvent d'une activité où la technologie productive est davantage utilisatrice de capitaux que de main-d'œuvre.

Par ailleurs, l'ampleur du mouvement de relocalisation reste modeste car le nombre d'entreprises ayant délocalisé est lui aussi limité : 4,2 % des entreprises françaises seulement ont délocalisé entre 2009 et 2011. De plus, pour une partie d'entre elles, la délocalisation est justifiée par la conquête de nouveaux marchés et non par une économie de coûts. Dans ce cas, la relocalisation ne peut être un choix stratégique pertinent.

Pour d'autres entreprises, qui ont délocalisé pour économiser sur les salaires ou les matières premières, la délocalisation peut être « forcée » en introduisant des taxes sur les importations comme projette de le faire Donald Trump. L'existence de ces taxes exerce alors un effet incitatif à la relocalisation pour éviter de voir le prix des produits importés augmenter trop fortement.

Cependant, en relocalisant, les entreprises vont être exposées à une augmentation de leurs coûts qu'elles répercuteront peut-être sur les consommateurs (doc 8). Au final, des emplois sont créés ou sauvés mais des milliers de clients devront payer leurs produits plus chers. Pour certains produits, il est même envisageable que des relocalisations « forcées » puissent conduire à une disparition du marché. « Qui serait prêt à payer une Logan si elle était relocalisée en France et vendue… au prix d'une voiture classique ? » (doc 8).

© Éditions Foucher

Quels sont les **DÉSÉQUILIBRES ACTUELS DE LA CROISSANCE** ?

12

NOTIONS
- croissance et inégalités sociales : démographie, épuisement des ressources naturelles

Feng et Laure sur la route du lycée

Tous les matins, Feng, jeune Française d'origine chinoise, fait le trajet jusqu'au lycée avec son amie Laure. Elles sont toutes les deux en terminale STMG.

1 **Identifiez les déséquilibres présentés dans la situation.**

Les grands-parents chinois de Feng sont très pauvres et subissent des inégalités.

2 **Expliquez quelle erreur de jugement commet Laure.**

Elle est étonnée car elle sait que la Chine est un pays qui se développe et pense donc que les revenus des Chinois ont bien progressé. Or, le développement ne profite pas nécessairement de la même manière à tous, ce qui est effectivement le cas en Chine.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

L'Inde, l'économie la plus dynamique du monde

http://tinyurl.com/hce62um 2'59

3 **Analysez le développement de l'Inde.**

L'Inde a commencé son développement en 1991, en s'ouvrant au monde, en libéralisant son économie et en réalisant de profondes transformations. Elle est aujourd'hui la plus grande démocratie du monde et possède de nombreux atouts. Elle est numéro un des services informatiques et est devenue la 7e économie mondiale, avec un taux de croissance en 2015 de 7,5 %. Mais, cette nouvelle puissance mondiale doit apprendre à maîtriser son développement en relevant plusieurs défis, comme le développement des inégalités et la construction d'infrastructures.

© Éditions Foucher

1 Les enjeux de la croissance en termes d'inégalités sociales

A Les inégalités au niveau mondial

DOC 1 Les différents niveaux de développement

La croissance est une donnée quantitative. Le développement économique, lui, désigne des changements structurels dans un pays, qui permettent un enrichissement et une amélioration des conditions de vie de la population. Ces modifications peuvent être d'ordre démographique, industriel, commercial, culturel… Néanmoins, le développement est indissociable des notions de croissance et de progrès.

Au niveau mondial, il existe des différences de développement selon les pays. On distingue les pays dits « développés », qui présentent un niveau de développement important en termes d'éducation, de santé, de niveau d'infrastructures, de protection sociale, de niveau de vie…, et les pays en développement qui, eux, ont accumulé des retards aux niveaux économique et social.

Au sein des pays en développement, il existe également de grandes différences de niveaux de développement. On distingue d'un côté les pays émergents (les BRICS[1] par exemple) qui regroupent les pays les plus dynamiques avec une croissance forte, un développement rapide et un niveau de vie en progression, et de l'autre côté les PMA (pays les moins avancés) qui cumulent un niveau de revenu bas (PIB faible), un retard dans le développement humain (malnutrition, faible durée de scolarisation…) et une vulnérabilité économique (dépendance agricole…).

1 Acronyme désignant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud

© Foucher

DOC 2 Les chiffres du monde (2015)

Pays	PIB en millions de $	Population en milliers	Taux de croissance
Chine	10 866 444,00	1 371 220,00	6,9
Égypte	330 778,55	91 508,08	4,2
France	2 421 682,38	66 808,38	1,2
Inde	2 073 542,98	1 311 050,53	7,6
Japon	4 123 257,61	126 958,47	0,5
Mali	13 100,26	17 599,69	7,6

© Foucher

1 **Relevez les éléments qui caractérisent les différences de développement entre les pays.**

Il existe des pays développés qui ont un niveau et une qualité de vie élevés, et des pays en développement qui connaissent un retard économique ou social. Cela se traduit par un PIB/habitant faible, une espérance de vie réduite, des problèmes de santé, de protection et d'éducation. Certains pays sont en cours de rattrapage (les pays émergents) alors que d'autres (les PMA) sont encore très loin.

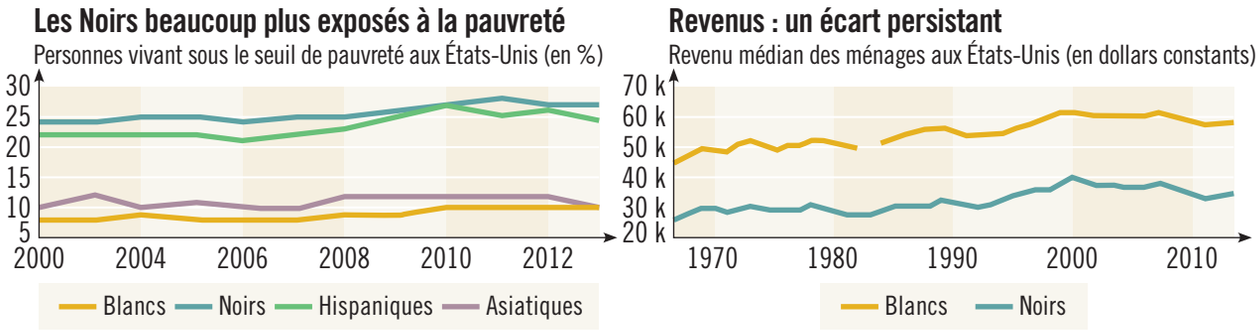
2 **Reliez chaque pays à son PIB/habitant et à l'espérance de vie de sa population.**

PIB/habitant (2015) en $	Pays	Espérance de vie (2014)
744,3	Chine	58 ans
1 581,6	Égypte	68 ans
3 614,7	France	71 ans
7 924,7	Inde	76 ans
32 477,2	Japon	82 ans
36 248,2	Mali	84 ans

© Éditions Foucher

B Les inégalités au sein des pays

DOC 3 Les inégalités Noirs/Blancs aux États-Unis



Gabriel Hassan, www.alterecoplus.fr, 26/06/2015

DOC 4 Les inégalités aux États-Unis et leurs causes

La principale cause des inégalités est le chômage puisqu'il touche 11,2 % des Noirs, contre 4,6 % des Blancs. Par ailleurs, environ un homme noir sur dix en âge de travailler est incarcéré, ce qui limite leur possibilité de réembauche et donc leurs revenus. Cela n'a pas empêché le développement d'une classe moyenne et d'une élite noire. Cependant, le domaine le plus criant des inégalités se situe au niveau du patrimoine. En effet, la richesse médiane des Blancs est treize fois supérieure à celle des Noirs, qui ont été la cible des prêts immobiliers frauduleux et donc fortement impactés par la crise des « subprimes ».

© Foucher

3 Analysez les inégalités aux-États Unis.

Les inégalités touchent surtout les populations hispaniques et noires. Près d'un quart vit en dessous du seuil de pauvreté, contre 10 % pour les populations blanches. Le revenu médian se situe vers 35 000 $ pour les Noirs contre 60 000 $ pour les Blancs. Enfin, c'est en matière de patrimoine que les inégalités sont les plus fortes avec un écart de 1 à 13. Ces écarts sont surtout dus au chômage, au développement de la délinquance et à la crise des « subprimes ».

DOC 5 Les inégalités se creusent en Chine

Depuis les années 1970, la Chine a connu une croissance à deux chiffres pratiquement sans interruption. Cela a permis une très forte progression du revenu moyen passant de 320 $ en 1990 à 5 500 $ en 2012. Au cours de cette même période, la proportion des Chinois vivant avec moins de 1,25 $ par jour est tombée de 85 % à 11 %. Et pourtant, ces bons résultats cachent une profonde augmentation des inégalités : la Chine est passée d'un État très égalitaire dans les années 1980 à un État très inégalitaire actuellement. Ainsi, en 2012, les 5 % des ménages chinois les plus riches captaient 47 % du revenu national contre 38 % en 1980. Et les 5 % des ménages chinois les plus pauvres captaient 4,7 % du revenu national en 2012 contre 8,7 % en 1980. De plus, avec 1 milliardaire sur 4 en 2015 (soit 568), la Chine devance les États-Unis et c'est désormais à Pékin que résident le plus de milliardaires. Cette évolution est surtout due à un accroissement des revenus des plus riches. Par ailleurs, la moitié des inégalités s'expliquent par le creusement des revenus entre la ville et la campagne.

© Foucher

4 Expliquez le paradoxe de l'augmentation du revenu en Chine et du creusement des inégalités.

Le revenu chinois a fortement progressé depuis le début du développement économique, passant de 320 à 5 500 $ en 20 ans. Par ailleurs, le taux de pauvreté a été divisé par huit. Pourtant, les inégalités se sont développées, d'une part, entre les villes et les campagnes et, d'autre part, entre les bas revenus et les très hauts revenus. En fait, les très hauts revenus ont progressé à un rythme beaucoup plus rapide que les bas salaires, produisant, notamment, un nombre important de milliardaires.

© Éditions Foucher

2 Les enjeux de la croissance en termes de démographie

A La modification des équilibres mondiaux

DOC 6 L'évolution de la population mondiale

Après quelques siècles d'une très lente évolution, la population mondiale a été multipliée par sept au cours des deux derniers siècles, passant d'1 milliard en 1815 à 7 milliards en 2011. Bien que toujours spectaculaire, la croissance de la population n'est cependant pas exponentielle. Selon plusieurs projections démographiques, la population mondiale pourrait atteindre un pic démographique à 10 milliards vers 2050, pour, peut-être, se stabiliser autour de 11 milliards en 2100. Il est, par ailleurs, important de souligner la chute de la fécondité passant de 5 enfants par femme en moyenne en 1950 à 2,5 en 2015.

© Foucher

1 **Surlignez les chiffres clés de l'évolution de la population mondiale.**

2 **Complétez le tableau du doc 7.**

DOC 7 Les changements de répartition de la population mondiale

Aire géographique	Population 2015		Population 2050		Population 2100	
	millions	en %	millions	en %	millions	en %
Asie	4 393	59,79 %	5 267	54,15 %	4 889	43,60 %
Afrique	1 186	16,14 %	2 478	25,48 %	4 387	39,12 %
Amérique du Sud et Caraïbes	634	8,63 %	784	8,06 %	721	6,43 %
Europe	738	10,04 %	707	7,27 %	646	5,76 %
Amérique du Nord	358	4,87 %	433	4,45 %	500	4,46 %
Océanie	39	0,53 %	57	0,59 %	71	0,63 %
Total	7 348		9 726		11 214	

Guilhem Moreau, www.atlasocio.com, 05/10/2015

3 **Commentez les résultats obtenus.** De 2015 à 2100, la part de l'Asie va passer de 60 à 43 %, au profit de l'Afrique qui, elle, va passer de 16 à 39 %. En Europe, la part va passer de 10 % à 6 %. Enfin en Amérique et en Océanie, les évolutions sont moins significatives.

DOC 8 Les conséquences des changements démographiques pour l'Afrique

L'Afrique est au début de sa transition démographique, période pendant laquelle le taux de mortalité baisse fortement alors que le taux de natalité reste encore élevé. Ainsi, la population de l'Afrique subsaharienne, notamment, va fortement progresser ce qui n'est pas sans conséquences. D'un côté, il s'agit d'une formidable opportunité, car la population en âge de travailler va devenir majoritaire et va donc fournir une main-d'œuvre indispensable à la croissance et au développement économique. Néanmoins, les industries sont peu présentes en Afrique, ce qui est peu favorable à la création d'emplois. D'un autre côté, il va falloir assurer la survie dans de bonnes conditions de cette population. La question de l'accès aux ressources va se poser, car, même si le potentiel cultivable est important, il est source de convoitise et potentiellement de conflits. Par ailleurs, l'agriculture est peu mécanisée et par conséquent peu productive. Enfin, la population africaine s'est très fortement urbanisée, générant le développement de nombreux bidonvilles. Cela a néanmoins permis le développement d'une classe moyenne qui est, en général, au cœur de la croissance économique. Désormais, pour que l'explosion démographique africaine contribue à la croissance, il faut qu'il y ait un fort investissement dans le capital humain (scolarisation des filles, santé…).

© Foucher

4 **Analysez les enjeux des évolutions démographiques en Afrique.** La croissance démographique doit apporter les ressources suffisantes en main-d'œuvre pour permettre le développement de l'Afrique. Mais, le risque est grand, sans de forts investissements en capital que cela génère du chômage, une urbanisation à risque et des problèmes d'accès aux ressources vitales.

© Éditions Foucher

B Le vieillissement de la population

DOC 9 Une population mondiale vieillissante

Selon l'ONU, une population est « vieillissante » lorsque plus de 7 % de ses habitants dépassent 65 ans et même « super âgée » si ce taux dépasse 20 %. Or, le vieillissement de la population va, à terme, concerner tous les continents, et certains sont d'ores et déjà touchés, à commencer par l'Europe où 34 % de la population devrait être âgée de plus de 60 ans d'ici 2050. En Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie, les plus de 60 ans devraient représenter 25 % de la population d'ici 2050.

© Foucher

DOC 10 La part des plus de 65 ans en 2016

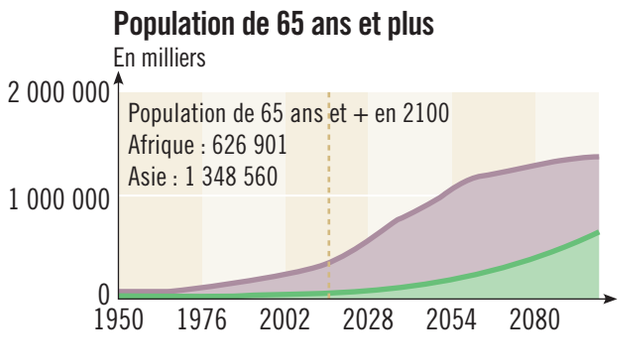
Pays	Population totale	Population > 65 ans	Population > 65 ans en %
Chine	1 382 323	138 273	10,00 %
États-Unis	324 119	49 132	15,16 %
Brésil	209 568	17 016	8,12 %
Nigeria	186 988	5 135	2,75 %
Japon	126 324	33 927	26,86 %
France	64 668	12 606	19,49 %

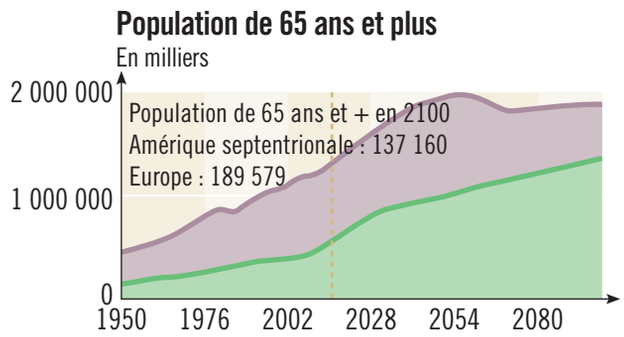
www.ined.fr

5 **Calculez la part des plus de 65 ans dans chacun des pays du doc 10.**

6 **Expliquez la notion de vieillissement de la population mondiale.** Selon l'ONU, les pays qui dépassent largement la barre des 7 % de plus de 65 ans sont entrés dans la phase de vieillissement de leur population.

DOC 11 L'évolution de la population de plus de 65 ans





www.ined.fr

7 **Commentez l'évolution prévisionnelle de la population de plus de 65 ans dans le monde.** Quel que soit le continent, la population des plus de 65 ans va fortement progresser. Déjà bien engagé en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, le vieillissement va seulement commencer en Afrique.

DOC 12 Les conséquences du vieillissement de la population

Le vieillissement de la population peut avoir un effet négatif sur la croissance (moins de population active, investissement des ménages qui diminue et taux d'épargne qui croît). La population vieillissante a des conséquences sur les systèmes de protection sociale, par des durées d'indemnisation plus longues de la retraite, des besoins croissants de soins, mais aussi par une pression croissante sur les actifs.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Le vieillissement de la population mondiale

http://tinyurl.com/zqqxggy 1'17

8 **Expliquez les relations entre la croissance et le vieillissement de la population.** La baisse de la population active peut être un frein à la croissance. En effet, la charge sociale va peser plus sur les actifs. L'équilibre entre consommation et épargne risque de se modifier, pesant notamment sur l'investissement.

© Éditions Foucher

3 Les enjeux de la croissance en termes de ressources naturelles

A L'épuisement des ressources naturelles

DOC 13 Forêt et croissance

On estime que 60 % des forêts tropicales naturelles ont déjà disparu, menaçant l'équilibre climatique de la planète et le mode de vie de près d'un milliard d'habitants. Les raisons sont multiples : exploitation pour le bois ou la pâte à papier, défrichement pour l'agriculture ou les agrocarburants, déboisement occasionné par l'industrie minière. […] Les forêts ont un rôle crucial à jouer devant l'un des plus grands défis de notre siècle. […] En stockant du carbone pour leur croissance, les arbres contribuent à atténuer le changement climatique. L'inverse est malheureusement tout aussi vrai : la déforestation représente aujourd'hui entre 15 et 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Préserver les forêts peut contribuer à atténuer ces changements, en complétant les efforts réalisés dans d'autres secteurs, comme l'énergie, l'industrie, l'habitat ou le transport et aider à atténuer le réchauffement.

www.cirad.fr

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

La déforestation

http://tinyurl.com/jku8d67 1'18

1. **Expliquez les causes de la déforestation.** La recherche de la croissance et du développement sont la cause de la déforestation, avec une exploitation intensive pour la pâte à papier ou le bois, une destruction au profit de l'agriculture vivrière, des agrocarburants ou des exploitations minières.

2. **Analysez le lien entre déforestation et changement climatique.**
Les arbres en stockant du gaz carbone permettent d'atténuer les changements climatiques. À l'inverse, la déforestation est responsable de 15 à 20 % des émissions de gaz à effet de serre.

DOC 14 Multiplication par trois de l'extraction mondiale de matières premières

En 1970, la quantité de matières premières extraites de la terre était de 22 milliards, elle est passée à 70 milliards en 2010, sachant que les pays les plus riches en consomment en moyenne dix fois plus que les pays les plus pauvres et deux fois plus que la moyenne. À l'horizon 2050, si la tendance se confirme, il faudra 180 milliards de tonnes de matières premières pour satisfaire les besoins des 9 ou 10 milliards d'individus sur terre.

Cette forte augmentation de la consommation des matières premières va contribuer à l'intensification du changement climatique, au développement de la pollution, à l'épuisement des ressources et au risque de développement des conflits. Cet essor de la demande provient, entre autres, du développement des industries dans certains pays comme la Chine. Il y a eu peu d'amélioration dans l'efficacité de l'utilisation de ces matières.

© Foucher

3. **Surlignez les chiffres clés de la consommation de matières premières.**

4. **Faites le lien entre la croissance de la consommation de matières et le développement.**
La consommation augmente du fait de la croissance de la population, du développement et du rattrapage de certains pays, comme la Chine, au niveau industriel notamment. Mais cela n'est pas sans conséquence sur l'environnement, l'épuisement des ressources et le risque de conflit que cela peut générer.

© Éditions Foucher

B L'instabilité des productions agricoles

DOC 15 Les aléas agricoles

5 Montrez que les productions agricoles sont soumises à des risques particuliers.

Selon les régions et les saisons, les productions agricoles sont soumises à des aléas. Elles peuvent être élevées lorsque les conditions climatiques sont favorables, faibles lorsqu'il y a une période de sécheresse ou au contraire des intempéries trop importantes. Elles peuvent aussi être touchées par des maladies.

DOC 16 L'instabilité des prix agricoles

Lorsqu'un marché fonctionne correctement, les prix ont tendance à fluctuer. Mais, au niveau des marchés des produits agricoles, les prix deviennent trop volatiles et connaissent des fluctuations larges et imprévisibles, notamment depuis 2007, année à partir de laquelle les marchés mondiaux ont connu toute une série de renversement des prix. Parfois, comme en été 2008, les augmentations ont été très fortes avec par exemple une multiplication par deux des prix du blé ou du soja en un an. Puis, quelques mois plus tard, les prix baissaient de manière tout aussi significative pour remonter ensuite… Ces fortes variations ont alors des conséquences très importantes à la fois sur les consommateurs et sur les producteurs. Ainsi, lorsque les prix augmentent fortement, les consommateurs dans les pays les plus pauvres peinent à se nourrir. Des émeutes de la faim ont même eu lieu l'été 2008 dans une soixantaine de pays (Égypte, Maroc, Indonésie, Philippines, Nigeria…). Par ailleurs, au niveau des producteurs, cela crée une instabilité de leurs revenus ce qui peut les pousser à ne plus investir (c'est le cas par exemple dans de nombreuses exploitations de cacao dont les pieds sont devenus trop anciens) ou à s'orienter vers des cultures plus rentables mais qui ne seraient plus vivrières (cultures pour les biocarburants par exemple).

© Foucher

6 Analysez le fonctionnement des marchés agricoles en termes de prix.

Du fait, notamment, des aléas climatiques, les prix des denrées agricoles ont connu de très fortes variations depuis une dizaine d'années. L'été 2008, par exemple, les prix des produits agricoles ont connu une flambée. Depuis cette période les prix augmentent ou baissent sans cesse de manière importante.

7 Présentez les conséquences des variations des prix des denrées agricoles sur l'économie.

Au niveau des consommateurs, la hausse des prix peut avoir des conséquences dramatiques et générer des problèmes d'accès à la nourriture (émeutes de la faim en 2008). Au niveau des producteurs, la variation des prix peut les décourager d'investir dans les cultures aux prix trop volatiles pour s'orienter vers des cultures non vivrières mais plus rentables.

8 Faites un lien entre la croissance démographique et la demande de produits agricoles.

La population augmente, ce qui génère une demande de biens alimentaires plus importante et renforce la pression sur les productions.

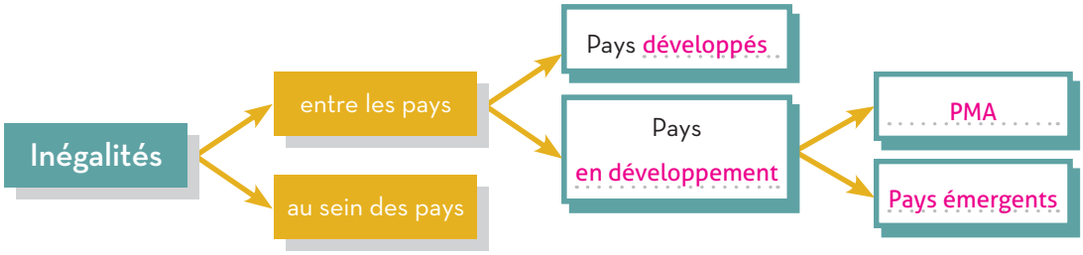
© Éditions Foucher

Quels sont les déséquilibres actuels de la croissance ? 12

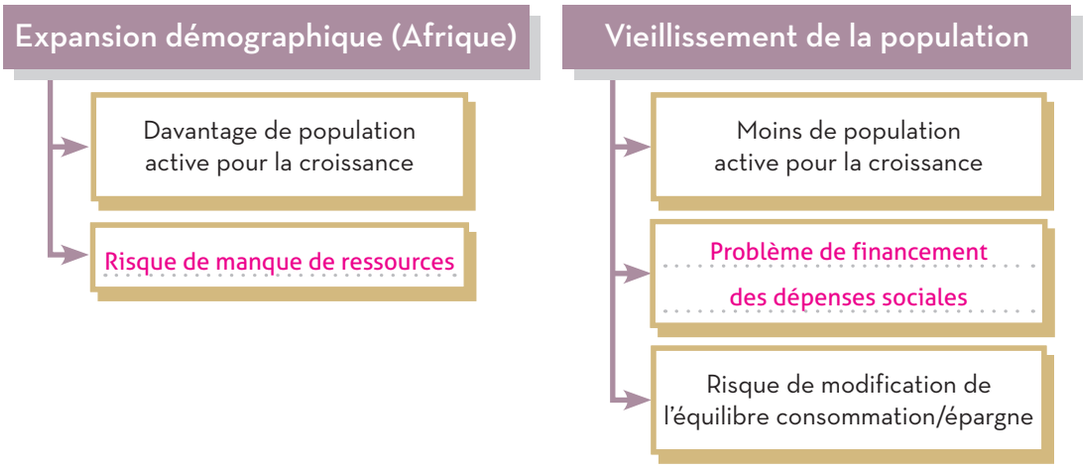
MOTS-CLÉS

Développement : notion qualitative qui se traduit par des modifications structurelles dans un pays.
Pays émergents : pays en développement dont la croissance et le développement sont très rapides.
PMA : pays les moins avancés qui se caractérisent par un faible niveau de revenu et un fort retard de développement.

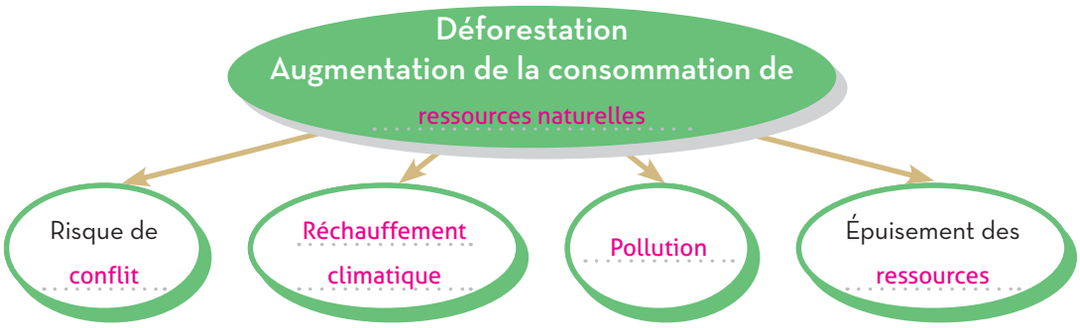
1 Les enjeux de la croissance en termes d'inégalités sociales



2 Les enjeux de la croissance en termes de démographie



3 Les enjeux de la croissance en termes de ressources naturelles



© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Entourez la bonne réponse.

Le nombre d'habitants sur Terre est d'environ :
- 7 millions ;
- 7 milliards ;
- 70 milliards.

La population mondiale a tendance à :
- augmenter ;
- stagner ;
- diminuer.

Le continent le plus peuplé est :
- l'Europe ;
- l'Asie ;
- l'Afrique.

La durée de vie chez les hommes :
- augmente ;
- stagne ;
- diminue.

Le continent ayant la densité de population la plus faible est :
- l'Asie ;
- l'Afrique ;
- l'Océanie.

Dans le monde, les femmes ont :
- de moins en moins d'enfants ;
- le même nombre d'enfants ;
- de plus en plus d'enfants.

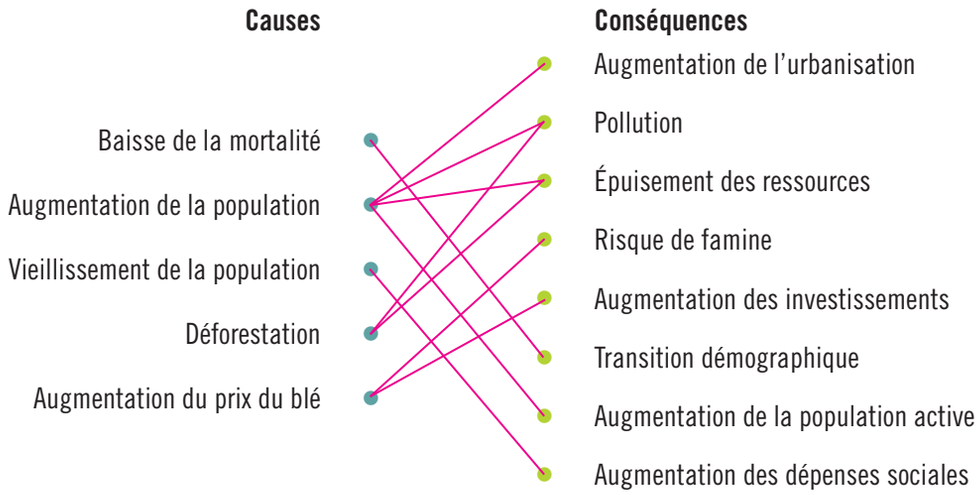
La population mondiale est :
- de plus en plus jeune ;
- ne change pas ;
- de plus en plus vieille.

Le pays le plus peuplé du monde est :
- la Chine ;
- les États-Unis ;
- l'Inde.

Le continent dont la population augmente le plus vite est :
- l'Asie ;
- l'Afrique ;
- l'Amérique du Sud.

Parmi les villes suivantes, la plus peuplée est :
- Mexico ;
- New York ;
- Tokyo.

2 Reliez les différentes causes aux conséquences correspondantes.



© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

La fin de l'enfant unique en Chine

DOC 1 Crise démographique en Chine

[...] Au niveau des États, la Chine risque d'être confrontée à une importante crise démographique pour les années à venir : le pays devrait perdre 67 millions d'habitants entre 2030 et 2050 ; et se maintiendrait tout juste à 1 milliard d'habitants en 2100, soit une diminution de plus de 343 millions pour la période 2050-2100. Afin d'enrayer cet inquiétant vieillissement de la population, Pékin a annoncé officiellement, jeudi 29 octobre 2015, la fin de la « politique de l'enfant unique », en vigueur depuis 1979. Désormais, tous les couples, sans exception, auront la possibilité d'avoir deux enfants. Près de 90 millions de femmes chinoises sont concernées par ce changement de politique, censé permettre 3 millions de naissances supplémentaires chaque année. Avant cette mesure, seuls les citoyens issus des 55 minorités ethniques n'étaient pas soumis à la politique de limitation des naissances, et les Hans – principale ethnie du pays – de la campagne pouvaient déjà avoir deux enfants si le premier était une fille.

Guilhem Moreau, www.atlasocio.com, 05/10/2015

Données	2016	2050
Population de plus de 65 ans (en milliers)	138 273	371 391
Taux de natalité (pour 1 000)	11,9	8,7
Durée de vie	76,2 ans	83 ans

www.ined.fr

DOC 2 Les effets d'une baisse de la population

La politique de l'enfant unique a eu des effets importants sur la démographie chinoise. En effet, la Chine pourrait être confrontée à une pénurie de main-d'œuvre du fait du déclin de la population en âge de travailler à partir de 2020. À cela plusieurs causes et tout d'abord le manque de mécanisation de l'agriculture qui emploie encore la moitié de la population active pour ne réaliser qu'un cinquième du PIB. Par ailleurs, la politique de l'enfant unique a créé un déséquilibre important entre les sexes, le nombre d'hommes étant notablement plus élevé que celui des femmes. Des millions d'hommes sont contraints au célibat et de nombreux trafics se sont développés autour de la recherche d'enfants (garçons essentiellement) et de femmes.

Le vieillissement de la population est déjà effectif et va poser de plus en plus vivement le problème de la prise en charge des personnes âgées, d'autant que le gouvernement n'a pas vraiment anticipé cette conséquence démographique. Au niveau social, pour les plus pauvres, c'est la famille qui prend en charge les personnes âgées. Or, cela va générer une forte pression sur l'enfant unique, d'autant qu'avec l'exode rural, cet enfant devenu adulte aura probablement dû s'éloigner de ses parents pour trouver un travail. Dans les villes, la prise en charge des parents âgés est aussi plus compliquée du fait du prix de plus en plus élevé des loyers et de l'exiguïté des logements.

© Foucher

1 Présentez la situation démographique de la Chine.

2 Analysez l'évolution démographique chinoise.

LE DÉCLIC

- Présenter consiste, à partir de quelques données chiffrées importantes, à montrer l'évolution de la population de la Chine.
- Analyser signifie que l'on va rechercher les causes et conséquences de l'évolution de la situation démographique de la Chine.
- La démographie se définit comme l'étude des caractéristiques d'une population à partir de la natalité, de la fécondité, de la mortalité…

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

La fin de l'enfant unique en Chine

1. Présentez la situation démographique de la Chine.

La Chine est aujourd'hui confrontée au vieillissement de sa population et devrait perdre 343 millions d'habitants entre 2050 et 2100. Ainsi, le taux de natalité devrait continuer de décroître, s'établissant à 8,7/1 000 d'ici 2050. Par ailleurs, la population des plus de 65 ans devrait être multipliée par 3, passant de 138 à 372 millions. La durée de vie moyenne va continuer de progresser pour s'établir à 83 ans. La Chine, face à ces évolutions démographiques, a supprimé la loi de l'enfant unique afin de stopper les effets du vieillissement de la population.

2. Analysez l'évolution démographique chinoise.

Les évolutions de la population sont dues aux politiques mises en place par les gouvernements. Tout d'abord la politique de l'enfant unique (1979) visant à freiner la croissance démographique puis la fin de cette politique de l'enfant unique (2015) pour enrayer la chute du nombre d'habitants.

Les conséquences des évolutions démographiques sont multiples.

• Conséquences économiques : la population active va régresser et de ce fait, il y aura moins de main-d'œuvre disponible pour le développement de la Chine. D'autant que, au niveau agricole, la mécanisation est faible et ce secteur emploie encore environ la moitié de la population active.

• Conséquences sociales : cette chute de la population ne va pas être facile à enrayer car la Chine compte un nombre plus important d'hommes que de femmes, générant un grand nombre de célibataires masculins et le développement d'un trafic de femmes et d'enfants (garçons). Par ailleurs, le système de protection sociale est peu développé et ce sont les enfants qui prennent en charge leurs parents lorsqu'ils ne sont plus en âge de travailler. Or, le fait de n'avoir eu qu'un seul enfant fait peser une charge lourde sur leurs épaules, d'autant que beaucoup sont partis des campagnes pour aller trouver un travail en ville. Ils sont donc souvent éloignés de leurs parents et peuvent difficilement les héberger en ville du fait de la petitesse des logements et de l'explosion du prix de loyers. Il n'est donc pas impossible de voir se développer des situations très précaires et se creuser les inégalités.

© Éditions Foucher

12 Quels sont les déséquilibres actuels de la croissance ?

La croissance se distingue du développement mais ce sont néanmoins deux notions indissociables. Ainsi, la croissance est une notion quantitative, calculée par rapport à la variation du PIB, alors que le développement est une notion qualitative et se traduit par des modifications des structures économiques, démographiques, sociales…

1. Les enjeux de la croissance en termes d'inégalités sociales

A. Les inégalités au niveau mondial

Les pays ne sont pas tous au même stade de développement économique. Ainsi, on distingue les pays développés et les pays en développement. Il faut noter que la notion de « sous-développement », en référence aux pays dits « développés », a fait son apparition dans les années d'après-guerre et que l'appellation pour ces pays a varié dans le temps. Alfred Sauvy a parlé de « tiers-monde » en 1952, puis c'est le terme de pays « sous-développés » qui a été employé jusqu'à une date récente. Les pays développés (essentiellement Europe, États-Unis, Canada, Australie et Japon) ont connu une forte croissance au cours du XXe siècle. Leur croissance est depuis la fin des 30 glorieuses (milieu des années 1970 et choc pétrolier) fortement ralentie et les pays occidentaux peinent à la maintenir. S'il existe des inégalités entre pays développés et en développement, il en existe aussi au sein des pays en développement. En effet, certains pays en développement sont très dynamiques et connaissent ou ont connu de très forts taux de croissance, ce qui leur a permis de combler tout ou partie de leur retard de développement (voir les dragons asiatiques : Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud et Singapour qui ont rattrapé les pays développés dans les années 1990). Il est aujourd'hui question des pays émergents et notamment des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), pays qui connaissent des taux de croissance très élevés depuis plusieurs années (proche de 10 % parfois) et ont un développement important. La population de ces pays souhaite accéder au même niveau de consommation que les pays occidentaux. À côté de cela, certains pays sont totalement exclus de tout développement et connaissent des difficultés économiques, sociales, politiques… L'ONU a créé le groupe des PMA (pays les moins avancés). Ils sont actuellement 48, essentiellement en Afrique et en Asie. Leurs caractéristiques : très faible PIB/habitant, vulnérabilité économique et faible développement humain (notion abordée dans le chapitre suivant). Ces pays connaissent aussi le plus souvent une forte instabilité politique. Leurs taux de croissance sont très variables du fait de leur forte dépendance.

B. Les inégalités au sein des pays

Que l'on se situe dans un pays développé ou dans un pays en développement, il existe des inégalités de revenus.

Au sein des pays développés, les différences sont également notables : les États-Unis connaissent de très fortes inégalités par rapport à d'autres pays comme la France par exemple ou les pays du Nord de l'Europe.

Selon Simon Kuznets (1901/1985), quand un pays commence à se développer les inégalités tendent dans un premier temps à augmenter pour se réduire par la suite. C'est ce que l'on constate en Chine, par exemple, qui était un pays plutôt égalitaire au début des années 1980, mais la croissance a permis à certains de s'enrichir rapidement, a vu apparaître une classe moyenne et des exclus en grande quantité, d'où un creusement des inégalités.

© Éditions Foucher

2. Les enjeux de la croissance en termes de démographie

A. La modification des équilibres mondiaux

Le poids des pays développés va progressivement diminuer au sein de la population mondiale, au profit des pays en développement et notamment de l'Asie mais surtout de l'Afrique. Dans certains pays, comme le Nigeria, on assiste à une réelle explosion démographique. Or, si la croissance démographique est un élément favorable à la croissance économique par la population active disponible, elle peut aussi être un handicap et notamment pour les pays très pauvres qui n'ont déjà pas toujours les moyens de nourrir leurs habitants aujourd'hui. Il faudra aussi que ces pays parviennent à un équilibre politique et à une valorisation du capital humain pour assurer une croissance économique pérenne et permettre un véritable développement.

B. Le vieillissement de la population

Dans les années 1960, les démographes avaient alerté sur le risque d'explosion démographique et les problèmes d'accès aux ressources que cela allait entraîner à terme. Aujourd'hui, avec les progrès économiques, de la médecine… cette bombe « P » (pour population) n'explosera pas car la population mondiale devrait, dans les années 2100, se stabiliser autour de 10 milliards de personnes. En revanche, la menace est maintenant réelle d'une bombe « V », pour vieillissement. En effet, les personnes vivent de plus en plus vieilles et le taux de natalité a fortement baissé, les équilibres sont ainsi bouleversés avec une proportion de personnes âgées de plus en plus importante. Ce risque va progressivement toucher l'ensemble du monde. Néanmoins, il est déjà existant dans de nombreux pays développés (sauf France et États-Unis par exemple dont le taux de natalité est encore supérieur au renouvellement de sa population). En Chine, le risque est avéré, suite à la politique de restriction des naissances mise en place par Mao Tsé Tong. C'est pourquoi, le gouvernement chinois a mis fin à la politique de l'enfant unique.

Les seuls pays qui aient encore réellement un taux de natalité élevé sont les pays africains.

Ce vieillissement de la population fait peser un risque sur la croissance économique à venir, car c'est la population active qui est source de croissance. Sa baisse risque de rendre la situation plus compliquée. Cependant rien n'est avéré ! En attendant, un défi en matière de couverture sociale sera à relever.

3. Les enjeux de la croissance en termes de ressources naturelles

A. L'épuisement des ressources naturelles

La forte croissance et le développement des pays occidentaux tout au long du XXe siècle a généré des dégâts écologiques sans précédents.

Aujourd'hui, les pays développés souhaitent poursuivre leur mouvement de croissance et n'envisagent pas de retour en arrière en termes de niveau et de conditions de vie. Les pays en développement, eux, souhaitent accéder au même niveau que les pays riches et sont donc demandeurs de toujours plus de produits agricoles (forte augmentation de la consommation de viandes notamment) et de biens de consommation en général (automobile…). La Chine et l'Inde sont par exemple dans cette démarche et génèrent de très forts taux de croissance. Compte tenu de leur très forte population, leurs besoins en ressources ont donc considérablement augmenté. Ainsi, la pression sur l'environnement est forte, en termes de pollution (air, mer, terres…), de destruction et d'épuisement des ressources (déforestation, pêche intensive…).

B. L'instabilité des productions agricoles

La pression agricole est également importante, car la population à nourrir est toujours plus nombreuse et des denrées agricoles sont détournées de leur usage initial (biocarburants par exemple). De ce fait, la pression sur la demande est devenue très forte, créant ainsi une dépendance aux aléas de la production (climat, maladies). Les prix deviennent très fluctuants, ce qui pose un préjudice grave tant aux producteurs qu'aux consommateurs et notamment les plus pauvres.

Ressources complémentaires

Lien entre croissance et développement (résume l'ensemble du chapitre) : https://www.youtube.com/watch?v=0zdNyi_3OO4

Lien vers des jeux sur la population : https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/jeux/population-moi/

Le Compteur de la population mondiale : http://www.planetoscope.com/natalite/5-croissance-de-la-population-mondiale-naissances---deces-.html

La population mondiale : http://www.populationmondiale.com/#sthash.JBO4VgUl.dpbs

Les chiffres de la population mondiale : https://www.populationdata.net/palmares/

Éléments sur la déforestation : http://www.planetoscope.com/forets/1817-plantation-d-arbres-dans-le-monde.html

© Éditions Foucher

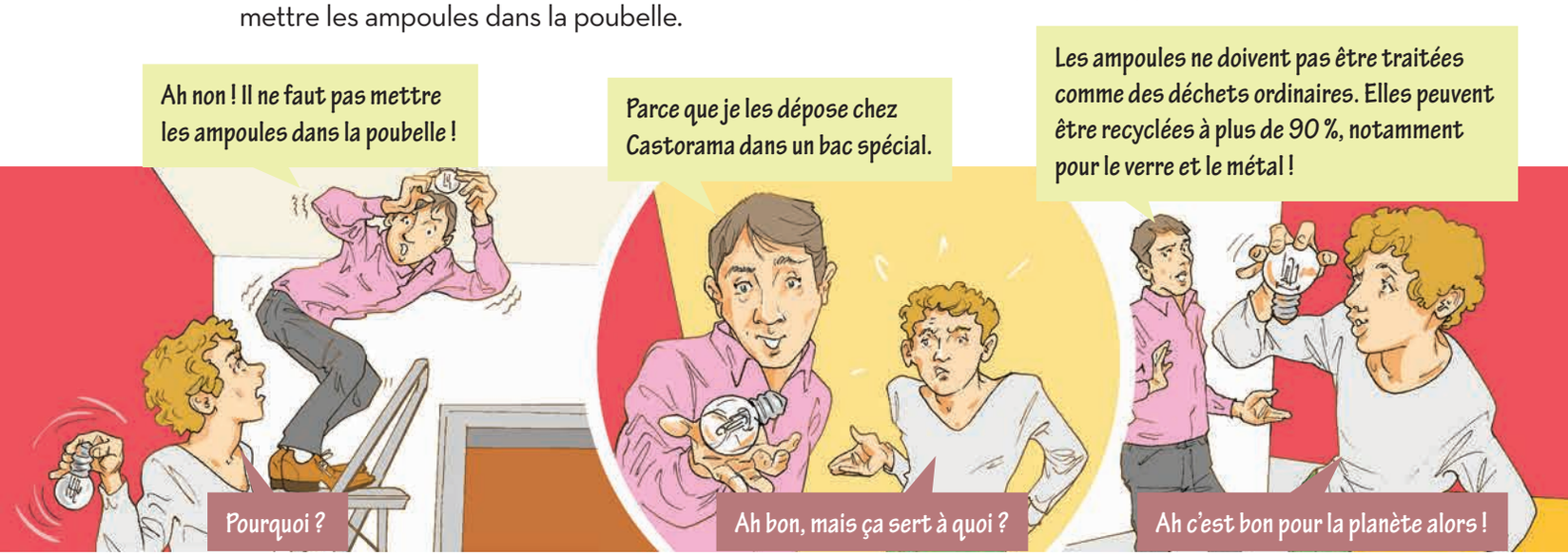
Vers quelle **CROISSANCE** les économies doivent-elles tendre ?

13

NOTIONS
- développement durable
- indicateurs du développement durable
- instruments du développement durable

Pour Kad, le recyclage, ça s'apprend !

Kad est le père de Saïd, 14 ans. Kad veut changer les ampoules du plafonnier de la cuisine. Saïd passe les ampoules neuves à son père et récupère les ampoules usagées en échange. Il est en train de mettre les ampoules dans la poubelle.



1 **Expliquez l'erreur commise par Saïd.**
Il met les ampoules dans la poubelle ménagère car il ignore qu'elles font l'objet d'un traitement spécifique.

2 **Commentez la réponse de Saïd dans la dernière vignette.** Il a compris que le recyclage des déchets permet de réutiliser des matériaux, donc d'économiser des matières, et ainsi d'éviter l'épuisement des ressources.

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Afrique du Sud, le choix du développement durable

http://tinyurl.com/jcyejqc 2'54

3 **Justifiez les changements en matière de politique énergétique de l'Afrique du Sud.**
L'Afrique du Sud est la première productrice d'énergie renouvelable en Afrique, avec 5 % de son mix énergétique, et un objectif de plus de 7 % en 2030. Les changements sont intervenus depuis 2010. Elle a fait le choix de développer les énergies renouvelables avec la mise en place de centrales électriques hydrauliques, de parcs de panneaux solaires et d'éoliennes. Elle souhaite rompre avec sa dépendance aux énergies fossiles, lutter contre les coupures de courant régulières qui fragilisent sa croissance économique et réduire ses émissions de CO_2.

© Éditions Foucher

1 La recherche d'un nouveau modèle de développement

A Les origines du développement durable

DOC 1 Repenser la croissance

Devant l'alarmante augmentation de l'épuisement des ressources naturelles au niveau mondial et l'accroissement de la population, notamment dans les zones les plus pauvres de la planète, il est temps de trouver des solutions pour faire plus avec moins. Il ne faut pas penser que les nuisances écologiques sont le prix à payer de la croissance et du développement économique. Ainsi, dans les années à venir, il va falloir favoriser de plus en plus une « économie verte ».

© Foucher

1 Identifiez les limites du modèle de croissance actuel.

La croissance des pays développés s'est faite sans vraiment tenir compte de l'épuisement des ressources. Or, si l'ensemble des pays souhaitent atteindre un niveau de développement élevé, la Terre ne pourra plus fournir les ressources en quantité suffisante pour tous. Il faut donc repenser le mode de croissance.

DOC 2 Le développement durable

Le rapport Brundtland (1987) indique que : « le développement durable est le développement qui satisfait les besoins de la génération actuelle sans priver les générations futures de la possibilité de satisfaire leurs propres besoins ». C'est un développement qui doit donc être économiquement efficace (générer du profit), écologiquement soutenable (préserver les ressources naturelles) et socialement équitable (profiter à tous).

© Foucher

2 Repérez et explicitez les trois dimensions du développement durable.

Le développement, pour être qualifié de durable, doit être économiquement efficace (assurer la production), écologiquement soutenable (économiser les ressources) et socialement équitable (assurer des revenus).

DOC 3 Le commerce équitable

Le commerce équitable cherche à favoriser les changements de pratiques dans le commerce mondial traditionnel. Ainsi, il vise à instaurer un partenariat commercial basé sur le dialogue, la transparence et le respect entre les acteurs. Il a pour but de favoriser une plus grande équité dans le commerce mondial, notamment en garantissant des prix plus justes et plus stables aux producteurs. Dans certains cas, les productions bio sont favorisées.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

Deux minutes pour comprendre le développement durable

http://tinyurl.com/z49cayh 3'39

3 Démontrez que le commerce équitable s'inscrit en partie dans la logique du développement durable.

Il respecte au moins les piliers « social » et « économie », car il permet à des producteurs de vivre mieux de leurs récoltes grâce à un prix plus juste et plus stable. Dans certains cas, le pilier « environnement » peut aussi être respecté (par exemple dans le cadre de l'agriculture bio).

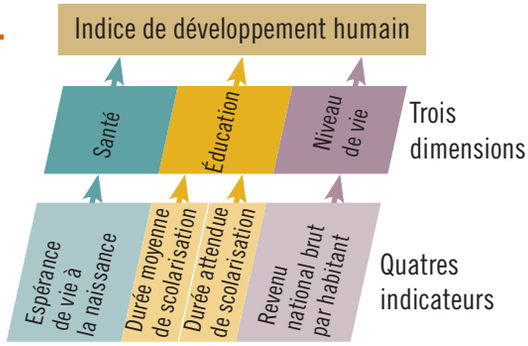
© Éditions Foucher

B L'IDH, un indicateur alternatif au PIB

DOC 4 L'IDH

Le PIB s'est révélé insuffisant pour rendre compte du développement d'un pays. En effet, le PIB sous-estime ou ne comptabilise pas certaines productions, comptabilise des activités nuisibles, ne permet pas d'appréhender le niveau et la qualité de vie. Le PNUD (programme des Nations unies pour le développement) a donc mis en place l'IDH (indicateur de développement humain). Son calcul est basé sur trois dimensions et quatre indicateurs.

© Foucher



4 Expliquez en quoi l'IDH est plus complet que le PIB pour montrer le niveau de développement d'un pays.

Le PIB n'est que l'indicateur du niveau de croissance économique d'un pays, l'IDH permet en plus de prendre en compte le niveau d'éducation et de santé.

DOC 5 Les indicateurs complémentaires à l'IDH

L'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) permet de tenir compte des inégalités existantes dans les trois dimensions de l'IDH. Ainsi, l'IDHI pourrait être égal à l'IDH s'il n'existait aucune inégalité entre les individus. Mais il décroît pour s'éloigner de l'IDH à mesure que les inégalités augmentent. On peut dire que l'IDHI représente le niveau réel du développement humain, alors que l'IDH serait le niveau potentiel à atteindre.

L'indice des inégalités de genre (IIG) traduit le désavantage des femmes par rapport aux hommes dans les trois dimensions considérées. L'indice varie entre 0 (quand les femmes sont traitées de la même façon que les hommes) à 1 (quand la situation des femmes est la plus mauvaise possible).

© Foucher

5 Présentez l'objectif de chaque indicateur. L'IDHI complète l'IDH et permet de prendre en compte les inégalités dans un pays. L'IIG mesure les inégalités de traitement entre les hommes et les femmes.

DOC 6 Quelques exemples de pays

Classement IDH	Pays	IDH	IDHI	IIG
Développement humain très élevé (49 pays)				
1	Norvège	0,944	0,893	0,067
22	France	0,888	0,811	0,088
Développement humain élevé (55 pays)				
75	Brésil	0,755	0,557	0,457
93	Thaïlande	0,726	0,576	0,380
Développement humain moyen (37 pays)				
108	Égypte	0,690	0,524	0,573
116	Afrique du Sud	0,666	0,428	0,407
Développement humain faible (43 pays)				
163	Ouganda	0,483	0,337	0,538
188	Niger	0,348	0,246	0,713

PNUD rapport sur le développement humain 2015, www.undp.org

6 Complétez le tableau en classant les pays selon leur niveau de développement : Afrique du Sud, Brésil, Égypte, France, Niger, Norvège, Ouganda, Thaïlande.

7 Expliquez ce que signifient les écarts constatés pour la Norvège, le Brésil et le Niger.

La Norvège a un niveau d'IDH très élevé et on constate assez peu d'inégalités, car le niveau d'IDHI est proche de l'IDH et le taux d'IIG est très proche de 0. Le Brésil connaît des inégalités fortes puisque son IDHI est bien plus faible que son IDH, et les femmes subissent de forts désavantages. Le Niger a un IDH déjà faible qui se trouve encore réajusté par les inégalités. Les femmes subissent des différences de traitement importantes.

© Éditions Foucher

2 Les indicateurs et instruments du développement durable

A Les indicateurs du développement durable

DOC 7 L'empreinte écologique

L'empreinte écologique des pays du monde
Grosso modo, ça donne ça :

L'empreinte écologique est un outil développé par le WWF[1] qui permet de mesurer la pression qu'exerce l'homme sur la nature. Elle détermine la quantité de surface terrestre nécessaire pour produire les biens et services que nous consommons, et absorber les déchets que nous produisons. Imaginez que vous êtes un Robinson Crusoé isolé sur une île déserte et calculez quelle devrait être la taille de votre île pour vous permettre de répondre à l'ensemble de vos besoins en nourriture, chauffage, matériaux de construction, air pur, eau potable, absorption de déchets… La surface trouvée correspondrait à votre empreinte écologique ! Bien sûr, si votre mode de vie de Robinson change, la pression sur l'île risque de devenir trop forte et votre survie peut être compromise.
Cet outil permet de quantifier les espaces disponibles et de calculer ce que serait un juste partage des ressources. Ainsi, il y a environ 12 milliards d'hectares disponibles sur Terre, soit deux hectares par être humain. Pourtant, un Américain en consomme dix : si tout le monde souhaitait adopter ce mode de vie, il faudrait disposer de cinq planètes.

1 *World Wilde Fund* (Fonds mondial pour la nature)

© *Foucher*

1 Expliquez l'intérêt de calculer l'empreinte écologique.
Cet outil permet de calculer la consommation des ressources de la population mondiale et de vérifier si ces ressources seront suffisantes pour satisfaire les besoins de tous.

2 Comparez l'empreinte écologique des différents pays et déduisez-en les risques si tous les pays souhaitaient adopter le même mode de consommation.
Les pays développés ont une empreinte écologique beaucoup plus importante que les autres pays. En cas de rattrapage des PED, les ressources de la planète seraient sûrement très insuffisantes pour satisfaire les besoins de consommation de l'ensemble de la population mondiale.

DOC 8 Du PIB au PIB vert

Le PIB est né aux États-Unis en 1934 pour mesurer les effets de la Grande Dépression, alors qu'il n'y avait à l'époque aucun indicateur économique de synthèse. Depuis, cet indicateur a subi de nombreuses critiques. On lui reproche de ne mesurer qu'une partie de la richesse créée sans distinguer les aspects positifs ou négatifs d'une activité, de ne pas prendre en compte les activités positives non marchandes (bénévolat, activité domestique…) et de ne pas traduire les inégalités du pays. Par ailleurs, le PIB ne reflète pas l'impact qu'ont la croissance et le développement économique sur l'environnement et les ressources naturelles. Ainsi, par exemple, la destruction de la forêt amazonienne a permis l'augmentation du PIB mondial. L'ONU a créé un nouvel indicateur de mesure du progrès : l'indicateur de richesse globale (ou PIB vert). Il a pour objectif de prendre en compte toutes les variables du développement durable, et donc d'évaluer l'impact économique de notre production sur l'environnement et les hommes. L'un des enjeux majeurs est de parvenir à quantifier la durabilité de la croissance économique d'un pays. Il est cependant difficile à calculer.

© *Foucher*

3 Rappelez les critiques faites au PIB.
Le PIB est un indicateur comptable qui ne prend pas en compte certains aspects de la richesse créée (bénévolat par exemple) et qui comptabilise certains aspects négatifs (accidents de la route par exemple).

4 Expliquez les apports du PIB vert par rapport à l'IDH.
Le PIB vert prend en plus en compte les aspects environnementaux.

© Éditions Foucher

B Les instruments du développement durable

DOC 9 Les différents instruments

Pour inciter les agents à avoir ou à mettre en place un comportement vertueux en termes de développement durable, et donc à modifier leurs habitudes de consommation et de production, il existe différents instruments. Il est possible de mettre en œuvre des outils :

- réglementaires : les agents vont être obligés de faire (respect de normes) ou de ne pas faire (distribution de sacs plastique interdite en caisse). Il existe aussi des moyens incitatifs par la mise en place de labels (agriculture biologique) ;
- fiscaux : mise en place de taxes pour respecter la notion de pollueur-payeur (taxe sur les ordures ménagères) ou d'incitations (bonus écologique sur les véhicules, réduction d'impôts pour économie d'énergie) qui vont inciter à des comportements plus responsables ;
- économiques : marché des permis négociables (distribution de droits à polluer aux entreprises européennes dans certains secteurs industriels).

© Foucher

5 Complétez le tableau ci-dessous.

Types d'outils	Réglementaires	Fiscaux	Économiques
Taxe sur les émissions de CO_2 d'une voiture	×		
Déduction d'impôt pour l'installation d'une chaudière à condensation		×	
Label agriculture biologique	×		
Permis d'émission négociable attribué aux entreprises de transport aérien			×
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		×	

DOC 10 L'éco-participation

L'éco-participation sert à financer la collecte, le recyclage et la dépollution des anciens appareils électriques et électroniques. Elle est reversée à un éco-organisme comme Eco-systèmes qui prend en charge la fin de vie des appareils. Lors de l'achat d'un nouvel appareil en magasin ou sur Internet, chaque consommateur paye une « éco-participation » qui varie selon le produit acheté et le type de traitement qu'il nécessite une fois en fin de vie. Conformément à la loi, l'éco-participation est indiquée sur les étiquettes de manière visible et séparée du prix du produit. L'éco-participation n'est pas versée aux pouvoirs publics : il ne s'agit donc pas d'une taxe. […] Le montant de l'éco-participation varie selon le produit et le type de traitement qu'il nécessite. Au moment du recyclage, les appareils sont traités et dépollués différemment selon leur taille, les matières qu'ils contiennent ou encore les polluants qu'ils renferment. […]

www.eco-systemes.fr

ITINÉRAIRE BIS

VIDÉO

À quoi sert l'éco-participation ? (5e vidéo)

http://tinyurl.com/j7upzv5 2'28

6 Expliquez le but et le fonctionnement de l'éco-participation.

L'éco-participation est un prélèvement effectué au moment de l'achat sur tous les appareils électriques et électroniques afin de participer au financement de leur recyclage. C'est un organisme agréé qui reçoit cet argent et qui procède ensuite à la collecte et au recyclage.

7 Montrez que cette éco-participation relève bien du principe du pollueur-payeur.

C'est celui qui va polluer qui paie pour le futur recyclage de ses déchets.

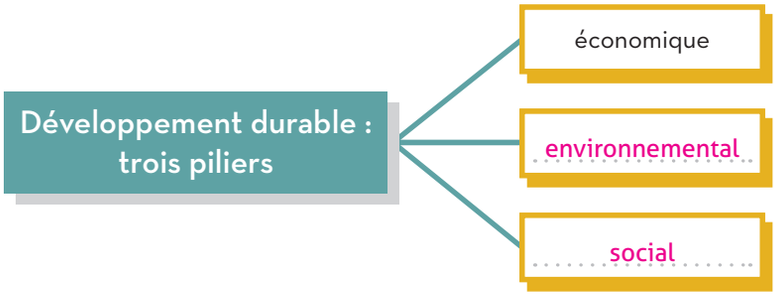
© Éditions Foucher

Synthèse

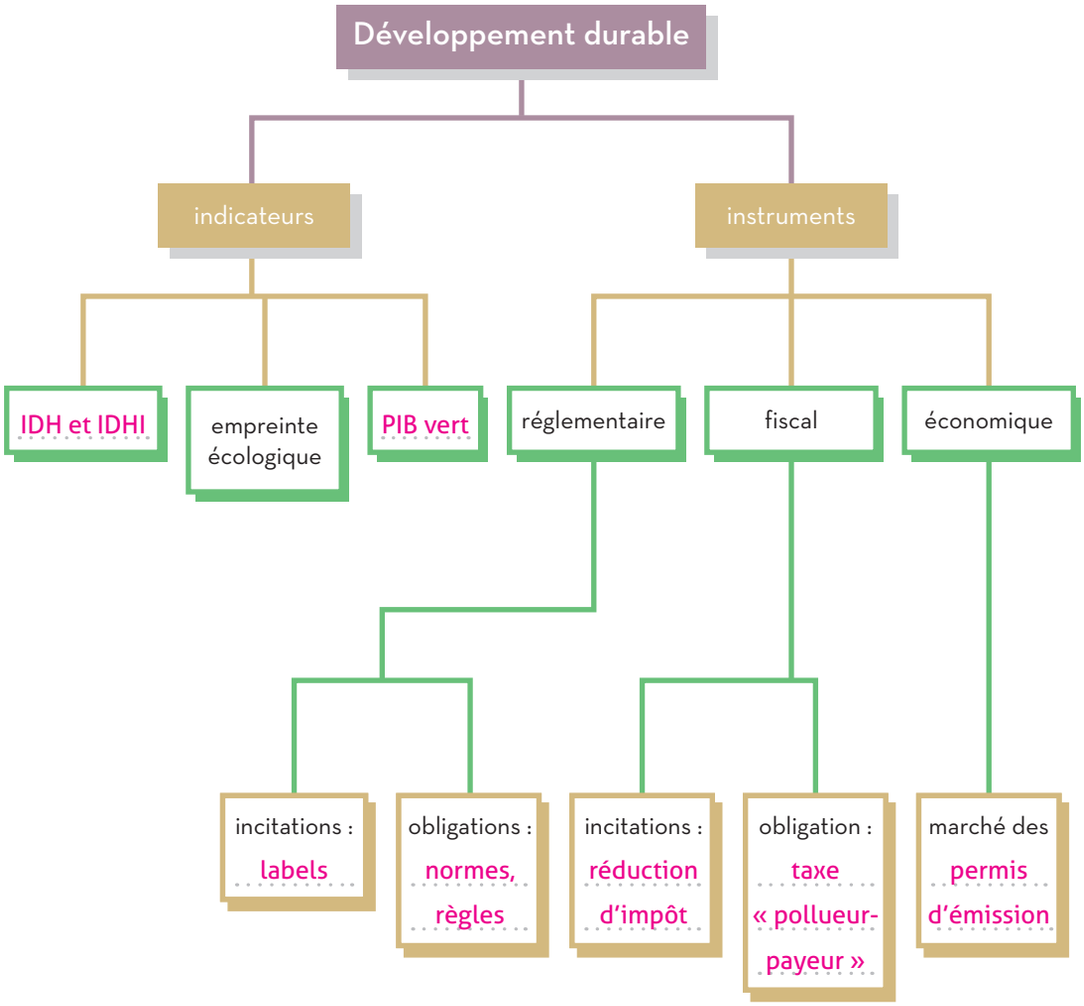
MOTS-CLÉS

Développement durable : forme de développement qui doit permettre de satisfaire les besoins de la génération actuelle sans priver les générations futures de la possibilité de satisfaire leurs propres besoins.
IDH (indicateur de développement humain) : permet de mesurer le niveau de développement d'un pays en prenant en compte le niveau de vie, de santé et d'éducation.
IDHI (indicateur de développement humain des inégalités) : reprend l'IDH en le corrigeant des inégalités dans ses trois dimensions.

1 La recherche d'un nouveau modèle de développement



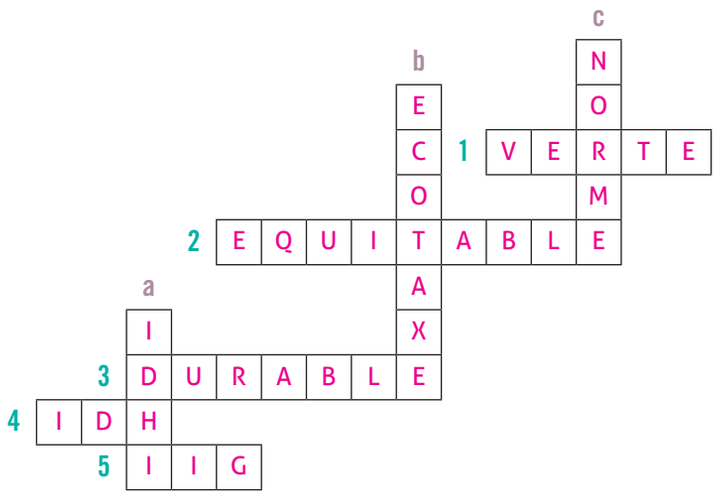
2 Les indicateurs et instruments du développement durable



© Éditions Foucher

TESTEZ-vous !

1 Complétez la grille à l'aide des définitions.



HORIZONTALEMENT

1 L'idéal serait que la croissance le devienne.
2 Se dit du commerce lorsqu'il profite à tous.
3 C'est la forme que devrait prendre le développement.
4 Indicateur alternatif au PIB
5 Indicateur qui tient compte des inégalités hommes-femmes.

VERTICALEMENT

a Indicateur correctif à l'IDH
b Prélèvement sur une personne afin de limiter les effets négatifs de la pollution
c Ensemble des caractéristiques que doit respecter un produit.

2 Cochez la bonne réponse.

Affirmations	Vrai	Faux
Tous les habitants de la planète pourraient consommer autant qu'un Américain.		×
Le développement durable ne prend pas en compte la notion de profit.		×
Une paire de chaussettes fabriquée en Asie et vendue en France respecte les trois piliers du développement durable.		×
L'IDHI est plus juste que l'IDH pour apprécier le niveau de développement d'un pays.	×	
Plus le niveau de développement est élevé et plus le niveau de l'IDH se rapproche de 1.	×	
L'empreinte écologique d'un Européen est supérieure à celle d'un Asiatique.	×	
Pour respecter la réglementation, les pharmaciens ne distribuent plus de sacs plastique.	×	

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS !

Le Bhoutan, pays du bonheur national brut

DOC 1 La naissance du concept de bonheur national brut

Le Bhoutan, petit pays de 750 000 habitants enclavé entre l'Inde et la Chine, est connu pour être le pays du bonheur. En effet, le quatrième roi de la dynastie Wangchuk, après avoir étudié les autres pays, remplace dans les années 1970 le PNB (produit national brut) par le BNB (bonheur national brut), pour mettre en place un mode de croissance alternatif et plus durable. Il a donc instauré une nouvelle priorité : développer le pays en visant d'abord le bonheur des citoyens. Le BNB est basé sur quatre piliers : la bonne gouvernance, le développement économique durable, la protection de l'environnement et la préservation de la culture bouddhiste. Il est calculé à partir de 33 indicateurs et fait l'objet de sondages tous les trois ans. Les résultats du sondage de 2015 font apparaître que sur les 7 000 Bhoutanais ayant répondu au questionnaire, 91,2 % se disent « profondément heureux ». Il faut également noter que le Bhoutan est le seul pays à avoir un bilan carbone négatif.

© Foucher

DOC 2 Des résultats en demi-teinte

En ce qui concerne la sauvegarde de l'environnement, [...] afin de se prémunir contre le tourisme de masse, le Bhoutan ne délivre qu'un nombre limité de visas chaque année [...]. Il faut aussi mentionner l'engagement constitutionnel de réserver au moins 60 % du territoire aux forêts et autres zones boisées et le fait que chaque premier dimanche du mois, les voitures sont priées de rester au garage. Ces mesures vont de pair avec le « développement économique responsable », puisque le gouvernement défend les paysans et l'économie locale, et confie la gestion des forêts aux communautés rurales les plus pauvres. [...] Parmi les autres mesures à mettre au crédit du pays, il convient de mentionner l'absence totale de panneaux publicitaires, l'interdiction de la vente de cigarettes, l'interdiction des chaînes de *fast-food* ainsi que l'éducation et les soins gratuits pour tous.

Au niveau de la « gouvernance responsable », le fait le plus marquant de ces dernières années est la modification du système de monarchie absolue en une monarchie constitutionnelle. [... Mais] dans les années 80, le roi a lancé le programme « une nation, un peuple » qui a imposé la culture des Bhoutanais d'origine tibétaine (langue, vêtements traditionnels) au détriment de ceux d'origine népalaise, qui représenteraient entre 20 et 50 % de la population. [...]

Le Bhoutan doit aujourd'hui faire face aux affres de la mondialisation [...]. La fièvre consumériste s'est emparée de la population et certains n'hésitent pas à s'endetter lourdement afin d'acquérir les derniers gadgets à la mode. Les plus jeunes délaissent les campagnes et viennent grossir le rang des chômeurs dans les grandes villes, rêvant d'un avenir meilleur. En résultent des problèmes d'insécurité, d'alcoolisme et de consommation de drogues. [...]

Enfin, [...] 25 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, selon les critères de l'ONU. Et en creux de la volonté affichée par le gouvernement de mettre en place une agriculture 100 % bio d'ici 2020, il ne faut pas faire l'impasse sur les problèmes de sous-alimentation qui touchent une partie de la population.

Alexandre Coste, www.marianne.net, 20/08/2015

LE DÉCLIC

1. Pensez à présenter en quelques mots le pays.
2. Repérez et classez les instruments selon les critères du développement durable.
3. « Évaluer », consiste à mesurer les résultats du pays au niveau des quatre piliers.

1 **Présentez la solution de développement alternatif proposée par le Bhoutan.**

2 **Montrez que les instruments mis en place sont conformes au développement durable.**

3 **Évaluez les résultats du mode de développement adopté par le Bhoutan.**

© Éditions Foucher

Entraînez-vous ! Corrigé

Le Bhoutan, pays du bonheur national brut

1. Présentez la solution de développement alternatif proposée par le Bhoutan.
Le Bhoutan, petit pays très fermé de 750 000 habitants, a choisi de mettre en avant le bonheur de son peuple plutôt que l'économie. Il a donc remplacé le PNB par le BNB. Celui-ci est fondé sur quatre piliers : une bonne gouvernance, un développement économique équitable, la protection de l'environnement et de la culture bouddhiste. Il est calculé à partir de 33 indicateurs.

2. Montrez que les instruments mis en place sont conformes au développement durable.
Ce mode de développement est basé sur un développement économique responsable (défense de l'économie locale et démocratie), sur la protection de l'environnement (limitation du nombre de touristes, préservation des forêts, agriculture biologique) et sur la préservation de la culture bouddhiste. Le pays tend donc vers un mode de développement durable.

3. Évaluez les résultats du mode de développement adopté par le Bhoutan.
Selon le sondage réalisé dans le pays, la quasi-totalité de la population (plus de 91 %) s'estimerait heureuse. Mais, les résultats ne sont pas aussi bons qu'il n'y paraît.
• La bonne gouvernance : le pays est devenu démocratique, mais il a exclu une grande partie de sa population : les Népalais.
• Un développement économique durable : le gouvernement défend les paysans et favorise l'économie locale. En revanche, le pays reste encore très pauvre avec 25 % des habitants vivant sous le seuil de pauvreté, soit moins de 2 $ par jour. Et une bonne partie de la population est sous-alimentée. Malgré son ouverture au monde, le Bhoutan réussit encore à interdire les panneaux publicitaires et les fast food, mais les achats de biens de consommation se sont développés et, en même temps, l'augmentation de l'endettement des ménages. Des problèmes graves apparaissent : chômage des jeunes, insécurité, drogue…
• La protection de l'environnement : le pays est le seul à avoir un bilan carbone négatif. En effet, il limite le nombre de touristes par an, garantit la préservation des forêts et limite l'utilisation des voitures. Il favorise également l'agriculture biologique. Mais les villes risquent d'être de plus en plus peuplées, avec les migrations des jeunes des campagnes vers les villes.
• La préservation de la culture : la culture bouddhiste est favorisée, notamment par le maintien des tenues traditionnelles et l'importance de l'éducation.

© Éditions Foucher

13 Vers quelle croissance les économies doivent-elles tendre ?

S'il a été reconnu que le PIB restait la meilleure mesure de la performance économique d'un pays, il n'est néanmoins pas une mesure du bien-être et ne prend notamment pas en compte les dégâts causés sur l'environnement. Aussi, il est devenu nécessaire de lui associer d'autres indicateurs.

1. La recherche d'un nouveau modèle de développement

A. Les origines du développement durable

Dès 1971, le Club de Rome, avec son rapport *Halte à la croissance* attire l'attention sur la surexploitation des ressources et leur épuisement à brève échéance. Il démontre l'impossibilité de la poursuite de la croissance dans les mêmes conditions et prône la croissance zéro. C'est dans ce contexte que se déroule la conférence des Nations unies sur l'environnement humain, à Stockholm en 1972. Pour la première fois apparaît un concept, l'écodéveloppement, qui annonce les prémices du développement durable. D'ailleurs, dès 1972, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) est créé. À noter que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avait déjà été créé en 1966.

L'Union pour la conservation de la nature (UICN) a parlé de *sustainable development* (traduit à l'époque par développement soutenable) dès 1980. Mais il faudra attendre le rapport de Gro Harlem Brundtland (premier ministre de Norvège et présidente de la commission mondiale sur l'environnement et le développement) en 1987 pour que le monde entier s'approprie le concept.

Il s'agit donc d'un concept qui repose sur trois piliers : économique, social et environnemental, et plusieurs principes : solidarité, précaution et participation. C'est un mouvement qui doit être suivi par tous les pays pour le rendre efficace.

En France, de nombreuses mesures ont été prises en faveur d'un développement durable depuis le Grenelle de l'environnement.

B. L'IDH, un indicateur alternatif au PIB

L'IDH a été mis en place par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) en 1990, sous l'influence, notamment, d'Amartya Sen (économiste indien, prix Nobel d'économie en 1998 pour ses travaux sur la famine, la théorie du développement humain et l'économie du bien-être). Il se veut un indicateur du bien-être d'une population. En effet, en plus de l'aspect économique (PIB/hab.) cet indicateur prend en compte des éléments sociaux (scolarisation et espérance de vie).

Il est représenté par un indicateur allant de 0 à 1. Plus le pays est proche de 1, et plus le bien-être de sa population est important. Il existe, comme pour le PIB, de nombreuses disparités. Les PMA se retrouvent en queue de peloton avec un IDH inférieur à 0,3, contre des taux proches de 0,95 pour les IDH les plus élevés. Ainsi, les PMA, en plus d'avoir un PIB/hab très faible, ont aussi une espérance de vie parfois inférieure à 50 ans et une durée de scolarisation de moins de 5 ans.

Un nouvel indicateur l'IDHI (IDH ajusté aux inégalités) a fait son apparition et permet de prendre en plus en compte les inégalités au sein d'un pays. Ainsi, si le pays est totalement égalitaire, l'IDHI sera identique à l'IDH, par contre, plus il est inégalitaire et plus l'écart entre les deux sera important. C'est le cas pas exemple dans les pays en développement.

Il existe également l'IIG (Indice des inégalités de genre) qui mesure les inégalités de traitement entre les hommes et les femmes. Cet indice est compris entre 0 et 1. Plus il est proche de 0 et plus le traitement entre hommes et femmes est similaire.

© Éditions Foucher

2. Les indicateurs et instruments du développement durable

A. Les indicateurs du développement durable

L'empreinte écologique : mesure la trace laissée sur la terre par la consommation de l'homme. Elle se mesure en hectares. Le WWF édite un rapport *Planète vivante* qui dresse l'état de l'empreinte écologique de chaque zone. Actuellement, l'exploitation de la planète est de 1,5. À ce niveau, il y a de larges inégalités, car certains pays sont très consommateurs de ressources (les États-Unis par exemple), mais sont aussi des pays dans lesquels les ressources (la biocapacité) sont très importantes. Bien évidemment, l'empreinte écologique des pays les plus pauvres (Haïti, Bangladesh…) est faible. Pour la France, en 2014, son empreinte écologique était de 4,9 hectares alors que sa biocapacité était de 3 hectares par personne. Elle excède donc sa biocapacité de 62 %.

Le PIB vert (ou *wealth index*, IWI – indice de richesse globale) a été présenté par le PNUE à l'occasion du sommet sur le développement durable RIO + 20. Il va prendre en compte sur le long terme des indicateurs sociaux et sociétaux (capital humain, santé, bien-être, etc.) et environnementaux et ainsi tenir compte de « toutes les composantes de la richesse dans un pays » et de leur évolution dans le temps (PNUE).

B. Les instruments du développement durable

Les États peuvent mettre en œuvre plusieurs outils pour aller vers une croissance plus soutenable :

- la règlementation : par des obligations de faire (contrôle technique sur les véhicules…) ou de ne pas faire (pas d'amiante dans les constructions, pas de sacs plastique en caisse…) avec l'instauration de normes par exemple (normes de construction, sur les jouets…) ;
- les labels : contrairement aux normes, ils ne sont pas obligatoires mais incitent à un comportement vertueux. On peut citer par exemple le label agriculture biologique ;
- les écotaxes répondent à la problématique du « pollueur payeur » (Arthur Pigou) : en effet, ce sont les personnes qui polluent qui paient une taxe. Par exemple, la taxe (appelée taxe mais non versée à l'État) sur les produits électriques fait contribuer le consommateur au financement du recyclage de ses produits.

L'État peut aussi mettre en place des incitations : crédit d'impôt pour la réalisation d'économie d'énergie ou en faveur des énergies renouvelables.

Enfin, il existe aussi le système des permis négociables (Ronald Coase : gestion des externalités par le marché). Ils ont été mis en place en Union européenne pour certaines industries particulièrement polluantes (centrales électriques, aciéries, raffinerie d'hydrocarbure…). Des droits à polluer sont attribués à chaque entreprise qui peut les échanger sur le marché des droits à polluer.

Résultats : ces différentes mesures ont pour but d'infléchir les comportements de consommation (exemple plus de consommation bio), de production (relocalisation d'entreprise, recyclage de déchets…) et d'investissements (les entreprises peuvent être tentées d'acquérir des technologies moins polluantes ou de développer des produits ayant de meilleures performances énergétiques).

Ressources complémentaires

Liens vers vidéo sur le commerce équitable : http://www.economie.gouv.fr/vous-orienter/entreprise/ess/commerce-equitable-cest-quoi

Mais aussi : https ://www.youtube.com/watch?v=1n2d92gxCsI ou https ://www.youtube.com/watch?v=q9hgfXGHf8I ou https ://www.youtube.com/watch?v=6MqXQO_gZlA

Calculer son empreinte écologique : http://e-graine.org/calculer_son_empreinte/ ou http://www.cite-sciences.fr/archives/francais/ala_cite/expo/tempo/planete/portail/labo/empreinte.html

De nombreuses ressources sur le site de l'ADEME et notamment de la documentation à télécharger : http://www.ademe.fr/petites-reponses-a-grandes-questions-planete ou http://www.ademe.fr/enseigner-developpement-durable mais aussi http://www.ademe.fr/logos-environnementaux-produits

Des jeux disponibles : http://www.eco-systemes.fr/documentation (fiche atelier PAM ou matières rares).

© Éditions Foucher

Vers le BAC!

THÈME 11

Pourquoi mettre en œuvre une croissance soutenable ?

1. Identifiez, à partir de données chiffrées, à quel groupe de pays, selon le classement de l'ONU, appartient le Nigeria.
2. Repérez les enjeux démographiques du Nigeria.
3. Repérez les enjeux environnementaux du Nigeria.
4. Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante : le Nigeria a-t-il suffisamment d'atouts pour se développer et rejoindre le rang des pays émergents ?

Document 1

Carte d'Afrique de l'Ouest

Document 2

Les chiffres du Nigeria en 2014

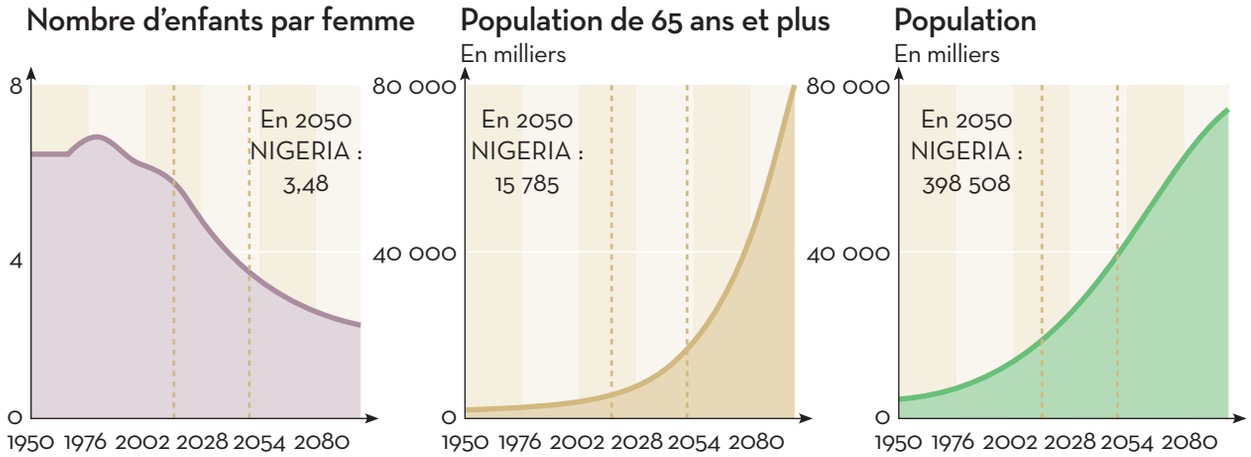
Classement (188 pays)	152
IDH	0,514
IDHI	0,320
IIE	0,841
Espérance de vie à la naissance	52,8 ans
Durée moyenne de scolarisation	5,9 ans
Croissance démographique	3,34 %/an
Population (2015)	187 380 807
PIB/hab. (2015)	2 650 $
Indice de fécondité (2013)	5,31 enfants/femme
Taux de mortalité infantile	72,970 %
Taux d'alphabétisation	59,57 %

Rapport sur le développement humain en Afrique PNUD 2016, www.undp.org et www.populationdata.net

© Éditions Foucher

Document 3

Les indicateurs démographiques



www.ined.fr

Document 4

Le respect de l'environnement

Jusqu'en 1960, la forêt tropicale du Nigeria est restée relativement intacte. Depuis, on estime que la déforestation est devenue un problème majeur puisque son taux de disparition des forêts est l'un des plus élevé au monde. Ainsi, depuis 1990, le pays a perdu 6,1 millions d'hectares soit 35,7 % de son ensemble forestier. Les causes en sont la fragmentation et l'affectation des parcelles pour l'agriculture, la récolte non durable de produits forestiers, les incendies incontrôlés, l'extraction excessive de bois de feu et l'urbanisation.

Par ailleurs, le Nigeria a été confronté à l'exploitation intensive de gisements de pétrole dans le delta du fleuve Niger, qui a engendré de graves dégâts environnementaux et notamment une pollution pétrolière grave identifiée par le PNUE (programme des Nations unies pour l'environnement) en 2011. Des décennies de production ont empêché les habitants des régions concernées de cultiver et de pêcher, et ont contaminé l'eau potable.

Lagos, la principale ville du pays, affiche une activité économique intense et offre de réelles opportunités pour l'innovation et la création d'emplois. La vie ne s'y arrête jamais ! Mais, forte de ses 21 millions d'habitants, Lagos devient étouffante. La pollution atmosphérique grimpe en flèche, les coûts de santé explosent, la circulation est de plus en plus dense et des camions-citernes s'embrasent régulièrement en pleine ville. Par ailleurs, c'est aussi à Lagos que finissent bon nombre d'ordinateurs et de smartphones en fin de vie, ainsi que l'ensemble de leurs déchets toxiques.

Au printemps 2015, à Washington, à l'occasion de la Journée mondiale de la terre, Laurentia Mallam, alors ministre nigériane de l'environnement, s'est engagée à améliorer la santé de l'environnement de 50 % d'ici 2020. « Les citoyens du Nigeria ont droit à un air pur, une eau potable et des terres non contaminées », avait-elle déclaré à cette occasion.

Mais il faudra du temps pour rendre le Nigeria plus propre et plus vert. Pourtant, l'enjeu est important et est lié au développement du pays et du continent africain en général. C'est pourquoi la Banque mondiale a déjà pris des dispositions pour lutter contre la pollution à Lagos, en finançant, par exemple, un système de bus rapides qui limite l'utilisation des voitures particulières et renforce l'efficacité des transports publics.

© Foucher

© Éditions Foucher

Document 5

Développer l'agriculture

Autrefois florissante, l'agriculture nigériane a été abandonnée après les premières découvertes d'une immense manne pétrolière au large du golfe de Guinée à la fin des années 1950. Aujourd'hui, avec ses comptes au plus bas et ses devises étrangères envolées avec la chute du prix du pétrole, le pays, qui vient de perdre sa place de première puissance économique du continent, n'a plus les moyens d'importer son riz ou son huile de palme et cherche à se sortir de la récession en favorisant le secteur agricole. Il faut dire que l'addiction de l'économie nigériane à l'or noir, dont les cours ont aujourd'hui fortement baissé, a ruiné les comptes de l'État, qui tire 70 % de ses recettes des hydrocarbures.

- **Le PIB a décliné mais le pays a un bel atout : ses terres arables**

Le rapport publié cette semaine par le Bureau national des statistiques a révélé que le PIB avait décliné de 2,1 % au second trimestre (sur un an). Aujourd'hui, le gouvernement nigérian peine à payer ses fonctionnaires et doit trouver d'autres sources de revenus. L'agriculture est sans doute la plus évidente. Avec 84 millions d'hectares de terres arables, qui s'étendent des jungles du sud au désert du Sahel au nord, le Nigeria peut espérer une large production agricole, pour sa population mais aussi pour l'export. Mais le ministère de l'Agriculture estime que le pays le plus peuplé d'Afrique importe chaque année près de 20 milliards de dollars de nourriture. À cause de l'inflation (17,1 % en juillet), un sac de riz de 50 kilos, souvent importé de Thaïlande, se vend désormais 20 000 nairas (63 dollars) contre 8 000 au début de l'année. [...]

- **Revenir à l'agriculture est désormais une urgence**

« Nous devons retourner à la production de cacao », assure le président de la CAN (Association nigériane de cacao), Sayina Riman, ajoutant que l'exportation de la précieuse fève pourrait générer les dollars tant convoités. Oluranti Adeboye a quitté son emploi au gouvernement local pour devenir cultivateur à plein temps en 2008. Mais le manque d'électricité pour faire fonctionner son exploitation et les mauvaises routes ne lui permettent pas de rêver en grand. [...] Les pluies torrentielles des derniers jours ont transformé la route en une piste boueuse et glissante. Les ouvriers sèment les graines de cacao en bottes et longs imperméables. « Il faut que le gouvernement nous aide en construisant des routes, en fournissant de l'électricité et de l'eau et que le secteur financier nous soutienne » en proposant des taux d'intérêt moins élevés que les 14 % actuels, dit M. Adeboye. [...]

- **La nécessité de relancer l'agro-industrie**

D'autant que les 170 millions de Nigérians n'attendent pas seulement de produire leur nourriture, ils veulent la transformer sur place. « Si nous voulons vraiment diversifier l'économie et créer de la valeur en dehors des hydrocarbures, alors l'agriculture doit donner naissance à l'industrie », écrit le célèbre éditorialiste du quotidien *This Day*, Simon Kolawole. [...]

AFP, 04/09/2016

© Éditions Foucher

Document 6

Le Nigeria futur pays émergent d'Afrique ?

Le Nigeria est l'un des pôles de croissance parmi les plus prometteurs d'Afrique. En effet, entre 2003 et 2013, le taux moyen de croissance a été de 6 % par an, et bien que largement fondée sur le pétrole, il a permis d'engager une modification structurelle de son économie et le secteur des hydrocarbures représente aujourd'hui moins de 10 % du PIB, contre 34 % en 2003. Par ailleurs, l'émergence d'une classe moyenne, le développement du secteur bancaire et de la distribution ont permis la montée en puissance du secteur des services, qui représente désormais plus de la moitié du PIB. Le pays a connu également un léger développement du secteur manufacturier (7 % du PIB) dans les domaines du ciment (premier producteur africain), de l'agro-industrie et de l'équipement électrique et pétrolier.

Mais si ce pays, à fort potentiel, compte de nombreux millionnaires et milliardaires, il n'en reste pas moins l'un des plus inégalitaires au monde, et on estime que près de 70 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour. La croissance ne profite donc qu'à une minorité.

Depuis quelques mois, le Nigeria est en perte de vitesse avec une croissance pour 2016 estimée à – 1,5 %, une inflation en hausse proche de 15 %. Par contre, le pays est très peu endetté tant au niveau de ses comptes publics que commerciaux.

© Foucher

Document 7

Les critères pour faire partie des PMA selon l'ONU

- La population du pays est inférieure à 75 millions d'habitants.
- Le revenu par habitant est inférieur à 992 $ pendant trois années consécutives.
- Le retard dans le développement humain est avéré.
- Le pays est vulnérable au niveau économique.

© Foucher

© Éditions Foucher

Vers le bac – Thème 11 – Corrigé

Pourquoi mettre en œuvre une croissance soutenable ?

1. Identifiez, à partir de données chiffrées, à quel groupe de pays, selon le classement de l'ONU, appartient le Nigeria.

Le Nigeria appartient au groupe des pays émergents, mais ne peut néanmoins pas être classé comme un PMA (pays les moins avancés). En effet, bien que cumulant de nombreuses difficultés, il ne respecte pas l'ensemble des critères d'un PMA.

Il a une population trop importante (170 millions) et un PIB par habitant supérieur (2 650 $ par habitant).

En revanche, ses indicateurs sociaux le place parmi les pays à développement humain très faible. Ainsi, il a un niveau d'IDH de 0,514, parmi les plus faibles au monde (152e sur 188 pays), aggravé par des inégalités ce qui donne un IDHI encore plus faible (0,320). Par ailleurs, la durée moyenne de scolarisation est proche de six ans et le taux d'alphabétisation inférieur à 60 %. L'espérance de vie est proche de 53 ans et le taux de mortalité infantile encore élevé. Il fait partie des pays qui n'ont pas vécu la transition démographique et la fécondité par femme est encore de 5,31 enfants.

Il ne peut pas non plus être considéré comme un pays émergent car son développement économique est trop faible.

2. Repérez les enjeux démographiques du Nigeria.

Au niveau démographique, le Nigeria va devoir relever plusieurs défis.

Il va falloir que le pays apprenne à gérer la transition démographique pour réduire de manière importante le nombre d'enfants par femme, qui restera encore élevé en 2100. Par ailleurs, n'ayant pas réalisé sa transition démographique, la population va croître de manière très importante pour doubler d'ici 2050. Cela signifie que le pays disposera de plus de main-d'œuvre pour développer certains secteurs d'activité. Mais il faudra que les ressources agricoles suivent pour assurer l'autosuffisance alimentaire de la population, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Le pays devra également gérer sur le long terme une population toujours plus nombreuse de plus de 65 ans, ce qui supposera un secteur de santé suffisamment développé.

3. Repérez les enjeux environnementaux du Nigeria.

Le Nigeria est confronté à quatre défis majeurs en termes d'environnement :

- la déforestation est une des plus importantes du monde et est due à l'augmentation des surfaces cultivables, à la surexploitation des ressources forestières et à l'urbanisation ;
- la pollution du fait de l'exploitation des ressources pétrolières : contamination de l'eau, des sols… ;
- l'urbanisation croissante : pollution, circulation intense… ;
- les conditions climatiques qui rendent parfois les rendements agricoles incertains.

4. Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante : le Nigeria a-t-il suffisamment d'atouts pour se développer et rejoindre le rang des pays émergents ?

Le Nigeria est le plus peuplé des pays africains et aspire à devenir une puissance économique du continent. Pour cela, il dispose de nombreux atouts mais également de faiblesses.

Les atouts pour devenir un pays émergent

Au niveau économique, le pays a connu une très forte croissance de l'ordre de 6 % sur les dix dernières années et a su modifier les structures de son économie, qui était auparavant essentiellement tournée vers le pétrole. Ainsi s'est développée une classe moyenne qui a permis le développement du secteur des services. Par ailleurs, le secteur manufacturier s'est un peu accru pour représenter 7 % du PIB. Le pays a aussi su développer une métropole dynamique avec Lagos. Le pays possède donc des ressources pétrolières importantes qui lui assurent des revenus commerciaux. Par ailleurs, le Nigeria dispose de terres agricoles en quantité, qui devraient fournir une production importante. Enfin, le pays est peu endetté.

Au niveau social, le pays va connaître un accroissement de sa population, ce qui va lui permettre de disposer d'une main-d'œuvre jeune pour développer l'industrie notamment. Par ailleurs, une classe moyenne a émergé.

Au niveau de l'environnement, le gouvernement a pris conscience des problèmes de pollution notamment urbaine et s'est engagé, lors de la Journée mondiale de la terre en 2015, à mettre des moyens. La Banque mondiale participe à la résolution des problèmes en mettant des moyens concrets en place dans le pays.

© Éditions Foucher

Les faiblesses pour devenir un pays émergent

Au niveau économique, le pays est entré dans une période difficile, avec des prévisions de croissance négative et une inflation autour de 15 %. La baisse des prix de vente du pétrole engendre des difficultés graves et des rentrées d'argent en large baisse. En effet, l'or noir fournit 70 % des recettes de l'État, ce qui fait qu'il a aujourd'hui du mal à payer ses fonctionnaires. Par ailleurs, le secteur manufacturier, notamment agroalimentaire, est encore trop peu développé, les infrastructures insuffisantes et l'approvisionnement en électricité et en eau potable trop irrégulier. Au niveau agricole, le secteur a été délaissé au profit de l'exploitation du pétrole, et le pays est aujourd'hui obligé d'importer des denrées alimentaires alors qu'il dispose de terres agricoles en quantité. L'inflation forte renforce le problème de l'accès à l'alimentation en rendant les prix de plus en plus élevés.

Au niveau social, si certains se sont fortement enrichis, c'est au détriment des autres. En effet, les inégalités sont très fortes et 70 % de la population vit avec moins de un dollar par jour. Par ailleurs, le développement humain est un des plus bas du monde (152e), avec des conditions de vie de pays pauvre (faible durée de scolarisation, espérance de vie faible, fort taux de natalité…). La croissance démographique peut se révéler extrêmement risquée si le pays ne parvient pas à assurer l'autosuffisance alimentaire de ses habitants, d'autant qu'à terme cette population va vieillir et qu'il faudra assurer au niveau de la santé.

Au niveau environnement, le Nigeria est victime de la déforestation, de la pollution liée à l'exploitation du pétrole, du retraitement des déchets des pays riches et de l'urbanisation mal contrôlée.

Au total, le pays est encore loin de pouvoir accéder au statut de pays émergent car les défis à relever au niveau agricole, environnemental et social sont très élevés.

© Éditions Foucher

Mots-clés - première

A

Agent à besoin de financement : agent dont l'épargne est inférieure aux dépenses d'investissement (les entreprises et les États).
Agent à capacité de financement : agent dont l'épargne est supérieure aux dépenses d'investissement (les ménages).
Agent économique : individu ou groupe d'individus qui réalise des opérations économiques.
Autofinancement : moyen de financement obtenu au sein même de l'entreprise grâce à son activité (bénéfices non distribués aux actionnaires).
Autorité de la concurrence : autorité administrative indépendante, spécialisée dans l'analyse et la régulation du fonctionnement de la concurrence sur les marchés.

B

Besoins : naissent suite à un état de manque ou de désir et peuvent être primaires ou bien secondaires, c'est-à-dire vitaux ou de confort. Ils sont satisfaits principalement par les biens économiques qui sont le résultat du travail humain.
Bien collectif : bien qui, une fois créé, est accessible à tous, sans condition.

C

Capital humain : ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques d'un individu développées par l'éducation et la formation qui favorisent la productivité.
Choix économiques : les besoins des individus sont par nature illimités face à des ressources limitées. Pour les satisfaire les individus sont donc contraints de procéder à des arbitrages, c'est-à-dire de faire des choix.
Circuit économique : schéma qui représente les échanges et les types de flux existant entre les différents agents économiques. Il met en évidence l'interdépendance des agents économiques.
Coefficient budgétaire : part d'un poste de dépense appelé poste budgétaire d'un ménage dans le total de la consommation. Il est exprimé en %.
Combinaison productive : choix et quantités de facteurs de production utilisés pour produire des biens ou des services.
Consommation : part du revenu disponible des ménages pour se procurer des biens ou des services.

D

Demande : quantité de biens ou de services que les agents économiques sont prêts à acheter.
Différenciation : ensemble des moyens mis en œuvre par une entreprise afin de rendre rare, voire unique, son offre.

E

Échanges : relations entre les agents économiques qui se traduisent par des flux opposés. Ils peuvent être réels (échange de bien ou service) ou monétaires (échange de monnaie).
Effet externe ou « externalité » : répercussion de l'activité d'un agent économique sur d'autres agents économiques sans compensation monétaire.
Entreprise publique : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante.
Épargne : part du revenu non consommée.

F

Facteurs de production : moyens mis en œuvre par une organisation pour produire des biens et des services : facteur travail et facteur capital, ressources naturelles, information et savoir.
Financement direct : financement assuré par le marché des capitaux entre les ACF et les ABF grâce à l'échange de titres financiers (actions et obligations).

© Éditions Foucher

Financement indirect : financement réalisé par l'intermédiaire des banques qui accordent des crédits aux agents économiques.
Fonctions économiques : ensemble des opérations réalisées par les acteurs économiques. Les principales fonctions sont : la consommation, la production, la redistribution, le financement.
Fonctions régaliennes : ensemble des missions fondamentales que l'État prend en charge.

I

Innovation : mise en place d'une nouveauté technologique, commerciale ou organisationnelle : produit, service, processus de production, méthodes organisationnelles.

M

Marché concurrentiel : marché sur lequel les offreurs rivalisent entre eux pour capter les demandeurs.
Monnaie : moyen de paiement qui permet la réalisation des échanges et qui est donc essentiel à l'activité économique.
Monopole : marché sur lequel un seul offreur propose un produit donné.

O

Offre : quantité de biens ou de services proposée sur un marché par un vendeur.
Oligopole : situation de marché dans laquelle il existe quelques offreurs pour un produit donné.
Opérations économiques : désignent les fonctions de production, de répartition des richesses et de choix des dépenses qui permettent d'apporter une réponse aux besoins des individus. Elles déterminent une certaine organisation de la société.

P

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec ses revenus.
Prélèvements obligatoires : ensemble des impôts et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques et les institutions européennes.
Productivité : rapport entre le volume de production et le volume de facteurs de production.
Produit intérieur brut (PIB) : ensemble des richesses créées (somme des valeurs ajoutées) sur le territoire national pendant un an par les agents économiques.

R

Revenu disponible : revenus primaires desquels on déduit les prélèvements obligatoires et auxquels on ajoute les revenus de transfert.
Revenus de transfert : revenus issus des mécanismes de redistribution.
Revenus primaires : revenus des ménages directement issus de leur participation à la production par le travail (salaire) ou par la propriété de certains biens (loyers, intérêts).

S

Secteur institutionnel : regroupement d'acteurs économiques ayant une fonction économique principale similaire et qui prennent des décisions de façon autonome.
Service public : activité d'intérêt général pris en charge par des personnes publiques.
Structure de la consommation : répartition des dépenses des ménages en fonction de postes budgétaires regroupant des biens et services dans des catégories homogènes (alimentation, équipement et entretien du logement, transport, logement, habillement, santé, culture et loisirs).

T

Taux de croissance du PIB : (PIB année N – PIB année N–1)/(PIB année N–1) × 100. Le taux de croissance du PIB est l'indicateur généralement utilisé pour mesurer le dynamisme économique d'un pays.
Titres financiers : valeurs mobilières négociables et interchangeables qui peuvent être cotées en Bourse. Les principales valeurs mobilières sont les actions et les obligations.

V

Valeur ajoutée : production – consommations intermédiaires. La valeur ajoutée d'une entreprise se définit comme la richesse qu'elle crée réellement.

© Éditions Foucher

Mots-clés – terminale

A

Accords commerciaux régionaux : accords entre plusieurs pays pour développer leurs échanges en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires entre pays de la zone. **124**
Association : regroupement de personnes sous le statut de la loi de 1901 ayant une activité à but non lucratif. **60**

C

Chômage : situation d'une personne ou d'une population privée involontairement d'emploi. **24**
Chômage conjoncturel : chômage lié au ralentissement de la croissance économique. **24**
Chômage structurel : chômage lié aux déséquilibres durables de l'économie nationale. **24**
Compte des transactions courantes : compte qui permet de mesurer les échanges entre la France et le reste du monde. **112**
Consensus : procédure de décision utilisée par l'OMC, elle consiste à dégager un accord en négociant et sans procéder à un vote. **134**
Coopérative : regroupement d'individus pour la mise en commun de moyens et le partage de besoins. **60**

D

Déficit budgétaire : solde négatif correspondant à la situation dans laquelle les recettes de l'État (hors remboursement d'emprunt) sont inférieures à ses dépenses (hors emprunt) au cours d'une année. **96**
Dette souveraine : dette émise par un émetteur souverain (en général un État). Elle englobe l'ensemble des déficits cumulés de l'État, auquel on ajoute l'ensemble des dettes contractées par les institutions qui en dépendent (les collectivités locales, les établissements publics…). **96**
Développement : notion qualitative qui se traduit par des modifications structurelles dans un pays. **148**
Développement durable : forme de développement qui doit permettre de satisfaire les besoins de la génération actuelle sans priver les générations futures de la possibilité de satisfaire leurs propres besoins. **156**
Dumping : pratique commerciale anticoncurrentielle qui consiste à vendre une marchandise sur un marché étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur, parfois même au-dessous du prix de revient. **134**

F

Flexibilité du marché du travail : facilité, plus ou moins grande, avec laquelle l'offre de travail des ménages s'adapte à la demande de travail des entreprises. **24**
FMN : entreprise qui a une participation significative dans le capital d'entreprises étrangères afin de produire ou de commercialiser hors de son territoire d'origine. **112**
Fondation : affectation de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif. **60**

I

IDE : investissement réalisé par une entreprise pour prendre le contrôle d'une autre entreprise à l'étranger, celle-ci devenant sa filiale. **112**
IDH (indicateur de développement humain) : permet de mesurer le niveau de développement d'un pays en prenant en compte le niveau de vie, de santé et d'éducation. **156**
IDHI (indicateur de développement humain des inégalités) : reprend l'IDH en le corrigeant des inégalités dans ses trois dimensions. **156**
Impôt progressif : impôt dont le taux de prélèvement par tranche augmente en fonction du revenu. **50**

© Éditions Foucher

L

Libre-échange : principe économique favorable au développement du commerce international qui préconise la réduction des barrières douanières. **124**

Logique d'assistance : principe de solidarité entre individus pour lutter contre la pauvreté qui assure un revenu minimum au bénéficiaire sans cotisations préalables. **40**

Logique d'assurance : ouverture de droits en fonction de cotisations versées pour certains risques sociaux. **40**

M

Marché du travail : lieu de rencontre entre l'offre et la demande de travail. **12**

Mutuelle d'assurance et de prévoyance : entité ayant pour objectif principal la couverture des risques partagée équitablement entre ses différents sociétaires. **60**

O

Organe de règlement des différends : composante de l'OMC chargée de régler les différends commerciaux entre pays membres. **134**

P

Pays émergents : pays en développement dont la croissance et le développement sont très rapides. **148**

PMA : pays les moins avancés qui se caractérisent par un faible niveau de revenu et un fort retard de développement. **148**

Politique budgétaire : actions sur les recettes ou les dépenses de l'État (donc sur le solde du budget) pour mener une politique économique. **86**

Politique conjoncturelle : actions de la puissance publique ayant pour but de réguler les fluctuations de l'activité économique. **74**

Politique de relance : décisions économiques destinées à soutenir la croissance du PIB. **86**

Politique de stabilisation : décisions économiques destinées à favoriser la stabilité des prix. **86**

Politique économique : moyens mis en œuvre par l'État pour agir sur les grandes variables économiques afin d'améliorer la situation d'un pays. **74**

Politique monétaire : maniement du taux d'intérêt directeur pour favoriser l'emprunt et ainsi contrôler la masse monétaire. **86**

Politique structurelle : actions de la puissance publique ayant pour but d'améliorer le fonctionnement de l'économie à long terme. **74**

Population active : ensemble des personnes ayant un emploi et celles recherchant un emploi (chômeurs). **12**

Protectionnisme : politique économique menée par un État consistant à protéger un pays de la concurrence étrangère, le plus souvent en instaurant des barrières douanières. **124**

Protection sociale : mécanismes permettant aux individus de faire face aux conséquences financières des risques sociaux. **40**

R

Redistribution : transfert de revenus effectué par l'État ou la Sécurité sociale grâce aux prélèvements obligatoires. **50**

S

SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance, salaire en dessous duquel un employeur ne peut payer un salarié. **12**

Solde excédentaire (déficitaire) : solde d'un compte pour lequel le montant des exportations dépasse celui des importations (pour lequel le montant des importations dépasse celui des exportations). **112**

T

Taux d'activité : proportion des actifs occupés et chômeurs, dans la population totale. **12**

Taux de chômage : proportion de chômeurs dans la population active. **24**

© Éditions Foucher

Crédit photographique

p. 6 © Matton
p. 7 © Matton
p. 8 © Tripplaar/Sipa
p. 14 © Lydie Lecarpentier/Rea
p. 19 © Matton
p. 20 © Matton
p. 21 © Matton
p. 22 © Speechi
p. 26 © Thomas Samson/Afp
p. 32 © François Guenet/Divergence
p. 35 © Sébastien Ortola/Rea
p. 36 © Matton
p. 37 © Marta Nascimento/Rea
p. 38 © Matton
p. 39 © Matton
p. 42 © Hamilton/Rea
p. 45 © Matton
p. 46 © Gros/Iconovox
p. 47 © Matton
p. 52 © Deligne/Iconovox
p. 55 © Matton
p. 56 © Matton
p. 58 © Matton
p. 62 © Matton
p. 69 © Philippe Wojazer/Afp
p. 76 © Industrie du future
p. 79 © Matton
p. 81 © OCDE
p. 84 © Matton
p. 85 © Matton
p. 88 © Balint Porneczi/Bloomberg *via* Getty Images
p. 94 © Daniel Riffet/Photononstop
p. 98 © Rodho
p. 107 © Matton
p. 109 © ESA/CNES/ArianeEspace
p. 114 © Matton
p. 117 © Matton
p. 121 © NAFTA (h) ; © Matton (m) ; © ASEAN (b)
p. 126 © Brendan Smialowski/Afp
p. 130 © WTO
p. 132 © Matton
p. 136 © Keren Su/China Span/Getty Images
p. 142 © Matton
p. 146 © Matton
p. 147 ©Scott Olson/Getty Images North America/Afp (g) ; © Shaunl/Getty Images (m) ; © John Eveson/Getty Images (d)
p. 150 ©Jeffrey Greenberg/UIG *via* Getty Images
p. 152 © Matton
p. 155 © Matton
p. 158 © iStock/Getty Images

© Éditions Foucher

Mise en page : STDI
Illustrateurs : Olivier Prime et Nicolas Grégoire
Iconographe : Katia Davidoff

Paris – Avril 2017 – 01 – SB-MS/EG